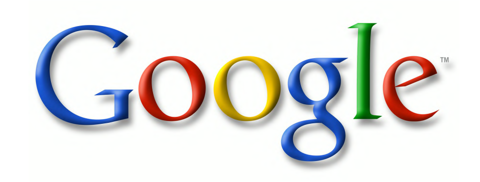
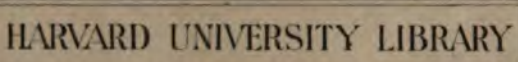







VE
RI
TAS

[redacted]

LA RUSSIE

EN FACE DE CONSTANTINOPLE

ET DE L'EUROPE.

DEUXIÈME ANNÉE.

UN COURS D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE
est professé par l'auteur, rue de Fleurus, 18,
tous les samedis, de 11 *heures à midi.*

PARIS. — IMPRIMERIE DE W. REMQUET ET Cie,

Rue Garancière, 5, derrière St.-Sulpice.

LA RUSSIE

EN FACE DE CONSTANTINOPLE

ET DE L'EUROPE

DEPUIS SON ORIGINE JUSQU'A NOS JOURS,

[illegible]

HISTOIRE DIPLOMATIQUE

[illegible] DOUBLE POINT DE VUE

[illegible] les meilleurs travaux [illegible], les auteurs russes ou étrangers, les [illegible] et [illegible] les plus authentiques et les plus curieuses pour chaque époque

PAR

M. François COMBES,

[illegible] du Ministère et de la régence de l'abbé Suger,

[illegible] correspondant de l'Académie belge d'histoire et de philologie, etc.

[illegible]

PARIS.

[illegible] DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR, PALAIS-ROYAL,

Galerie d'Orléans, 13

1854

stant devant la perspective effrayante que lui font appréhender les progrès constants de cet État.

Il voit en Europe, non un peuple isolé, sans caractère et sans action, et dont la chute, à cause de cela, pourrait être insignifiante, mais un corps de nations, vivant sous une civilisation, regardée comme supérieure à celle des âges passés, exerçant au loin une influence grande et salutaire, et dont, par conséquent, la ruine lui semblerait être un malheur pour l'humanité. A cet aspect, il se demande s'il existe néanmoins pour ces nations elles-mêmes des limites fatales et infranchissables, comme pour la vie des individus; si elles dégénèrent, s'épuisent, se dissolvent elles-mêmes, dans l'existence qui leur est propre; ou bien, si elles sont attachées à une phase unique de l'humanité, de telle sorte qu'elles ne puissent pas elles-mêmes, comme par un décret providentiel, faire passer le monde dans une phase nouvelle; si elles doivent nécessairement céder alors la place à d'autres, qui, munies de leurs dépouilles et les façonnant selon leur génie propre, en composent une civilisation différente, un autre cycle humanitaire, jusqu'à ce qu'elles disparaissent à leur tour, après avoir joué leur rôle,

après avoir fait leur temps! Il se demande, en outre, si, sans remonter trop haut dans l'Antiquité, ce n'est pas là l'enseignement décourageant de l'histoire; si ce n'est pas ainsi que la Macédoine barbare s'incorpora les nombreux petits États grecs, plus policés qu'elle, s'appropria leur civilisation, en y mettant son cachet, et la fit prédominer même, par la fondation de l'Empire macédonien, surtout par celle d'Alexandrie, qui en exprimait la pensée et l'objet, sur les civilisations orientales vaincues; si ce n'est pas ainsi que Rome à son tour, également barbare, se substitua aux débris du Monde gréco-macédonien, et, sans pouvoir lui ôter sa vie intellectuelle, lui prit, pour elle-même et pour tout l'Occident, des éléments qui, combinés avec l'élément romain, constituèrent une civilisation nouvelle et jusqu'alors inconnue; il cherche enfin, si ce n'est pas en vertu de cette sorte de loi que le Monde romain, malgré son unité, sa centralisation administrative, sa force apparente, alla s'engloutir dans le Monde barbare, dans le Monde moderne, de qui il avait, par ses conquêtes, rapproché tout exprès la civilisation, et pour lequel seul il se mblait avoir amassé tous ses

trésors de gloire, de littérature, d'arts, de mœurs policées, de législation, qui lui avaient coûté plus de mille ans de travaux ! Voilà ce qu'on se demande, en abordant l'histoire diplomatique du premier des Etats slaves, de celui qui les domine, qui y règne ou s'y fait craindre partout, de la Russie.

Et si, parmi les Empires que nous venons d'énumérer, nous examinons leur situation, au moment de leur chute, et celle de leurs conquérants, au moment de leur triomphe, nous y trouvons, d'une manière plus ou moins complète, des traits si frappants de ressemblance avec la situation comparée de l'Europe et de la Russie ; que la crainte d'un même avenir en devient plus forte, plus absorbante. Y a-t-il rien, par exemple, qui ressemble autant à l'Europe actuelle en face de la Russie; que la Grèce ancienne en présence de la Macédoine ? Comme l'Europe d'aujourd'hui, la Grèce était arrivée à son âge démocratique ; comme elle, elle avait eu des mouvements révolutionnaires, à Thèbes, dans les villes thessaliennes, à Athènes, dans Sparte même ; comme elle, elle offrait de grandes familles, des classes riches, et parfois des États en-

tiens, qui, opprimés par les imitateurs du fameux Alexandre de Pheres, ou menacés par la démocratie, avaient montré du penchant pour l'étranger, qui, en un mot, avaient *macédonisé*, *philippisé*, ou, au besoin, n'étaient pas éloignés de le faire; comme elle, depuis les enseignements philosophiques et religieux de Socrate, qui fut pour le Polythéisme grec, mais avec plus de justice, ce que Luther a été pour le Catholicisme, elle était travaillée par l'indifférence religieuse: les Oracles, celui même de Delphes, étaient dénigrés, bafoués, outragés; des terres sacrées étaient livrées, malgré les Dieux, au soc impie de la charrue; les prêtres effrayés cherchaient partout un protecteur; il fallait l'épée, il fallait des *guerres sacrées* pour soutenir la religion attaquée; le déisme, ou même l'athéisme ignorant et grossier, était partout, l'antique et humble foi aux Oracles et aux Dieux, presque nulle part; comme elle, sous le rapport moral, elle avait à déplorer un abaissement profond des caracteres: tout y était vénal, tout s'y vendait ou s'achetait par de vils marches; comme chez elle, les divers Etats, en presence de l'attitude perfide de la Macédoine et de sa marche envahissante, etaient toujours di-

la Grèce ; enfin, comme la Russie, la Macédoine avait aspiré à conquérir Byzance, et l'avait plus d'une fois essayé; comme elle, enfin, elle s'était préparée de longue main à tous les rôles qu'elle avait remplis, et, de bonne heure, elle s'était ouvert le chemin qui devait la conduire à une domination, plus ou moins habilement déguisée.

Un seul point manque à ce parallèle qui nous a toujours frappé. La Macédoine atteignit à son but ; mais la Russie le poursuit encore. L'atteindra-t-elle aussi ? Il ne nous est pas donné de connaître les secrets d'En-Haut. Nous voulons seulement placer la Russie en face de Constantinople et de l'Europe, et, sans jamais sortir de ce double sujet, montrer, uniquement d'après les sources, comment elle est arrivée à ce point si alarmant de force et de grandeur.

la civilisation européenne, la Macédoine s'efforçait de s'approprier la civilisation grecque, afin de faire plus facilement accepter sa domination; comme la Russie, elle faisait de sa capitale une ville tout à fait grecque; comme la Russie l'a obtenu en Europe, elle avait fini par entrer dans la politique hellénique, par acquérir le droit de bourgeoisie et de naturalisation grecque, qu'on avait toujours répugné à lui donner ; comme la Russie, la Macédoine offrait sa protection puissante, tantôt à l'aristocratie, tantôt aux États menacés par un autre État. C'est ce qu'elle offrait aux Grands d'Athènes et à Phocion lui-même, qui n'était pas contre elle; c'est ce qu'elle offrait aux Aleuades de Larisse et de Phères; comme la Russie, la Macédoine faisait la police dans la Grèce; comme elle, elle avait rapproché sa capitale de la mer, en se transportant d'Édesse à Pella, afin d'être plus facilement en rapport avec le Monde grec; comme la Russie, qui naguère offrait, en cas de besoin, le secours de son épée au Souverain Pontife, au Chef Spirituel de l'Europe catholique, la Macédoine avait mis ses troupes à la disposition des prêtres d'Apollon Delphien, au service de ce temple de Delphes, qui était le grand sanctuaire religieux de

la Grèce ; enfin, comme la Russie, la Macédoine avait aspiré à conquérir Byzance, et l'avait plus d'une fois essayé; comme elle, enfin, elle s'était préparée de longue main à tous les rôles qu'elle avait remplis, et, de bonne heure, elle s'était ouvert le chemin qui devait la conduire à une domination, plus ou moins habilement déguisée.

Un seul point manque à ce parallèle qui nous a toujours frappé. La Macédoine atteignit à son but ; mais la Russie le poursuit encore. L'atteindra-t-elle aussi ? Il ne nous est pas donné de connaître les secrets d'En-Haut. Nous voulons seulement placer la Russie en face de Constantinople et de l'Europe, et, sans jamais sortir de ce double sujet, montrer, uniquement d'après les sources, comment elle est arrivée à ce point si alarmant de force et de grandeur.

LA RUSSIE

EN FACE DE CONSTANTINOPLE

ET DE L'EUROPE.

CHAPITRE PREMIER.

LA RUSSIE EN FACE DE CONSTANTINOPLE DEPUIS SON ORIGINE JUSQU'AU XVIe SIÈCLE.

I.

Les Russes devant Constantinople, dès l'an 860 après J.-C.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les Russes ont jeté un œil d'envie sur l'antique cité de Constantin. Les vues ambitieuses, les tendances persévérantes, dont l'Europe, en ce moment, se préoccupe et s'effraie, on les retrouve chez eux

dès leur origine même. Vers l'an 850 après J.-C., pendant que des bandes nombreuses et hardies de pirates northmans pillaient tout sur l'Océan et sur la mer du Nord, l'Angleterre, l'empire carlovingien, d'autres Northmans, sortis de la Suède, et appelés *Russes*, *Ruricks* ou enfants de Rurick, leur chef, mais surnommés *Warègues* ou pirates, traversent la Baltique, et vont, chez les Slaves de la Sarmatie, fonder, par conquête, à Novogorod-la-Grande, le premier noyau de l'empire russe.

Aussitôt, ayant entendu parler de *Tzaragrad*, de la *ville des Césars*, comme ils appelaient Constantinople, et voulant partager, dans l'Orient, le bonheur et la gloire des Barbares qui avaient conquis l'Occident, ils prennent la route du Dniéper, s'emparent, en passant, de Kieff, arrivent sur les bords de la mer Noire, et, pendant que les Grecs, sous Michel III l'Ivrogne, se disputent, se battent pour leur schisme, ils paraissent subitement devant le port, jettent l'épouvante dans la ville, et les Grecs, divisés et affaiblis, n'en sont quittes qu'en leur donnant du vin, du blé, de l'huile, des épiceries de l'Inde, des tissus en abondance, moyennant quelques

esclaves et quelques fourrures, qu'ils reçoivent en retour (1).

Excités par ces marchés avantageux et attirés par tous les récits qu'on leur fait des merveilles et de la magnificence de Constantinople, d'autres Vareques ou Russes accourent bientôt sur les pas des premiers, montés sur des troncs creusés de chêne ou de bouleau, qui leur servaient de bateaux, et, cette fois, s'emparent du port même de Tzaragrad, menacent de prendre la ville, à la faveur des mêmes troubles, et il faut une effroyable tempête pour les forcer à se retirer.

Depuis, la route fut connue, elle fut tracée; les Russes, sous les successeurs de Rurick, ne manquerent pas de la suivre. Tels, leurs anciens compatriotes, les Northmans français, lorsque, a partir de l'an 1000, ils s'écoulèrent, comme un inépuisable torrent, dans la riche Italie méridionale, et ne se reposèrent qu'après avoir fondé le royaume des Deux-Siciles; ou tels encore, les Northmans danois, qui, à la même époque et après d'incessantes invasions, parvinrent à con-

1, Levesque et Karamsin, *Hist. de Russie*, t. I.

quérir l'Angleterre saxonne, qui passa ensuite aux Northmans français. Le caractère normand, une cupidité insatiable, une ambition rusée, une soif persévérante d'établissements et de conquêtes, se retrouve partout, en Angleterre, en France, dans les Deux-Siciles, en Russie. Suivons-en le développement dans ce dernier pays. Tous les faits sont curieux à noter dans la poursuite d'un but, que les Russes, toujours ardents, temporisant souvent, ne renonçant jamais, cherchent encore à atteindre aujourd'hui.

En 904, après la mort de Rurick, Oleg, oncle et tuteur d'Igor, reparaît devant Constantinople; mais, cette fois, le Bosphore est défendu. Vain obstacle, il transporte ses frêles embarcations par-dessus l'isthme, comme fera plus tard le sultan Mahomet II pour ses lourds vaisseaux, et, le premier, rend Léon-le-Philosophe, un successeur de Constantin-le-Grand, tributaire des Russes, d'une bande de pirates triomphants (1).

Igor lui-même, en 941, pendant que les forces navales des Grecs sont aux prises avec les Sarrasins, et, qu'à l'intérieur, Constantin VII et l'ha-

(1) Schœll, *Hist. des États europ.*, t. XI, ch. 25.

bile général Lecapenus ensanglantent l'empire de leur rivalité, Igor lui-même vient réclamer le tribut promis. Il était sur le point de prendre Constantinople, lorsque, par une prudence, difficile à expliquer dans un peuple aventureux et avide, les vieillards l'arrêtèrent dans la victoire, en lui faisant entendre que les Russes, sans organisation, sans gouvernement stable, étaient bien capables de piller Constantinople, mais non de la garder, après l'avoir conquise. Voilà du moins ce que dit le chroniqueur Nestor, l'historien des origines russes.

Les empereurs, conformément aux traditions de la diplomatie bysantine, les prennent alors à leur solde, pour les opposer à d'autres Barbares, aux Bulgares de la Mésie et de la Thrace, et se sauver eux-mêmes, en mettant aux prises, les uns avec les autres, leurs divers ennemis. Mais Sviatoslaff, après Igor, trouve le pays superbe. « Ici, envoie-t-il dire à ses compatriotes de Kieff; ici, on m'apporte *le vin et les fruits de la Grèce;* la Hongrie me fournit des chevaux, la Russie du miel, de la cire et des esclaves. Que me manque-t-il? Je m'établirai à Preslau. » Cette ville était l'ancienne Marcianopolis. Il arrive même jusqu'à

Andrinople, et trouvant le pays de plus en plus beau, il tente deux fois de s'y fixer, de quitter le dur climat du nord pour le climat plus doux et le sol plus fertile du midi. Il fallut, pour faire ajourner ce dangereux établissement, le courage persévérant de Jean Zimiscès, qui reprit Preslau, et la diversion opérée par la grande tribu slave des Petchenègues, qui assiégèrent Kieff, à l'instigation des Grecs, et forcèrent les Russes à rentrer chez eux. Cela dura de 955 à 973, c'est-à-dire que Sviatoslaff épouvanta Constantinople pendant près de vingt ans (1).

II.

Politique des Russes dans leur conversion et dans les mariages de leurs chefs au xe siècle.

Sous Wladimir-le-Grand, les Russes se décidèrent à abandonner le culte sanguinaire de *Peroun*, leur divinité, dont leurs rapports fréquents avec les Grecs leur avaient révélé la manifeste absurdité; ils résolurent de suivre les conseils

(1) Schœll, t. XI, p. 116.

pressants d'Olga, veuve de Sviatoslaff et mère de Wladimir, qui, à Constantinople, s'était convertie au christianisme avec cent Russes de sa suite. Mais, politiques avant tout et en tout, autant que rapaces et entreprenants, entre tous les cultes, mahométan, judaïque, catholique, grec, dont les ministres se disputent leur conquête, ils délibèrent ensemble sur le choix à faire ; ils cherchent le plus utile à leurs vues sur l'Orient, à leur constante ambition. C'est pour cela que, en 980, ils se prononcent pour le schisme grec, avec lequel ils espèrent se faire accepter un jour plus facilement par les Grecs subjugués (1). Et aussitôt, pour joindre au droit du plus fort, toujours leur unique droit, quelques droits véritables sur Constantinople, de Théodosie et de Cherson où ils sont campés, des mêmes lieux où Catherine II mettra plus tard cette inscription : *C'est ici le chemin de Constantinople,* ils font demander pour leur chef Wladimir la main d'une princesse grecque, comme, quelques années auparavant, un autre Barbare, Othon-le-Grand, avait, dans le même bnt, demandé et obtenu pour son fils la

(1) *Chronique russe* de Nestor, t. I, traduction de M. Louis Paris.

main d'une autre princesse grecque, la princesse Théophanie. Et cette demande leur est accordée; et Anne, sœur de l'empereur Basile II, vient échanger Constantinople contre Kieff, une ville civilisée contre une ville barbare, une société élégante et distinguée contre une société ignorante, brutale, grossière. Ce fut un grand événement : la Russie, à partir de cette époque, entra dans une ère nouvelle. De la ville russe, de la ville ennemie, de la ville barbare, Anne tâcha aussitôt, afin de s'y sentir plus à l'aise elle-même, de faire une ville grecque, avec une bibliothèque, avec des écoles, avec une église de Sainte-Sophie, comme à Constantinople, et d'autres monuments qu'élevèrent des artistes grecs. Et cette transformation, qui était le résultat d'une double conquête, opérée chez les Russes par les Grecs, conquête spirituelle et conquête intellectuelle, continua sous Iaroslaff, fils de Wladimir, celui qui, le premier des souverains russes, se tournant, en 1019, vers l'Occident latin, devint le beau-père d'un grand-duc de Pologne, d'un roi de Norvége, d'un roi de France (1).

(1) Lévesque, t. I, p. 210.

III.

Obstacles au succès des Russes du côté de Constantinople; peuples qui les empêchent ou les préviennent.

Le monde germanique, qu'on pouvait appeler aussi le monde latin, ou bien les Francs, comme disaient les Grecs, convoitait Constantinople, aussi bien que le monde slave, que conduisait la Russie. Destructeurs de l'empire romain d'Occident, comment les Barbares de la Germanie n'auraient-ils pas désiré de conquérir aussi celui d'Orient? Les croisades les favorisant, ils devancèrent les Slaves de la Russie en 1202-1204, et un Franc, Baudoin, comte de Flandre, entouré de nombreux vassaux francs, devint le souverain féodal de l'empire fortement monarchique de Constantin et de Justinien. Et, pour comble de malheur, les Russes alors ne pouvaient plus rien. Wladimir-le-Grand, et, après lui, Iaroslaff, avaient apanagé une foule de princes, princes de Wladimir, de Tver, d'Iaroslaff, de Rostow, de Riaizan, de Smolensk, de Leopol, de Przemisl, d'Halitz ou Russie-Rouge, sans compter que Novo-



gorod-la-Grande, Pscoff, Plescoff et quelques autres cités municipales formèrent des républiques marchandes indépendantes. En perdant son unité, le grand-duché de Kieff perdit sa force. Il s'était affaibli encore, et, de plus, il s'était éloigné de Constantinople, lorsque André Ier, fondateur de Moscou en 1156, avait transporté le siége de l'empire de Kieff à Wladimir, d'où, mais seulement en 1328, il fut transporté à Moscou, dans la Russie-Blanche. Par suite de ce déplacement, fâcheux alors et prématuré, du centre de l'empire, Kieff même échappa bientôt à la domination des grands-ducs. Enfin, dans la première moitié du treizième siècle, s'avancèrent jusqu'au Volga les terribles enfants de Genghis-Khan, les Tatars ou Mongols. Profitant des divisions des Russes, ils les rendirent tributaires, établirent chez eux un *baskake* ou receveur-général du tribut, ayant sous ses ordres des receveurs particuliers, répandus partout, et s'arrogèrent le droit de confirmer les grands-ducs (1). Aussi, gémissant et ne pouvant pas même se débattre entre les mains de ces farouches conquérants, les Rus-

(1) Schœll, *ibid.*, p. 126.

ses, ni pendant la durée de l'empire franc ou latin, ni après la destruction de cet empire sous les coups des Paléologues, des Grecs schismatiques et des Génois en 1261, ne purent rien faire contre Constantinople. Loin de pouvoir rien conquérir, ils perdaient chaque jour du terrain; tout le monde leur jetait la pierre et semblait leur dire : *væ victis,* malheur aux vaincus; tous les peuples voisins, à l'envi les uns les autres, cherchaient, pour ainsi parler, à les réduire à leur plus simple expression. Les Lithuaniens, en 1320, leur prennent la grande ville, la ville sacrée de Kieff; les Polonais, de leur côté, leur enlèvent la Russie-Rouge, la Podolie et la Volhynie. L'empire russe est réduit au grand-duché de Wladimir ou de Moscou.

Il est vrai que, vers l'an 1380, le grand-duc Dimitry, à la faveur de l'affaiblissement de l'empire tatare ou du Kapschack, vite divisé aussi, commença la guerre de la délivrance, et l'inaugura par la victoire du Don, d'où son surnom de Donski. Mais cette guerre ne fut pas terminée de sitôt, et, pendant qu'ils étaient aux prises avec leurs oppresseurs, les Russes perdirent la meilleure occasion de donner le coup de grâce à

l'empire grec, à un empire tant de fois attaqué par eux, si fortement secoué par tant de peuples et n'en pouvant plus. A leur place, les Turcs Ottomans parurent, et, avec les armes du fanatisme musulman et de l'ambition des conquêtes, ils prévinrent, eux aussi, les Russes, en 1453, comme les avaient prévenus les Francs, au commencement du treizième siècle. Favorisés par le manque d'unité dans le monde chrétien, et par les embarras intérieurs de la Russie, ils s'installèrent dans la cité que les Russes avaient, eux, tant enviée. Sous leurs propres yeux, pour ainsi dire, et devant leurs glaives impuissants, ils firent, de *Tzaragrad*, *Istamboul*, de la future ville des Tzars, la ville des Sultans, de la cité schismatique, la cité musulmane, la métropole même et la couronne de tout le monde musulman.

Empêchés par les uns, toujours prévenus par d'autres, qu'allaient faire les Russes?

——∘○∘——

CHAPITRE II.

LA RUSSIE EN FACE DE CONSTANTINOPLE AU XV[e] ET AU XVI[e] SIÈCLE.

I.

Reprise des projets sur Constantinople après 1453. Mariage d'Ivan III avec une princesse grecque. Importance de ce mariage. 1472.

Quand les armes ne pouvaient servir, les Russes, alors comme aujourd'hui, savaient employer la politique. Ainsi, malgré tout le déplaisir qu'ils durent éprouver de se voir évincés, pour la conquête de Constantinople, tantôt par les Francs ou les croisés catholiques, tantôt par les Turcs ou les croisés musulmans, ils n'en persistèrent pas moins dans les desseins qu'ils avaient jusqu'alors nourris. Ivan III lui-même, tout en recommençant contre les Tartares ou Mongols de Kasan et d'Astrakan, une guerre, qui

finit par l'affranchissement de la Russie, tout en replaçant vigoureusement, sous son immédiat pouvoir, les principautés et les villes qui avaient pu s'en séparer, Ivan III ne perdit pas de vue l'ancienne *Tzaragrad.* Il y avait à Rome, parmi une foule de réfugiés grecs de distinction, une princesse qui, par son père, Thomas Paléologue, ancien despote (*hospodar*) d'Achaïe, était nièce du dernier empereur grec, Constantin Dragasès, et pouvait apporter, par conséquent, à celui qui aurait sa main, des droits sur l'empire et la cité, ravis à ses pères. Elle se nommait Marie Paléologue. *Le pape Paul II, connaissant les dispositions des Russes, l'offrit à Ivan III,* qui s'empressa de l'accepter, en 1472, et qui aussitôt ne dissimula pas quel parti il espérait tirer de cette union. Dès ce moment, en effet, il ajouta aux armes de la Russie, qui représentaient saint Georges, vainqueur du dragon, l'aigle noir à deux têtes, qui était les armes de l'empire grec. Il se posait ainsi comme l'héritier de Constantinople et de l'Orient, et même, à l'instar des empereurs grecs, de tout l'ancien empire romain, figuré par les deux têtes de l'aigle. C'est pour cela que dans ses rapports avec les puissances

étrangères, le premier, il prit le titre de Tzar, qui signifiait, bien certainement, *César*, comme *Tzaragrad*, nom donné de tout temps à Constantinople par les Russes, avait signifié la ville des Césars.

II.

Attitude des Czars à l'égard des Turcs après ce mariage. Ils se posent comme les héritiers des Comnènes et même comme ceux de l'empereur Auguste.

C'est aussi sans doute à cause de ces prétentions nouvelles, qu'en 1495, envoyant à Constantinople Michel Pletschejeff, pour obtenir en faveur des marchands russes, dans les États du sultan, la sûreté du commerce, il prescrivit à cet ambassadeur de paraître devant le sultan et devant son fils Mohammed, sans plier le genou, et d'adresser directement son discours au souverain. Après lui, l'ambassadeur de Maximilien I[er] d'Autriche, Schnitzenpamer, envoyé à Moscou, croyait, conformément aux instructions de son maître, entrer dans la pensée du grand-duc Basile ou Vasili IV, fils et successeur d'Ivan III, en rendant le mot de tzar par celui d'empe-

reur (1). Ivan IV le Terrible, qui succéda à Vasili son père, afficha d'une manière plus claire encore, plus ostensible, et surtout avec plus de morgue, les prétentions qu'il fondait sur le mariage dont nous avons parlé. Constamment il se vantait d'être l'héritier des Comnènes et des Paléologues, par son aïeule, la princesse grecque Marie. Il alla même plus loin : pour qu'on sût bien toute l'étendue de ses prétentions, tout ce qu'il entendait tirer de cette précieuse parenté, et en général des alliances, contractées, à diverses époques, par sa maison, avec les empereurs grecs, il se fit fabriquer, à l'aide de ses alliances, une généalogie, qui le faisait descendre de l'empereur Auguste; en sorte qu'il pouvait prétendre à l'ancien empire d'Occident, comme à celui d'Orient, en vertu du même droit, du droit de naissance. Et qu'on ne pense pas que ce fût là un vain amusement, et qu'Ivan IV ne prît pas la chose au sérieux. Il s'arrogeait la qualité de descendant d'Auguste, dans ses rapports avec les autres puissances, quand il en avait l'occasion. Lévesque, *dans son Histoire de Russie* (2), parle, en

(1) Schœll, t. XXI, ch. 19. — (2) Lévesque, t. III, p. 158.

note, d'une lettre, datée de 1573, et adressée par Ivan IV, à Jean, roi de Suède, et fils de Gustave Vasa. Dans cette lettre, le tzar, d'un ton plein de morgue et de grossièreté, refuse au fils du glorieux libérateur de la Suède, au chef de l'ancienne et illustre maison de Vasa, le titre de roi, à cause de sa naissance. Vainement le roi de Danemark, qui était alors Frédéric II, chercha-t-il a mettre les deux princes en de meilleurs termes, l'orgueilleux Ivan IV répondit aux députés danois, qu'il ne lui convenait pas, à lui, *issu de l'empereur Auguste*, de traiter avec le roi de Suede, qui n'était qu'un roi élu et d'une naissance obscure; que le roi de Danemark ne se respectait pas assez, en donnant à ce prince le titre de roi; que, quant à lui, le tzar, il ne donnerait pas audience aux ambassadeurs suédois, qui seraient libres, pour les négociations, de s'adresser au gouverneur russe de Novogorod, etc. Cette lettre et cette réponse se trouvent dans le tome 2 *de la Bibliothèque russe de Novikoff.*

Enfin, par suite des mauvaises dispositions d'Ivan III, de Vasili IV et d'Ivan IV à l'égard de la Porte Ottomane, dont les droits de conquête n'étaient pas regardés comme supérieurs

à leurs prétendus droits de naissance, on ne trouve, dans l'Histoire de l'empire ottoman de M. de Hammer, qui a si scrupuleusement noté, au XV[e] et au XVI[e] siècle, les relations diplomatiques de cet empire récent, aucune trace d'une ambassade russe, résidant, à poste fixe, à Constantinople, comme il y en a de la France, et comme ces princes en entretiennent une à Vienne, auprès des empereurs germains de la maison de Hapsbourg. Il n'y a accidentellement que des envoyés temporaires, qui repartent pour Moscou, sitôt leur mission finie : en 1495, Michel Plestchejeff (1); en 1499 (2), nouvel ambassadeur, suivi de marchands russes; en 1531, autre envoyé, pour réclamer, auprès de la Porte, avec menace de guerre, deux messagers, jadis adressés par Vasili IV à Belgrade, et dont on n'avait plus entendu parler; en 1538, un officier d'Ivan IV, Adarscheff. Ce n'est qu'en 1583 que M. de Hammer cite un échange d'ambassades entre la Russie et la Turquie, car la Russie se décidait à suivre l'exemple de la plupart des puissances européennes. Et néanmoins, en 1592,

(1) Hammer, t. I, l. 20. — (2) *Ibid.*

on voit le gouvernement russe, moyennant des étoffes de soie, reçues en retour, fournir aux Georgiens de l'artillerie contre les Turcs, et chercher déjà, comme il y est parvenu, à découvrir la frontière ottomane, aussi bien que celle des Perses, du côté du plateau Caucasien (1). Tous les faits, que nous venons de rapporter, montrent assez, combien ils se trompent ceux qui prétendent, que ce n'est qu'à partir de Pierre-le-Grand, ou même de Catherine II, que la Russie s'est portée pour héritière de l'empire turc, c'est-à-dire de l'ancien empire grec.

III.

La cour des Czars devient le refuge des Grecs fugitifs ou opprimés au XVe siècle.

Ainsi les Russes, loin de perdre de vue Constantinople, après la prise de cette ville par les Turcs, cherchèrent à acquérir des titres, qui leur permissent de disputer un jour, et en quelque sorte légitimement, leur conquête à ces nouveaux

(1) [illegible], t. II, p. 13.

venus, qui avaient eu plus de bonheur qu'eux-mêmes. Les Ivan, par là, attiraient sur eux l'attention et les regards des Grecs, ou fugitifs ou opprimés.

Ceux-ci pouvaient voir dans les grands-ducs de futurs libérateurs; ceux-là se réfugiaient à Moscou avec plus de confiance, avec l'espérance plus certaine d'y trouver asile et protection. Aussi, sans parler des lettrés, tels que Théodore Lascaris et son fils Démétrius, et des diplomates grecs, tels que George Trachaniotès, qui s'y rendirent sous Ivan III, combien de Grecs de toutes les conditions, qui, sous le même prince, et après lui, allèrent y profiter de l'hospitalité, dont les prétentions bien connues des nouveaux grands-ducs ou des Tzars leur donnaient l'assurance. Là, ils trouvaient encore, malgré les fâcheux changements qu'avait pu amener la longue domination des Mongols, des usages qui leur étaient communs; là, on comptait les jours et les mois à la manière des Grecs, car, depuis environ 1381, Cyprien, métropolitain de Moscou, et Grec de nation, avait substitué à l'ancien calendrier, qui prenait l'année au 1er mars, le calendrier grec, qui la faisait commencer au mois de septembre;

là, les souverains, les grands, et beaucoup, parmi le peuple, portaient des noms grecs, des noms connus, Dmitri ou Démétrius, Iourié ou George, Ivan ou Jean, Féodor ou Théodore, etc. ; « là, « on se servait, dit Schœll (1), de l'alphabet « grec ; seulement, à cause des sons particuliers, « étrangers aux Hellènes, les Russes avaient ima- « giné d'exprimer ces sons par des lettres parti- « culières, qui donnaient à leur alphabet une « apparence d'originalité, et une sorte d'autoch- « thonie. » Là, les ministres de la religion relevaient, comme leurs prêtres, du même chef spirituel, du patriarche de Constantinople ; là, ils pouvaient prier dans des églises grecques, entendre développer les mêmes croyances, célébrer les mêmes fêtes, invoquer les mêmes saints, adorer le même Dieu ; là enfin, près de coreligionnaires, le secours était spontanément donné, et le besoin impérieux de protection n'invitait pas à l'apostasie la conscience de l'exilé. On était même plus qu'auprès de coreligionnaires : on était auprès des partisans les plus fidèles, les plus obstinés, les plus fanatiques du schisme

1. Schœll, t. XI, ch. II.

grec, auprès de princes qui, depuis la chute irrémédiable des empereurs byzantins, se posaient comme les soutiens et les chefs du monde schismatique.

IV.

Les Czars, soutiens du schisme.— Cause irrémédiable de la chute future de l'empire turc.

Au point de vue de l'affermissement et de la durée de leur domination dans l'empire d'Orient, c'était un malheur pour les Turcs-Ottomans *de ne pouvoir* embrasser le culte des vaincus, d'être liés à une religion, que plus de huit cents ans de combats, livrés ou soutenus, rendaient irréconciliable avec l'Evangile; une religion, qui se croyait révélée aussi bien que le judaïsme et le christianisme, et dont le fondateur était assimilé à Moïse, à Jésus même, et, qui plus est, mis au-dessus d'eux, envoyé d'en-haut après eux et par un choix de prédilection, pour perfectionner, pour compléter leur œuvre, pour donner au monde le dernier mot de la science religieuse. Oui, c'était un malheur d'être attaché à cette

religion, non comme les hérétiques le sont à leurs idées, par l'adhésion de la raison, qui, libre et maîtresse d'elle-même, peut, avec sa complaisance habituelle, changer d'avis et se plier aux circonstances, mais par les liens de la foi, qui enchaîne la liberté, qui commande à la conscience, de toute la supériorité de Dieu sur l'homme, de l'infini sur le fini, qui ne fait pas des sectateurs, des rationalistes, qui fait des fidèles, des croyants, des milliers de martyrs. Oui, mieux eût valu pour les Turcs, dans l'intérêt de la solidité de leur nouvelle puissance, être dans la même situation religieuse que les anciens Barbares de l'Occident, que les anciens Russes eux-mêmes, et pouvoir faire comme la plupart d'entre eux. Rien ne rapproche les hommes, ne les porte à se mêler, à s'entendre, à s'unir ensemble comme les affinités religieuses. La tolérance, qui laisse vivre toutes les diversités religieuses, ne conduit pas à ce résultat aussi promptement ni aussi bien, que la conformité, qui les fait disparaître. Et cela était vrai, particulièrement dans l'Orient, berceau des religions, où toutes choses avaient été de tout temps subordonnées aux idées religieuses, où l'homme de Dieu avait toujours

prédominé sur les autres hommes, où enfin la différence de culte, bien plus fâcheuse là que la différence de race, devait élever entre deux peuples un mur de séparation, plus infranchissable qu'ailleurs. Les Turcs ne furent pas en état d'opérer cette évolution religieuse; ils ne l'ont pas fait depuis. C'est pour cela qu'ils ont toujours été regardés comme des étrangers dans l'Europe chrétienne, comme des intrus, qu'on ne supporte que pour le maintien d'une idée, d'un système politique, dans un intérêt, peut-être passager, d'équilibre européen; c'est pour cela aussi qu'ils n'ont pu s'incorporer les vaincus, qu'ils sont restés isolés dans leur empire, superposés, pour ainsi dire, aux Grecs, planant, le sabre à la main, sur leurs têtes, mais ne se mêlant pas avec eux, ne se fondant pas dans la race grecque, ne formant pas avec elle une seule et même nation. Le fanatisme avait fait toutes les conquêtes des Turcs, et c'est lui qui faisait leur force; mais, comme tout ce qui tient à l'exaltation, outrée, de l'âme et de l'imagination, le fanatisme n'a qu'un temps. Voilà pourquoi l'empire turc, édifié sur un système religieux, que le fanatisme ne soutient plus, que l'éducation de tant de Turcs en Europe,

et les idées européennes, appelées par les sultans eux-mêmes, viennent ébranler chaque jour, voilà pourquoi cet empire est vite tombé en décadence, et va dépérissant de jour en jour davantage.

V.

Les Russes deviennent les chefs du monde schismatique.

Les Russes ont été plus avisés pour le succès de leurs espérances que ceux-ci pour la sûreté de leur possession. Ils sont devenus les chefs du monde schismatique, et, à ce titre, les protecteurs naturels et même avoués, les libérateurs peut-être attendus des Hellènes. Et cette excellente politique, qui les rend maîtres par avance du fond même de la population de l'empire turc, et qui leur a été suggérée par la persistance inévitable des Ottomans dans les idées mahométanes, les Tzars la suivent, non pas depuis Pierre-le-Grand, mais presque depuis la chute des empereurs grecs. Avant cette catastrophe, ils étaient ceux qui avaient montré la répugnance

la plus invincible pour tout projet d'union avec les Latins. En 1437, Jean Paléologue, empereur de Constantinople, voulant obtenir le secours de l'Occident contre les Turcs, qui le serrâient de trop près, s'était décidé à fondre l'Église grecque dans l'Église latine, et, dans ce but, il se rendit au concile de Florence que le pape Eugène IV avait convoqué à cet effet. Le patriarche de Constantinople adhérait lui-même à cette union, et, pour la faire adopter en Russie, il avait sacré métropolitain de Moscou, malgré l'opposition du chapitre, un Grec, nommé Isidore, un ami du pontife romain. Tout alla comme le voulait la cour romaine : l'acte d'union fut signé. « Mais, dit Schœll (1), lorsqu'à l'église de Notre-« Dame du Kremlin, Isidore, en 1441, donna « lecture de l'acte d'union, et pria pour le pape, « comme le chef universel de l'Église, tous les « assistants se turent jusqu'à ce que le grand-« duc, qui était alors Vasili ou Basile III, éle-« vant sa voix, entra dans une discussion théo-« logique avec le prélat, et ordonna à un conseil, « composé d'évêques et de boyards, d'examiner

(1) Schœll, l. 25, ch. 25, t. II.

« l'acte d'union. Le métropolitain fut déclaré traî-
« tre, déposé et enfermé dans un couvent, d'où il
« trouva moyen de s'échapper en 1443, pour
« aller recevoir à Rome le chapeau de cardinal et
« le titre de patriarche de Constantinople. » Et les Russes de s'écrier, dans leur indignation, ajoute Lévesque, d'après un pamphlet russe du temps, « qu'il était allé auprès de son pape, conduit
« à sa perte par le diable (1). » Ainsi, Jean Paléologue avait bien pu accepter, pour un moment, l'union; mais les Russes, malgré leur métropolitain, et par la volonté du Tzar, organe de leurs vœux, l'avaient énergiquement repoussée.

Plus tard, en 1472, le pape Paul II crut être plus heureux, en proposant à Ivan III la main de Marie Paléologue, qui était catholique, ou du moins passait pour telle à Rome. Mais il fut trompé dans son attente : Ivan III resta schismatique, et Marie Paléologue, à l'instigation de son époux, rentra dans la religion de ses pères, et quitta même le nom, trop romain, de Marie, pour prendre le nom, plus grec, de Sophie (2). Ce ne

(1) Lévesque, *Hist. de Russie*, t. II et Karamsin, t. 5.
(2) Schoell, t. XXI, ch. 10, t. 6.

sont pas là les seuls gages de fidélité que les Tzars, à cette époque, donnèrent au monde schismatique. En 1494, le même Ivan III accorda sa fille, Hélène, en mariage à Alexandre, grand-duc de Lithuanie. Comme les Lithuaniens avaient adhéré aux décrets d'union du concile de Florence, Ivan III exigea d'Alexandre qu'il ne forcerait pas sa jeune épouse à mettre le pied dans une église latine; et la violation de cette promesse, à laquelle le Tzar tenait par-dessus tout, devint une cause de guerre entre les deux souverains.

Quel effet ne devait pas produire une telle conduite sur l'esprit des schismatiques, et combien ceux, qui gémissaient dans l'empire turc, devaient désirer d'avoir pour maîtres des princes aussi fermes, aussi zélés, dans une foi qui était la leur! Que durent-ils penser, lorsqu'au sein de Constantinople, l'année suivante, 1495, ils virent Pletschejeff, un Russe, un ambassadeur d'Ivan III, refuser un repas auquel l'invita le sultan, ne voulant pas, lui catholique grec, s'asseoir à la table de l'oppresseur de ses frères (1)?

(1) De Hammer, *Hist. de l'emp. Ottoman*, t. I, l. 20.

L'ambition ne pouvait pas prendre de formes plus séduisantes et plus adroites.

Sous Ivan IV, même fidélité obstinée au schisme grec. La plus grande imprécation contre quelqu'un fut de souhaiter qu'il mourût soumis au pontife romain (1). Mais voici qui est plus significatif et plus fort. Dans une guerre contre la Pologne, au sujet de la Livonie, ce prince avait presque toujours été battu par le valeureux roi Étienne Bathori, et avait éprouvé des pertes immenses. Décidé à faire la paix, et voulant l'obtenir pas trop désavantageuse, il sollicita l'appui du pape, qui était naturellement plus porté pour la Pologne catholique, que pour un État qui ne l'était pas. C'était l'époque où les jésuites, avec Philippe II et le pape Pie V, avaient organisé, dans l'Occident, la sainte Ligue. Les jésuites étaient partout, se mêlaient à tout, étaient les agents diplomatiques, les plus sûrs et les plus influents, des princes orthodoxes, dirigeaient enfin dans le monde chrétien, en Angleterre, en Suède, en Pologne, en Suisse, dans les Pays-Bas, en Allemagne, en France, en tous lieux, les mouve-

1. Levesque, Ivan IV, t III.



ments de défense et d'unité catholique. C'est par eux que l'Occident catholique, représenté par la France, se trouvait, sinon sauvé, du moins fortement armé; il parut bon de les employer aussi, dans l'Orien schismatique, à une restauration de l'orthodoxie romaine.

En appuyant un peu le tzar Ivan IV, ne pouvait-on pas espérer que la reconnaissance, chez lui, viendrait en aide à la persuasion, et qu'on dompterait enfin le schisme grec par la conversion de celui qui en était le seul soutien? Le pape, alors régnant, Grégoire XIII, le pensa : il chargea donc l'habile jésuite, le P. Possevin, d'aller arranger, comme médiateur, le différend des Polonais et des Russes, de manière à ne pas trop écraser le tzar. Tout alla pour le mieux. La paix de Kiverova-Horka, en 1581, combla les vœux d'Ivan. Il était ravi de joie. Il garda quelque temps auprès de lui, à Moscou, le P. Possevin, qu'il appelait son sauveur...! Qui n'eût cru qu'il serait moins roide, à l'endroit du schisme, que ses prédécesseurs? Il n'en fut pas ainsi : il ne souffrit même pas que le P. Possevin dît un mot de *l'Union*, et il ne voulut pas, quoique ce fût en dehors du schisme, lui sacri-

fier quelques luthériens allemands, établis à Moscou, et dont le P. Possevin demandait l'expulsion (1). Il eût mieux aimé expulser des catholiques romains, malgré l'obligation qu'il avait à leur chef spirituel. C'est ce qu'il avait fait en Livonie, où il leur avait, littéralement, fait la chasse, ne voulant tolérer d'autre culte que le schisme grec (2). Comment, après cela, les Grecs en foule n'auraient-ils pas accouru en Russie? Ainsi, quand la conquête ottomane avait jeté le trouble et la dispersion dans ce schisme grec, voilà qu'il ralliait ses débris, et qu'il prenait, en quelque sorte, de la consistance et une force nouvelle, à Moscou, sous le glaive protecteur des Tzars. Evidemment, à défaut des empereurs grecs, les chefs laïques du monde schismatique étaient tout trouvés : c'étaient les Tzars de Russie. Personne n'était plus capable de jouer ce rôle, personne n'avait plus fait pour mériter de le remplir. Ivan III et Ivan IV, les premiers, le remplirent fidèlement ; mais, en même temps, suivant la marche, que, déjà au XIe siècle, avait

(1) *La Moscovia del Possevino*, edit. ital. de Mantoue, biblioth. Sainte-Geneviève, n° 134, petit in-4°, p. 12.
(2) *Ibid.* p. 13.



semblé leur tracer Jaroslaw, ils se tournèrent du côté de l'Europe ; ils dirigèrent, dès le XVIe siècle, leurs pas vers l'Occident. La Russie, jusqu'alors, par la nature de sa civilisation, avait été grecque ou mongole, plutôt encore que slave ; ils voulurent, sans lui ôter le caractère religieux par lequel elle tenait utilement au monde grec, en faire un État européen, la faire entrer, dès cette époque, dans la société européenne. Avec eux, en un mot, et par eux, le moyen âge devait finir en Russie, comme partout ailleurs ; la Russie moderne allait commencer !

CHAPITRE III.

LA RUSSIE AU XVe ET AU XVIe SIÈCLE EN FACE DE L'EUROPE.

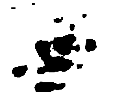
I.

Le P. Possevin, touchant les vues d'Ivan IV sur l'Occident.

Avant d'entrer dans aucun détail sur la Russie en face de l'Europe, au xve et au xvie siècle, laissons parler ce jésuite, négociateur, que nous avons déjà cité, le P. Possevin. Dans son curieux ouvrage, il donne sur le czar Ivan IV, et sur ses tendances, qui sont celles de ses successeurs, les détails les plus singuliers, qui frapperont les lecteurs, comme ils m'ont frappé moi-même [1] :

« Ce Jean ou Ivan, dit-il, fils de Vasili ou
« Basile, outre les titres de czar, de roi de Kasan

[1] La Moscovia del Possevino, article Nature du chaume des Moscovites, p. 13.



« et d'Astrakan, qu'il a voulu porter, a voulu « encore naguère, en écrivant au Turc, être « appelé *empereur de Germanie,* sous ce pré- « texte *qu'il est frère de César-Auguste.* De plus « il a cherché à conquérir la Livonie et la « Prusse, car, dit-il, César-Auguste avait été « appelé, dans son temps, *Prussien, et lui-même* « *il est le descendant de cet empereur.* De plus, « *il a tenu à montrer, qu'il était bien avec* « *Charles-Quint, avec Ferdinand, son frère,* « *avec Maximilien, fils de ce dernier;* et ainsi « on peut facilement comprendre *ce qu'il avait* « *dans la pensée, relativement à la partie ulté-* « *rieure de la Germanie et de l'Occident.* Et « certes, les discordes des princes chrétiens, les « nombreuses et pestilentielles hérésies, les « succès récents des Russes en Livonie, à Kasan « et à Astrakan, *et l'opinion que ce Czar a de* « *son schisme* (je dis de son schisme plutôt que « de sa religion), *l'ont entretenu dans cette es-* « *pérance,* et ont contribué à lui persuader « *qu'il était une étoile, choisie de Dieu, pour illu-* « *miner le monde entier.* Ce qui a encore accru « cet espoir, ce sont quelques ambassades, qui « sont venues rechercher sa faveur, et lui de-

« mander son concours, pour faire passer à une
« autre personne la couronne de Pologne. Même
« à l'époque où j'étais auprès de ce prince, et
« où les affaires de la Moscovie n'étaient pas
« aussi brillantes, le souvenir de ces ambas-
« sades flatteuses n'était pas sorti de son esprit.
« En dernier lieu, son espoir s'est encore ac-
« cru par des lettres que lui a écrites un grand
« prince, dans lesquelles celui-ci se loue de la
« propagation de l'hérésie luthérienne dans ses
« États. Il en a conclu que tous les catholiques,
« qu'il appelle Romains, seront bientôt héré-
« tiques, *et qu'il pourra facilement se les assu-*
« *jettir*. Il fondait même sur la sévérité, dont il a
« été usé à leur égard, la prochaine réalisation
« de ses ambitieuses pensées ; cela, disait-il, de-
« vait lever tout obstacle. D'ailleurs, la terreur
« de son nom n'avait-elle pas déja pénétré dans
« la Lithuanie, dans la Livonie? Pour la même
« raison, il ne doutait pas, *qu'il ne pût s'ouvrir*
« *le chemin à la conquête de tout le reste.* »

Voici le texte italien pour plus d'autorité :

« Et questo Giovanni, figliuolo di Basilio,
« dapoi che vive, oltre quei molti titoli, coi
« quali vuole essere nominato Czar, cioè Re di

« Casano e di Astracano, ha voluto ancora
« talhora scrivendo al Turco, *chiamarsi im-*
« *peratore de Germani.* Impero che havendo
« havuto l'animo alla Livonia et alla Prussia,
« sotto certo pretesto *del fratello di Cesare-*
« *Augusto,* ilqual dicea esser stato chiamato
« *Prusso,* et che egli era disceso da quello;
« et havendo voluto mostrare di *haver amicitia*
« *con Carlo Quinto,* et Ferdinando, suo fra-
« tello, et con Massimigliano figliuolo di Fer-
« dinando, si può facilmente comprendere
« quel, *che egli habbia havuto in animo circa*
« *la parte ulteriore della Germania et d'ell'*
« *Occidente :* certo la discordia dei principi
« christiani, le varie et pestilenti heresie, i
« successi di Livonia, Casano et Astracano per
« l'adietro superati, *et l'opinione di quel suo*
« *scisma,* piu tosto che religione, il nutrivano
« in queste speranze, persuadendosi di essere
« stato eletto da Dio, *come una lucentissima*
« *stella per illuminare tutto il mondo.* Accre-
« bero poi la sua speranza alcune ambasciarie,
« che ricercavano il favore, et l'opera sua, per
« fare cadere in persona d'altri il regno di Po-
« lonia. Anzi, nel tempo che io era appresso

« quel principe, e che le cose di Moscovia
« erano assai diminuite, la memoria però non
« gli era ancora mancata di quelle ambasciarie,
« che davano grande fomento al animo suo.
« Finalmente si fece maggiore la sua speranza,
« essendogli scritte lettere da un grande prin-
« cipe, nelle quali lodava la propagatione
« dell' heresia luterana nel suo dominio; onde
« credette che tutti catolici, i quali egli chia-
« ma Romani, fossero heretici; *et però che*
« *facilmente potessero essergli sottomessi.* Ulti-
« mamente la severità usata contra tutti pro-
« mettava dovensi effettuare in breve il suo
« pensiero, colla quale severità sperava poter
« rimovere da se ogni impedimento, che po-
« tesse essergli opposto, essendo già il suo ter-
« rore penetrato in modo nella Lituania, et
« nella Livonia, che, per la medesima ragione,
« *non dubitava di potere aprire la strada al*
« *rimanente.* »

II.

Situation de l'Europe au XVIe siècle comparée avec celle de la Russie.

Voilà ce que, dès le XVIe siècle, à l'époque des derniers Valois en France, d'Élisabeth en Angleterre, de Philippe II en Espagne, de Guillaume d'Orange dans les Pays-Bas, de Ferdinand Ier et de Maximilien II en Allemagne, de Frédéric II en Danemark, des fils de Gustave Vasa en Suède, un simple duc de Moscovie osait espérer pour son pays. Et ces prétentions exorbitantes, ces destinées extraordinaires, un homme, qui raisonnait en diplomate autant qu'en religieux, qui avait vu de près les Russes, apprécié leurs ressources, leurs tendances, leurs instincts, connu intimement leur Tzar, entendu et jugé toutes leurs illustrations politiques ou militaires dans le congrès de Kiverova, ou à la cour même de Moscou, qu'en pensait-il? Il connaissait l'Europe aussi bien que la Russie : il voyait, d'un côté, non pas seulement des guerres internationales, mais les plus longues,

les plus irrémédiables et les plus fâcheuses des guerres civiles, je veux dire des dissensions ou des guerres religieuses; en Angleterre, dans les Pays-Bas, en France, en Allemagne, dans la Scandinavie, partout. Il voyait, d'autre part, au contraire, une unité religieuse puissante, soutenue même avec fanatisme, comme dans l'Espagne de Ferdinand-le-Catholique et de Philippe II, et, comme dans ce pays, le sentiment religieux s'exaltant de la destruction d'autres musulmans, des enfants de Genghis-Kan; ici, des gouvernements gênés dans leur action par des assemblées, par des classes puissantes ou par des novateurs en révolte; là, un gouvernement fort qui avait fait tout plier sous sa main, et Tartares, et boyards, et principautés féodales, et républiques indépendantes, qui avait même, au milieu d'un peuple neuf, ignorant, barbare, et, de plus, imbu des idées orientales, la force d'un pouvoir théocratique, comme le prouve cette réponse habituelle, faite par Iwan-le-Terrible aux demandes de ses sujets : *Je le ferai, si Dieu l'ordonne!* et ces paroles mêmes des sujets, quand ils ignoraient quelque chose : *Dieu le sait et le tzar!* eh bien, ces prétentions dont

nous avons parlé, ces ambitieuses espérances, vu l'état de l'Europe comparé avec celui de la Russie, le P. Possevin, avec son coup d'œil de négociateur et de jésuite, pensait qu'elles pouvaient bien un jour se réaliser. Il le donne à entendre, quand il dit, que les discordes des princes chrétiens, les nombreuses et funestes hérésies, jointes aux succès du Tzar en Livonie et devant Casan, devant Astrakan, et enfin à l'opinion qu'il avait de son schisme, étaient faites pour nourrir cet espoir.

III.

Dès la fin du xv[e] siècle, princes et simples particuliers, tout le monde, en Europe, s'inquiétait de l'attitude et de la force de la Russie.

Le P. Possevin n'était pas le seul à se préoccuper des progrès considérables, quoique naissants, de la Russie. Paul Jove, son contemporain, ayant su qu'un ambassadeur russe, Dimitri, avait été envoyé à Rome, alla aussitôt le voir. Il le questionna sur la Russie, il eut avec lui sur ce sujet, qui piquait au plus haut degré sa curiosité, des conversations journalières, et

c'est à l'aide de ces conversations, qu'il put faire, lui aussi, sa *Moscovia*, comme il le dit lui-même à Rufus, archevêque de Cosenza, en lui dédiant cet opuscule intéressant (1). Et combien d'autres, à Rome, imitèrent l'historiographe de Charles-Quint ! Un autre écrivain du même temps, un voyageur vénitien, un esprit plus élevé, le chevalier Contarini, partageant ces préoccupations, communes à tous les hommes intelligents ou haut placés du XVIe siècle, voulut, en revenant de la Perse, passer par Moscou, pour s'assurer lui-même de tout ce qu'on disait de ce pays, de ses souverains, de ses habitants, et il consigna toutes ses observations dans son *Viaggio della Persia*.

Et les princes de l'Europe, pense-t-on qu'ils restassent indifférents à ce qui occupait tant leurs sujets ? Le P. Possevin et Paul Jove ne parlent que d'Ivan IV ; mais, déjà, en 1489, près de cent ans avant leurs écrits, l'empereur Frédéric III et son fils Maximilien, roi des Romains, avaient fait des avances à Ivan III.

Frédéric III, quêtant partout des mariages pour son fils, alors veuf de Marie de Bourgogne,

1. Dans les Œuvres de Paul Jove, in-folio, p. 86.

fit demander la main d'une fille de ce Tzar.

A cet effet, Ivan III envoya en Allemagne le Grec George Trachaniotès, et, de son côté, Frédéric III députa en Russie un seigneur allemand, que les chroniqueurs russes désignent sous le nom de Delator, et qui était peut-être, selon Schœll, George de Thurn. Ce mariage ne put avoir lieu, parce que l'envoyé de l'Autriche demanda, avant de prendre pour son maître aucun engagement, à voir la princesse, ce qui lui fut refusé, comme étant contraire aux coutumes de la Russie (1). Maximilien alors tourna ses vues du côté d'Anne de Bretagne : mais on sait que l'opposition armée de l'adroite et énergique fille de Louis XI vint lui ravir des mains, pour le donner au jeune roi Charles VIII, ce beau fruit, qu'il tenait déjà à moitié.

(1) Feminæ non adhibentur conviviis, neque sacrorum causâ remotiora templa petere aut temere in publicum egredi permittuntur. Corruption des femmes; surveillance jalouse des Russes, surtout des grands. P. Jove, p. 94.

IV.

Origine de ces inquiétantes préoccupations, ou bien rapports de la Russie avec l'Europe sous Ivan III.

Comment la Russie avait-elle pu, dès cette époque, exciter à ce point l'attention, pour ne pas dire les craintes de l'Europe? Pour trouver l'origine de ce fait, si nouveau dans l'histoire de l'opinion publique au xvie siècle, il faut remonter au mariage de Marie Paléologue, celle qui en Russie s'appela Sophie, avec Ivan III. Par sa haute naissance, Sophie Paléologue avait des rapports de connaissance ou d'amitié avec la plupart des souverains du temps; et son séjour à Rome, ville essentiellement cosmopolite, avait fourni à un plus grand nombre de personnes l'occasion de la voir et de la connaître. En outre, son père, Thomas Paléologue, frère du dernier empereur grec, était accueilli dans toutes les cours, qui même se le disputaient, dans l'espoir, comme il n'avait pas d'enfants mâles, d'obtenir de lui la cession de ses droits sur Constantinople. Ferdinand-le-Catholique était particulière-

ment son ami, et l'on dit que *c'est à lui et à ses successeurs, par conséquent à Charles-Quint, à la maison d'Autriche, qu'il légua en effet ses droits sur l'ancien empire grec.* On conçoit donc qu'un tel mariage dut attirer, sur celui qui le contractait, les regards de beaucoup de cours en Europe, sans parler de l'intérêt qui s'attachait à l'alliance d'une princesse, douée de tous les charmes de l'esprit et de la beauté, accoutumée à une société noble, élégante, distinguée, avec le chef barbare d'une nation plus barbare encore. Elle avait de l'instruction et une grande intelligence. Quel usage allait-elle en faire? Comment allait-elle marcher à côté de ces nobles femmes dont la papauté s'était si souvent servie, pour civiliser d'abord leurs époux barbares, et puis la nation sur laquelle elles devaient régner? Celle-ci ne répondit pas à la pensée toute catholique du souverain Pontife; elle rendit service pourtant à toute l'Église en général, en excitant sans cesse Ivan III contre les Mongols, contre un peuple doublement odieux pour sa longue tyrannie envers les Russes et pour sa religion; en lui faisant connaître les inventions qu'il devait, pour réussir, emprunter à l'Europe, et les hommes les

plus propres à les introduire dans ses États. En un mot, elle mit aussitôt Ivan III en rapport avec l'Europe civilisée ; et ce prince, qui avait l'instinct des grandes choses et des utiles réformes, et qui d'ailleurs cédait à l'invincible influence qu'exercent toujours et tôt ou tard des pays éclairés sur des contrées barbares, ce prince, qui a mérité le titre glorieux de précurseur de Pierre-le-Grand, se tourna vers l'Europe, en attendant de pouvoir, comme les anciens grands-ducs, alors qu'ils résidaient à Kieff, revenir sur l'empire d'Orient et le rendre aux *vrais descendants de César-Auguste et des Comnènes.*

V.

Les Européens appelés en Russie sous Ivan III.

Sous Ivan III, vint à Moscou, appelé de Venise par ce prince, Fioraventi Aristote, plus connu sous le nom d'Aristoteli de Bologne, à la fois architecte, ingénieur et artilleur, et qui fut pour la Russie du xve siècle ce que le Génevois Lefort fut, au xviiie, pour les Russes du Czar Pierre. Le chevalier Contarini l'avait vu à Moscou, avec

une foule d'artistes et d'ouvriers grecs, que la présence de Sophie Paléologue y attirait en plus grand nombre, et, entre autres, un orfévre habile de Cattaro, nommé Triphon.

Pour ne parler d'abord que des embellissements, faits à Moscou, et des arts de l'Europe, qui y furent introduits, à côté des arts de Constantinople, nous dirons qu'en 1475, c'est Aristoteli de Bologne qui bâtit, sur la place publique de Moscou, la célèbre église où est déposée la vierge miraculeuse de Vladimir-le-Grand. Le voyageur Contarini l'avait vu travaillant à ce bel ouvrage. Moscou lui dut aussi le palais grand-ducal, connu sous le nom de palais de pierres de taille. Les demeures des souverains allaient donc offrir une architecture plus régulière. C'est lui aussi qui contribua, à la même époque, à la réédification du Kremlin, qui, à peine achevé par des ouvriers grecs, s'était écroulé en 1474, et où se trouvait l'église de l'Assomption, lieu du sacre et du couronnement des Czars, récemment bâtie aussi par des Grecs. Le Kremlin, à la fois forteresse et palais immense, fut reconstruit sur des proportions si colossales et si imposantes, qu'au XIXe siècle même, un peuple habitué à la gran-

deur et à la magnificence dans les arts, comme en toutes choses, ne put se défendre, à l'aspect de ses hautes tours et de ses formidables murs, d'un cri d'admiration et d'étonnement pour les merveilles de l'art gréco-européen, au xve siècle, dans l'ancienne Russie ! Un autre artiste italien, le Milanais Aloise, fit encore, sous Ivan III, le palais appelé la Cour aux Avances. Triphon de Cattaro, qu'on peut aussi regarder comme Italien, lui fabriqua, dit Contarini, de beaux vases et d'autres ouvrages. Il fit venir aussi de l'Italie jusqu'à des médailleurs, avec quantité d'orfèvres. En 1489, le même prince chargea le Grec George Trachaniotes, son envoyé auprès de Maximilien Ier, pour le mariage dont nous avons déjà parlé, d'enrôler en Allemagne des artistes, des maçons, des mineurs, des architectes, en leur promettant des récompenses et de gros bénéfices. Les relations d'Ivan III avec Mathias Corvin, qui, de son côté, secondé aussi par sa femme, l'Italienne Marie d'Anjou, travaillait activement à civiliser les Magyares, lui permirent d'avoir de la Hongrie plusieurs ingénieurs et des fondeurs, que ce grand prince lui envoya. Ils se joignirent à Aristotelli de Bologne, pour donner,

sous sa direction, à la Russie, un commencement d'artillerie. Aristoteli fondit du canon; et les Russes, sous le commandement d'Ivan III, en firent usage, pour la première fois, en 1482, contre la ville de Felling, en Livonie, qui se rendit aussitôt. C'était treize ans avant la Suède elle-même, qui ne s'en servit qu'en 1495 (1). Ivan III rendit encore un autre service à la Russie. Deux Allemands, attachés à son service, découvrirent, sur les bords de la Zylma, près de la Petchora, les premières mines d'argent, découverte qui ne devait pas être la seule ; et cela eut lieu vers l'époque où l'Espagne, à l'autre extrémité de l'Europe, allait bientôt avoir les siennes en Amérique. C'est par les mines et les trésors du Pérou, autant que par cette ardeur fanatique qui poussait contre le croissant et contre l'hérésie, comme pour une nouvelle croisade, les fils valeureux des conquérants de Grenade, que l'Espagne autrichienne, au xvie siècle, prédomina dans l'Occident ; c'est aussi par ses finances, jointes au courage enthousiaste de ceux qui, fiers d'avoir vaincu l'islamisme tartare, se

(1) Levesque, p. 355, t. II.

croyaient, eux aussi, prédestinés à dominer sur tout, que les Russes acquirent, dans le même siècle, tant de force et de prépondérance dans le monde Slave, c'est-à-dire à l'orient de l'Europe, avant d'aller disputer à l'Autriche l'empire de l'Occident. Et ces finances, comme tant d'autres choses, étaient dues aux Européens. Faut-il s'étonner qu'Ivan III, pour faciliter à ces nouveaux civilisateurs de son pays des moyens plus directs de communiquer avec la Russie, ait construit, en 1492, devançant Pierre-le-Grand, et aux lieux mêmes où plus tard s'éleva Saint-Pétersbourg, une ville, un petit port, qui s'appela, de son nom, la ville d'Ivan, Ivangorod? Et notez que les mines de Zylma ne furent pas seulement le Pérou de la Russie, elles permirent encore aux Czars de fabriquer des monnaies, d'abandonner ainsi le commerce d'échange, et de faciliter les relations avec les Européens, en adoptant leurs moyens de trafic. Noble émulation, que celle qui portait ce pays à se tourner vers les contrées civilisées. Au Xe siècle il s'était tourné vers l'empire grec : ensuite, après la disparition de cet empire, vers l'Europe et vers les Grecs encore, qui allaient, dans leur dispersion, se mêler et se fondre dans

la population européenne : à la vue de ces efforts incessants, pour que l'Europe, grâce aux emprunts qu'on faisait à sa civilisation, reconnût aussi dans la Russie un de ses membres, il n'était pas possible que les regards des Européens ne se portassent pas vers la Russie. C'en était fait : l'avantage que lui avait procuré Ivan III, d'être en rapport avec l'Europe civilisée, même avec les chefs du saint empire romain, elle ne devait plus le perdre. Après Ivan III, on vit encore Maximilien Ier, devenu empereur depuis 1493, faire des avances au nouveau czar Vazili ou Bazile IV, et lui proposer, par son ambassadeur Schnitzenpamer, *une alliance contre la Pologne, dont la maison d'Autriche aspirait à se rendre maîtresse*. Cela eut lieu au commencement du XVIe siècle.

VI.

La Russie en face de l'Europe sous Ivan IV.

Mais ces rapports avec l'Europe furent bien plus actifs, bien plus étendus, et eurent surtout un caractère plus politique, sous le long règne

d'Ivan IV, de 1533 à 1584. Ivan IV, selon le P. Possevin, était de beaucoup supérieur à tous ses prédécesseurs, et même à Ivan III. Schœll, pendant la moitié de son règne, l'appelle un Trajan, pour la modération du caractère, aussi bien que par son administration éclairée et l'éclat de ses conquêtes. Son bon génie, à lui, était aussi une femme, non pas une Grecque ou une Européenne, car il avait déclaré, avant son couronnement, qu'il n'épouserait pas une étrangère, mais une Russe extrêmement distinguée, Anastasie Romanow, appartenant à cette grande maison qui bientôt fondera en Russie une nouvelle dynastie, et, pour couronner l'œuvre des Ivans, produira le fameux czar Pierre Ier. C'est après avoir perdu Anastasie qu'il devint un Domitien, et mérita le surnom de Terrible.

Ardent partisan du schisme, qu'il voulait faire prévaloir par toute la terre avec la domination russe, et imbu de tous les préjugés religieux de sa nation, il avait l'habitude de se laver les mains, dit le P. Possevin, après avoir parlé avec les ambassadeurs des princes étrangers (1), et c'était

(1) Principe di Moscovia si lava le mani, quando ha parlato con ambasciatori di principi forastieri, p. 4.

dans une cuvette d'or, ajoute Karamsin, placée exprès dans la salle d'audience. Il ne laissa pas pourtant, pour le bien de l'état, et pour l'accomplissement de ses vues, que d'ouvrir, plus libéralement même que jamais, aux étrangers de tout pays, les portes de la Russie. Contemporain du schisme anglican et des troubles religieux qu'il engendra, des dissensions amenées en Allemagne par le luthéranisme, de la révolte des Gueux dans les Pays-Bas, du soulèvement des Huguenots en France, de celui des Zwingliens en Suisse, et instruit de tout cela par ses étrangers, il fondait, sur ces divisions religieuses de l'Occident romain, l'espoir de l'assujettir un jour à son autorité et à son schisme. En attendant, pour se tenir prêt à tout événement, aidé par des Européens, il fit des réformes dans les milices russes. D'abord il attacha le service militaire à la possession du sol, ce qui amena un arpentage des terres, qui fit connaître le nombre d'hommes que la Russie pouvait mettre sous les armes, et fit porter sagement le service militaire sur les habitants, plus vigoureux, de la campagne.

Après cela, il établit, en temps de guerre, la solde. Puis, abandonnant le système des Tar-

tares, que les Russes avaient imité, il fit, comme dans les États européens, prédominer l'infanterie dans ses troupes, à la place de la cavalerie; de plus, il en porta le nombre à un chiffre effrayant, trois cent mille, ce qui en faisait le plus considérable corps d'infanterie qu'il y eût alors en Europe. Ce n'est pas tout, à la place des arcs dont on se servait encore généralement, Ivan IV donna à ses fantassins des fusils, d'où leur nom de Strelitz, qui signifiait fusilliers, et, pour les attacher à leur état, il les exempta d'impôt, *qui militant immunitate* (1) *vectigalium gaudent*.

Enfin il choisit une portion de cette infanterie, permanente et nationale, pour en former sa garde, comme les Janissaires chez les Turcs, comme la Garde Noire, établie, chez les Hongrois, par Mathias Corvin. C'est avec les Strelitz qu'il fit toutes les conquêtes dont nous parlerons plus tard, c'est avec eux et par leur répartition dans les diverses villes de la Russie, qu'il tint en respect la noblesse russe ou les Boyards. L'armée, permanente et dépendante du souverain, produisit en Russie ce qu'elle avait produit partout

ailleurs, en France, en Espagne, la force du pouvoir central, l'abaissement de la puissance des grands au profit de l'égalité de tous sous un maître commun. Les Cosaques qu'il organisa, le premier, en une république militaire, en 1545, formèrent sa cavalerie légère, et donnèrent les meilleurs lanciers que l'on pût connaître alors.

Les étrangers l'avaient trop servi dans l'organisation de toute cette milice, appelée à jouer un si grand rôle au dehors, et plus tard au dedans, pour qu'il négligeât d'en faire venir d'autres de l'Europe. Deux ans après cet établissement, en 1547, il s'adressa, par l'entremise de son ambassadeur, l'Allemand Jean Schlitte, à Charles-Quint, pour avoir des savants, des architectes, des sculpteurs. Cette démarche ne réussit point. Après la mort de Charles-Quint, il fit la même demande à Ferdinand, son frère, et son successeur en Germanie; et cette fois, Jean Schlitte parvint à son but. L'appât du gain, l'espoir de faire fortune, séduisirent jusqu'à 300 hommes de talents divers, orfévres, papetiers, fondeurs de cloches, mineurs, armuriers, maçons, tailleurs de pierres, peintres, sculpteurs, architectes,

théologiens même, et jurisconsultes, qui se rendirent à Lubeck, dans le dessein de s'embarquer pour la Russie. Lubeck, quoique privée, par Ivan III, du comptoir qu'elle avait à Novogorod-la-Grande, entretenait des relations suivies avec le nord de la Russie, par le petit port de Narva, et pouvait, par conséquent, se charger de leur transport. Mais, depuis la construction d'Ivangorod, les Lubeckois savaient que les Russes désiraient de s'ouvrir le commerce de la Baltique; ils craignirent donc que ces nombreux Allemands n'apprissent aux Russes la navigation, comme naguère les Génois l'avaient enseignée aux Turcs, et ils ne leur permirent pas de s'embarquer a bord de leurs vaisseaux. Il paraît néanmoins qu'environ cent cinquante parvinrent a se rendre à Moscou. Lubeck nuisait beaucoup aux plans du czar Ivan IV. Avant cette affaire, en 1533, elle avait déjà, d'un commun accord avec les autres villes anséatiques, Wismar, Hambourg, Rostok, Dantzig, etc., défendu à tous les sujets, de la Hanse, sous peine d'être notés d'infamie et de perdre leurs priviléges, d'aller commercer au port de Narva, le seul par lequel on pût alors négocier avec la Russie; car,

Ivangorod, dans une guerre avec les Suédois, avait été prise et saccagée (1).

VII.

Les persécutions religieuses font émigrer les protestants allemands en Russie.

Il ne faut pas s'étonner de voir beaucoup d'Allemands s'en aller en Russie. C'était alors, en Allemagne, l'époque des guerres religieuses. Entre 1547 et 1557 se placent deux faits très-importants, le premier, la bataille de Mulhberg, qui, en 1547, écrasa, pour quelque temps les luthériens. Dans les premières années qui suivirent cette journée, il dut y avoir beaucoup de luthériens qui partirent pour Moscou : c'était une émigration. Le second fait eut lieu en 1555, ce fut la paix religieuse d'Augsbourg. Les luthériens seuls l'obtinrent ; les calvinistes et les autres sectes en furent exclues ; c'est pour cela qu'alors des calvinistes allemands, et aussi an-

(1) Lévesque, t. II; Kock, *Tabl. des révol.*, t. I, p. 393.

glais, se rendirent à Moscou : c'était encore une émigration. Les uns et les autres, dit le P. Possevin, obtinrent à Moscou deux églises, et ils les conservèrent, malgré tout ce que put faire le P. Possevin pour les leur faire retirer (1). Ce n'était pas tolérance, de la part d'Ivan IV, c'était intérêt. Ces ménagements calculés devaient retenir en Russie ses chers étrangers.

En France, quand Louis XIV révoqua, par une complaisance, si impolitique, pour madame de Maintenon et pour le parti des catholiques exaltés, pour le parti des continuateurs intolérants de la sainte Ligue, l'édit de Nantes, tout réformé qu'il avait été par Richelieu, les protestants français allèrent au delà du détroit faire l'éducation industrielle des Anglais. Au XVI[e] siècle, quand Charles-Quint, à une époque où la réforme ne pouvait plus être vaincue, continua néanmoins de persécuter les luthériens avec les autres sectes, ceux-ci s'en allèrent enrichir la Russie des arts, des sciences, des industries qu'ils pouvaient connaître. Tel était le triste fruit des dissensions religieuses de l'Europe.

(1) Le P. Possevin, *La Moscovia*, p. 9.

VIII.

Nouveaux points de communication entre la Russie et l'Europe sous Ivan IV.

Le czar Ivan IV voyait à cela tant d'avantages pour ses États, qu'à l'exemple d'Ivan III, il voulut multiplier les points de communication entre la Russie et l'Europe. Nous trouvons dans Lévesque (1), que le petit port de Narva et celui de Saint-Nicolas, plus petit encore, étaient les seuls endroits par lesquels les Russes pussent avoir affaire avec les Européens. En 1553, le capitaine anglais Chanceler, ayant été envoyé par la reine Marie Tudor, avec trois vaisseaux, à la recherche d'un passage dans l'Inde par le nord, entra dans la Dwina, qui tombe dans la mer Glaciale, et jeta l'ancre, à cause des rigueurs de l'hiver, près d'un petit monastère, nommé Saint-Nicolas. Chanceler et son monde furent envoyés auprès du Czar, qui eut alors l'idée de construire, à cet endroit

(1) Lévesque, p. 149, t. III.

même le port d'Archangel. Pour y attirer les Anglais, il leur accorda l'exemption de tout droit. A la suite des Anglais arrivèrent les Hollandais et les Hambourgeois, qui vinrent y chercher du poisson sec, de l'huile de poisson, de la cire, des cuirs de Russie, des pelleteries, des caviars, de la laine et force bois de construction.

IX.

L'imprimerie en Russie, en 1563, etc....

Croit-on que là se bornèrent les efforts de ce grand prince, pour propager, dans son pays, les arts de l'Europe ? Il lui donna encore la chose la plus essentielle au progrès des lumières et de la civilisation, l'imprimerie. Il envoya en Europe prendre des informations sur cet art ; puis, en 1563, avec des ouvriers qui s'étaient formés hors de la Russie, mais qui étaient tous russes, et dont l'un était un diacre, il fournit tous les fonds nécessaires, et de 1563 à 1564, il monta à Moscou une imprimerie, dont le premier travail, comme cela avait eu lieu dans l'Occident, fut un

ouvrage religieux, une édition des Epîtres et des Actes des apôtres.

Il n'y eut pas jusqu'à la médecine qu'il ne voulût connaître, telle qu'on la pratiquait en Europe, où, de son temps, le Français Ambroise Paré avait fait faire de si grands pas, surtout à la chirurgie, sous le règne d'Henri III. Ivan IV appela des médecins de l'Europe à Moscou, et il fut le premier qui eut à son service des médecins étrangers.

Tous les moyens lui étaient bons pour attirer ces étrangers, qu'il recherchait tant. Il aimait particulièrement les Allemands, mais il craignait qu'ils ne s'effrayassent de la pensée qu'ils appartiendraient à un prince, dont l'aspect, le caractère, l'extérieur, étaient si peu européens. Que fit-il? Il se vanta partout qu'il était Allemand, et il se fit fabriquer une généalogie qui le faisait descendre de l'antique maison de Wittelsbach, des possesseurs puissants du duché de Bavière, cherchant ainsi à compenser et à adoucir la différence de mœurs par la conformité d'origine (1).

(1) Schœll, *États europ.*, t. XXI, ch. 19.

X.

Relations d'Ivan IV avec les puissances étrangères : Philippe II s'en sert contre les Turcs. — Ivan IV veut épouser une Anglaise. — Lettre curieuse publiée par M. Charrière.

Il voulait aussi que la Russie, comme puissance, fût admise dans le système politique de l'Europe. Favoriser le commerce anglais dans le Nord, et s'entendre avec les princes chrétiens contre les Turcs, étaient de bons moyens pour atteindre ce but. Nous avons vu qu'il introduisit les Anglais en Russie par la mer Blanche ; il les protégea, il les favorisa constamment, et ce fut d'une manière officielle, par l'intermédiaire d'un ambassadeur, qu'il régla les avantages qu'il se proposait de leur faire. Pour lui, il se contentait de celui que devait produire, parmi ses barbares sujets, le contact d'un peuple européen et civilisé. La croisade contre les Turcs le mit en rapport avec une puissance autrement considérable alors que l'Angleterre, avec une puissance qui menait, pour ainsi dire, l'Europe, avec l'Espagne. Philippe II y régnait, et, par Marie

Tudor, sa cousine et sa femme, il tenait l'Angleterre liée à sa politique. Chercher partout des ennemis aux Turcs, aussi bien qu'aux huguenots, était sa préoccupation de tous les instants. Par les Anglais il connut les Russes; il sut qu'au fond de la Moscovie se trouvait un prince ardent, désireux de se lier avec les rois de l'Occident, et chrétien. Il le poussa contre les conquérants de Constantinople; et Ivan IV, avec les armes et l'artillerie qu'il en reçut, gagna sur les Turcs une victoire, qui fut la première, remportée par les Russes sur cette nation, et dont les cours de l'Europe s'entretinrent beaucoup. Ce fait n'était pas connu avant la publication qu'a faite M. Charrière des *Négociations du Levant*. C'est là qu'il se trouve consigné, dans une lettre de l'évêque d'Acqs, ambassadeur d'Henri II à Venise, à M. de Lavigne, ambassadeur français à Constantinople. « Quant à la victoire, que les « Moscovites, dit-il, ont eue sur les Turcs, il n'y « a rien plus certain, et le devez ainsi dire et « asseurer au grand seigneur et son bassa, que « ce roi Philippe lui a suscité cest ennemy; car « je me souviens très-bien, que, lorsque j'étois « ambassadeur en Angleterre, l'ambassadeur du

« roi des Moscovites y arriva, pour ouvrir et « establir un commerce et trafficquer de mar« tres, cires, lings et autres marchandises, entre « ceux de sa nation et les Anglois. Lequel dict « roi Philippe, oultre les honneurs et riches « présents qu'il eust, tant de lui que de la reyne « sa femme, *le feist, soubz couleur des dites* « *marchandises, accommoder de toutes sortes* « *d'armes offensives et deffensives*, et par exprès, « d'artillerie, dont ils étoient ignorants, et des « artisans mêmes, affin d'avoir meilleur moyen « de s'en prévaloir à l'endroict du dict G. S., « contre lequel il les a esmeus et suscités, dont « est ensuivye la défaicte que vous m'avez man« dée... 1. »

Mais, ni par l'Angleterre, ni par l'Espagne, Ivan IV ne put encore faire entrer la Russie dans la société européenne. Elle fut un instrument dont se servit l'adroit et profond Philippe II, et rien de plus.

Ivan IV alors, oubliant la promesse qu'il avait faite à ses sujets au commencement de son règne, voulut épouser une femme étrangère, et il

1 Négociations du Levant, publiées par M. Charrière, année [illegible], lettres des 10 et 25 mai, t. II, p. 449.

jeta les yeux sur une Anglaise. Sa septième femme, Marie Nogaï (car il eut autant de femmes qu'Henri VIII, son contemporain), ne lui donnait pas d'enfants. En 1583, il demanda à Élisabeth, qui régnait à cette époque en Angleterre, la main d'une princesse de la maison royale d'York, Marie Hastings, fille du comte de Huntington, et de la maison de Pole par sa mère. Comme les Anglais, depuis la découverte de la mer Blanche, commerçaient activement avec les Russes et étaient très-favorisés, Élisabeth se garda bien de répondre négativement. Elle témoigna, au contraire, à Ivan IV un vif désir de lui être agréable. Mais, en attendant que l'embarrassante demande du Czar eût d'autres suites, Marie Nogaï mit au monde un fils. Ivan dès lors ne songea plus à ce 8ᵉ mariage, et Élisabeth fut hors d'embarras (1).

Voilà quelle était la situation de la Russie vis-à-vis de l'Europe, sous Ivan III et sous Ivan IV. Nous savons maintenant comment ces deux princes attirèrent sur eux et sur leur pays l'attion de l'Occident; voyons comment ils purent, dès cette époque, lui inspirer des craintes.

(1) Schœll, t. XXI, ch. 19.

CHAPITRE IV.

EFFORTS DE LA RUSSIE, DÈS LE XVIe SIÈCLE, POUR S'OUVRIR LA BALTIQUE ET LE CHEMIN DE L'EUROPE PAR LA LIVONIE.

I.

L'Europe, de tous côtés, fermée aux Russes au XVIe siècle.

Si les Ivans, glorieux destructeurs de la domination mongole et libérateurs de leur pays, énergiques restaurateurs de l'indépendance nationale, de l'unité politique, du pouvoir central, toujours à la recherche des Européens, actifs propagateurs de leur civilisation dans la Russie depuis que le croissant dominait dans l'ancienne Tzaragrad, et enfin héritiers prétendus de l'empire d'Orient et même de l'Occident, attiraient naturellement les regards étonnés de l'Europe, ils lui inspiraient, d'un autre côté, presque de la frayeur, en s'avançant, le fer à la main, jusque sur ses frontières, ou vers les mers qui lui étaient com-

munes avec la Russie. La ruine des Tartares de Saraï, de Kasan, d'Astrakan, et enfin de Sibir en Sibérie, avait agrandi la Russie de tout le bassin du Volga ; elle lui avait ouvert la mer Caspienne, et, du côté de l'Asie supérieure, lui avait même fait dépasser ses limites naturelles, les monts Ourals. La réunion des républiques indépendantes de Novogorod, de Pscoff et de Khlynoff, et celle des principautés féodales de Riaizan et de Sévérie, avaient rendu la Russie plus compacte. Mais, du côté de l'Europe, elle n'allait pas, après toutes ces diverses acquisitions, au delà du Dnieper. Et même, sur le cours du Dnieper, un peuple, rival des Moscovites et plus slave même qu'eux, les Lithuaniens, lui avaient enlevé l'antique résidence des derniers grands-ducs, Kieff, et, vers les sources de ce fleuve, Smolensk, qui n'était qu'à une trentaine de lieues de Moscou. Ainsi, pas moyen de percer le centre de l'Europe : le grand-duché de Lithuanie leur en défendait jusqu'à l'accès même, et cet obstacle devint bien plus fort lorsqu'en 1501, Alexandre, grand-duc de Lithuanie, succéda en Pologne à Jean-Albert Jaghellon, son frère, et réunit la Lithuanie à la Pologne. Dès lors, c'est le royaume

de Pologne, ainsi aperçu, qui fut cet obstacle aux progrès des Russes vers l'Europe centrale. Vers la Baltique, même barrière. Les Ivans avaient repris Novogorod-la-Grande, près du lac Ilmen, et Pscoff, près du lac Peypus; mais ils n'allaient guère plus loin que ces deux villes. Là se trouvait un autre État slave, mais fondé, au XIIIe siècle, par des Allemands, l'ordre Teutonique, qui, outre la Prusse, possédait la Livonie, la Courlande, la Carélie, l'Ingrie et l'Esthonie, c'est-à-dire tout le littoral russe de la Baltique, ainsi que le petit port de Narva, depuis si célèbre par une des plus grandes batailles qu'aient livrées les Russes, dans l'Esthonie. Il est vrai que tous ces pays manquaient un peu d'unité. De la Courlande à la Néva, dominait l'ordre des Chevaliers Porte-glaives ou de Livonie, qui avait des statuts particuliers, quoique dépendant de l'ordre Teutonique, et recevant du grand-maître de cet ordre un maître provincial pour les gouverner (1). De plus, les archevêques de Riga ne reconnaissaient pas de supériorité territoriale dans toute l'étendue de leur diocèse métropolitain. Quoi qu'il en

(1) P. 129, Koch, pér. VI, p. 392, seconde édition de 1825, revue par Schœll.

soit, ils formaient une barrière assez forte, pour empêcher la Russie d'arriver jusqu'à la Baltique, et l'enfermer, l'enchaîner, bon gré, mal gré, dans le territoire du grand-duché de Moscovie, sans avoir aucun point de contact avec les Européens.

Enfin, vers le sud se trouvait la horde, non exterminée encore, des Tartares de la Crimée, qui défendait aux Russes l'entrée de la mer Noire.

De quelque côté que la Russie se tournât, toutes les issues lui étaient fermées.

C'était un état d'emprisonnement dont elle ne pouvait pas ne point chercher à sortir. C'est pour cela que, par-dessus la Lithuanie et la Pologne, par-dessus l'ordre Teutonique et celui des Chevaliers Porte-glaives, elle tendait la main aux Européens de toute profession, de tout métier, de tout talent. C'est pour cela qu'Ivan III et, après lui, Ivan IV essayèrent de percer du côté de la Livonie.

II.

Tentative pour y pénétrer par la Baltique en conquérant la Livonie.

L'acquisition de cette province et des provinces adjacentes était d'autant plus à désirer qu'elles étaient le grenier du Nord, et qu'on peut dire que la prépondérance, chez les Slaves et même chez les Scandinaves, était attachée à leur possession. Si l'on pense donc qu'ainsi la Russie rompait les chaînes qui la liaient à l'extrémité du monde européen, sans communication directe et, pour ainsi dire, territoriale avec l'Europe civilisée, quel immense avantage ne devait pas résulter pour elle, dans le Nord, de la conquête de ces belles provinces!

Ivan III envahit le premier la Livonie en 1502.

Mais les Chevaliers Porte-glaives étaient commandés par un maître provincial, doué des plus grands talents militaires, et qui se nommait Walter de Plettenberg. Seul, il eût pu tenir tête aux Russes, dont l'artillerie, malgré les efforts d'Aristoteli de Bologne, était récente, peu con-

sidérable et pas aussi perfectionnée que la sienne. Il ajouta pourtant à ses ressources personnelles celles d'un allié voisin, d'Alexandre, grand-duc de Lithuanie, qui, l'année même où commença la guerre, devint roi de Pologne. C'était donc s'allier avec la Pologne.

III.

Motifs qu'avait la Pologne pour s'allier avec les chevaliers de Livonie :

1o Traité de Thorn, 1466.

Or, le nouveau roi de Pologne avait des raisons, comme chef des Polonais, pour s'allier avec les chevaliers, attaqués ainsi par les Russes.

En 1466, Casimir IV, Jaghellon, après une guerre de treize ans contre l'ordre Teutonique, avait complétement vaincu, s'appuyant sur les Slaves du pays, opprimés par les chevaliers, le grand-maître Louis d'Erlichausen, et lui avait imposé la paix de Thorn (1), dont Rodolphe, évêque de Lavante et légat du pape Paul II, avait été le médiateur.

(1) Schœll, t. XXII, ch. 20, l. 6, p. 59.

Par cette paix, l'ordre Teutonique avait cédé à la Pologne la Prusse occidentale, c'est-à-dire la Pomérellie, y compris la ville de Dantzig; plus les districts de Culm et de Michelau, la Warmie, Marienbourg et Elbing, le tout renfermant dix-huit commanderies. Il ne conserva que la Prusse orientale, c'est-à-dire la Sambie, la Natangie et la Poméranie; encore fut-il obligé de déclarer qu'il tenait cette portion de la Prusse en fief du roi et de la république de Pologne. En conséquence de cet article, chaque grand-maitre devait, dans les six premiers mois après son élection, prêter hommage-lige au roi de Pologne, et l'Ordre devait fournir des troupes à la Pologne dans toutes ses guerres. A l'avenir, la moitié des chevaliers et des dignitaires devait être composée de Polonais. Enfin, si les chevaliers conservaient le droit d'élire leur grand-maitre, ils perdaient celui de le déposer. On en voit la raison, c'est parce qu'ils auraient pu en faire usage contre les Polonais, qui allaient avoir plus de chances que les autres d'être élus grands-maitres. Pour tout dédommagement, le grand-maitre fut nommé sénateur, et on lui assigna une place d'honneur à la gauche du roi.

Ce traité de Thorn, en 1466, n'avait pas atteint l'ordre de Livonie, qui, malgré sa dépendance politique vis-à-vis de l'ordre Teutonique, avait une sorte de nationalité à part. Pour disposer les chevaliers de Livonie à se tourner vers la Pologne plutôt que vers l'ordre Teutonique, et montrer aussi que la Pologne n'avait vaincu la Prusse teutonique que pour protéger ceux qui étaient unis à cet Ordre par des affinités quelconques, Alexandre, comme roi de Pologne, avait donc des raisons pour s'allier avec les Porte-glaives de Livonie.

2o Paix de Moscou, 1494.

Comme grand-duc de Lithuanie, il en avait aussi pour se déclarer contre la Russie. Il avait à venger la paix de Moscou (1), qu'après une guerre malheureuse, il avait été obligé de signer en 1494 avec le czar Ivan III. Par cette paix humiliante et désastreuse, plusieurs villes, dont les Lithuaniens s'étaient emparés, soit pendant la servitude des Russes sous les Mongols, soit à la faveur du démembrement du grand-duché de

(1) Schœll, t. XXI, ch. 19.

Moscovie en principautés féodales ou républiques indépendantes, étaient rendues à la Russie : c'étaient Viazma, Alexin, Tiechiloff, Roslawl, Veneff, Mitislaw, Toroussa, Obolensk, Koselsk, Serensk, Novossily, Odsieff, Vorotynsk, Premysl, Bréleff, Metschero. Alexandre n'avait guère conservé que Kieff et Smoslensk, qui commandaient le cours du Dnieper. Ce n'est pas tout : il savait que déjà, en 1490, par son ambassadeur Delator, Maximilien Ier d'Autriche, avant son avénement à l'empire, s'était allié avec Ivan III, et que ce traité d'alliance avait été ratifié à Nuremberg, en 1491. *Par ce traité, Ivan III devait soutenir Maximilien dans ses prétentions sur la Hongrie, et l'on sait que la Russie, jusqu'à nos jours, n'a jamais oublié cet engagement d'Ivan III*; de son côté, Maximilien, qui n'aimait pas les Jaghellons de Pologne et de Lithuanie, pas plus que ne les aimait la Russie, s'engageait à aider Ivan III à reprendre Kieff sur les Lithuaniens. Rien ne déplaisait tant à Alexandre que cette alliance proposée par le prince autrichien, et qui signale la première introduction de la Russie dans la politique de l'Europe orientale; mais il y en avait une autre qui l'incommo-

dait encore davantage, c'était celle d'Ivan III avec Étienne Ier le Grand, prince de Moldavie, dont la fille avait épousé un fils du Czar. La Russie, dès cette époque, tendait la main aux Moldaves, à ce qu'on appelle aujourd'hui les provinces danubiennes, contre l'Autriche, du reste, aussi bien que contre la Turquie.

IV.

Guerres de Livonie sous Ivan III.

Voilà les raisons qui déterminaient ce prince à promettre, au besoin, son secours aux chevaliers de Livonie. Comptant donc sur cet appui, Plettenberg réunit 14,000 hommes de troupes, et à Maholm, dans une première rencontre, il défit 40,000 Russes. A un second engagement, il eut un succès plus éclatant encore et plus décisif : devant Plescoff, en 1502, avec un égal nombre de troupes, il battit 100,000 Moscovites. Aussitôt une trève de six ans, qui fut ensuite renouvelée pour cinquante, obligea Ivan III à ajourner ses projets sur la Livonie. Ainsi les Russes, heureux du côté

de l'Europe centrale, grâce à l'alliance autrichienne, au moyen de laquelle ils mettent la Pologne entre deux feux, ne le sont pas du côté de la Livonie, qui sait se défendre elle-même avec succès.

V.

Les Russes et les Polonais.

Sous Basile IV il ne fut pas question de la Livonie, que protégeait d'ailleurs la trêve de six et puis de cinquante ans, mais des Polonais, ou plutôt des Lithuaniens, qu'il s'agissait d'éloigner à tout prix de Moscou. Mais si l'on avait été heureux contre la Lithuanie, alors qu'on n'avait eu affaire qu'à elle seule, pouvait-on espérer le même succès, maintenant qu'elle était réunie à la Pologne, laquelle, depuis cette réunion et depuis l'acquisition de la Prusse occidentale, surpassait en superficie la France et l'Espagne réunies (1), touchait à la mer Baltique et à la mer Noire, et, grâce à la transmission régulière

(1) Schoell, t. XXII, l. 6, ch. [illegible], p. [illegible].

de la couronne sous les Jaghellons, était tranquille, puissante, prépondérante dans le monde slave? On n'aurait pu l'espérer sans deux circonstances favorables : la première, c'est que l'empereur Maximilien Ier envoya son ambassadeur, Schnithzenpamer, à Moscou, non plus, cette fois, au sujet de la Hongrie, mais pour la Prusse polonaise, pour Dantzig, qui lui faisait envie, et il promettait toujours de seconder les Russes pour reprendre Kieff sur les Lithuaniens ou bien sur la Pologne; la seconde circonstance, c'est que, sous Sigismond Ier Jaghellon, frère et successeur d'Alexandre II, Michel Glinski, grand général polonais, qui avait battu naguère les Tartares, bien qu'il fût Tartare lui-même, perdit tout son crédit, en butte à la jalousie des courtisans, se dégoûta de servir la Pologne et passa au service des Russes. Basile IV pouvait donc entreprendre une guerre contre la Pologne. Avec l'aide d'un tel transfuge, il s'empara de Smolensk, en 1514, sur Sigismond Ier; et cette conquête précieuse, il l'affermit, en recherchant l'alliance de tous les États, qui avaient peur ou étaient jaloux de la Pologne. En 1517, il conclut une alliance avec le roi de Danemark, le fameux Christian II,

s'engageant, de son côté, à le soutenir contre les Suédois pour le rétablissement de l'Union de Calmar; la même année, il conclut une ligue contre la Pologne avec Albert de Brandebourg, grand-maître de l'ordre Teutonique, et qui, luthérien caché, aspirait à transformer en sa faveur la Prusse teutonique en une principauté héréditaire, c'est-à-dire à la séculariser et même à s'y rendre indépendant. Cela ne pouvait se faire sans l'agrément du roi de Pologne, suzerain de l'Ordre depuis le traité de Thorn; et c'est pour emporter ce consentement, autant que pour faire les affaires des Russes, que Albert de Brandebourg s'entendit avec le czar Basile IV: il lui promit de marcher sur Cracovie. Et en effet, Albert de Brandebourg, ne voulant, en aucune façon, prêter foi et hommage à la Pologne, fit la guerre à Sigismond Ier, et l'occupa de 1519 à 1525, époque à laquelle il conclut avec ce roi, le 8 avril, le traité de Cracovie (1).

(1) Karb. p. 380, t. I, part. VI

VI.

Traité de Cracovie, 1525.

Albert de Mecklenbourg y prit l'engagement de prêter foi et hommage à la couronne de Pologne, obligation féodale dont il avait cherché à s'affranchir. En retour, le roi Sigismond, qui était un frère de sa mère, lui accorda la Prusse teutonique, à titre de duché et de fief héréditaire et indivisible, tant pour lui et ses descendants mâles que pour ses frères de la branche de Brandebourg, en Franconie, et leurs héritiers féodaux ; seulement, au cas où la descendance mâle de ces princes viendrait à manquer, la Prusse, devenue ducale, et n'étant plus teutonique, devait revenir à la Pologne comme fief masculin.

L'ordre Teutonique perdait ainsi la Prusse, après l'avoir possédée pendant près de trois siècles. Réduit alors à ses possessions en Allemagne, il établit son chef-lieu à Mergentheim en Franconie, et y procéda à l'élection d'un nouveau

grand-maître dans la personne de Walter Cronberg. Albert de Brandebourg fit aussitôt profession de luthéranisme, épousa une princesse danoise, fille de Frédéric Ier, successeur de Christian II, et tout fut fini. Les Polonais n'étaient pas mécontents de ces arrangements : ils étaient toujours suzerains de la Prusse, et ils avaient de moins sur les bras l'ordre Teutonique. Ils ne savaient pas à quelle destinée était réservé le nouveau petit État, et quel mal il leur ferait un jour [1].

VII.

Guerre de Livonie, sous Ivan IV.

Les affaires entre Albert de Brandebourg et la Pologne, eurent, pour la Livonie, des conséquences, qui firent que les Polonais, tout entiers tournés de ce côté, ne songèrent guère à la ville de Smolensk que les Russes voulaient ravoir. En Livonie, chez les Chevaliers Porte-glaives, se trouvait encore, en qualité de grand-maître, le

1 Histoire des traités de paix de Schœll et Koch, t. XII

vainqueur de Plescoff, Walter de Plettenberg. En 1525, le 15 janvier, par conséquent avant le traité de Cracovie, qui est du 8 avril, il avait été déclaré que les rapports entre les chevaliers de Livonie et l'ordre Teutonique resteraient les mêmes, c'est-à-dire qu'ils continueraient à regarder le grand-maître comme leur véritable chef, et à lui rendre hommage et obéissance; seulement qu'ils auraient le droit d'élire un chef parmi eux (1). Les Porte-glaives visaient à l'indépendance. Quelques mois après, ils furent satisfaits. Albert de Brandebourg ayant sécularisé la Prusse et embrassé le luthéranisme, tous les liens, entre les Teutoniques et eux, furent dès lors regardés comme rompus, et personne, à ce qu'il paraît, ne contesta la chose. Mais ce n'est pas tout : l'exemple d'Albert de Brandebourg était contagieux; profitant de l'introduction du luthéranisme, de la Prusse en Livonie, Plettenberg se fit reconnaître souverain de la Livonie et des Etats adjacents, malgré l'opposition des évêques, qui étaient seigneurs dans leurs villes;

(1) Koch, p. 393, t. I, d'après l'ouvrage du comte de Bray sur la Livonie.

c'était aussi en 1525. L'ordre des Porte-glaives subsista bien encore, et après Plettenberg, ils élurent grand-maître, et non plus maître-provincial, Gothard Kettler. Mais on le conçoit, il y eut, à ce sujet, des discussions, des troubles considérables, qui attirèrent sur les affaires de la Livonie l'attention de la Pologne. Qui sait si la Pologne ne parviendrait pas à placer aussi l'ordre des Porte-glaives sous sa dépendance, à le scinder, à le démembrer, comme elle l'avait fait pour l'ordre Teutonique, et à mettre le pied dans la fertile Livonie. C'est précisément ce qui arriva [1]. Ivan IV, successeur de Basile IV, désirait, comme ses prédécesseurs, de s'ouvrir la Baltique par l'acquisition de la Livonie, et il se flattait que les troubles religieux de ce pays, comme aussi ceux de la Pologne, où le luthéranisme avait, naturellement, vite pénétré, lui permettraient d'accomplir ses desseins, et même, le P. Possevin nous l'a dit, lui fraieraient le chemin vers la conquête de tout l'Occident. Dès l'année 1534, il fit donc une invasion en Livonie; mais il n'avait pas encore les Strelitz, il ne

[1] [illegible] t. I, p. [illegible]; [illegible] p. [illegible]; [illegible] t. XXII, p. [illegible].

réussit point. Quand il les eut, en 1545, et qu'il les eut bien organisés, bien dressés, bien disciplinés, en 1558 il fondit de nouveau, avec cette infanterie immense, et équipée à l'européenne, sur la Livonie, gagna la victoire d'Ermès, et y procéda ensuite par l'extermination. Son invasion terrible détermina, dans les États des Porte-glaives, trois événements importants.

1° Walter de Plettenberg, à l'époque où il rompit tout lien avec l'ordre Teutonique sécularisé, s'était étroitement uni avec Charles-Quint, qui l'avait déclaré prince d'empire, ayant voix et séance à la diète. En conséquence, lorsque Ivan III, en 1558, envahit la Livonie, Gothard Kettler, pour faire face à un ennemi si redoutable, implora d'abord l'assistance du corps germanique, dont il était membre. Il n'en tira, nous dit Koch, sans en donner la raison (1), que des promesses vagues ; mais la raison est indiquée dans le passage que nous avons cité du P. Possevin : c'est que Ferdinand, alors empereur d'Allemagne, fidèle à la politique de ses prédécesseurs, entretenait des liaisons avec Ivan IV,

(1) Koch, t. I, p. 394, 395.

en vue de l'affaiblissement de la Pologne. Il s'adressa alors, en 1560, à Sigismond Auguste, roi de Pologne, et successeur de Sigismond Ier; il le fit de concert avec l'archevêque de Riga, le premier des prélats du pays (1).

VIII.

Traité de Wilna, 1561

Par le traité de Wilna, en 1561, la Livonie et ses dépendances furent cédées à la Pologne en toute souveraineté, à deux conditions seulement : la première que la religion luthérienne, que les évêques eux-mêmes, par ambition et par cupidité, avaient fini par adopter, y serait tolérée; 2° que la Courlande et la Sémigale formeraient, pour le grand-maître Gothard Kettler, un duché héréditaire de mâle en mâle, et tenu, comme la Prusse sécularisée, en fief de la république de Pologne. Comme Albert de Brandebourg, Gothard Kettler renonça à ses vœux de chevalier, et épousa Anne,

(1) Schœll, t. XXII, p. [illegible].

fille du duc de Mecklembourg-Schwerin. Ainsi la Livonie devenait une province polonaise, et le reste était inféodé à la Pologne, pour avoir droit à sa protection. Ce traité de Wilna était le pendant du traité de Thorn et du traité de Cracovie. Sous l'influence de la réforme, tous les Ordres de chevalerie avaient disparu sur les côtes de la Baltique; les États de Livonie étaient divisés, mais ils étaient sous la défense de la Pologne, et les conquérir devenait pour la Russie chose plus difficile.

2° Les deux autres événements, provoqués par l'invasion russe, ne donnèrent pas plus de chance de succès à Ivan IV. La noblesse d'Esthonie et la ville de Revel, pas assez bien défendues par Gothard Kettler, qui, au lieu de combattre, s'en allait traiter, dans son intérêt personnel, avec la Pologne, se soumirent à Eric XIV, roi de Suède, qui venait de succéder à son père Gustave Vasa, par un traité signé les 4 et 6 juin 1561, et Éric XIV envoya aussitôt dans l'Esthonie un général des plus distingués, un ancien Français languedocien, Pontus de la Gardie, qui en fit la conquête, et même s'avança dans l'Ingrie et la Carélie, qu'il convoitait. Éric XIV

prétendit aussi avoir été appelé par l'archevêque de Riga, Guill. de Brandebourg, en Livonie.

3° Enfin, Jean de Munchausen, évêque de Oesel ou de Wieck, et de Courlande ou de Pilten, dès l'année 1559, sachant bien que, déjà à cette époque, Gothard Kettler songeait à séculariser les États de l'ordre des Porte glaives, et d'ailleurs ayant envie lui-même de se marier, vendit ses évêchés au nouveau roi de Danemark, Frédéric II, qui se hâta de les confier à son frère Magnus, afin de pouvoir rentrer en possession du Holstein, qu'il lui coûtait de lui abandonner.

Voilà ce qu'amena l'invasion russe, jointe à l'ambition égoïste du dernier grand-maître Gothard Kettler, devenu luthérien. Qu'allait faire le czar Ivan IV, ayant à lutter et contre le Suédois Pontus de la Gardie, et contre le nouveau duc de Courlande, Gothard Kettler, et contre le roi de Pologne, Sigismond Auguste, suzerain de Gothard, et possesseur de la Livonie? Il s'allia avec le Danemarck; il appuya Magnus, il le maria avec sa nièce, et il lui donna des soldats pour lui former un royaume en Livonie. En effet, Magnus s'établit en Livonie et y prit le titre de roi. Sigismond-Auguste, occupé dans ses États de la

question protestante, ne fit rien contre lui. L'extinction des Jaghellons, à la mort de ce prince, en 1572, vint favoriser encore plus Ivan IV et son protégé. La couronne redevint tout à fait élective en Pologne, chacun, au dehors et au dedans, put en vouloir et y prétendre. Ivan IV se mit sur les rangs pour l'obtenir. Mais les Polonais, en voyant la maison d'Autriche donner la main à la Russie, par une politique analogue, se tournèrent vers la France, ennemie de cette maison, et ils préférèrent à Ivan IV Henri d'Anjou, frère du roi de France, Charles IX (1). Cela traîna jusqu'en 1573; à peine le nouveau roi était-il installé à Cracovie, que la mort de Charles IX, en 1574, lui fit précipitamment quitter le trône de Pologne, et il partit laissant là les Polonais et leur royauté trop limitée. Tous ces embarras arrangèrent parfaitement les affaires d'Ivan IV en Livonie. Mais après le départ ou plutôt la fuite d'Henri, duc d'Anjou, les choses changèrent : les Polonais proclamèrent roi un guerrier des plus distingués, Étienne Bathory; de plus, Magnus fit soulever, par ses agents se-

(1) Schœll, t. XXII; t. XXI, l. 6, ch. 19, *Russie*.

crets, les villes livoniennes, que le Czar, en lui donnant le titre de roi de Livonie, avait retenues pour lui-même, pour communiquer directement enfin avec la Baltique; et il les poussa à se déclarer pour lui seul. Il se révolta donc contre Ivan IV, dont les bienfaits calculés faisaient de ce soulèvement un acte d'ingratitude, un crime. Magnus n'avait mesuré ses forces que des yeux d'une ambition téméraire : Ivan IV eut bon marché de ce client, qui se cabrait ainsi contre son patron, qui brisait ses chaînes par une usurpation, contraire aux conventions, au lieu de le faire par l'abandon de la Livonie, au lieu de se borner à rentrer dans les villes, qui, les premières, l'avaient appelé pour se donner à lui. Magnus fut pris et enfermé dans un cachot, d'où il ne tarda pas à s'échapper, pour se sauver dans la Courlande, où il mourut en 1583. Mais Étienne Bathory était un autre homme que Magnus, et il était autrement puissant. C'était en outre un prince plus civilisé, moins cruel, et que les villes livoniennes, à défaut de Magnus, préféraient à Ivan IV. Il vint, réclamant la Livonie en vertu du traité de Vilna de 1561. Il mit en fuite le Czar dans presque toutes les rencon-

tres; il le chassa de la Livonie, et enfin, dans le grand-duché de Moscovie, il lui enleva, entre Polotsk, Kholm et Pscoff, près de soixante à quatre-vingts lieues de pays. De son côté, Pontus de la Gardie, qui s'entendait avec Bathory, faisait dans le territoire de Novogorod le plus grand mal aux Russes. Vaincu, exténué, n'en pouvant plus, mais ne voulant pas faire une paix trop ruineuse, Ivan IV berça aussitôt le pape Grégoire XIII de l'espoir qu'il pourrait bien adhérer à l'Union de Florence, si l'Église romaine, qui était influente dans la Pologne, restée catholique, voulait l'aider dans cette circonstance. C'est dans ce but, comme nous l'avons dit ailleurs, que le Saint-Siége fit accepter à Et. Bathory la médiation d'un jésuite, du P. Possevin (1).

IX.

Congrès de Kiverova-Horka, 1581.

Un congrès pour la paix entre la Pologne et la Russie fut indiqué à Kiverova-Horka en Livo-

(1) Schœll, t. XXI, p. 317, et Possevin.

me, et commença ses travaux le 13 décembre 1581, dans la maison même où s'était logé le jésuite médiateur, et ne les termina que le 15 janvier 1582. C'est le premier congrès en forme auquel ait pris part la Russie avec une puissance européenne (1). Les plénipotentiaires polonais étaient Janus Zbaraski, palatin de Braclaw, Albert Radzivil, grand-maréchal de la Lithuanie, et Michel Araburd. Du côté des Russes, c'étaient Dmitripétrowitz-Ieletzi, et Romain Wassiliewitz-Olferieff, garde des sceaux, avec les secrétaires Nikita Basouka et Zacharie Suiaseva.

Le P. Possevin avait fait admettre au congrès un autre négociateur, Christophe Warsawritz, qui était catholique, et qu'il avait l'intention d'envoyer ensuite en Suede, pour régler, en faveur de ce pays, quelques différends avec la Pologne, et tâcher de rétablir le catholicisme avec le secours de Catherine Jaghellon, épouse catholique du roi Jean III. Ainsi, en s'intéressant, tantôt pour la Russie, tantôt pour la Suede, le Saint-Siege espérait gagner du terrain soit sur le schisme grec, soit sur le monde protestant.

(1) T[illegible] de paix [illegible] par Schoell, t. XII

Sur l'histoire de ce congrès, nous ne rapporterons que deux choses : la première concerne l'adresse de la diplomatie russe, la deuxième fait connaître les prétentions et les tendances des souverains moscovites, et vient à l'appui de tout ce que nous avons dit à cet égard. C'est M. Schœll, dans l'analyse qu'il nous a donnée de ce congrès, d'après le P. Possevin (1), que nous allons laisser parler. « 1° Toutes les difficultés « paraissant aplanies ou écartées, à partir du 6 « janvier, les ambassadeurs russes en élevèrent « deux, qui faillirent rompre tout. Ils deman« dèrent qu'on mît au nombre des cessions, « faites par la Russie à la Pologne, la Courlande « et la ville de Riga. Comme les Russes n'avaient « jamais possédé ni cette ville ni ce duché, la « demande inattendue des ambassadeurs parais« sait cacher un motif secret. On pensait que le « traité ne devant être conclu que pour dix ans, « car ainsi l'avaient voulu les Russes, l'intention « des ambassadeurs était de réserver ainsi à leur « maître quelque droit sur la Livonie, en se don« nant l'air de n'y renoncer que pour ce laps de

(1) Schœll, t. XXI, p. 317.

« temps. Les ministres de la république de Polo-
« gne ayant hautement rejeté cette idée vrai-
« ment extraordinaire, les ambassadeurs russes
« y renoncèrent; mais alors ils demandèrent
« qu'en nommant les villes et les châteaux que
« le Czar cédait, on ajoutât qu'il cédait ainsi une
« partie de ses domaines, et qu'il pût garder le
« titre nominal de roi de Livonie. Cette demande
« eut le sort de la première. » On voit quel esprit astucieux et rusé montrait déjà la diplomatie moscovite : elle aurait voulu acquérir implicitement des droits sur ce qu'elle ne cédait pas, et s'en réserver sur ce qu'elle était obligée de céder. C'était d'autant plus mauvais, que, grâce à l'influence du P. Possevin, les plénipotentiaires polonais, quoique appartenant à la nation victorieuse, achetaient ces cessions par le sacrifice presque entier de leurs anciennes conquêtes sur le grand-duché de Moscovie. — Nous avons indiqué une autre clause à noter; la voici : « Dans
« la nuit du 31 décembre 1581 au 1er jan-
« vier 1582, les ambassadeurs russes eurent avec
« le médiateur, dit toujours M. Schœll, une con-
« versation remarquable. Ils le prièrent de faire
« en sorte que, dans l'instrument de la paix, on



« donnât à leur maître le titre de Czar, *auquel*,
« disaient-ils, *ce prince attachait une plus*
« *grande importance qu'à la possession des châ-*
« *teaux qu'il était question de céder.* Le médiateur
« leur expliqua *alors la doctrine de la cour de*
« *Rome, d'après laquelle il n'existait qu'un seul*
« *empereur chrétien, auquel le pape avait con-*
« *firmé ce titre;* il leur dit ensuite que si leur
« maître désirait être légitimement revêtu d'une
« dignité nouvelle, *il fallait qu'il en traitât avec*
« *le souverain pontife,* ainsi qu'avaient coutume
« de faire les autres princes chrétiens. Cette
« observation amena les ambassadeurs russes à
« raconter au P. jésuite *que les empereurs Ho-*
« *norius et Arcadius avaient envoyé la couronne*
« *impériale à leur grand-duc Vladimir,* et que le
« souverain pontife lui avait confié le titre im-
« périal par l'entremise d'un certain évêque,
« nommé Cyprien. Possevin leur apprit que
« Honorius et Arcadius avaient vécu cinq cents
« ans avant leur Vladimir, et il aurait pu ajouter
« que l'État russe n'existait pas encore; — mais
« la découverte de cet anachronisme ne les dé-
« concerta pas : ils répliquèrent que ceux dont
« ils parlaient étaient deux autres empereurs

« contemporains de Vladimir. » Néanmoins ils ne réussirent pas. Ivan IV ne fut appelé que *Magnus Moscoviæ dux*. Il n'est pas possible de douter, après cela, de l'importance qu'avait le titre de Tzar dans la pensée des Ivans et dans celle des puissances, puisque des plénipotentiaires, dans un congrès solennel, refusent de le reconnaître.

Après ces discussions, et bien d'autres, la paix fut signée le 15 janvier 1582, et confirmée par un baiser de la croix, selon l'usage des Russes; puis chaque partie en rédigea un exemplaire et le signa, et on en fit l'échange, au lieu de prendre de part et d'autre un même instrument, revêtu des signatures de toutes les parties contractantes.

X.

Traité de Kiverova-Horka, 1582.

Par ce traité, signé à Kiverova-Horka, pour dix ans, 1° le Tzar céda au roi de Pologne tout ce qu'il tenait en Livonie, ainsi que Witepsk avec Welisch sur la Dwina; 2° le roi de Polo-

gne restitua, de son côté, Weliki-Louki, Newel, Sawolocki, Kholm et les endroits de la province de Pscoff, dont il s'était emparé; 3° Polotsk ne fut pas nommé dans le traité, et cette ville par conséquent resta aux Polonais, et remplaça Smolensk, qu'ils avaient perdu sous Basile IV.

Ainsi, les efforts d'Ivan IV, pas plus que ceux d'Ivan III, pour s'ouvrir la Baltique par la Livonie, et communiquer immédiatement avec l'Europe n'ont pu amener d'heureux résultat. Il n'y a eu qu'un avantage, celui de dégager davantage la Russie du côté de la Lithuanie et de la Pologne. Mais, nous avons pu le remarquer déjà, le trait principal de la politique et du génie russe, c'est une patience qui ne se rebute pas, une persistance qui ne se dément jamais. Battus en Livonie, les Tzars vont tenter la même chose par l'Esthonie, dont les Suédois, qui semblent moins redoutables que les Polonais, sont maîtres: nous verrons si, jusqu'à la maison de Romanow, ils obtinrent de ce côté un plus durable succès.

CHAPITRE V.

EFFORTS DE LA RUSSIE POUR S'OUVRIR LA BALTIQUE PAR L'ESTHONIE ET LA CARÉLIE.

I.

Avec le caractère russe, point de paix assurée pour personne.

Avec un État qui, vaincu et désirant la paix, se voulait néanmoins réserver des droits sur ce qu'il cédait, en recherchait artificieusement, et par des clauses perfides, sur ce qu'il ne pouvait céder, faute de l'avoir jamais eu, et dans tous les cas n'entendait faire qu'un traité décennal, c'est-à-dire une simple trêve; qui enfin, du sein de ses défaites, élevait des prétentions même sur l'Occident, et qui disposait à son gré d'une population militaire intarissable, pour soutenir toutes ces ambitions; avec un État qui, comme Rome ancienne, ne concluait de paix définitive qu'avec des vaincus, et semblait, comme elle aussi, se croire

prédestiné à la conquête et de l'Orient et de l'Occident, à la conquête du monde, avec un tel Etat il n'y avait pour personne de repos assuré.

La Pologne conserva la Livonie, Gothard Kettler, vassal des Polonais, son duché héréditaire de Courlande, Magnus, l'île d'Œsel et Pilten ; et tous ensemble, appuyés sur un traité, et, ce qui valait mieux encore, sur le vainqueur d'Ivan IV, Etienne Bathory, fermaient, de ce côté, la Livonie aux Russes.

Mais dans l'Esthonie, qui avait appelé les Suédois en 1560, et particulièrement dans l'Ingrie et la Carélie, qui, depuis la chute des Porte-glaives, étaient au premier occupant, ne pouvait-on pas s'ouvrir une issue pour arriver à cette limite, si enviée, de la Baltique? Ne pouvait-on pas, là, faire valoir le droit du plus fort? C'est ce que tenta, non pas Ivan IV, qui ne survécut que trois ans à la paix de Kiverova-Horka, et qui, d'ailleurs, depuis la mort d'Anastasie Romanow, qu'il aimait tant, se conduisait avec l'extravagance, capricieusement cruelle, d'un fou furieux, mais bien son fils et successeur Féodor Ivanowitz, sous lequel gouvernait un homme ambitieux, mais brave, d'un esprit

élevé, ardent ami de la civilisation européenne, Boris Godounoff, 1584.

II.

Vaste empire de la Suède dans le Nord au XVIe siècle — Les Russes cherchent à le démembrer pour avoir la frontière de la Baltique

A cette époque, la Suède s'était agrandie beaucoup dans ces contrées, et sa vaillante population, commandée par Pontus de la Gardie, semblait déjà vouloir fonder, comme autrefois le Danemark, un empire du Nord.

En 1570, époque du traité de Stettin, reconnue indépendante par les Danois, ses anciens dominateurs, elle ne s'était pas contentée de cet avantage ; elle avait en outre demandé au roi de Danemark, Frédéric II, que les possessions, auxquelles prétendait Magnus, du côté de la Livonie, fussent démembrées. Magnus n'avait conservé que l'île d'Œsel et la ville de Pilten; toute la partie continentale de l'évêché d'Œsel, c'est-à-dire Hapsal, Pernau, Leal et Lode, plus Revel, le couvent de Padis et la commanderie de Sonnen-

bourg, étaient abandonnés au roi de Suède, Jean III. Il est vrai qu'il était dit, dans le même traité, que ces villes, et ces propriétés ecclésiastiques, si l'on payait aux Suédois les frais de la guerre, seraient remises par eux aux mains de l'empereur, qui, en sa qualité de suzerain depuis le maître provincial Walterde Plettenberg, en investirait le Danemark. Mais les frais de la guerre ne furent pas remboursés, et la Suède conserva ces domaines divers, qu'elle ajouta à l'Esthonie.

Deux ans après, 1572, quand Ivan IV, avec son protégé Magnus, envahit si terriblement la Livonie, et que, profitant de l'anarchie de la Pologne, à la suite de l'extinction des Jaghellons arrivée cette année-là même, il y mit tout à feu et à sang, Pontus de la Gardie étendit encore davantage les possessions des Suédois sur la Baltique. Vainqueur des Russes, qui n'entendaient pas la guerre aussi bien que lui, il s'empara de la Carélie, de l'Ingrie et de la ville de Narva, petit port assez actif dans cette dernière province.

A la vérité, les choses changèrent un instant de face bientôt après. En Suède, le roi Jean III ne s'était élevé au trône, en 1570, que

par la déchéance de son frère Eric XIV, dont les extravagances et les cruautés avaient irrité particulièrement la noblesse, et, en 1577, *il s'était fait autoriser par les sénateurs et par quelques membres du clergé, à se défaire d'Eric XIV, au moyen d'un potage empoisonné*, à le sacrifier au repos de l'État.

Libre alors de ses actions, et pressé par le P. Possevin, qui, après le traité de Kiverova-Horka, fut envoyé en mission en Suède, et par sa femme Catherine Jaghellon, fille de Sigismond-Auguste II, roi de Pologne, Jean III essaya de rétablir le catholicisme dans ses États. De là des troubles, dont profita Féodor Ivanowitz, ou plutôt Boris Godounoff, pour tenter ce qui n'avait pas réussi aux Ivan, de s'ouvrir directement la Baltique. Boris fit d'abord offrir à Jean III de l'argent en échange de l'Ingrie. Jean refusa, et aussitôt une armée russe, commandée par Boris, alla, malgré la résistance de la Gardie, faire la conquête de la province en 1590, ce qui causa un tel chagrin à Jean III qu'il en mourut deux ans après, 1592. Des dissensions politiques, que sa mort occasionna et qui vinrent compliquer les troubles religieux, favorisèrent encore les

armes, déjà si heureuses, des Russes. Un fils de Jean III et de Catherine Jaghellon, devenu roi de Pologne par élection, réclama le trône de Suède par droit héréditaire. Quel empire n'aurait pas formé, un instant du moins, la Suède, réunissant, pendant le règne de Sigismond III, et, si les Polonais ne s'y opposaient pas, peut-être après, les États de Pologne! Mais Sigismond III était catholique, et il devait naturellement favoriser la réaction, qui déjà, sous l'influence de sa mère et de quelques jésuites, s'était manifestée, du temps de Jean III, en faveur du catholicisme. A ce titre, les partisans de la religion établie, c'est-à-dire de la religion luthérienne, qui étaient en majorité dans la nation suédoise, repoussaient Sigismond III. Il fut pourtant, à cause de certains engagements qu'on lui fit prendre dans l'intérêt du luthéranisme, reconnu roi; mais son oncle, Charles, duc de Sudermanie, zélé protestant, fut nommé administrateur.

A la faveur de toutes ces dissensions, les Russes, on le conçoit, firent plus de progrès dans les possessions suédoises. Ivangorod, Iambourg et Koporie étaient tombées au pouvoir des Suédois : elles leur furent reprises. Le commandeur Charles

Horn, tout brave qu'il était, capitula dans Ivangorod.

III.

Paix de Tensin (1595).

Charles de Sudermanie conclut alors avec Feodor Ivanowitz, en 1595, la paix de Tensin, village situé près de Narva, ce qui fait souvent appeler cette paix, la paix de Narva. Charles aspirait au trône avec le secours du parti protestant, et il avait besoin de la paix pour préparer le succès de son ambition. Par cette paix, l'Esthonie, avec Narva, était rendue aux Suédois, et on cédait aux Russes l'Ingrie et la Carélie avec la ville de Kexholm. Les Russes avaient enfin ce qu'ils désiraient, des communications immédiates avec la Baltique (1).

(1) T. XXII, ch. [illegible], p. [illegible], dans Schœll.

IV.

Anarchie en Russie.

Malheureusement, à la mort de Féodor Ivanowitz en 1598, l'année du traité de Vervins, de l'édit de Nantes et de la mort de Philippe II d'Espagne, dans l'Occident, s'éteignit la dynastie de Rurick; et les Russes, ne sachant qui élire Czar, ou un Boris, ou un Romanow, un parent de l'illustre Anastasie, furent livrés à tous les tiraillements des ambitions rivales et des gouvernements électifs. Ils eurent successivement pour Czars, mais toujours au milieu des plus grands troubles, Boris Godounoff et son fils Borissowitz, puis Chouskoï, puis un roi de Pologne, Vladislas, fils de ce Sigismond III, dont nous avons parlé. De plus, trois ou quatre faux Démétrius, qui se faisaient passer pour un frère de Féodor Ivanowitz, assassiné par l'ambitieux Godounoff, et qui se nommait Démétrius, vinrent compliquer encore les embarras de la situation. Pendant quelque temps, à la vérité, cet état d'anarchie ne fit rien perdre aux Russes de

leurs récentes acquisitions, car la Suède avait aussi ses troubles, je veux dire la rivalité de Charles de Sudermanie et de Sigismond III.

Charles de Sudermanie s'étant fait proclamer roi en 1600, la rivalité entre deux personnes se changea en une guerre internationale. Charles de Sudermanie, outre les considérations religieuses, avait fait valoir aux Suédois que la Suède serait sacrifiée à la Pologne, alors l'état prépondérant dans le Nord, comme autrefois elle avait été sacrifiée au Danemark; et qu'ainsi, avec Sigismond III, on s'exposait à perdre tous les fruits des glorieux et pénibles efforts du grand Gustave Vasa, tout ce qui avait coûté à leurs pères tant de sang et de travaux. Or ces appréhensions, que son adroite ambition avait su inspirer et exploiter, semblaient s'être justifiées, puisque Sigismond III, irrité de l'élection de Charles de Sudermanie, avait, non pas occupé l'Esthonie en son nom, en attendant d'avoir tout le reste, mais réuni cette importante province à son royaume de Pologne. La Pologne se portait pour héritière de l'ordre des Porte-glaives de Livonie, et Sigismond III, plus Polonais que Suédois, soutenait ses prétentions. De là la

une nouvelle cause de guerre. Mais Charles de Sudermanie, que nous appellerons Charles IX, triompha de Sigismond, et pour le trône de Suède, et pour la possession de l'Esthonie; et, assez tranquille du côté de la Pologne, il se tourna contre la Russie, pour tâcher de faire changer la paix désavantageuse de Tensin ou de Narva. Une circonstance, favorable à ses vues, surgit alors en Russie, et le dispensa de se donner beaucoup de peine pour les accomplir. La maison de Godounoff ayant fini avec Borissowitz, en 1605, les Russes élurent, non sans de grandes difficultés, surtout de la part des Romanow, un boyard nommé Chouskoï. Celui-ci, ne voulant pas, aux difficultés intérieures, qui entravaient son gouvernement, joindre les embarras d'une guerre extérieure, cherchant même à se faire des amis au dehors, alla jusqu'à demander à Charles IX son alliance. Charles IX ne refusa pas, mais se prévalant de la position embarrassée de ce Czar, élu et non héréditaire, il la lui vendit.

V.

Paix de Wibourg, en 1609.

Par le traité de Wibourg, en 1609, Charles IX obtint, non-seulement que Chouskoï renonçât à la Livonie, fort enviée aux Polonais par les Suédois, mais encore qu'il cédât à la Suède Kexholm et la Carélie, et qu'il donnât des subsides à 5,000 soldats que commandait Jacques de la Gardie, fils du célèbre général de ce nom (1). Ainsi, la Russie, livrée, en l'absence d'une nouvelle maison héréditaire, à toutes les variations d'une politique personnelle, égoïste, et rarement nationale, perdait, sans même y être contrainte par les chances de la guerre, la plupart des avantages, qu'elle avait conquis par la paix de Tensin. De toutes ses acquisitions il ne lui restait que l'Ingrie.

(1) Geyer, *Histoire de Suède*, 1 vol in-4, règne de Charles IX (*Panth. litter.*)

VI.

Nouvelle anarchie en Russie.

Quelque nuisible que fût à ses intérêts cette expérience, qu'elle faisait depuis dix ans, du pouvoir électif, la Russie, à la mort de Chouskoï, en 1610, ne devint pas plus sage. Fomenté particulièrement par la Pologne, qui aurait voulu propager partout son régime électif et trop aristocratique, l'esprit de faction l'emporta encore. Le parti de l'éligibilité, qu'on pouvait appeler le parti polonais, élut Czar, non plus un Russe, mais un Polonais même, Vladislas, fils de Sigismond III, et roi de Pologne. La Russie s'inféodait à la Pologne. Les Polonais venaient s'introniser à Moscou, occuper de nouveau Smolensk, siéger au Kremlin, susciter des disputes sanglantes par leur seule présence, et incendier, pour se défendre contre l'antipathie des Russes, la capitale vénérée de la Moscovie; et, pendant cè temps, les Suédois, sous le commandement de Jacques de la Gardie, faisaient aux Russes, dans l'Ingrie, une guerre, toujours marquée par des succès.

VII.

Avénement des Roumanow, en 1613.

Dans cette confusion extrême, quatre patriotes, dont l'histoire a enregistré les noms à côté de ceux qui, par d'énergiques et promptes mesures, ont sauvé leur pays, ou de la ruine dans l'anarchie, ou de l'anéantissement dans la conquête, se réunirent pour chasser les étrangers et élever au trône grand-ducal, non pas, comme précédemment, quelqu'un qui ne représentât que lui et mourût tout entier, mais un homme qui représentât un principe, qui fût une dynastie. Ces quatre grands citoyens, qu'on peut comparer aux sept seigneurs persans, qui, dans une circonstance analogue, élurent autrefois Darius, fils d'Hystaspe, furent [1] : 1° Zackarie Lippenoff, négociant de Nijni-Novogorod, et ancien soldat, 2° Tchemeretieff, 3° le prince Dimitry-Michailowitz-Pokharskoi, 4° le prince Sergei-Timofeiwitz-Troubetskoi. Ils assiégèrent les Polonais dans le

1. Levesque, t. III, qui va jusqu'à l'année 1613.

Kremlin, les forcèrent à capituler, et ensuite élurent, en l'absence de Nikitisch, son père, alors métropolitain de Rostoff, Michel Fedrowitz Romanow, qui, en 1613, fut le fondateur de la grande maison des Romanow. La Russie allait donc rentrer dans son état normal. Mais après quinze ans d'anarchie, elle ne pouvait pas immédiatement retrouver une forte assiette. Il fallut du temps pour que le calme intérieur se fît sentir sur les événements du dehors. Aussi Jacques de la Gardie, même sous le règne, plus tranquille, du nouveau Czar, ne cessa-t-il pas d'être heureux contre les Russes. Il les défit à Brônitz, à Staraia-Russa, et un nouvel auxiliaire, le valeureux fils de Charles IX, Gustave-Adolphe, roi de Suède depuis 1611, qui venait montrer en Russie ses précoces talents, assiégea la grande ville de Pscoff. Les Suédois étaient maîtres de toute l'Ingrie, la seule province qui restât aux Russes, et de plusieurs villes, faisant partie du grand-duché de Moscovie. Parmi celles-ci se trouvait la ville même de Novogorod-la-Grande, qui en 1611, plutôt que de reconnaître pour Czar Vladislas, un Polonais, avait mieux aimé se donner aux Suédois. Michel Romanow avait

assez affaire à affermir la dynastie dont il devait être le fondateur : il désirait donc la paix. Pour l'obtenir il sollicita la médiation de deux puissances de l'Occident, la Grande-Bretagne, alors gouvernée par Jacques Ier Stuart, et les Sept-Provinces-Unies, qui avaient pour stathouder Maurice d'Orange ou de Nassau. Ces deux États, voulant rendre service à la Russie, en vue du commerce de la mer Blanche, où Godounoff avait fondé Archangel, envoyèrent à Gustave-Adolphe, pour le disposer à la paix, l'un le chevalier Jean Merick, l'autre le Hollandais Jean Wolpert, baron de Brederode.

VIII.

Paix de Stolbova, en 1617, avec la Suède, et paix de Viazma, en 1618, avec la Pologne.

C'est grâce aux actives démarches de ces deux médiateurs, que Gustave-Adolphe consentit à la paix. Elle fut signée à Stolbova, près du lac Ladoga, en 1617, et elle en porte le nom.

1° Les Suédois rendirent aux Russes leurs conquêtes sur le territoire du grand-duché de

Moscovie, c'est-à-dire Novogorod, Staraia-Russa, Porkoff, Ladoga et Gdoff;

2° Le czar Michel Romanow leur céda, en retour, toute l'Ingrie, c'est-à-dire les villes d'Ivangorod, Iambourg, Koporie et Notebourg, avec leurs dépendances;

3° Il s'engagea à payer aux Suédois 20,000 roubles;

4° Il confirma la cession de Kexholm et de la Carélie, déjà faite par le traité de Wibourg, en 1609, aux mêmes Suédois.

L'année suivante, 1618, le même Czar, toujours dans le but de s'occuper plus librement de ses affaires intérieures et personnelles, conclut avec la Pologne la trève de Diwilina, qui, en 1634, devint la paix de Viazma. Par cette paix, les Russes cédaient aux Polonais Smolensk, déjà occupée par la Pologne, pendant que, sous Vladislas, elle régnait à Moscou même, et, de plus, Tchernigoff, Novogorod-Severskoï et leurs dépendances, en un mot, toute la Sévérie (1).

Ainsi, toute était, pour les Russes, à recommencer. Du côté de la Baltique, du côté du

(1) Schœll, t. XXII, ch. 24; Lévesque, t. IV; Dumont, *Corps diplom.*, t. VI.

Dniester ou de la Lithuanie, les mêmes barrières s'étaient relevées. La Pologne vers le sud, la Suède vers le nord, les défendaient; la Pologne, vieillie de bonne heure par des dissensions civiles, qui sont les maladies intérieures du corps social et l'usent vite, mais encore puissante dans sa décadence, la Suède, État jeune encore, fier de s'appartenir à lui-même, et brûlant du désir de compter pour quelque chose dans le monde européen : mais ces deux États étaient rivaux pour les possessions de la Baltique, et l'on voyait bien que la Suède aspirait à dominer non-seulement dans le nord scandinave, aux dépens des Danois, ses anciens maîtres, mais encore dans le monde slave, à la place de la Pologne détrônée. Les Romanow, tout occupés de s'affermir et de relever le pouvoir, contempleront quelque temps ces divisions, en attendant d'en profiter; ils laisseront la Suède travailler, avec une infatigable activité et un incroyable bonheur, à l'édifice de tant de puissance : ils la laisseront faire de la Baltique un lac suédois, et s'intituler la dominatrice de cette méditerranée du Nord, jusqu'à ce que le temps soit venu de se mesurer avec elle, de rendre la

Russie à ses vieilles tendances, à ses obstinés désirs, et, en renversant, dans le Nord, la domination d'un seul, de conquérir la supériorité sur tous.

CHAPITRE VI.

EFFORTS DE LA SUÈDE, AU XVIIe SIÈCLE, POUR FONDER UN EMPIRE DU NORD.

I.

[illegible] dominante de la Suède, dans le nord et au centre de l'Europe, en s'appuyant sur l'opposition religieuse.

Après la conquête de l'Esthonie, de l'Ingrie et de la Carélie, qui s'ajoutaient à la Finlande, la Suède enfermait déjà dans ses possessions presque toute la Baltique supérieure. En acquérir toutes les côtes et y dominer souverainement, élever par la conquête, et non, comme l'avait tenté le Danemark, par une fragile union fédérative, un vaste empire du Nord, influant et même prédominant sur le reste de l'Europe; donner pour base à cet empire, non l'homogénéité des peuples, ce qui n'était pas possible, mais une même foi luthérienne, une religion jeune, ardente, à son âge fanatique, irritée par la persé-

cution, animée par la vengeance, ayant besoin d'un bras fort pour se défendre, pour vaincre, pour écraser son ennemie : tels furent les grands desseins de la Suède, après la paix si avantageuse de Stolbova, tel est le but que, par la politique et par les armes, ses rois invariablement cherchèrent à atteindre; c'est par là que les Suédois voulaient rétablir, dans le monde, la terrible réputation et l'antique puissance des Goths, dont ils descendaient. Ceux-ci autrefois s'étaient appuyés, dans l'un et l'autre empire romain, sur l'Arianisme, qu'ils avaient embrassé et qui partout leur tendait les mains; eux, ils devaient s'appuyer aussi sur l'opposition religieuse, sur le luthéranisme, sur la réforme en général, jouer pour elle et à leur profit, ici, le rôle de défenseur, là, celui de libérateur, et, par les mêmes moyens, se frayer la route à une même domination. Au moment où les troubles religieux déchiraient les États qui composaient la monarchie républicaine de Pologne, au moment où la guerre de trente ans allait embraser l'Allemagne et presque toute l'Europe, l'Angleterre, sous les Stuarts, abandonnait, bien malgré elle, un rôle auquel Élisabeth avait attaché la force, la gran-

deur, la prépondérance politique de son pays, le rôle de chef et de soutien du monde protestant. Les Suédois devaient s'emparer de cette place, laissée vacante, en recueillir tous les bénéfices, la remplir d'autant mieux et se faire accepter d'autant plus facilement, qu'ils étaient plus voisins du théâtre de la lutte et que déjà en Esthonie, en Ingrie, en Carélie, les réformés avaient éprouvé ce que pouvait leur protection. Enfin cette maison d'Autriche, la colonne du catholicisme allemand, les États catholiques eux-mêmes, dans un intérêt d'équilibre européen, lui jetaient la pierre. La Suède, par conséquent, espérait ne rencontrer, d'aucune part, de grands obstacles à ses desseins : en faisant les affaires du protestantisme, et les siennes propres, ne semblait-elle pas faire les affaires mêmes de l'Europe? Les deux rois, dont les paroles et les actes prouvent le plus l'existence réelle de ces projets et qui en poursuivirent le plus activement la pleine exécution, Gustave-Adolphe et Charles X Gustave, élargirent même l'horizon de leurs ambitieuses espérances. Quand le premier, Gustave-Adolphe, intervint, 1630, avec une excellente infanterie et huit escadrons

8.

de Goths, commandés par Éric Soop (1), dans la guerre de trente ans, « il voulait, nous dit « l'historien suédois Geyer (2), fonder une « grande monarchie dont les points d'appui « eussent été en Allemagne le jeune électeur de « Brandebourg, Frédéric-Guillaume, et Bernard « de Saxe-Veymar. Le premier devait épouser « sa fille, la fameuse Christine de Suède, le « second sa nièce. Élever un empire protestant, « absolument comme l'ont essayé les descendants « ambitieux de ce même Frédéric-Guillaume, alors « l'humble protégé du héros suédois, n'était pas « étranger à ses vues. Il entretenait des relations « actives avec Ragotski, prince de Transylvanie, « avec les Tartares de la Crimée, avec la Russie « même, pour détruire la monarchie autri- « chienne, et avec elle l'empire catholique, dont « la ruine devait consolider celui qu'il rêvait. » Il paraît que la Pologne en devait faire partie. « Là, c'est encore Geyer qui parle, il avait « accepté d'être proclamé roi par les réformés. » Et ailleurs, dans le même chapitre, il est dit

(1) Puffendorf, Introduction à l'*Histoire générale et politique de l'univers*, ch. 10, de la Suède, p. 90. In-12, trad. franç.

(2) Geyer, *Histoire de Suède*, ch. 17, p. 369.

que le sénat suédois s'attendait chaque jour à recevoir la nouvelle que Gustave-Adolphe avait été élu empereur par les Allemands protestants. Et cette croisade intéressée, en faveur du monde protestant en danger, ne limitait pas les desseins et les désirs de ce jeune conquérant; car il ne pensait pas mourir à l'âge d'Alexandre, et sans avoir fourni une aussi vaste carrière que ce héros[1]. Le patriarche de Constantinople, Cyrille, d'une main affaiblie par l'âge, et tremblante, *[illegible] senili et tremula*, écrivait à Oxenstiern, chancelier de Gustave-Adolphe : « Venez, hâtez-« vous de nous secourir; venez délivrer les « chrétiens grecs de la domination du crois-« sant [illegible]. » C'est pour cela que le même historien suédois dit éloquemment, que « le Grec lui-« même, gémissant sous le despotisme musul-« man, que le chrétien, priant et pleurant sur « le Saint-Sépulcre, pensant l'un à sa liberté, « l'autre à la délivrance de la Terre Sainte, pla-« çaient en lui leurs espérances et leurs vœux [illegible] » Et déjà, du reste, Richelieu, au mois de mars [illegible], par le diplomate français, le baron de

[1] [illegible]

Charnacé, avait parlé à Gustave-Adolphe de l'empire d'Orient, en lui promettant, à cet effet, l'appui de la France; et par ce nouvel appât offert à son ambition, il avait espéré l'entraîner plus promptement en Allemagne. « Gustave-Adolphe, « avait dit l'adroit négociateur, était attendu en « Allemagne comme un Messie; le peuple donne- « rait son cœur pour nourrir ses soldats; tous les « avantages et la gloire de la guerre devaient lui « rester. Le roi de France ne voulait que voir son « ami, admiré de l'Europe et du monde entier, « et l'aider à devenir *empereur d'Orient*, si tel « était le but de son ambition. » Et cette citation est confirmée par les paroles mêmes de Richelieu, qui dit « que si Gustave-Adolphe voulait « penser à l'empire d'Orient, cela ne lui serait « pas difficile, ayant, avec sa vertu et sa réputa- « tion, un tel ami que le roi de France (1). » Voilà tout ce que paraissait avoir dans la pensée l'Alexandre du Nord, quand il partait pour l'Allemagne, se fiant à Dieu, disait-il dans sa devise, et à son épée victorieuse, *cum Deo et victricibus armis* (2).

(1) *Mémoires* de Richelieu. — (2) Geyer, même chapitre 17, p. 335.

II.

Conquêtes de Gustave-Adolphe sur la côte russe de la Baltique.

Avant son invasion en Allemagne, il avait étendu la base de cet *empire du Nord* sur la côte slave de la Baltique. Dès l'année 1620, pendant que la période palatine de la guerre de trente ans retenait chez eux les empereurs autrichiens, et les empêchait de mettre obstacle à ses entreprises, il avait porté la guerre en Livonie; et comme Sigismond III, roi de Pologne, était mal secondé par une bonne partie de la nation, gagnée à la réforme, il avait conquis non-seulement cette province, mais encore presque toute la Prusse polonaise, la Prusse de Dantzig; et la trêve d'Altmark, conclue avec la Pologne, grâce à la médiation de Richelieu, en 1629, l'avait laissé, pour six ans, détenteur des territoires qu'il avait conquis.

III.

Gustave-Adolphe en Allemagne.

En Allemagne, sa trop courte vie ne lui permit pas d'accomplir les desseins, dont ses grandes victoires de Leipsig et de Lutzen semblaient assurer le succès; mais les généraux, qui s'étaient formés à son école, son plan de campagne contre la maison d'Autriche, qu'il leur léguait, et enfin la nouvelle stratégie qu'il avait créée, tout cela était fait pour mener son œuvre à bonne fin. Une guerre, qu'il avait prévue, avec le Danemark, à qui des craintes jalouses et les instigations de l'Autriche devaient tôt ou tard, en effet, faire prendre les armes contre la Suède, vint un instant, à la vérité (1643 à 1645), distraire les Suédois des affaires d'Allemagne. Mais, outre que, en Allemagne, les Français, leurs alliés, tenaient les Impériaux en échec, cette guerre ne fit qu'avancer la formation de cet empire du Nord qu'avait rêvé Gustave-Adolphe. Le Danemark, sous Christian IV, en 1625, avait devancé les Suédois en Allemagne. Mais

n'étant pas de force à lutter contre Tilly, contre Waldstein, Christian IV était rentré dans ses États fort heureux d'en conserver, par la paix de Lubeck (1629), l'entière possession, moyennant sa renonciation à toute intervention ultérieure dans les affaires actuelles de la Germanie. Le Danemark était épuisé. Et puis la tyrannie commerciale qu'il exerçait dans le Sund lui attirait beaucoup d'ennemis; en sorte qu'on ne devait pas manquer d'alliés pour soutenir l'attaque contre cet État et concourir à ses défaites. Toutefois, une flotte hollandaise de quarante-huit vaisseaux, qui s'était portée dans le Sund, ne voulait ni donner ni se déclarer. Il fallut que le diplomate suédois, Louis de Geer, avec sa promptitude et sa présence d'esprit ordinaires, s'en allât en Hollande emprunter trente vaisseaux à des particuliers; « encore, ajoute Puffendorf, de qui nous tirons ce détail (1), ne purent-ils faire grand'chose. C'est Tortenson, qui, en occupant à main armée le Holstein, le Jutland, la Scanie, en menaçant le Danemark d'une ruine complète, emporta une

(1) Puffendorf, *Introd. à l'Hist. univ.*, t. V, ch. 10, § 77.

paix avantageuse, la paix de Bromsebrö, qui couronna dignement cet épisode de la période suédoise de la guerre de Trente ans.

IV.

Paix de Bromsebrö, 1645.

Conclu sous la médiation de la France, que représentait Gaspard Coignet de la Thuillerie, et signé par le comte Corfitz Ulefeld, grand-chancelier du Danemark, et par Axel Oxenstiern, grand-chancelier de Suède, ce traité portait que le Danemark, en compensation de tout ce que restituait la Suède dans les pays occupés par ses troupes, céderait aux Suédois la province du Jempland ou Jemptie, de Heriedal ou Heriedalie, qui est située en deçà des montagnes, du côté de la Suède; qu'il céderait, de même, l'île de Gothland, avec la ville de Wisby et les petites îles qui en dépendaient; l'île d'OEsel, avec la ville d'Arnsbourg et ses dépendances (1). Ainsi la

(1) Schœll, t. XXXIII, p. 95 à 106; et Léonard, *Traités de paix*, t. IV; Dumont, t. VI.

Suède se délivrait peu à peu de la présence des Danois sur le continent suédois, et, par l'acquisition d'Œsel, elle allait posséder un poste avancé, parfaitement situé pour défendre ses possessions, de l'autre côté de la Baltique. Mais, outre ces agrandissements territoriaux, elle obtenait des avantages commerciaux de la plus grande importance. Les rois de Suède, les sujets et habitants du royaume de Suède, du grand-duché de Finlande, de l'Ingrie, de l'Esthonie et de la Livonie, étaient déclarés, pour leurs vaisseaux de guerre ou leurs vaisseaux marchands, et pour tout ce qu'ils transportaient, exempts de tous droits, aux douanes d'Elseneur sur le Sund, et à celle de Nyborg sur le détroit du Belt. Que les Suédois fussent seuls et sur leurs propres vaisseaux, ou qu'ils fussent mêlés avec des étrangers et sur d'autres vaisseaux que les leurs, il leur suffisait de présenter aux diverses douanes un certificat de nationalité, pour qu'ils jouissent de l'immunité. Si des vaisseaux suédois étaient chargés uniquement pour le compte des étrangers, les marchandises devaient payer les droits ; mais les vaisseaux, les patrons et les Suédois devaient passer sans rien payer. Pour les droits de douane,

perçus par le gouvernement danois à Gluckstadt, les sujets et habitants de Suède, de Finlande, d'Ingrie, d'Esthonie et de Livonie, faisant commerce sur l'Elbe, en étaient aussi déclarés exempts.

Enfin le Danemark renonçait au péage de l'île de Rüden, située en Poméranie, à l'embouchure de la Peene, et il promettait de ne plus en faire usage à l'avenir.

Ce n'est pas tout : à titre d'hypothèque et de gage, pour les franchises et libertés accordées à la navigation des Suédois, toute la province de Halland, avec ses places, ses forts et ses annexes et dépendances, était remise par le Danemark au gouvernement suédois, à Christine, fille de Gustave-Adolphe, et cela, pour l'espace de trente ans. Ce terme expiré, cette province devait rester comme gage à la Suède, ou être remplacée par une caution équivalente, dont la Suède pût s'accommoder. C'est-à-dire que le Danemark faisait encore le sacrifice de cette province, et qu'il ne lui restait plus, sur le continent suédois, que la province de Scanie.

Deux jours après, la Suède et les états-généraux, ou la Hollande, conclurent, pour le main-

tion de la paix de Bromsebrö, le traité de garantie de Soderœkra. Tout cela était l'œuvre de l'un des premiers diplomates de son siècle, Axel Oxenstiern. Aussi la reine Christine, pleine de reconnaissance pour le vieil ami de son père, qui protégeait de sa haute expérience les débuts de son règne, l'éleva-t-elle à la dignité de comte, et lui donna une terre considérable, à laquelle ce titre fut perpétuellement attaché.

V.

Traité de Westphalie. — Avantages faits aux Suédois. 1648.

La guerre du Danemark ne servit donc, comme nous l'avons dit, qu'à accélérer l'accomplissement des desseins des Suédois. Le traité de Westphalie, dû aux efforts combinés et aux succès respectifs de la Suède et de la France, vint encore l'avancer d'un pas de plus. Jusqu'alors la domination de la Suède sur la Baltique était concentrée vers les golfes de Finlande et de Bothnie, elle allait descendre vers la côte germanique de cette mer, d'où elle pourrait serrer de

plus près les Danois et ébranler plus facilement leur empire. Une satisfaction d'amour-propre s'ajoutatt même à la joie d'un considérable agrandissement : c'est que le Danemark n'avait pu figurer dans ce grand traité. A cause de la dernière guerre, la Suède n'en avait pas voulu pour médiateur. Qu'obtenait la Suède? L'empereur et l'empire lui cédaient 1° la Poméranie antérieure avec l'île de Rügen; 2° la partie de la Poméranie postérieure comprenant les villes de Stettin, Garz, Damm, Golnau et l'île de Wollin, jusqu'à l'Oder; 3° les embouchures de l'Oder, de la Pècre et de la Wine; 4° Wismar avec les bailliages de Poel, de Neukloster et de Wilshausen; 5° l'archevêché de Brême et l'évêché de Verden, que le Danemark avait de tout temps brigués, à titre de biens sécularisés et de duchés. Le tout, comme fiefs de l'empire et donnant droit de séance et de vote dans les diètes de la Germanie (1). Le Danemark sentit bien le danger qui résultait pour lui de ces nouvelles acquisitions; il voyait bien que l'empire de la Baltique allait lui échapper,

(1) Geyer, ch. 19, p. 420; Eyriès (Danemark, *Univ. pittor.*), règne de Christian IV; Schœll, t. XXXIII, p. 111; et Koch, *Tableau des révol.*, t. II, période 7e.

pour passer aux Suédois, ses anciens sujets. Aussi fit-il aussitôt des avances aux Sept-Provinces-Unies, pour les attacher à ses intérêts. En 1649, par l'intermédiaire de l'habile diplomate Ulefeld, dont nous avons déjà parlé, Frédéric III, qui avait succédé à Christian IV quelques jours avant la signature du traité de Westphalie, conclut avec les états-généraux une alliance défensive; et pour intéresser les négociants d'Amsterdam au maintien de ce traité, il accorda aux Provinces-Unies l'exemption des droits du Sund, moyennant 200 mille écus, payés immédiatement, et une rétribution annuelle de 150 mille. La Hollande fut ainsi détachée de la Suède, pour laquelle elle avait paru pencher de préférence jusqu'alors. Mais la France resta fidèle aux Suédois, et le chevalier de Terlon fut envoyé par Mazarin auprès de Charles X Gustave, en faveur duquel Christine, par légèreté de caractère autant que par désir de changer de religion, abdiqua en 1654.

VI.

Nouveaux progrès de la Suède sous le règne brillant de Charles X Gustave.

Tels étaient les progrès de la Suède vers la réalisation du vaste empire qu'elle ambitionnait, à l'avénement de Charles X Gustave ; tels étaient aussi les changements d'alliances que ces mêmes progrès avaient occasionnés. Si la France, qui voulait empêcher la maison d'Autriche de se relever de sa chute, était disposée à maintenir à la Suède une puissance considérable ; si elle lui demandait le secours de son bras pour tenir la tête courbée aux descendants vaincus de Rodolphe de Habsbourg, il n'en était pas de même des États du nord. Parmi eux, la Suède rompait l'équilibre, comme la France, sous Louis XIV, après Mazarin, allait le rompre dans l'Europe occidentale. Voilà pourquoi la Hollande, parmi les anciens alliés de la Suède, avait été la première à passer dans un camp opposé. Cet exemple, d'autres États, après les Hollandais, devaient le suivre sous Charles X Gustave. Ce prince,

en effet, aspirait à la gloire de Gustave-Adolphe, dont il avait la hardiesse, le coup d'œil, les talents. Sous prétexte que Jean-Casimir, fils et successeur de Sigismond III, roi de Pologne, refusait de le reconnaître roi légitime de Suède, il envahit aussitôt la Pologne. A peine a-t-il paru que Varsovie, 1655, tombe en son pouvoir; Jean-Casimir fuit en Silésie, Dantzig est assiégé, la Courlande est conquise et le duc Jacques fait prisonnier. Frédéric-Guillaume, l'ancien protégé de Gustave-Adolphe, plus connu sous le nom de grand-électeur, craint pour l'équilibre du Nord ou plutôt pour sa Prusse ducale, dont sa branche a hérité, peut-être pour son Brandebourg; et il s'allie avec la Hollande contre la Suède, comme l'a fait naguère le Danemark : Charles X Gustave l'attaque immédiatement chez lui. L'électeur effrayé veut traiter : le roi lui fait répondre qu'il ne traitera qu'à Kœnigsberg. Et en effet, le 17 janvier 1656, par le traité de Kœnigsberg, Frédéric-Guillaume consent à tenir la Prusse ducale en fief de la Suède (1). Les Polonais s'insurgent sans cesse : leur chef, le brave

Czarnecki, est battu deux fois, la première à Colombo, la deuxième à Varsovie, après un combat de trois jours, et, pour surcroît de malheur, ils voient le perfide électeur de Brandebourg, duc héréditaire de Prusse, s'entendre, par le traité de Marienbourg, 15 juin 1656 (1), avec Charles X Gustave, pour le partage de la Pologne, et se faire donner, par un morcellement anticipé, le duché de Posen, que la Prusse, de nos jours, a fini par acquérir. Mais l'empereur Léopold Ier, la Hollande, le roi de Danemark Frédéric III, et les Russes d'Alexis Romanow s'arment contre lui, sacrifiant à l'intérêt de l'équilibre du Nord leur antipathie contre la Pologne; de plus, Frédéric-Guillaume, profitant de cette immense levée de boucliers, oblige Charles X Gustave, son nouveau suzerain, à le relever de ses serments de vassalité par le traité de Labiau, 20 novembre de la même année, 1656 (2), et, bientôt après, se tourne aussi contre lui. Charles X Gustave ne s'effraie pas trop. Il épargne ce lâche et versatile grand-électeur, qu'il méprise, et, par une marche rapide et inattendue, qui rappelle celles de

(1) Schœll, t. XXXIII, p. 167. — (2) *Ibid.*, p. 169.

Gustave-Adolphe, pendant qu'on le croit se dirigeant sur Dantzig, qu'est venu secourir Frédéric III, il est déjà en Danemark. Là, deux hommes importants, passés de son côté, doivent le seconder : c'est d'abord le comte de Holstein-Gottorp, son beau-père, qui aspire à posséder tout le duché de Holstein ; c'est, ensuite, le grand-chancelier de Danemark, le comte Ulefeld, qui, pour se venger d'une disgrâce, qu'il regarde comme injuste, lui a offert ses services. Il attaque le Danemark par terre, tandis que son amiral, Wrangel, l'attaque par mer, et il espère avoir tout fini, avant que les Provinces-Unies, qui sont l'Etat qu'il redoute le plus à cause de sa marine, aient pu secourir leur allié, réduit aux abois. Déjà, à travers le Holstein, il est arrivé jusqu'au Jutland; déjà son amiral, par un des plus beaux faits d'armes de la marine suédoise, a pris Frédéricia, à l'entrée du Petit-Belt, malgré les 6,000 Danois de la garnison; déjà Frédéric III, promptement de retour de Dantzig, a concentré ses forces dans Fionie et dans Seeland; mais déjà ces deux boulevards de la monarchie danoise sont attaqués; car les deux Belts, malgré la rapidité du courant, sont, par extraordinaire, entiè-

rement glacés, et l'ingénieur Dalberg déclare qu'une armée de trois cent mille hommes, avec canons, armes et bagages, peut les traverser sans danger. Aussitôt Charles X Gustave, malgré l'avis contraire de Wrangel et d'Ulefeld, a ordonné le passage à ses troupes, et le passage du Petit-Belt s'est heureusement effectué, et Odensée, avec soixante canons, a été prise, et Nyborg a subi le même sort ; puis, après le passage, plus long et plus dangereux, du Grand-Belt, les Suédois, enivrés, enflammés par le succès de toutes leurs hardiesses, ont foulé la terre de Seeland, emporté Wordingborg, le 12 février 1658, et campé enfin devant Copenhague.

« Ah ! s'écrie le jeune héros, si j'obtiens cette « belle fiancée, qui mérite bien le sacrifice d'une « danse sanglante, je recevrai en dot la Norwége « et le Danemark, c'est-à-dire la couronne du « Nord ! » « Je raserai Copenhague, » disait-il au chevalier de Terlon, qui était toujours auprès de sa personne, et qui a consigné tous les détails de cette brillante campagne dans ses intéressants mémoires (1), « et je n'y laisserai qu'un

(1) *Mémoires* du chevalier de Terlon, ambassadeur en Suède, 1656 à 1661.

« fort pour protéger le port et la flotte. Ensuite,
« je transporterai les priviléges de cette ville à
« Malmoë ou à Landscrona en Scanie, et je ferai
« ma résidence dans cette province, qui deviendra
« le centre de l'État. Je me rendrai, après cette
« conquête, maître absolu de la Baltique, et
« j'aurai pour cela une flotte de cent vaisseaux
« de guerre, quatre-vingt mille hommes de pied
« et quarante mille hommes de cavalerie. La
« conquête de la Norvége et de ses dépendances
« sera la suite et la conséquence de celle du Da-
« nemark. Je leverai des troupes dans chacun
« de ces royaumes, et je les réglerai à la manière
« des Suédois. » — Puis il lui arrivait quelquefois,
dit toujours le chevalier de Terlon, d'ajouter :
« Cette conquête une fois achevée, tous les
« princes et tous les États me laisseront tran-
« quille. Ils ne songeront guere à donner du se-
« cours au roi de Danemark pour le rétablir,
« tout occupés qu'ils seront, à l'envi les uns des
« autres, de traiter avec moi et à mon grand
« profit, pour le rétablissement de leur com-
« merce. Ces traités feront plus que m'assurer
« de gros bénéfices ; par eux et par les alliances
« que je ferai, j'unirai et j'affermirai si bien cette

« conquête à la Suède, qu'elle se fera craindre « alors de tous ses voisins et même des princes « les plus éloignés. Enfin, disait-il encore et sou- « vent, maître du Nord, je veux aller en Italie « avec une puissante armée de terre et de mer, « comme un second Alaric, pour remettre encore « une fois la ville de Rome sous le pouvoir des « Goths! »

Et ces espérances exorbitantes, que l'on prendrait pour une ambition de jeune homme, si elles ne se basaient sur des succès obtenus et sur d'incontestables talents, se seraient peut-être réalisées; car les Danois étaient encore seuls pour lui tenir tête, et Copenhague, mal fortifiée d'ailleurs, offrant peu d'entente entre la noblesse et les bourgeois, n'avait guère plus de deux mille hommes de troupes exercées pour la défendre. Mais il ne fallait pas s'arrêter en bon chemin, surtout quand l'Angleterre et la Hollande venaient, le 21 mai 1659, de former, en vue du Nord, le premier concert de la Haye; il ne fallait pas non plus accepter d'accommodement, avant d'avoir pris la ville; il ne fallait pas trop se fier à Ulefeld, que l'on soupçonna plus tard d'a-

[illegible] favorise les Danois (1). Ce ministre, en effet, après avoir exigé des plénipotentiaires, envoyés à Charles X Gustave, des conditions intolérables, se relâcha sur les deux points, les plus déplaisants pour les Danois, la cession de douze de leurs meilleurs vaisseaux de guerre, et l'interdiction de l'entrée du Sund à toute flotte étrangère, ce que ne pouvait souffrir le Hollandais Van-Beuningen ; et il persuada au roi d'accepter le traité de Roskildt, 9 mars 1658, avec l'abandon de la Scanie et autres provinces. Ce traité fut fondu, deux ans après, dans le traité définitif de Copenhague.

Trois jours après, invité à une entrevue par Frédéric III, et sa femme, l'adroite et gracieuse reine Sophie-Amélie, au château de Frédériksborg (2), il s'aperçut bien, par tout ce qu'il vit et entendit, qu'il s'était trompé, qu'il avait eu grand tort de ne pas mieux profiter de sa victoire, de se borner à quelques nouveaux démembrements de la monarchie danoise sur le continent [illegible], de se contenter, en un mot, d'un demi-succès. Après un voyage en Scanie, dans la pro-

(1) [illegible], t. XXVIII, p. [illegible]

(2) Mémoires du chevalier de Terlon.

vince nouvellement acquise, voyage qui était encore du temps perdu, Charles X Gustave, pour quelques démêlés au sujet d'un établissement suédois dans la Guinée, revint bien prendre le commandement des troupes, encore campées dans Seeland, et attaquer de nouveau Copenhague. Mais il avait manqué l'occasion : la ville se défendit; la reine elle-même paya de sa personne et se trouva au feu. Pour surcroît de malheur, les quarante vaisseaux de Vrangel ne purent, malgré une action des plus vives près de Cronoborg, empêcher trente-cinq vaisseaux hollandais, commandés par l'amiral Opdam, de passer le Sund et de pénétrer dans Copenhague. Cette capitale dès lors, ne put être prise. La monarchie danoise et l'équilibre du Nord étaient sauvés.

D'un autre côté, dans le Jutland, les Impériaux, les Polonais, les Brandebourgeois, venaient à la hâte prendre à dos les Suédois. Un corps de troupes suédoises, attaqué à Nyborg et par terre et par mer, fut obligé de capituler, livrant aux ennemis cent pièces de canon, onze régiments de cavalerie, et ayant à déplorer la perte de six mille hommes tués ou pris, tandis que les Da-

Suédois n'en avaient perdu que cinq cents. La monarchie danoise était plus que sauvée : grâce aux armes étrangères, ses ennemis, au moment de tout couronner par un suprême succès, étaient obligés, par la faute de leur chef et comme par une sorte de fatalité, de s'arrêter, de se retirer même, humiliés et vaincus. Charles X Gustave n'y survécut pas : un mal intérieur l'enleva devant Copenhague en 1660, à l'âge de trente-sept ans, à peu près à l'âge de Gustave-Adolphe, avec la même gloire que lui, et avec la douleur, non de ne pas vivre assez pour atteindre à son but, mais de l'avoir manqué. Heureusement la France fut là, pour exiger que le traité de Röschild restât la base de celui de Copenhague. Et puis (1), un ancien ministre danois, que les Suédois aimaient, Annibal Sehested, sortit de sa retraite, et prêcha aux deux peuples rivaux des sentiments réciproques de générosité, et l'abjuration de leurs vieilles haines.

(1) [illegible] t. XXXIII, p. [illegible]

VII.

Traité de Copenhague, 1660.

Le traité fut conclu, le 6 juin 1660, sous la médiation de l'Angleterre et de la France. Algernon Sydney représentait l'une, de Terlon l'autre.

1° La cession du bailliage de Bohus et des provinces de Scanie, de Blakingie et de Halland, les plus belles du continent suédois, et de leurs appartenances et dépendances, et nommément de l'île d'Hween, fut pleinement confirmée, comme dans le traité de Röschild.

2° Le roi de Danemark donna au roi de Suède, en échange de Bornholm, dix-sept terres nobles, situées en Scanie, qu'il avait acquises de leurs possesseurs pour une somme de trois millions de rixdalers.

3° Pour répondre aux instances des médiateurs, et par un désir sincère de la paix, le roi de Suède céda tous les droits, que l'art. 6 de la paix de Röschild lui avait donnés sur le bailliage de Drontheim.

4° Il renonça pareillement à toutes ses conquêtes, faites sur le Danemark, et nommément dans les iles de Seeland, Laaland, Falster et Moen (1).

VIII.

Traité d'Oliva.

Ce traité de Copenhague compléta celui d'Oliva, conclu la même année, le 3 mai, entre la Suède, la Pologne et la Prusse, sous la médiation de la France, qui y fut représentée par M. Antoine de Lombres, l'un des plus habiles négociateurs de son temps. Magnus-Gabriel de la Gardie était le principal des plénipotentiaires suédois; Jean de Lesno et Christophe Pac, grand-chancelier de Lithuanie, étaient à la tête de la légation polonaise; Jean de Hoverbecke, Laurent-Christophe de Somnitz et Albert d'Ostau, jurisconsulte distingué, étaient les plénipotentiaires de l'électeur de Brandebourg. L'empereur d'Allemagne, Léopold Iᵉʳ, comme allié de la Pologne,

(1) [illegible] t. XXXIII, p. [illegible]

y était représenté, entre autres ministres, par le baron de Lisola, dont il a été déjà question ; mais le roi de Suède, Charles XI, ne voulut jamais admettre au congrès d'Oliva les ministres du Danemark.

1° Jean-Casimir, roi de Suède, renonce pour lui, ses héritiers et successeurs, au royaume de Suède et au grand-duché de Finlande, ainsi qu'à ses biens paternels, et il déclare qu'il retranchera les armes de la Suède du sceau du roi et de la république de Pologne.

2° Le roi et les États du royaume de Pologne et du grand-duché de Lithuanie cèdent à la Suède toute la Livonie Transdunienne, ainsi que l'île de Rünen.

3° Mais la Livonie méridionale, en deçà de la Duna, et nommément Dünabourg, Rositen, Lutzen et Marienhausen, restent à la Pologne.

4° L'un et l'autre roi pourra prendre le titre de duc de Livonie.

5° Le duc Jacques de Courlande recouvrait sa liberté ainsi que son duché.

6° Tout lien vassalitique est rompu entre le Brandebourg et la Suède; chaque État rentre, en Allemagne, dans les limites de ses possessions.

7° Enfin, comme la Suède soutenait partout le parti de la réforme, tandis que la Pologne appuyait le catholicisme, il est dit que dans les pays, rendus ou cédés, on usera réciproquement d'une complète tolérance, et qu'aucun habitant, pour sa religion, ne sera persécuté dans sa personne ni dans ses biens, en un mot, qu'il y aura pour tous une entière amnistie (1).

C'est sous ce rapport que les traités réunis de Copenhague et d'Oliva sont, pour le Nord, le pendant des traités de Munster et d'Osnabruck ou du traité de Westphalie. Un autre trait de ressemblance, c'est que ce qui avait été obtenu en 1648 par la France dans l'Europe occidentale, grâce au succès de ses armes et aux troubles religieux, je veux dire la prépondérance sur la maison d'Autriche, la Suède l'obtenait en 1660, par les mêmes moyens, dans le Nord, sur le royaume de Pologne, jusqu'alors prépondérant. Tout ce qu'avaient rêvé les Gustave-Adolphe et les Charles X Gustave n'était pas, tant s'en faut, réalisé ; la Baltique n'était pas tout à fait un lac suédois, puisque le Danemark était encore debout ; mais la suprématie de

(1) [illegible] XXXII, p. [illegible], et Pufendorf [illegible], 10, p. [illegible]

la Suède dans le Nord, et même son importance dans l'Europe centrale, étaient assurées.

IX.

Traité de Kardis, 1661.

Le traité de Kardis qui fut conclu en 1661, le 1er juillet, entre le roi de Suède Charles XI et le czar Alexis Romanow, en achevant la pacification du Nord, ne dérangea pas cet édifice de puissance que la Suède venait de s'élever.

1° Le Czar restituait à la Suède toutes les places qu'il occupait en Livonie, même Marienbourg, qu'il devait rendre quinze jours après l'échange des ratifications.

2° Les négociants suédois pouvaient commercer librement en Russie, et même y exercer leur culte, sans pouvoir toutefois y construire de nouvelles églises.

3° Les Russes conservaient aussi, de leur côté, leur église à Rével (1).

(1) Schœll, t. XXXIII, p. 312.

Ainsi l'acquisition de la Livonie septentrionale était consommée.

Mais la Suède ne déploiera pas longtemps, sans contestation, sa force nouvelle et sa prépondérance dans le Nord; car voilà le czar Pierre Ier qui va paraître, et, avec lui, les Russes, reprenant leurs vieux projets, dépouilleront les Suédois des provinces acquises, c'est-à-dire, de tous les fondements de leur grandeur, et forceront aussi les portes mêmes de l'Europe.

CHAPITRE VII.

PROMPTE DÉCADENCE DE L'EMPIRE SUÉDOIS ET DÉCADENCE CORRESPONDANTE DE LA POLOGNE A L'AVÉNEMENT DE PIERRE-LE-GRAND.

I.

Fragilité de l'empire suédois.

Composé d'États trop éparpillés, unis à la Suède par des liens trop récents et que la force seule avait formés; d'un autre côté, ne contre-balançant pas, à l'intérieur, ce vice de sa composition par un gouvernement fort, régulier, exempt de principes trop républicains, l'empire suédois, quelque puissant qu'il fût, ne paraissait pas devoir durer longtemps. Pour être assuré d'une longue existence, il aurait dû atteindre sa complète formation, devenir réellement cet empire du Nord, comprenant tout ce qui touche à la Baltique, cet empire, qu'avaient cherché à fonder Gustave-Adolphe et Charles X Gustave, et

qui devait être surtout l'empire, exclusif et absolu, de la Baltique. Au lieu de cela, il ne se composait que de parties détachées, ne formant pas, ne pouvant pas, à raison de leur éloignement les unes des autres, former un tout uni, compacte, bien arrondi : c'était un commencement d'édifier, c'étaient les premières assises de l'édifice, ce n'était pas encore l'édifice même ; c'était une domination dans le Nord, ce n'était pas un empire du Nord.

N'étant pas fort en soi et par lui-même, cet empire avait, de plus, à disputer son existence contre autant, et même un plus grand nombre d'ennemis, que s'il avait eu cette force intrinsèque et constitutive, qui lui manquait, en un mot, que s'il avait été complétement formé. Ces ennemis étaient même d'autant plus pressés à l'attaquer, et à l'attaquer vivement, qu'outre leurs souvenirs irritants, leurs ressentiments implacables, ils sentaient le vice de la constitution de cet empire : ils voyaient bien qu'il prêtait les flancs de plusieurs côtés, et que ce grand vaisseau, lancé sur la Baltique, n'étant pas achevé, faisait eau, pour ainsi dire, de toutes parts. La force, que cet empire pouvait avoir, consistait dans la force

même des fondateurs, du peuple conquérant, force à laquelle les ressources d'un pays comme la Suède ne promettaient pas une éternelle durée, et qui devait d'ailleurs succomber sous le nombre. C'est le nombre qui avait fait échouer tout récemment les Suédois devant Copenhague, et au moment où ils auraient pu se croire invincibles; et, sans l'appui de la France, qui sait s'ils n'auraient pas perdu la majeure partie au moins de leurs conquêtes? Mais cette même France, seule, et d'ailleurs bien éloignée de la Suède, ayant à passer, pour y arriver, entre deux puissances, formidables sur mer, et hostiles alors aux Suédois, l'Angleterre et la Hollande, cette France elle-même n'était pas un appui suffisant; et bientôt à cause des longues guerres de Louis XIV, elle allait même n'être plus toujours en mesure de les soutenir efficacement.

II.

Le Danemark se fortifie par une constitution plus monarchique, 1660.

Le Danemark voyait bien tous les côtés faibles de la domination suédoise. Composé de parties,

beaucoup mieux et plus anciennement liées ensemble, surtout plus favorablement situées entre la Baltique et la mer du Nord, entre l'Angleterre qui les parait à gauche, les Provinces-Unies et les États allemands qui les appuyaient à la base, et toujours enrichi par la possession lucrative du Sund, l'empire danois, à la rigueur, pouvait, même seul, tenir tête à la Suède ; à plus forte raison, lorsque, dans une lutte qui ne pouvait, dans tous les cas, se terminer que sur mer, il était assuré du concours d'une, au moins, des deux grandes puissances maritimes dont nous avons parlé. C'est pour cela qu'ayant conscience de leur force, les Danois songeaient à renouveler la guerre, bien que, dans un de ces moments où les choses humaines semblent conduites par une irrésistible fatalité, elle eût failli se terminer si mal pour eux. Pour mettre de leur côté plus de chances de succès, ils ne voulurent pas que leur gouvernement, avec un sénat ombrageux et exigeant, avec des diètes tumultueuses, avec un pouvoir électif, continuât de tant ressembler à la constitution si anarchique de la Pologne, qu'il fût même plus désordonné que celui des Suédois, chez qui, la royauté, quoique limitée, était au

moins héréditaire. C'est à ces vices de leur gouvernement, qui ne laissait pas à la personne royale assez de liberté d'action et de pouvoir, qu'ils attribuaient, en grande partie, les malheurs, qui, dans la dernière guerre, avaient failli emporter la monarchie danoise. Convaincus de la nécessité d'une réforme, dans un sens monarchique, les états-généraux de Copenhague, convoqués, l'année même 1660, après le départ des troupes suédoises, résolurent de l'opérer immédiatement; et cela se fit sans commotion violente, sans effusion de sang, parce que ce n'est pas le pouvoir, mais la nation même, qui en prit l'initiative. Deux hommes, qui représentaient les classes les plus hostiles au principe aristocratique, alors dominant dans la constitution, Suane, évêque de Séeland, et Nansen, bourgmestre ou maire de Copenhague, firent cette révolution. Ce sont eux, qui même, bon gré mal gré, entraînèrent la noblesse, effrayée, à leur manière de voir. Tout le pouvoir législatif, aussi bien que le pouvoir exécutif, fut concentré entre les mains du roi et enlevé au sénat. La royauté fut déclarée héréditaire, même pour les femmes, à défaut de toute la descendance mâle, issue de Frédéric III,

et l'ordre de succession, tel qu'il fut réglé, ne pouvait être changé par aucun roi. Ils ne pouvaient non plus toucher à la confession d'Augsbourg, adoptée comme religion nationale, ni à l'intégrité de la monarchie danoise, qui était déclarée indivisible. Tous ces points furent insérés dans une constitution, que le roi, en 1660, fut chargé de préparer, et qui, sous le nom de *loi royale*, abolit toutes les capitulations antérieures, et devint, en 1665, la nouvelle charte du Danemark (1).

III.

Les ennemis de la Suède se réveillent. — Paix de Lund ou de Lunden, en 1679

Investi d'un tel pouvoir, Frédéric III, d'ailleurs prince intelligent, se mit à l'œuvre pour réparer tous les maux de la guerre et remettre les affaires du Danemark sur un meilleur pied.

(1) Koch, t. II, période 7ᵉ, Schœll, t. XXXIV, l. 7, ch. 15, sect. 6 et 7. Lyon, *Histoire du Danemark*, règne de Frédéric III. Mallet, *Histoire du Danemark*, t. III.

La chose marcha si vite, qu'à la vue de cette prospérité, qui renaissait avec la restauration du pouvoir, les ennemis du nouvel empire suédois pressèrent le Danemark de reprendre les armes contre la Suède, ou au moins de se déclarer pour eux dans leurs démêlés avec cette puissance. Les plus acharnés étaient le grand-électeur, Frédéric-Guillaume, qui brûlait d'avoir la Poméranie, dont la succession éventuelle lui avait été promise dans le cours de la guerre de Trente ans, et la maison d'Autriche allemande, qui en voulait à la fois et à la Suède et à la France, dont l'union étroite lui avait fait tant de mal dans cette même guerre et dans le traité qui la termina. C'était l'époque où la France, gouvernée par Louis XIV, et par Louis XIV seul, alarmait l'Europe, et par la guerre de Flandre, et par l'invasion des Pays-Bas. On pouvait penser que la France, fort occupée ailleurs, ne pourrait pas trop secourir les Suédois. Mais, d'un autre côté, la Hollande, ce soutien très-désirable du Danemark, avait besoin de toutes ses forces, de toutes ses ressources, pour tenir tête à un ennemi, qui, sur terre, l'écrasait, qui, sur mer, pouvait l'égaler, et, dans tous les cas, avait

sur elle la supériorité des gouvernements absolus sur les gouvernements agités des États républicains. En sorte que le Danemark ne pouvant rien espérer des Provinces-Unies, dans le cas où, à cette époque, il serait de nouveau en guerre avec la Suède. Il ne se laissa donc pas aller à des instigations dangereuses, du moins il hésita encore. Ce n'est qu'en 1675, quand l'affaire entre les Hollandais et la France fut bien engagée, et qu'il vit que la France avait sur les bras presque toute l'Europe, soulevée contre elle par le stathouder Guillaume, qu'il se décida à se déclarer contre la Suède, à attaquer l'une des deux puissances qui menaient l'Europe, tandis que tant d'États étaient aux prises avec l'autre. C'est Christian V, successeur et fils de Frédéric III, qui prit cette grave détermination. Le Brandebourg le seconda sur terre; c'est même comme allié du Brandebourg qu'il fit la guerre aux Suédois. Il fut constamment heureux. Charles XI, successeur de Charles X Gustave, et moins capable que lui, fut battu sur mer, aux combats d'Oland et de Kidge, et il fut fort heureux pour lui, à la fin de la guerre en 1679, que la France pût aller le sou-

tenir. Louis XIV, l'année précédente, avait triomphé de toute l'Europe par la paix de Nimègue : il était plus puissant que jamais. Son intervention seule suffit pour conserver aux Suédois, malgré leurs défaites, toutes leurs possessions, telles qu'elles existaient, à la mort de Charles X Gustave. La paix de Lunden, en 1679, obligea le Brandebourg et son allié, le Danemark, à laisser la Suède jouir en repos d'un empire, qui, s'il rompait l'équilibre dans le Nord, servait à le maintenir contre l'Autriche, et au profit de la France, dans l'Europe occidentale et centrale. En un mot, la paix de Lund ne fut que la confirmation de celle de Copenhague.

IV.

Constitution plus forte en Suède, 1679-1680.

Ainsi, l'empire suédois ne se soutenait plus par lui-même, et, à peine fondé, il était en décadence. Son existence était précaire, dépendante, hors de lui et non en lui, liée à la puissance d'un autre État, et paraissant devoir

tomber, sitôt que cet appui extérieur lui serait retiré. Cette situation fit réfléchir les Suédois, comme une situation analogue, en 1660, avait fait réfléchir les Danois. Comme chez ces derniers, le clergé et les classes inférieures, n'aimant d'ailleurs ni les grands, ni le sénat, qui n'était qu'une tyrannie collective, et leur imputant les défaites que la Suède venait d'essuyer, résolurent d'étendre la prérogative royale. Deux diètes furent successivement convoquées, la première en 1679, la seconde en 1680. Dans l'une et l'autre, les classes que nous venons de nommer firent la majorité. A peu d'exceptions près, elles s'entendirent pour déclarer que le roi était maître absolu, et seul dépositaire du pouvoir suprême, qu'il n'était responsable de ses actions à qui que ce fût sur la terre, qu'il avait la faculté de gouverner le royaume selon son bon plaisir, enfin que le sénat ne devait pas être un ordre intermédiaire entre le roi et les états, mais simplement un conseil du roi, n'ayant qu'une voix consultative, et non une voix délibérative (1). — Dans l'ancienne Rome,

(1) Koch, t. II, p. 57.

quand sa domination se fut démesurément accrue, l'empire d'un seul sauva le monde romain des dangers de son excessive étendue, en se substituant heureusement aux tiraillements dangereux et aux fatigantes lenteurs du gouvernement de plusieurs. Dans l'empire suédois, une révolution analogue détermina un point d'arrêt dans sa rapide décadence; elle soutint encore l'édifice sur sa base, jusqu'à ce que, dans une solennelle et suprême lutte, il fut renversé, et qu'il fut obligé de laisser d'autres conquérants, sortis primitivement du sein de la Suède, mais fondus dans la race slave, monter sur le piédestal, violemment arraché des glorieuses mains d'un héros malheureux !

V.

Décadence de la Pologne. — Les Russes l'attaquent.

Tout sembla favoriser ces conquérants nouveaux, et les présenter au monde, comme un peuple, prédestiné à une domination universelle, ou tout au moins, à la fondation de cet empire du Nord, que les Suédois avaient manqué, et à

une influence considérable dans le reste de l'Europe. Au moment en effet où les Suédois, sentant combien les diverses parties de leur empire étaient peu cimentées entre elles, combien peu elles formaient un ensemble solide et fort, se réfugiaient dans le pouvoir absolu, à l'extrémité centrale de l'Europe s'affaiblissait la principale barrière qui contînt, qui enchaînât les Russes dans leur grand-duché de Moscovie : la Pologne était en pleine décadence. Le *liberum veto*, institué sous Jean-Casimir, en 1652, et au moyen duquel tout nonce terrestre, ou seigneur territorial, pouvait arrêter les délibérations dans les diètes, rendait tout gouvernement impossible : l'unanimité, exigée pour tout décret, entravait l'adoption des meilleurs projets de loi ; l'éligibilité de la couronne faisait, depuis surtout l'extinction des Jaghellons en 1572, que les puissances étrangères présentaient aussi des candidats en concurrence des candidats nationaux, et que le trône, après la lutte des ambitions, était quelquefois donné par les électeurs au plus offrant. Tout cela avait usé promptement un État magnifique, ayant une belle étendue entre la Baltique et la mer Noire, appuyé sur

l'unité de religion et l'uniformité de race, habité enfin par un peuple intelligent, vif, courageux, et qu'on pouvait déjà appeler les Français du monde slave. Dès lors, les Cosaques, les Turcs, tous ceux pour qui la Pologne était une barrière importune, fondirent sur cet État et le ravagèrent à plaisir, sous Jean-Casimir. L'hetman ou attaman des Cosaques, Chmielnicki, fut bien, à la fin, vivement repoussé, mais ce ne fut que pour céder la place à un autre ennemi, derrière lequel il reparut lui-même. Cet ennemi, ce furent les Russes, sous la protection desquels les Cosaques mirent leur territoire de l'Ukraine, et qui, commandés par Alexis Romanow, continuèrent, pour leur compte, la guerre de Pologne. Par des efforts vigoureux, Alexis reprit Smolensk, et alla, jusque dans la Lithuanie, emporter d'assaut Wilna et quelques autres places. Les Polonais ne s'en tirèrent qu'en faisant, par la trève d'Andrussoff, en 1667, le sacrifice de Smolensk, de Novogorod-Severskoï, de Tchernigow, de Kiovie, et de tout le territoire des Cosaques au delà du Dnieper, sur lequel ils avaient eu jusqu'alors comme un droit de suzeraineté.

La Pologne n'eut que les Cosaques en deçà

du Dniester. Les Cosaques Zaporogues devaient dépendre des deux États, c'est-à-dire qu'ils étaient condamnés à la neutralité. Jean-Casimir abdiqua la royauté de douleur, et vint mourir en France.

Enfin Sobieski parut en 1673, sous le nom de Jean III. Mais il fut, contre les Turcs, le soutien de Vienne et de l'Autriche, en 1683 et 1684, plus que celui de la Pologne contre les Russes. Dans ses États, la jalousie, la désunion, ne lui permirent pas de faire de grandes choses. Il fut même obligé, pour tenir tête aux Turcs et aux Tartares de la Crimée, qui se soutenaient ensemble, de donner les mains, pressé par Léopold Ier d'Autriche, son allié, à la paix définitive, signée à Moscou, en 1686, après la mort de Féodor Romanow, fils et successeur d'Alexis.

VI.

Paix de Moscou, 1686.

Par cette paix, la Pologne, moyennant le secours des Russes contre les Turcs, c'est-à-dire, moyennant la chose la moins pénible qu'on pût leur demander, cédait à la Russie, à perpétuité,

Smolensk, Belaïa, Dorogobouje, Tchernigow, Starodoub, Novogorod-Severskoï, avec leurs dépendances, de même que tout le pays appelé Petite-Russie, et situé sur la rive gauche du Borysthène, entre ce fleuve et la frontière de Putiwl, jusqu'à Perewolotschna. La ville de Kiovie, en deçà du Borysthène, fut aussi comprise dans cette cession avec son territoire. Enfin les Cosaques, nommés Zaporogues et Kudaks, qui, d'après la trève d'Andrussow, devaient dépendre des deux États, furent réservés privativement à la Russie (1). Les Russes étaient redevables des avantages considérables de cette paix, non-seulement aux embarras intérieurs et extérieurs de Sobieski, mais encore à l'habileté de la princesse Sophie, sœur de Féodor, et d'un ministre des plus éclairés, le prince Galitzin. La Russie avait enfin la frontière du Dnieper ou Borysthène, et, ce qui était un avantage non moins grand, elle allait pouvoir disposer de l'audacieuse valeur et de l'ardeur farouche de presque toutes les peuplades cosaques.

(1) Koch, p. 71, période 7e; Schœll, *Traités*, t. III, p. 100.

VII.

La Russie se relève aussi sous les Romanow par une meilleure organisation civile et politique.

L'Oulojénie, 1649.

Ce n'était pas le seul bienfait du règne des premiers Romanow. Pendant que la Pologne se désorganisait, se dissolvait politiquement, et préludait ainsi à la perte, future et fâcheuse, de son indépendance et de sa nationalité, la Russie se constituait plus fortement encore que sous les Ivans. Alexis, en 1649, lui avait donné un code civil, bien supérieur à tout ce qui existait jusqu'alors, l'Oulojénie, et dans lequel on remarquait, 1° la prescription de quarante ans pour toutes les affaires de succession; 2° la défense de prêter serment, en justice, sur la croix, avant l'âge de 20 ans, ou au moins de 15; 3° la défense de soumettre au servage les enfants, nés avant la servitude de leurs parents; 4° la défense de se constituer serf, avant l'âge de 15 ans; 5° la concession d'un délai de six semaines, en faveur des condamnés à mort, mesure qui était, à la fois, et une précaution prudente, pour des juges non infaillibles, et un moyen d'amener le

repentir dans un accusé coupable; 6° la défense aux enfants d'accuser leurs parents ou de les actionner en justice; 7° l'abolition du droit de faire mourir ou de mutiler les esclaves; 8° l'abolition de la peine de mort pour l'infanticide; 9° enfin, l'interdiction de la légitimation des enfants naturels, même quand le mariage s'ensuivait : mesure sévère, mais marquée au coin d'une haute moralité (1).

Alexis avait fait plus que cela. Dans l'intérêt du pouvoir absolu, déjà pourtant si considérable en Russie, surtout depuis Ivan III et Ivan IV, il subordonna, par le même code, les justices ecclésiastiques aux tribunaux du Czar. Vainement le patriarche Nicon, homme savant, intègre, et, jusque-là, dévoué aux Romanow, protesta-t-il : il ne fut pas écouté; peu s'en fallut même qu'il n'eût le sort de tous ceux, qui, dans l'Occident latin, avaient voulu, comme lui et avant lui, défendre les priviléges de l'Église, saint Anselme, Thomas Becket, Boniface VIII. Il fut déposé par ses collègues, vendus au Czar, en 1657, et finit ses jours dans un cloître.

(1) Schœll, t. XXXV, l. 7, sect. 1.

Là ne se borna pas l'œuvre de despotisme à laquelle travaillait Alexis. Dans un concile, tenu à Moscou, en 1667, et où étaient les patriarches d'Alexandrie et d'Antioche, il fit déclarer que le patriarche de Constantinople n'était pas le seul chef de l'Église grecque, ce qui tendait à instituer en Russie une église indépendante, comme en Suède, en Danemark, en Angleterre, une église, en un mot, nationale ; de plus, qu'à l'avenir la nomination du patriarche de Moscou se ferait de concert avec le Czar. L'Église russe subissait ainsi la même transformation que l'Église gallicane par le Concordat de François Ier : elle passait sous la main du souverain, elle devenait monarchique, elle devenait complétement sujette 1.

L'ordre du clergé avait été abaissé sous Alexis; la noblesse eut son tour, eut même son coup de grâce sous Feodor, son fils, en 1682. « Guidé par les conseils d'un ministre éclairé, le prince Galitzin, ce Czar conçut le projet hardi d'abolir les rangs héréditaires de la noblesse, et les prérogatives qui y étaient attachées. Destructifs de toute

1 [illegible]

subordination dans le civil comme dans le mi taire, ces rangs faisaient naître une foule de con testations et de procès, dont un tribunal, connu sous le nom de Rozrad, prenait connaissance. Le Czar, ayant pour lui le nouveau patriarche, de Moscou, Joachim, annula, en pleine assemblée aristocratique, à Moscou, cette héréd é des rangs; il fit brûler les titres et les registres, qui servaient à les constater, et obligea les famles nobles de représenter les extraits qu'elles conservaient de ces registres, afin de les livrer aussi aux flammes. » Le mérite seul, et non le hasard aveugle de la naissance, dut dès lors marquer les rangs (1).

Ainsi, dans l'ordre religieux et dans l'ordre politique, le terrain était tout à fait déblayé : le czar Pierre pouvait paraître.

(1) Koch, p. 72, période 7e.

CHAPITRE VIII.

LA RUSSIE SOUS PIERRE-LE-GRAND : ELLE DEVIENT UN ÉTAT TOUT A FAIT EUROPÉEN, SOUS LE RAPPORT MILITAIRE ET MARITIME.

I

La Russie, au commencement du XVIIIe siècle, s'ouvre par mer le chemin de l'Occident et, un moment, celui de l'Orient.

Le moment était enfin arrivé, où, par un chemin ouvert à tous les peuples, par la mer, la Russie allait être en rapport immédiat et constant avec les pays, qui étaient l'objet de son attention ou de ses ambitieuses pensées. Au nord, par la Baltique, *par ce grand ruisseau*, que Gustave-Adolphe se flattait qu'elle ne sauterait jamais, elle allait pouvoir, directement et à son gré, communiquer avec l'Europe, avec l'occident latin, dont elle paraissait alors n'envier que la civilisation ; et au sud, par la mer d'Azoff, elle allait s'ouvrir, comme au temps des premiers

successeurs de Rurick, le chemin de la mer Noire, le chemin de Constantinople et de l'Orient musulman, dont elle n'ambitionnait pas la civilisation, mais dont elle rêvait la possession. Voilà le double but, qu'en entrant dans le xvii[e] siècle, elle allait atteindre, sous la direction puissante d'un homme supérieur, ferme, hardi, qui, devant lutter contre des Européens, contre des peuples, à la fois plus habiles à la guerre, et plus policés que les Russes, voulut les combattre avec leurs propres armes, avec leurs propres concitoyens, attirés en Russie, avec leurs propres arts, étudiés par lui-même sur place, et rapportés à grands frais dans son barbare pays. Cette marche indispensable était du reste toute tracée par les actes des derniers Czars comme par ceux des anciens (1).

II.

Les premiers Romanow recherchent les Européens.

Alexis Romanow, père de Pierre I[er], avait attiré en Russie l'officier écossais Gordon,

(1) Lévesque, t. IV, p. 215.

le constructeur hollandais Cartens Brandt, et l'ingénieur genevois Lefort, l'instrument le plus actif des réformes de Pierre Ier, était aussi venu à Moscou sous le même Czar. A la voix du même prince, des charpentiers hollandais étaient accourus en Russie, et, sous la direction de Brandt, ils avaient construit à Dodnoff, sur l'Oka, au-dessous de l'embouchure de la Moscowa, le premier vaisseau de guerre russe, l'*Aigle*, nom significatif, qui exprimait la première et la plus ancienne ambition des Russes. Ce vaisseau avait descendu le Volga jusqu'à Astrakan, et il était destiné à protéger sur la mer Caspienne le commerce de soie entre les Russes et les Perses. Il était aussi un commencement de marine. Le Cosaque Stenko-Radzin l'avait incendié; mais, à l'avénement de Pierre Ier, beaucoup de Russes encore se souvenaient de l'avoir vu et admiré, et l'habile constructeur, à qui on le devait, quoique ne travaillant plus pour le compte de l'État, n'était pourtant pas oublié. Sous Feodor Romanow, fils aîné et successeur d'Alexis, sous la princesse Sophie, et son frère consanguin, Ivan V, autre fils d'Alexis, un ministre, qui était tout, qui gouvernait au nom de ces divers princes,

Galitzin, avait donné plus d'activité encore à ce courant de migration des Européens en Russie. Il aimait, il protégeait tant les étrangers, que ceux-ci lui avaient donné le surnom de Grand (1). Ils formaient son entourage, sa société habituelle; avec eux, disait-il, il voulait transformer la Russie; et, à la cour, il n'était question que de cette transformation, que de cette métamorphose de la Russie en un État européen.

III.

Pierre Ier élevé au milieu des Européens : Pierre à Petrobrajenski.

C'est dans ces idées, c'est dans ce milieu, qu'avait été élevé Pierre Ier. Là, dès l'âge de neuf ans, il avait pris du goût pour les arts de l'Europe; il avait contracté aussi un vrai penchant pour ces heureux Européens, qui en avaient le dépôt et le secret, et dont son instinct, ou plutôt son précoce génie, plus encore que la vue des honneurs

(1) Lévesque, t. IV, p. 227.

qu'on leur rendait, lui révélait la supériorité. Conseillé par sa mère Natalie, qui favorisait en lui ces tendances, sans s'y livrer démesurément elle-même, il ne se plaisait qu'auprès des étrangers. Lefort, attaché dès lors à sa personne, était particulièrement celui qu'il voulait toujours entendre et voir. Génie pratique avant tout, il recherchait les arts utiles, et dédaignait tous les autres. A peine lui avait-on enseigné une théorie, qu'il en voulait voir aussitôt l'application. Les récits de Lefort, qui avait servi en France et en Hollande, et avait observé beaucoup, enflammaient sa jeune imagination, et lui faisaient, à un âge si rapproché de l'enfance, exprimer le désir de tout voir par lui-même, de contempler de ses propres yeux ce que son maître et son ami avait contemplé le premier. Mais c'est surtout l'art de la guerre et l'art maritime, tels qu'on les entendait en Europe, qui piquaient sa curiosité et excitaient son intérêt.

Pendant que Sophie, avec son frère Ivan V et son favori Galitzin, gouvernait à Moscou, lui, retiré, avec sa mère, dans sa maison de campagne de Preobrajensky, et entouré, outre Lefort, de plusieurs autres étrangers de distinction, Gordon,

déjà nommé, Timermann, son maître de forti-cations, l'officier allemand Chein, etc., il for-dait le. noyau même de l'armée nouvelle des Russes, en créant le régiment des Poteschnoï ou des Camarades, ou, comme disait la cour de Sophie, de ses *divertisseurs*. Ce régiment s'était formé, comme l'histoire nous apprend que se formèrent, dans l'antiquité, et le corps d'élite du pharaon Sésostris, et le corps des Compagnons, sous le père d'Alexandre-le-Grand. Il se composa, dans le principe, de 50 jeunes boyards de l'âge de Pierre Ier ou à peu près, et recevant comme lui, et auprès de sa personne, sous les auspices de Lefort, une éducation, toute militaire à la vérité, mais tout européenne. Celui qui fut plus tard le fameux Menzicoff, figurait des premiers sur les cadres de cette troupe choisie, qui portait, on peut le dire, en ses mains l'avenir de la Russie. Lefort en était capitaine. Pierre Ier y servait en qualité de simple soldat, en attendant que, par son mérite, il eût successivement conquis tous les grades, depuis celui de tambour jusqu'à celui de général. C'est ainsi qu'il se soumettait lui-même à la loi de l'avancement par ordre de mérite, établie par Féodor

Romanow à la place des rangs héréditaires. Conformément au goût de Pierre Ier, on faisait surtout, dans ce régiment, de l'application. Avait-on appris, un peu, comment on s'y prenait en Europe pour défendre ou attaquer une place, aussitôt une citadelle était construite sous la direction de Timermann; les Poteschnoi se chargeaient, les uns de la défense, les autres de l'attaque; Pierre se confondait dans leurs rangs; Lefort dirigeait l'entreprise, au risque d'être blessé par quelqu'un de ses disciples inexpérimentés, comme cela lui arriva une fois, selon Voltaire; et une action sérieuse commençait, où chacun était appelé à faire preuve de son savoir-faire. Ce premier régiment s'accrut peu à peu prodigieusement : par une émulation, qui faisait le plus grand plaisir à Pierre Ier, tout le monde bientôt voulut en être; aussi ces 50 Poteschnoi primitifs se virent-ils, en 1688, centuplés. On donna à ce régiment le nom du lieu où il avait été créé, celui de Petrobrajenski. De plus, Lefort en organisa promptement un autre, qui, d'une autre localité, située aussi dans le voisinage de Moscou, fut appelé le régiment de Séménowski. Ils formèrent les fameux régiments

des gardes. Pierre les destinait aussi à remplacer les Strélitz, qui lui préféraient, pour le gouvernement, Ivan V, malgré sa faible capacité, et la princesse Sophie, et qui déjà, par une ou deux révoltes, avaient fait éclater leur sympathie.

IV.

Pierre Ier s'empare du pouvoir. — Ses réformes militaires.

En possession d'une armée organisée et disciplinée à l'européenne, il s'en servit, en 1689, pour appuyer une conjuration, dont Lefort avait disposé tous les fils, et qui aboutit au renversement du gouvernement de Sophie, et à l'élévation de Pierre Ier, comme seul et unique Czar. Alors, ayant appris que Louis XIV, en France, avait révoqué l'édit de Nantes, il publia, en 1689, un ukase pour offrir aux réformés français un asile en Russie (1); en même temps, pour élargir, en faveur du plus grand nombre possible d'étrangers, les cadres de l'armée, il porta à 12,000 hommes

(1) Schœll, t. XXXV, sect. 3, p. 150.

le chiffre de chaque régiment. Les grades, les costumes et les termes militaires étaient les mêmes que dans les armées européennes. Ainsi l'Europe, dans toute son étendue géographique, pouvait offrir, à côté des diversités de religion, de mœurs, de langage et de loi, une grande unité, l'unité militaire ; toutes les puissances, même les plus reculées, comme l'était la Russie, se mettant sous ce rapport à l'unisson, et d'autant plus, qu'elles se mêlaient davantage. Mais, dans cette armée, ceux qui étaient Russes appartenaient presque tous aux classes inférieures, comme l'indiquait, dit Lévesque, la terminaison de leurs noms en *off*; la noblesse russe y était peu représentée. Cachée dans les campagnes, elle fuyait le service militaire, qui ne devait plus lui procurer, d'emblée, des postes éminents. Une loi sévère lui rappela son devoir, et elle vint s'enrôler sous le commandement du feld-maréchal Gordon, qui était à la tête de l'armée de terre. Pour encourager les soldats, Pierre Ier déclara, que tous ceux qui parviendraient au grade d'officier d'état-major, seraient anoblis à perpétuité, et

1 Lévesque, t. IV, p. [illegible]

que les simples officiers auraient, leur vie durant, les priviléges de noblesse. Par cet ukase, les serfs, qui, s'ils avaient des connaissances, de la conduite et de la capacité, avaient droit, comme les autres, aux grades supérieurs, pouvaient espérer de gagner leurs titres mêmes de noblesse. Une récompense militaire devenait ainsi une réforme politique. Pour donner à la Russie, sous ce rapport, un aspect plus européen encore, il institua l'ordre militaire de Saint-André, premier apôtre des Russes, à l'instar des souverains de l'Europe, et Avtonom Golovin fut le premier que Pierre Ier décora de cet Ordre. Il n'y avait qu'une chose à faire, pour introduire dans les milices russes une complète uniformité, c'était de casser le corps des Strélitz, qui, par jalousie contre les régiments d'élite de Petrobrajenski et de Semenowski, montraient le plus mauvais vouloir, appelaient les costumes militaires nouveaux des costumes hérétiques, et répugnaient à toute innovation. Leur révolte, en 1698, décida de leur perte et de celle de la princesse Sophie, leur instigatrice. Les régiments des gardes, qui remplacèrent ces janissaires de la Russie, formèrent une infanterie de 32,000 hommes, et avec

le reste des troupes, Pierre Ier eut bientôt une armée de 200.000 hommes, divisée en 55 régiments, pourvue de 300 canons légers et de 1400 canons de gros calibre, y compris les mortiers, obtenus en grande partie, comme l'atteste Pierre Ier lui-même dans son Journal, en faisant fondre les cloches des églises et des couvents de l'empire, en l'an 1700 (1). Il y avait, pour cette artillerie, un grand dépôt central et trois dépôts particuliers, voisins des Turcs, des Suédois et des Polonais, des trois peuples dont les possessions gênaient la Russie dans le libre développement de ses tendances, de ses destinées et de sa grandeur.

Cette armée considérable, et si bien équipée, comptait un excellent corps d'ingénieurs, surtout un corps d'artilleurs extrêmement capable, et dont la plupart étaient, comme on le pense bien, européens. Dans ces régiments eux-mêmes, c'est extraordinaire comme on voyait d'Européens dans les grades supérieurs. Dans l'énumération des régiments, existants vers l'an

(1) *Journal de Pierre Ier*, in-4, p. 33. Ségur, *Histoire de Pierre Ier*, in-[illegible].

1699, et consignée dans le Journal déjà cité, nous trouvons, dans la division du général Avtonom Golovin, cinq colonels étrangers, allemands ou anglais, sur huit : les frères Treydel, Bolmann, Fliwerk et Bilce ; dans la division du général Weyd, sur huit autres colonels qui en commandent les huit régiments, un seul est russe ; tous les autres, les frères Delden, les frères Balk, Younger, Verden et Alexandre Gordon, sont aussi allemands ou anglais ; le général lui-même est un étranger ; dans la division du général prince Repnin, on peut faire la même remarque, et il est probable que dans les régiments de dragons de Schnewentz et de Goultzo, qui sont mentionnés dans le même tableau, au-dessous de ces deux colonels, on devait voir beaucoup d'officiers, également d'origine européenne ; enfin, le corps de troupes qui se trouvait à Nowgorod, avait pour commandants deux étrangers, dont l'un, Romain Bruce, était anglais. On le voit, le personnel était européen, comme la manière de combattre, comme les armes, comme les décorations, comme l'uniforme. Il n'y avait pas jusqu'à l'usage de se faire la barbe, que Pierre-le-Grand ne voulût introduire à la place

des longues barbes asiatiques; il n'y avait pas jusqu'au tabac, dont il ne tolérât l'usage, malgré une loi formelle de l'Oulogénie (1), qui punissait l'importation de cette plante, du knout, de la torture, de la fente des narines, de la perte du nez, suivant le nombre des contraventions; malgré aussi l'opposition et les imprécations des prêtres russes, qui se plaignaient que les soldats, dans leur grossièreté, venaient fumer jusque dans les églises. En un mot, tout ce qui faisait plaisir aux Européens, tout ce qui pouvait servir à les retenir ou à les attirer, avait immanquablement son approbation. Une guerre avec une puissance européenne, avec la Suède, par exemple, qui fermait, comme on sait, à la Russie, la Baltique, pouvait éclater maintenant: la Russie était prête.

V.

Première marine russe.

La fondation d'une marine européenne avait marché parallèlement avec la formation d'une

(1) [illegible] l. 7, ch. [illegible].

armée de terre. Pierre Ier avait été frappé, dès qu'il avait pris lui-même le timon des affaires, de l'isolement commercial de la Russie en Europe. Cela tenait à deux causes : d'abord à ce que la Russie manquait de vaisseaux; ensuite, à ce qu'elle n'avait encore d'autre port qu'Arkangel, situé sur une mer, la plupart du temps inaccessible. Pierre Ier, dans l'impossibilité de forcer encore la barrière suédoise de la Baltique, voulait essayer de nouer des relations de commerce avec l'Europe par la mer d'Azoff et la mer Noire, et pour cela il projetait la conquête d'Azoff, alors au pouvoir des Tartares de la Crimée, que les Turcs, en vue des Russes, soutenaient fidèlement. A la vérité, il pouvait opposer à cette alliance, turco-tartare le concours assuré du chef des Cosaques du Don et de l'Ukraine, le fameux Mazeppa ; mais ce n'était pas assez, il fallait, pour pouvoir prendre cette place maritime, au moins un commencement de marine. Un jour qu'il se trouvait au bourg d'Ismaïloff, il aperçut, en visitant un magasin, une vieille chaloupe, qui ne ressemblait pas à celles qu'il avait pu voir jusque-là. Son maître de fortifications, Timermann, qui l'accompagnait, lui apprit, que c'était une chaloupe

anglaise. Il voulut aussitôt, que tout ce qu'il pourrait construire de vaisseaux fût fait dans les formes et les règles de la construction anglaise, qu'il trouvait supérieure à celle des Hollandais eux-mêmes (1). On chercha de tous côtés Cartens Brandt, qui était revenu à son métier de menuisier ; on le découvrit, et on lui ordonna de radouber cette chaloupe.

Pierre Ier, avec Brandt, navigua d'abord sur l'Iaouza, puis de cette rivière sur un étang. Satisfait de ce premier essai, il engagea Natalie, sa mère, à transporter sa cour à Pereslaw-Zaleskoï. Là, Brandt dressa son chantier, et construisit, d'après la forme anglaise, deux frégates et quelques yachts, sur lesquels Pierre et ses compagnons reçurent les premières leçons de l'art nautique. Les manœuvres eurent lieu, non plus sur une rivière ou sur un étang, mais sur un théâtre un peu plus vaste, sur le lac Clechnin. Ils s'y exercèrent pendant quelques années, jusqu'à la mort de Natalie, qui eut lieu en 1693, et qui le laissa plus libre de se livrer à des goûts, dont la tendresse d'une mère s'effrayait parfois. Vou-

(1) Lévesque, t. IV.

lant alors, comme toujours, se déployer sur un plus grand théâtre, il se transporte à Arkangel, y fait construire un ou deux vaisseaux, et s'élance avec eux sur la mer Blanche, que les Czars n'avaient pas vue jusqu'à lui, à la suite d'un convoi de bâtiments anglais et hollandais (1). Tout le monde était dans la crainte et la stupéfaction : il revient sain et sauf, après s'être mesuré avec un élément, dont il veut faire la conquête pour la Russie, suivant ses paroles : « Ce n'est pas la terre, dit-il, qui manque à la Russie, c'est la mer. » Puis, sans perdre de temps, dès l'année 1695, il court attaquer Azoff et par terre et par mer. Lefort a été nommé amiral, le Vénitien, de Luna, vice-amiral ; le titre du premier est purement honorifique, le second est le véritable chef. Chein et Gordon, encore deux étrangers, commandent l'armée de terre (2). Quoique pas assez nombreuse la flotte s'empara de deux tours, qui défendaient le passage du Don ; mais sur terre on n'eut pas le même succès. Pierre Ier n'avait alors qu'un bon ingénieur, qui était l'Al-

(1) Schœll, t. XXXV, l. 7, ch. 18, et Lévesque, t. IV.
(2) Schœll, t. XXXV, sect. 3, p. 150 et suiv.

lemand Jacob. Cet homme habile, et dont on ne pouvait se passer, fut maltraité, et aussitôt il encloua les canons russes, entra dans Azoff et sauva la place (1).

Ce qui caractérisait Pierre Ier, c'était une persévérance opiniâtre, qui ne se décourageait jamais, qui méditait sur les causes d'un premier échec, y portait remède, et se relevait par ses propres revers. Il vit que ce qui lui avait manqué pour réussir devant Azoff, c'était un nombre suffisant d'ingénieurs et de vaisseaux. Des ambassadeurs furent envoyés aussitôt à l'électeur de Brandebourg, à l'empereur d'Allemagne, et aux Hollandais, qui lui cédèrent une vingtaine d'artilleurs et d'ingénieurs; puis, sur le chantier de Voronesch, il fit achever vingt-trois galères, qui étaient déjà commencées, deux galéasses, quatre brûlots; ce qui, avec les deux vaisseaux de guerre, qu'on possédait, forma une flotte assez respectable. Elle descendit jusqu'à la mer Noire par le Dnieper, et entra dans la mer d'Azoff par le détroit d'Ienikale. C'était en 1696. Cette fois, le succès couronna l'entreprise :

(1) Levesque, t. IV.

Azoff capitula le 28 juillet de cette année, et le traître Jacob y fut pris. Lefort, Chein et Gordon entrèrent à Moscou en triomphe. Le czar Pierre n'ayant pas encore de rang dans l'armée, suivait derrière et à pied ces trois illustres étrangers. Tel, autrefois, un roi barbare, qui avait dominé sur la Crimée et sur les lieux où s'était élevé Azoff, et, de là, avait aussi porté ses vues sur l'Occident, Mithridate-le-Grand, pour honorer les officiers romains que Sertorius, son allié, lui avait envoyés d'Espagne, et qui introduisaient dans ses milices la stratégie et les armes romaines, leur donnait toujours le pas sur lui-même. Plutarque l'atteste dans la vie de Sertorius : « Lorsque Marcus Varius ou Marius, dit-il, pré-« cédé des faisceaux, entrait dans une ville, Mi-« thridate le suivait et prenait, de lui-même, le « second rang, comme s'il jouait auprès de ce « Romain le rôle de courtisan (1). »

Maître d'un port considérable, et autrement bien situé qu'Arkangel pour ses vues sur l'Occident et aussi sur Constantinople, Pierre I[er] ordonna que, dans trois ans, Brandt, avec une

(1) Plutarque, *Vie de Sertorius*, ch. 7.

école de charpentiers, venus des Pays-Bas ou de Venise, lui construisit une flotte de cinquante-cinq vaisseaux de guerre. Les frais de construction et d'équipement furent répartis entre l'État et les classes les plus aisées. Pierre Ier en paya seul neuf des plus grands, de soixante canons, et pouvant chacun porter cinq cents hommes. Le patriarche, à lui seul aussi, en fournit six de cinquante canons et de trois cent soixante hommes chacun. — Pierre Ier craignait l'eau, dit-on, dans le principe, et n'osait pas même passer sur un un pont! Quel changement et quel progrès!

VI.

Premier voyage de Pierre Ier en Europe. 1697.

En attendant que cette flotte, si importante pour le temps, fût achevée, lui-même, incognito, sous un habit allemand, et avec le nom roturier de Petre Michailoff, ayant l'air d'accompagner Menzikoff, Golowin et Lefort, dans leur ambassade simulée auprès des cours de l'Europe, il voulut aller étudier l'art nautique sur les lieux mêmes où il était le mieux entendu. Le prince Fedor Romanowitz tint sa place en son

absence ; Patrice Gordon commanda les armées, et veilla sur les Strélitz, qui ne furent cassés qu'à la suite de ce voyage. Il avait avec lui deux cents personnes, toutes habillées aussi à l'allemande (1). Il partit en 1697. Il alla droit à Amsterdam, d'où il se rendit aux chantiers de Saardam. Là il travailla de ses propres mains à la construction des vaisseaux. Lévesque, qui avait composé son chapitre sur Pierre-le-Grand, en Russie, dans le palais de Menzicoff, et dans la chambre même, où le Czar venait souvent dîner avec ce favori, avait vu, dans le cabinet de l'académie des sciences de Saint-Pétersbourg, son habit de matelot et ses gros bas de laine, dont les mailles sont en partie cachées par les reprises qu'il avait faites lui-même (2). Car remarquons bien qu'il travailla, non pas en amateur, mais comme ouvrier, qu'il était inscrit comme tel dans le chantier de Saardam, et que, de plus, pour mieux cacher l'incognito, il vivait comme s'il était de cette classe, poussant l'égalité jusqu'à faire avec ses camarades de dégoûtantes orgies (3). Les loisirs, que lui laissaient ses tra-

(1) Lévesque, t. IV, p. 251. — (2) *Ibid.*, p. 257.
(3) Schœll, t. XXXV, sect. 3.

ux, il les consacrait à étudier l'anatomie chez
célèbre Boerhaave, et l'histoire naturelle dans
e muséum du bourgmestre Witsen.

Il ne resta pas longtemps à Saardam. La vue de quelques vaisseaux anglais de haut bord lui donna l'envie d'aller promptement étudier la construction anglaise, qu'il avait toujours admirée. Il arriva à Londres en 1698. En Hollande, dans une république, il n'avait pas voulu se faire connaître; il se fit connaître en Angleterre, dans une monarchie. Le savant évêque de Salisbury, Burnet, qui nous a laissé une histoire très-estimée de son temps, fut chargé par Guillaume III et Marie de satisfaire la curiosité du Czar sur les matières politiques et religieuses qui pourraient l'intéresser. Guillaume III lui donna le spectacle d'un combat naval, et lui fit présent d'un yacht, richement orné, nommé *Royal-Transport*, sur lequel ce roi avait coutume de passer en Hollande (1). De Londres, Pierre Ier alla se loger à Deptford, dans une maison située près du chantier royal, et c'est là qu'il apprit la construction anglaise, d'après un plan et des

(1) [illegible]

proportions mathématiques (1). Les résultats qu'il obtint le transportaient d'une joie telle, qu'il regrettait tout le temps passé en Hollande, et qu'il disait souvent que, s'il n'était pas né Czar de Russie, il voudrait être amiral anglais. Il fit connaissance avec l'amiral Thomas Osborne, qu'il vit souvent; il connut aussi un habile architecte nautique, Antoine Dean, dont il attacha le fils à son service. Fergusson, bon géomètre écossais, et John Perry, habile ingénieur anglais, consentirent aussi à le suivre. Avec eux se trouvaient une foule d'ouvriers, qu'il avait vus à l'œuvre et qu'il avait recrutés, partout où il était passé, après avoir éprouvé leurs talents. Cette colonie ouvrière, il la fit transporter aussitôt en Russie, au port d'Arkangel, par le *Royal-Transport*. Burnet nous dit dans son histoire, qu'il tenait du czar Pierre, que tous ses efforts tendaient alors vers un seul but : il voulait construire une flotte immense sur la mer d'Azoff, et chasser, à son profit, de l'Europe le mahométisme ottoman, comme il avait achevé d'en expulser le mahométisme tar-

(1) Schœll, t. XXXV, sect. 3.

tare (1). Mais, chose remarquable, Burnet ne le croyait pas capable de mener cette entreprise à bonne fin. En Angleterre, comme plus tard en France, le grand homme échappa; on n'aperçut pas le génie qui civilise une nation et qui fonde des empires, sous les manières brusques, le ton peu distingué et la simplicité toute militaire de l'illustre voyageur. « Il paraissait, dit Burnet, « destiné par la nature plutôt à être charpentier « de vaisseaux que grand prince. » Burnet sans doute lui aurait prêté un esprit plus élevé, s'il avait su qu'au moment de quitter Moscou, il avait fait partir pour l'Italie Boris-Tcheremetieff avec de jeunes boyards, leur recommandant de s'instruire dans cette patrie des arts, à Venise où Tcheremetieff quitta le premier, de lui-même, la longue robe russe, pour prendre le costume européen, à Rome, à Naples, à Malte enfin, où le grand-maître lui donna la croix de son Ordre; s'il avait su que ce voyageur aux rudes manières allait à la rencontre des nobles Russes Golovnin, Dolgorouky, qui revenaient, plus éclairés, de quelque grand voyage en Europe, et les faisait

(1) Burnet, *Histoire de mon temps*, t. II.

monter à côté de lui dans sa voiture, disant publiquement qu'il voulait honorer en eux, à la face de toute la Russie, le savoir, les lumières, la distinction (1).

VII.

Continuation de ses établissements maritimes après son retour.

De retour à Moscou, il ne tarda pas à fonder, non loin d'Azoff, le port de Taganrok; puis, quand il eut fondé Saint-Pétersbourg sur la Baltique, il créa, pour les jeunes nobles, une école de marine, appelée l'école des *cadets de marine.* Il acheva la flotte en construction; il l'augmenta; il eut trente vaisseaux de ligne, un nombre proportionné de frégates et autres bâtiments, et des matelots expérimentés. Parmi ses marins, plusieurs même étaient russes, comme Apraxin, qui, après la mort de Lefort, en 1713, fut fait amiral: en sorte que Pierre I[er] pouvait espérer que la Russie, formée par les étrangers, pourrait

(1) Ségur, *Histoire de Pierre-le-Grand.*

un jour se passer d'eux, et que les instituteurs des Russes seraient décidément remplacés par leurs élèves (1). Cette flotte imposante, il la réunit à Azoff et il se tint prêt à marcher sur Constantinople, sur l'ancienne *Tzarograd*.... Mais auparavant il fallait achever une guerre qui avait éclaté dans le nord et qui exigeait le concours de toute l'armée de terre; il fallait forcer aussi les portes de la Baltique. La flotte, même à sa naissance, avait fait ses preuves devant Azoff, et avait, de ce côté, ouvert la Russie à l'Europe; il fallait que l'armée de terre fît ses preuves à son tour, et conquît, sur la Baltique, la place, où, pour un empire transformé, devait s'élever une capitale nouvelle et plus européenne.

(1) Ségur *ibid.* et *Journal de Pierre-le-Grand.*

CHAPITRE IX.

CHARLES XII ET PIERRE LE-GRAND-JUSQU'A LA BATAILLE DE PULTAWA, 1709.

I.

Les possessions suédoises faciles à démembrer.

Bien que les Suédois fussent encore regardés comme les meilleurs soldats de l'Europe, leur empire sur la Baltique était pourtant très-fragile, et il ne devait pas être difficile aux Russes de le démembrer, et de s'ouvrir ainsi définitivement la mer Baltique. A toutes les causes de faiblesse dont nous avons déjà parlé, insuffisance de la population militaire et, surtout, des ressources de la Suède, nombre considérable de nations jalouses, prêtes à s'armer contre elle, il faut ajouter une administration maladroite, et peu propre à rattacher au pays conquérant les États subjugués. Comme l'Espagne, après l'épuisement oc-

casionné par les longues guerres de Philippe II, la Suède frappait sur ses nouveaux sujets d'énormes impositions. En Livonie, la diète suédoise de 1680 avait ordonné que les fiefs, ayant appartenu au clergé et à l'ordre des chevaliers Porte-glaives, fussent réunis à la couronne; les biens des familles nobles avaient été, contrairement au droit public du temps, soumis à des contributions si fortes, que plusieurs maisons en avaient été ruinées (1). Aussi n'y avait-il pas de province où la domination suédoise fût plus à charge que dans la Livonie. Et puis les Russes, sans valoir encore les Suédois à la guerre, n'étaient pas des ennemis à dédaigner. La Russie était une pépinière intarissable de soldats; le czar Pierre pouvait sacrifier des hommes, jusqu'à ce que, à l'école même des Suédois, il eût appris à vaincre, sans craindre de tarir la source abondante où il les puisait. Et ces soldats eux-mêmes faisaient parfaitement leur devoir. Déjà au XVI[e] siècle, au temps d'Ivan IV, pendant les premières guerres de Livonie, le Suédois Egidius Girs, auteur de la *Chronique de Jean III*, avait dit des Russes :

(1) Lévesque, t. IV, p. 281.

« La valeur, avec laquelle ils défendent les places
« fortifiées, vient de ce qu'on les habitue, dès
« l'enfance, à supporter les plus rudes travaux
« et la faim même, et qu'il leur faut peu de chose
« pour subsister, de la farine, du sel et de l'eau.
« Ils savent aussi que, s'ils abandonnaient une
« ville fortifiée, ils seraient honteusement déca-
« pités, fussent-ils en proie à la plus affreuse
« disette, ou dans un pays étranger, entourés
« d'ennemis auxquels ils ne pourraient pas ré-
« sister. C'est pour cela qu'ils se défendent jus-
« qu'à la dernière extrémité. Tant qu'ils n'en
« sont pas réduits là, ils regardent comme un
« péché irrémissible la faiblesse de capituler, et
« ils aiment mieux mourir en défendant la place,
« que de s'en rendre coupables (1). »

Cet éloge, qu'un Suédois avait eu la franchise d'accorder aux Russes d'Ivan IV, les Russes du czar Pierre le méritaient au même degré. Un des plus grands hommes d'État de l'Angleterre, au XVIIe siècle, Robert Walpole, parlant, à la fois, dans son Testament politique, et de leur multitude inépuisable et de leurs qualités mili-

(1) *Chronique de Jean III*, par Egidius Girs, dans Geyer, p. 215.

taires, disait pour l'instruction de sa nation : « Les hommes sont, à proprement parler, *la* « *monnaie des Czars*. Ils ne leur coûtent rien : « leur marche n'est point dispendieuse, les frais « de leur entretien sont peu considérables. Ils « sont durs, sobres, et faits à la fatigue. De l'eau, « un peu de suif et de la farine de riz for- « ment toute leur nourriture; ils s'enterrent « comme des lapins, et se battent comme des « lions. » Et il ajoutait : « Avec de telles troupes, « que ne peut point oser et entreprendre un « chef (il parlait du czar Pierre) qui a de l'intel- « ligence, et qui sait leur faire goûter les avan- « tages de la discipline moderne (1)? » Les Suédois ne pouvaient donc baser la solidité de leurs conquêtes sur la faiblesse de leurs ennemis.

II.

Portrait de Charles XII ; jugement sur ce prince.

Enfin, celui qui devait défendre leur empire, dans la lutte suprême qu'on allait engager contre

(1) *Testament de Robert Walpole*, t. II, p. 236; Amsterdam, 1767.

lui, Charles XII, avait tous les défauts de ses qualités. En lui, une juste et salutaire confiance dans ses forces et sa valeur se changeait en présomption et en témérité. Il se croyait trop au-dessus des Russes, et, en général, de tous les ennemis qu'il avait à combattre. Se mesurer avec les Saxons, avec des Allemands, et montrer que, sous son commandement, les Suédois méritaient toujours d'être appelés les *fléaux de l'Allemagne*, suffisait à peine pour satisfaire son amour-propre de guerrier. Aussi, tandis que les autres compensaient leurs côtés faibles par la prudence, la sagesse, la réflexion, l'attention à profiter de leurs revers comme de leurs succès, lui, il ne prenait aucune précaution. Au lieu de mettre toutes les chances de son côté, il se jouait avec la fortune, et, pour ainsi dire avec son étoile, comme si la raison et la prudence n'étaient rien dans les événements humains. Il semblait même professer ce principe, puisqu'il disait à l'officier de génie suédois, Gyllenkrok, la veille de sa défaite à Pultava : « Il faut tout oser tant que la fortune ne nous abandonne pas ! » Il n'était pas seulement passionné pour la gloire, à la manière d'Alexandre et de César,

dont les vies faisaient sa lecture habituelle; il était vain. Lancé dans les déserts de l'Ukraine, et n'en pouvant plus de fatigue et de faim : « Vite, vite, demandez le chemin de l'Asie, dit-il au même Gyllenkrok, stupéfait de cette demande, il nous y faut aller. — Et pourquoi? — Pour que nous puissions dire un jour que nous avons touché le sol de l'Asie (1). » Et il prit aussitôt le chemin de cette contrée. Dès l'âge de neuf ans, on lui avait entendu dire : « Il faut être doux comme un mouton envers les amis, mais il faut être un lion contre ses ennemis. » Il fut fidèle à cette maxime; mais il ne garda aucune modération ni dans l'amitié ni dans la haine; surtout il se laissa dominer à un tel point par son ressentiment ou ses antipathies, qu'il ne pouvait souffrir ni délai ni trêve, et qu'il laissait, pour s'y livrer, les entreprises les plus graves, inachevées. Il en voulait surtout à Auguste II, électeur de Saxe et roi de Pologne, rival de Stanislas Leczinski, que protégeaient les Suédois. Il n'eut pas plutôt vaincu les Russes à Narva, dans un combat, qui fut plutôt une surprise qu'une défaite, et qui,

(1) Geijer, t. II, ch. 4 et 5, p. 178 et [illegible].

dans tous les cas, ne pouvait être décisif que, sans essayer de les anéantir et de poursuivre sa marche, puisqu'il était en si bon chemin, il courut en Pologne, afin de réduire, comme il disait, les Polonais, au point de pouvoir *les rouler entre ses doigts, comme un morceau de papier.* En sorte que, incapable de maîtriser ses mouvements intérieurs, il choisissait, pour ses premières, ou du moins pour ses principales attaques, non les plus forts et les plus redoutables de ses ennemis, mais les plus détestés. La présomption ou la haine l'aveuglait sur le point principal du danger. Voilà pourquoi, tandis qu'il s'acharnait contre Auguste II, tantôt à Varsovie, tantôt à Dresde, et qu'il remportait de moins décisifs succès, il oublia les Russes, qui, plus unis et non moins braves, étaient plus à craindre et plus forts que les Polonais divisés; il les laissa s'emparer, sur la Baltique, de toutes les possessions suédoises, s'y fortifier, y élever Saint-Pétersbourg, et y établir le nouveau siége de leur empire, pensant qu'il n'aurait qu'à paraître sans doute, pour tout reprendre à l'instant. Au moins, si après avoir écrasé Auguste II, et élevé à sa place, pour n'être pas entre deux feux,

Leczinski, il avait couru au milieu des
s perdues, sur les côtes de la Baltique,
il de la Suède, et à portée de recevoir de
et de l'Europe, intéressée à son succès,
nuels renforts, comme le voulait le pru
llenkrok (1) : mais il n'en fut pas ainsi.
mieux tourner l'empire russe par le sud,
e ou cinq cents lieues de la Baltique,
s'il allait, d'un coup d'épaule, pour ainsi
ranler le colosse, l'enlever de dessus sa
renverser, et le briser sous ses pieds.
aques devaient tous se ranger de son
Mazeppa le lui avait promis, donc il en
. Et puis, c'était plus hardi, plus gran-
l'agir ainsi, et Charles XII, esprit enthou-
plutôt que réfléchi, n'hésitait jamais à
le grandiose à ce qui était praticable et
oltava lui apprit, s'il avait raisonné juste,
te lui apprit, mais sans aucun fruit pour
'il n'avait jamais bien raisonné, jamais
jamais pesé, dans une entreprise, le pour
ntre, et qu'en lui les mouvements d'un
ardent, les illusions d'une imagination

(1) ...

exaltée n'avaient jamais laissé place à la froide raison. Supposons d'ailleurs que tout lui eût réussi : une défaite, surtout dans ces contrées éloignées et désertes, pouvait bien l'anéantir lui-même; mais une défaite analogue pouvait-elle anéantir les Russes ? L'affermissement, ou la ruine de leur empire, tenait-il au succès d'une seule journée ? Charles XII pouvait-il se flatter de cela ? Et ne savait-il pas le contraire ? Ne savait-il pas que les Russes avaient l'espace derrière eux, qu'ils pouvaient toujours se sauver en reculant, comme les anciens Scythes dont ils occupaient en partie le pays; en démantelant, derrière eux, toutes les places, chassant les bestiaux et les habitants, coupant les récoltes, ravageant tout, brûlant tout, changeant tout en désert, ruinant un ennemi vainqueur en l'attirant sur leurs pas, en l'affamant d'autant plus qu'il les poursuivait plus longtemps dans leur fuite, plus dangereuse qu'un combat ? Ainsi Charles XII avait, dans le caractère et dans la trempe d'esprit, des défauts, qui devaient infailliblement le conduire à sa perte, et qui l'y conduisirent en effet.

III.

Portrait de Pierre Ier. — Sa rivalité avec Charles XII.

Une seule chose aurait pu le sauver des conséquences de ces défauts, c'est que Pierre Ier, son principal adversaire, eût été aussi aventureux, aussi irréfléchi, aussi inconséquent que lui-même.

Mais Pierre Ier était loin de lui ressembler. Prince politique autant que guerrier, ne confiant rien au hasard, agissant toujours après mûre réflexion, étudiant les causes de ses revers pour les prévenir, et tirant de cette étude et des précautions qu'elle lui suggérait, de quoi soutenir sa confiance et relever ses affaires; ne poursuivant pas plusieurs choses à la fois, ne s'appliquant sérieusement, dans sa lutte contre Charles XII, qu'à un seul objet, à forcer, aux dépens des Suédois, les portes de la Baltique, et à s'y installer d'une manière solide et inexpugnable; augmentant de plus en plus le matériel de ses troupes, appelant sans cesse des étrangers pour former les Russes, ne perdant pas un ins-

tant, créant toujours, fondant sans cesse, rendant la Russie aussi forte, aussi bien pourvue que les Etats les mieux organisés de l'Europe, et, en sachant se borner, se donnant plus de chances de réussir, tel était Pierre-le-Grand, tout l'opposé de ce qu'était Charles XII.

A Narva, en 1700, il est vaincu avec trente-deux mille hommes par dix-huit mille Suédois que commandait Charles XII en personne. Mais il se rend compte de cette défaite. Ses troupes, il le dit lui-même dans son Journal (1), n'étaient que des recrues; les plus vieux régiments étaient ceux de Lefort, les régiments de Pétrobajenski et de Séménowski, et ils n'avaient jamais vu, pas plus que Lefort lui-même, de guerre de campagne; ils ne s'étaient pas encore essayés dans une guerre européenne. De plus, dit Lévesque (2), l'un des officiers suédois, qui étaient attachés à son service, le trahit, passa du côté de Charles XII, et apprit à ce dernier tout le plan d'attaque des Russes. Et ce ne fut pas la seule défection. Le duc de Croï, général flamand, passé au service de la Russie, et le général Allard, qu'avait

(1) *Journal de Pierre* Ier, p. 200. — (2) Lévesque, t. IV, p. 285.

envoyé Auguste II, allié de Pierre Ier, en firent autant, ne pouvant s'entendre avec les généraux russes. Enfin, ajoute l'historien suédois Geyer, les Russes eurent la neige dans les yeux, et, en combattant, ils ne savaient ce qu'ils faisaient. Cette défaite ne prouvait donc pas l'irrémédiable infériorité des Russes. D'ailleurs, c'était un premier engagement. Les Suédois, enflés de leur gloire passée et de leur renommée présente, pouvaient bien fonder là-dessus de grandes espérances; ils pouvaient bien en augurer que, sous Charles XII, ils seraient les dignes héritiers des soldats de Gustave-Adolphe et de Charles X Gustave, mais permis aux Russes, tout vaincus qu'ils étaient, de croire qu'il fallait plus que cela pour les écraser. Ils se confirmèrent davantage dans cette idée, lorsqu'ils virent Charles XII, au lieu de profiter de ce premier succès, au lieu de frapper les Russes au moment où leur organisation militaire était si loin de valoir encore celle des Suédois, quitter les champs favorables de Narva, s'en aller en Pologne contre Auguste II, qui était, pour ainsi parler, sa bête noire, et leur laisser le champ libre sur les bords de la Baltique, dont la possession était alors le seul objet de leur

ambition ; lorsqu'ils le virent, en outre, par un sentiment, déplacé, de mépris pour les Russes, ne laisser dans ces lieux que ses plus mauvaises troupes et ses généraux les moins distingués. Qu'arriva-t-il ? C'est que le général russe Tcheremetieff, en Livonie, battit les Suédois à Dorpat et à Pernau, 1702. C'est le nombre qui l'emporta, ainsi que l'attestent les propres paroles de Pierre Ier : « Grâce à Dieu, nous voici par» venus à vaincre les Suédois, *quand nous som» mes deux contre un* (1). » En soi, il n'y avait donc rien d'extraordinaire; mais c'était un avantage immense comme effet moral. Dans cette lutte contre les lieutenants de Charles XII, les Russes se regardaient comme à l'école, et ils pouvaient voir que leur application, leurs études, leurs observations n'étaient pas sans fruits. Aussi pouvaient-ils dire avec Pierre Ier : « Peut-être bat« trons-nous un jour les Suédois à nombre égal. »

Dans l'antiquité grecque, lorsque les Thébains, sous le commandement d'Epaminondas, eurent vaincu, au petit combat de Tégyre, les Spartiates, qui leur étaient si supérieurs à la

(1) *Journal de Pierre-le-Grand.*

guerre, qui étaient la terreur de la Grèce, et qu'auparavant ils n'avaient jamais osé, dit-on, regarder en face, ils espérèrent pouvoir soutenir heureusement la lutte : Tégyre fut, pour Epaminondas, le gage de Leuctres et de Mantinée. De même pour les Russes, qui, bien que très-nombreux, avaient grand peur des Suédois, et craignaient peut-être de ne pouvoir les vaincre, les combats heureux de Dorpat et de Pernau commencèrent à leur donner un peu de confiance, et semblèrent présager les glorieux vainqueurs de Pultava.

La flotte, d'un autre côté, manœuvrait aussi heureusement que l'armée. Sur le lac Ladoga et sur le lac Peipous, à la même époque, elle avait eu l'avantage sur les Suédois, pourtant mieux exercés et plus habiles. Tous ces succès simultanés avaient été, de plus, suivis de triomphes répétés, et de la reprise rapide d'une foule de villes, chose où les Russes excellaient depuis longtemps : de Wibourg, la clef de la Finlande, par Menzicoff; de Marienbourg, de Notebourg, qui commandait le cours de la Neva, et de Nientchantz, port sur la Baltique, par Tcheremetieff.

« Enfin, nous voici sur la Baltique, » s'était

écrié Pierre Ier, qui avait pris part à la prise de toutes ces places, comme capitaine de bombardiers, et qui, devant Nientchantz, avait consenti à être décoré de l'ordre de Saint-André. Et aussitôt, assemblant ses généraux, tous complétement dans ses idées, il leur déclare que c'est là qu'il veut transporter le siége de son empire. On délibère pour savoir si Nientchantz aura ce privilége; mais le conseil n'est pas de cet avis. On préfère un emplacement situé au fond du golfe de Finlande, à l'embouchure de la Néva, qui sort du lac Ladoga, lequel se relie au lac Onéga, qui lui-même, par divers cours d'eau, communique avec le Volga et, par conséquent, avec la mer Caspienne. C'est sur cet emplacement qu'on élève immédiatement la nouvelle capitale de la Russie, Saint-Pétersbourg, en 1702. Nientchantz est détruit, et ses habitants incorporés dans la nouvelle cité. Les marchands et la noblesse des provinces sont invités à venir aussi s'y établir, et, bon gré mal gré, ils s'y rendent. Dans l'île ou écueil de Ketlin, que Pierre Ier visite lui-même, au-dessous de la Néva, il fait bâtir la forteresse de Krouslot, destinée à servir de boulevard à Saint-Pétersbourg; puis il fait creuser

le port de Cronstadt, pour ouvrir une autre porte aux Européens et remplacer Nientchantz détruit. Croit-on qu'il s'arrête là? Menzicoff, bientôt après, s'empare du port de Narva et de celui d'Ivangorod, construit autrefois par Ivan III dans le même but que Saint-Pétersbourg; et Tcheremetieff, de son côté, prend la ville d'Iambourg. Dans la Livonie, l'Ingrie, la Carélie, l'Esthonie, rien ne reste à conquérir; les Suédois, Horn et Schlipenbach, ont tout perdu. Il n'est pas jusqu'à la Courlande, où les armes russes ne pénètrent et ne parviennent à chasser les Suédois (1). Pierre lui-même prend, dans cette province, Mitau sur le général Lévenhaupt. Ce qu'il y avait de particulier, c'est que Pierre Ier, malgré la dureté native de son caractère et la rudesse habituelle de ses mœurs, savait user de modération et de douceur envers les vaincus. Lévesque nous dit, qu'à la prise de Narva, deux soldats ayant voulu se livrer au pillage, il les perça de son épée, et qu'il fit mettre des gardes aux portes des églises et à celles des maisons considérables; puis, qu'il alla droit à l'hôtel-

(1) Schœll, t. XXXIV, sect. 20, 21, 22; Voltaire, *Charles XII*.

de-ville, et jeta son épée sur une table, en s'écriant : « Elle n'est pas teinte du sang des « habitants, mais de celui de mes soldats, « que j'ai versé, pour sauver les bourgeois de « Narva. » Il ne s'oublia qu'à l'égard du général Horn, qui avait été pris après une vive résistance, et qu'il frappa au visage, aussitôt qu'on le lui eut amené en sa présence.

Ailleurs, dans la ville de Mitau, dit toujours le même historien, les Russes, en entrant dans la principale église, trouvèrent les tombeaux, non-seulement dépouillés de leurs ornements, mais ouverts et violés. Les corps des anciens ducs de Courlande étaient arrachés du lieu de leur sépulture, et gisaient épars dans le caveau. Aussitôt ils craignirent qu'on ne les accusât de ce brigandage sacrilége, dont ils n'étaient que témoins. En conséquence, ils refusèrent de prendre possession du temple profané, jusqu'à ce que le colonel suédois, qui avait commandé la place, leur eût donné un certificat écrit, attestant que cette violation des tombeaux n'était que l'ouvrage des Suédois (1) : exemple significatif des

(1) Lévesque, t. V.

lois sévères, imposées à l'armée russe, et de la sagesse prévoyante de celui qui les avait portées. L'effet de cette modération, de ces précautions scrupuleuses, que prenait le Czar pour détruire l'idée que les Russes n'étaient que des barbares, était d'autant plus grand, que Charles XII ne procédait pas toujours ainsi envers les vaincus. Il recommandait à ses lieutenants, en Pologne, d'imiter, disait-il, les Impériaux, c'est-à-dire, d'extorquer de l'argent de toutes les manières et autant qu'ils pourraient. Et Dieu sait comme ces recommandations étaient ponctuellement et cruellement observées par tous ceux à qui elles étaient adressées. De plus, il rendait les Livoniens ennemis irréconciliables des Suédois, en faisant périr, dans un affreux supplice, un homme qui, par ses écrits et par ses armes, avait voulu défendre les libertés de la Livonie, le brave Patkul. Auguste II, aux abois, et voulant faire sa cour à Charles XII, le livra aux Suédois, qui le condamnèrent au supplice de la roue, et un officier suédois lui trancha la tête, pendant qu'il respirait encore. Sans doute Patkul était coupable, et Pierre Ier, lui-même, ne désapprouvait pas sa condamnation à mort; mais il eût été plus

politique d'amener adroitement Patkul à des actes, qui permissent de lui accorder un utile pardon (1).

Enfin, le moment suprême était arrivé. Charles XII, en Pologne, avait arrangé les affaires comme il l'entendait : par le traité de Alt-Ranstadt, en 1706, Auguste II, vaincu, avait renoncé à la couronne polonaise. Bien donc que son départ pût tout remettre en question, Charles XII croyait pouvoir marcher maintenant contre les Russes. Mais, d'abord, on sait dans quels lieux reculés et déserts il alla les attaquer, sur la foi et les assurances de secours du Cosaque Mazeppa, d'un homme ambitieux et léger, qui voulait se servir des Suédois pour se faire, dans l'Ukraine, une position indépendante, tout en disant qu'il n'avait en vue que de sauver les libertés des Cosaques, menacées par Pierre Ier ; d'un homme, que Charles XII, dans tous les cas, ne connaissait pas assez, pour pouvoir juger de la valeur de ses promesses, et pour lui livrer ainsi, dans une campagne décisive, l'honneur des armes suédoises et le salut d'un grand pays. Ensuite,

(1) Geyer, ch. 4 et 5, sur Charles XII, dans le livre 2.

les Russes s'étaient tellement bien formés, à l'école de leurs ennemis, que le général Menzicoff, envoyé en Pologne, en 1706, avait vaincu à la fois, à Kalisch, dans une bataille plus difficile que celles qui avaient été livrées sur la Baltique après Narva, et les Suédois et les Polonais de Stanislas. Charles XII, lui-même, eut aussi l'occasion de remarquer les progrès des Russes, dans un art, où il croyait seul exceller. Avant la grande bataille de Pultava, Theremetieff était allé à la rencontre du général Lévenhaupt, l'avait battu, et avait empêché sa jonction avec Charles XII ; de plus, sous les murs de Pultava, les Russes engagèrent contre Charles XII un petit combat, qui détourna l'attention des Suédois de ce qui se passait ailleurs, et qui permit à Golowin de faire entrer dans cette place 900 hommes bien armés. « Je vois bien, dit Charles, un peu confus de ce stratagème, je vois « bien que nous avons appris aux Russes l'art « de la guerre. » Il s'en convainquit davantage à la grande mêlée, à la mêlée décisive de Pultava, en 1709.

Au lieu des seize mille Cosaques, annoncés par Mazeppa, il n'en eut que quelques-uns, environ

quinze cents mercenaires, levés par cet ambitieux et inconséquent personnage (1) ; et Charles XII fut écrasé, perdit tout, prit la fuite, ne toucha pas, ne vit même pas ce sol de l'Asie, *dont il désirait pouvoir parler dans son pays,* et il fut fort heureux que les Turcs, rivaux alarmés des Russes, voulussent lui donner asile dans la ville de Bender, à plus de six cents lieues du littoral allemand de la Baltique. « Pultava, « écrivit aussitôt Pierre Ier à un de ses généraux, consolidera la pierre sur laquelle est bâtie Saint-Pétersbourg (2). »

(1) Schœll, t. XXXIV, sect. 22.
(2) *Journal de Pierre-le-Grand.*

CHAPITRE X.

ATTITUDE DE LOUIS XIV, APRÈS PULTAVA. — PIERRE-LE-GRAND ET LE RÉGENT. — ROBERT WALPOLE LOUE LOUIS XIV ET AVERTIT L'EUROPE.

I.

La guerre de Charles XII contre Pierre-le-Grand est regardée comme une question européenne, surtout après Pultava.

C'est surtout après la journée de Pultava, que la lutte de Charles XII contre Pierre-le-Grand prit une importance tout à fait européenne. Tant qu'il avait tenu bon, on l'avait généralement regardé comme un héros, avide de gloire, désireux d'égaler Alexandre, en écrasant celui qu'il traitait comme un nouveau Darius; et l'on n'avait guère songé, que, dans la rivalité de ces deux hommes du Nord, la sûreté des nationalités européennes, de celles qui représentaient la

vieille et la véritable Europe, fût en cause, aussi bien que l'existence de l'empire suédois. Mais, Charles XII, une fois tombé dans les champs de Pultava, toute la grandeur de l'abîme, que sa chute allait creuser pour l'Europe, apparut subitement à tous les yeux. Il n'y eut que les puissances marchandes et maritimes, qui, ayant toute leur existence, toute leur force, toute leur vie sur mer, ne se préoccupèrent point des réels dangers du continent; il n'y eut qu'elles, qui virent, avec indifférence, la route de mer, ouverte enfin aux Russes par la Baltique, et celle de terre, forcée aussi par eux, et gardée par leur créature, Auguste II, roi de Pologne. Les journalistes de Hollande, dit un contemporain, M. de Grimarest, auteur de l'excellent ouvrage, *Les campagnes de Charles XII*, étaient ceux qui publiaient avec le plus d'empressement les mauvaises nouvelles sur le compte de Charles XII, et qui les colportaient le plus, en les exagérant, en les interprétant d'une manière malicieuse, parce qu'ils étaient vendus à la Russie pour de vils intérêts commerciaux. Ce sont eux qui annoncèrent, les premiers, le désastre de Pultava, et qui ajoutèrent foi à la première nouvelle qui leur en fut donnée,

sans en attendre la confirmation (1). Quant aux Anglais, alors gouvernés par Anne Stuart, ils agissaient auprès du sultan Achmet, pour qu'il n'armât pas, en faveur de son hôte, contre Pierre-le-Grand (2).

II.

[illegible] Louis XIV [illegible] de Pierre-le-Grand.

C'est dans la France de Louis XIV, que l'écrasante défaite de Charles XII fut envisagée sous son véritable aspect et dans toute sa portée; c'est là que, malgré les désastres de la guerre pour la succession d'Espagne, on chercha le plus promptement à y porter remède. « D'abord, dit « M. de Grimarest, on ne voulut pas y croire; « et, lors que enfin on vit que tout cela ne se « trouvait malheureusement que trop vrai, ceux « qui prirent le parti de cette vérité, eurent le « déplaisir de voir presque tout le monde faire « des efforts pour la détruire, en faveur d'un « prince, qui mérite le respect et l'admiration

(1) [illegible] XII, [illegible] p. 227.
(2) Voltaire, Charles XII, p. [illegible], in-8, édit. de [illegible]

« des nations (1). » On regardait la grande famille européenne comme étant en danger, et l'on s'intéressait à tout ce que faisaient les Suédois, soit sur la Baltique, soit à Bender, comme à une affaire d'intérêt national. La situation périclitante de l'Europe, voilà ce qui inquiétait tous les esprits éclairés. « Il n'y a personne, dit « le même auteur, en apprenant une tentative « des Suédois sur Saint-Pétersbourg, il n'y a « personne, *pour peu qu'il ait connaissance des* « *intérêts de l'Europe,* qui ne voie de quelle « importance il est que le Czar *ne possède point* « *Saint-Pétersbourg* (2). » Plus tard, lorsqu'enfin les Turcs se décident à prendre les armes pour le vaincu de Pultava, le langage de M. Grimarest est encore plus expressif. « La rupture « était donc prochaine, dit-il avec satisfaction, « entre le Czar et le sultan : guerre nécessaire, « ajoute-t-il, pour soutenir un grand roi, et « *pour arrêter les progrès d'un prince,* formi- « dable par le nombre de ses forces *et par la* « *grandeur de ses desseins,* qu'il faisait aperce- « voir à *toute l'Europe* par ses démarches. »

(1) *Campagnes,* p. 241. — (2) *Ibid.*, p. 374.

En France donc, la question n'était pas seulement suédoise, elle était européenne. Avant sa guerre avec Charles XII, Pierre-le-Grand avait prié Louis XIV de comprendre la Russie dans ses relations diplomatiques, comme un véritable État européen ; et Louis XIV avait répondu par un refus, qui explique pourquoi Pierre-le-Grand, dans son premier voyage en Europe, ne passa pas, et ne put point passer par la France. Après Pultava, les mêmes demandes, renouvelées avec plus d'instances, furent encore plus mal reçues. C'est Robert Walpole qui nous apprend ce détail, peu connu, même de son temps, bien qu'il soit une révélation nouvelle sur le génie politique d'un grand roi. « Louis XIV, dit-il, refusa constamment d'en- « trer en correspondance avec Pierre-le-Grand, « ou de faire quelque traité avec lui : grande « leçon qu'il donna à l'Europe.... Les ambassa- « deurs, que le czar Pierre reçut des différentes « cours de l'Europe, lui firent connaître en « effet l'importance du rôle qu'il allait jouer..., « l'influence que pourrait avoir son existence sur « les intérêts respectifs des États européens; « c'était ouvrir une vaste carrière à son ambi-

« tion, et lui décrire le chemin par lequel il « pouvait faire pencher la balance.... Il faut « donc mettre au rang des traits de la politique « la plus éclairée cette conduite de Louis XIV..., « et, bien qu'elle soit, à ce qu'il paraît, peu con- « nue et peu sentie par les Français, puisqu'ils « n'en parlent point, elle fera toujours honneur « à la mémoire de ce roi. La postérité louera en « lui cette sage et éclairée prévoyance, qui *pé-* « *nétruit jusque dans l'obscurité de l'avenir.....* « Et, en effet, » ajoute Walpole (car cette citation fait trop bien connaître aussi la profonde perspicacité de ce grand homme d'État, pour ne pas la donner tout entière), « en effet, si « l'Europe continue à regarder d'un œil tran- « quille et indifférent la puissance russe, nous « devons nous attendre à voir la Russie *jus-* « *tifier, à notre grand désavantage, les prédic-* « *tions tacites qui motivèrent la conduite de* « *Louis XIV* (1). » Et l'on ne se borna pas, en France, à ces regrets sincères et à ce refus significatif. Louis XIV fit tout ce qu'il put pour relever les affaires de Charles XII. Il ne pouvait em-

(1) *Testament de Robert Walpole*, Amsterdam, 1767, t. II, p. 237, 238, 239.

ployer, en sa faveur, la voie des armes, qui, en ce moment même, lui était assez fatale en Espagne; mais, c'est Voltaire qui nous le dit dans son histoire du héros suédois (1), il lui envoyait de l'argent, conformément à un traité de subsides qu'il avait conclu avec lui (2); mais M. de Fériol, ambassadeur français près la Porte-Ottomane, faisait traduire, à ses frais, en turc, un mémoire, composé par Poniatowski, officier polonais de Charles XII, contre le grand-visir Chourlouli-Ali-Pacha, qui n'était pas favorable aux Suédois (3); mais le même M. de Fériol, de concert avec un nouveau grand-visir, appelé Couprouli, fit offrir à Charles XII des vaisseaux français, qui se trouvaient à Constantinople, et qui l'auraient transporté à Marseille, d'où, à travers la France qui eût été enthousiasmée de le voir, on l'aurait reconduit au sein de ses États, pour les défendre (4); mais enfin, quand Charles XII, espérant toujours une levée de boucliers parmi les Turcs, eut refusé cette offre, le nouvel ambassadeur français, le comte Desalleurs, et

(1) Voltaire, *Charles XII*, p.237.
(2) Flassan, *Histoire de la diplomatie française*, t. IV, p. 447.
(3) Voltaire, *Ibid.*, p. 243 — (4) *Ibid.*, p. 244.

puis M. de Bonac, ne cessèrent de patroner ce prince auprès du Grand-Seigneur, pour lui procurer ce qu'il désirait, une rupture entre les Turcs et les Russes.

III.

Conduite des autres puissances. — Traité du Pruth.

Cette rupture, à laquelle travaillait aussi, dans l'intérêt de Stanislas Leczinski, l'habile agent de Charles XII, Poniatowski, eut lieu en 1710. Pierre-le-Grand, complétement battu près du Pruth, qu'il avait eu l'imprudence de passer, sur l'avis du prince grec Cantemir, et enfermé derrière cette rivière par une armée de cent cinquante mille Turcs et de quarante mille Tartares, put s'écrier avec raison : « Me voilà, pour le moins, aussi mal que mon frère Charles l'était à Pultava (1). » Mais, au lieu de prendre le Czar et de le traîner captif à Constantinople, comme il le pouvait, le nouveau grand-visir, Mahomet Baltagi, se laissa gagner par un pré-

(1) Voltaire, p. 269.

de la valeur de 200,000 roubles, que lui fit accepter une femme habile, Catherine, épouse de Pierre Ier ; et il engagea le sultan Achmet à traiter de la paix, moyennant la seule reddition du port d'Azoff. Mais ce changement fâcheux dans les dispositions du gouvernement turc, n'était pas uniquement le fruit des intrigues de l'adroite Catherine ; « ces liaisons qu'on prenait à Constantinople avec le Czar, dit Voltaire, étaient aussi le fruit de la médiation *des ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande....* Le ministre de l'empereur allemand, ajoute-t-il quelques lignes plus bas, était aussi de la partie ; et, tous ensemble, ils traversaient les négociations et les efforts du comte Desalleurs (1). » Il n'y eut pas jusqu'au Saint-Siége, qui, flatté par d'adroits négociateurs dans ses antiques prétentions à la suprématie sur les têtes couronnées, ne consentit à délier les Polonais de leur serment de fidélité envers Stanislas-Leczinski, à relever même Auguste II de la renonciation qu'il avait faite solennellement, par le traité d'Alt-Ranstadt, au trône de

(1) Voltaire, p. [illegible]

Pologne, et ne se déclarât par conséquent en faveur du Czar. Aussi, le traité du Pruth fut-il conclu avec Pierre-le-Grand en 1711 ; aussi, le laissa-t-on sortir libre de ces Fourches-Caudines de la Russie, moyennant le sacrifice d'Azoff, et la fermeture de la mer Noire aux Russes. « Charles XII, à cette nouvelle, alla droit à la tente du grand-visir : « Pourquoi ,
« lui dit-il avec un visage enflammé de colère,
« as-tu conclu un tel traité ? — J'ai le droit, ré-
« pondit le grand-visir, d'un air calme, de faire
« la guerre et la paix. — Mais, reprit le roi ,
« n'avais-tu pas toute l'armée moscovite en ton
« pouvoir ? — Notre loi nous ordonne, repartit ,
« avec la même désespérante gravité, le visir,
« de donner la paix à tous nos ennemis, quand
« ils implorent notre miséricorde. — Et t'or-
« donne-t-elle, insista le roi, de faire un mau-
« vais traité, quand tu peux imposer telles lois
« que tu veux? Ne dépendait-il pas de toi d'a-
« mener le Czar prisonnier à Constantinople?
« — Et qui gouvernerait son empire en son
« absence? dit sèchement et ironiquement le

(1) Voltaire, *ibid.*

Turc, poussé à bout. Il ne faut pas que tous les rois *soient hors de chez eux.* » Charles XII répliqua par un sourire d'indignation : il se jeta sur un sopha, et regardant le visir, d'un air plein de colère et de mépris, il étendit sa jambe vers lui, et embarrassant exprès son éperon dans la robe du Turc, il la lui déchira, se releva sur-le-champ, remonta à cheval, et retourna à Bender, le désespoir dans le cœur [1]. » Voilà tout ce que produisit cette rupture tant désirée, et sur laquelle reposaient tant d'espérances de salut et de prospérité.

Pour comble de malheur, tous ceux qui, en Europe, étaient jaloux de la prépondérance de la Suède dans le Nord, les Danois, les Prussiens, les Mecklembourgeois, les Hanovriens, les Russes, semblaient s'être donné le mot pour se précipiter, à l'envi les uns des autres, sur ses nombreuses possessions, surtout pour renverser Stralsund, qui en était le boulevard dans la Teutschland. C'est en vain que Charles XII, accompagné de son fidèle During, accourut,

1 Voltaire, [illegible]

déguisé, à travers toute l'Allemagne, et se jeta soudain, pendant la nuit, en novembre 1714, dans la ville assiégée : ce fut un coup de foudre pour les assiégeants ; mais néanmoins il ne put sauver la place. C'est en vain aussi que Louis XIV, son ami, se débarrassa de la guerre d'Espagne par les traités d'Utrecht, de Radstadt et de Bade, 1713 à 1714, et qu'il eut, ainsi, plus de liberté d'action et d'esprit pour la question suédoise : une prompte mort, en 1715, priva Charles XII de l'influence puissante, sinon des secours réels, d'un roi, qui restait toujours fidèle à ses alliés, heureux ou malheureux.

IV.

Le Régent et Pierre-le-Grand.

Pour couronner tous ces contre-temps, le régent, qui gouverna la France pendant la trop longue minorité de Louis XV, changea toute la politique extérieure de Louis XIV, à l'égard de l'Angleterre, de l'Espagne, de la Prusse, de la Suède, et même à l'égard de la Russie, qui pour-

tant pouvait alors bien peu pour la réalisation de ses prétentions éventuelles à la couronne de France. Louis XIV avait fermé au Czar les portes de la France; le régent les lui ouvrit à deux battants en 1717. Louis XIV avait refusé de correspondre d'une manière quelconque avec le Czar; le régent le reçut et le fêta à Paris, à Versailles. Louis XIV n'avait jamais voulu conclure de traité avec le Czar; le régent signa avec lui un traité de commerce (1). Louis XIV avait soutenu, de son crédit et de son argent, les Suédois et leur héroïque roi; le régent promit au Czar que, le traité de subsides, fait avec la Suède, une fois expiré, il ne le renouvellerait point; il fit plus: il lui garantit d'avance toutes les conquêtes, faites par les Russes sur Charles XII, et que la future paix pouvait leur assurer: le Czar, en revanche, ne venait-il pas, du fond de la Russie, prendre, sous la garantie des Barbares du Nord, les stipulations des traités de Bade et d'Utrecht, concernant un prince français? ne venait-il pas garantir, au cas échéant, les droits et les espérances du régent?

(1) Flassan, t. IV, p. 447

Enfin Louis XIV s'était gardé sans cesse d'envoyer un ambassadeur à Saint-Pétersbourg; le régent y envoya M. de Campredon. Il alla même jusqu'à souffrir que le Czar outrageât impunément, par son impolitesse, la majesté grave d'une noble dame, que Louis XIV avait aimée et épousée; qui vivait alors retirée chez ses Filles de Saint-Cyr; qui, après tout, valait bien Catherine Ire, l'ancienne esclave d'Esthonie, mais qui, aux yeux de Pierre Ier, avait le tort de représenter l'odieux système d'exclusion d'un monarque, qui avait trop bien su le pénétrer.... La France, sous le régent, ou plutôt le régent seul, malgré les sympathies constantes de la France, fit donc défaut à Charles XII; et, dès lors, tout lui manqua.

Le baron de Gœrtz, ministre, fort entreprenant, du roi de Suède, essaya bien de compenser cette défection irréparable par une ligue avec le fameux Alberoni, ministre du premier Bourbon d'Espagne, avec un homme aussi hardi qu'il pouvait l'être lui-même; mais tout cela ne servit de rien. Les Suédois, d'ailleurs, étaient las de la guerre, et leur pays était épuisé d'hommes autant que d'argent : ils tuèrent eux-mêmes, assure

Geijer, un historien suédois (1), leur trop obstiné héros, ce roi *tête-de-fer*, comme l'avaient surnommé les Turcs à Bender; ils le tuèrent, en 1718, au siège de la ville norvégienne de Frédérickshall, que Charles XII voulait enlever aux Danois, et lorsqu'il n'avait que trente-six ans, l'âge environ où avaient péri ses glorieux prédécesseurs, Gustave-Adolphe et Charles X Gustave! C'était une fatalité : les plus grands rois de Suède, de l'illustre, quoiqu'ambitieuse, maison de Vasa, si l'on excepte son fondateur, mouraient tous jeunes, sans pouvoir ni rien finir ni rien réparer. Les Czars de Russie, au contraire, non moins ambitieux, vivaient leur vie d'homme : l'avenir, du moins dans l'Europe du Nord, semblait devoir infailliblement leur appartenir. Pendant que Charles XII tombait, à dix heures du soir, frappé d'un coup de pistolet, Pierre I[er] revenait tranquillement d'une promenade politique dans toutes les cours de l'Europe, et il rentrait en Russie, non pour proposer la paix, mais pour l'imposer, comme il la voulait, à l'aide de nouveaux succès. Il avait encore, disait-il, assez

(1) Geijer, Hist. de Suède, p. [illegible]

d'argent pour continuer la guerre pendant [illegible] ans, sans être obligé d'emprunter (1).

V.

Les trois traités de Stockolm.

Que pouvait faire la Suède contre un tel ennemi, surtout n'ayant plus à son service l'épée de Charles XII, cette épée, aventureuse sans doute, mais assez jeune encore pour devenir prudente? Ulrique-Éléonore, sa sœur et reine de Suède, après lui, suivant le conseil de M. de Campredon, ne trouva rien de mieux à faire que de diviser ses ennemis, de traiter séparément avec chacun d'eux et de les détacher des Russes, qui pouvaient ainsi devenir plus traitables. C'est pour cela, qu'en 1719, elle céda, à perpétuité, par la première paix de Stockolm, au roi d'Angleterre, George Ier, en sa qualité d'électeur de Brunswick-Lunebourg, ou de Hanovre, les duchés de Brême et de Verden, au même titre qu'ils avaient été adjugés à la Suède par le

(1) M. de Ségur, *Histoire de Russie et de Pierre Ier*.

traité de Westphalie, c'est-à-dire, avec voix à la diète germanique pour les intérêts de ces duchés. C'est pour cela qu'en février 1720, un mois après l'abdication d'Ulrique-Eléonore, le roi Frédéric de Hesse-Cassel, son époux et son successeur, accorda à la Prusse, par le second traité de Stockolm, Stettin, avec le district entre l'Oder et la Peene, l'île de Wollin, l'île d'Usedom, l'embouchure de la Swine et du Dniepenau, le Frisch-Haff, et l'Oder, jusqu'à l'endroit où il tombe dans la Peene, le tout au même titre également que spécifiait le traité de Westphalie. Les seules conditions imposées soit à l'Angleterre, soit à la Prusse, dans chacun de ces traités, c'est qu'aucune de ces puissances n'assisterait le Czar dans ses démêlés avec la Suède. C'est pour cela enfin, que, par la troisième paix de Stockolm (1), au mois de juin de la même année, 1720, la Suède renonça à protéger, à l'avenir, le duc de Holstein-Gottorp, auquel elle voulait procurer tout le Sleswick : elle renonça aussi à détacher le Sleswick de la couronne du Danemark. Et moyennant ces renonciations, les cours de

(1) Tous ces traités dans Schœll, sect. 20, l. 7, t. XXXIV.

Versailles et de Londres, qui étaient médiatrices, lui firent rendre, par le Danemark, la Poméranie, jusqu'à la rivière de la Peene, la ville de Stralsund, l'île et la principauté de Rügen, la ville de Marstrand dans le gouvernement de Bohus en Suède, et Wismar; mais elles ne purent lui conserver la franchise des droits du Sund et des Belts. Le Danemark renonça aussi à ses prétentions sur la Scanie. Voilà tout ce que la Suède conservait de ses riches possessions en Allemagne.

VI.

Traité de Nystœdt, 1721.

Du moins, le but qu'elle poursuivait par ces sacrifices partiels, et qui consistait à rendre les Russes plus traitables pour la Livonie et les autres provinces slaves de la Baltique, ce but, put-elle l'atteindre? Point du tout. Les Russes, quoique seuls à faire la guerre, furent plus terribles que jamais, et sur mer aussi bien que sur terre. Ils firent une descente en Suède, sous l'a-

miral Apraxin, prirent Norkœping, Nikœping, battirent les Suédois près de Stockolm, et si l'on veut adopter la commutation de Lévesque qui résume tous leurs ravages, de préférence à celle de Schærll, qui les expose en détail, ils rasèrent 8 villes, 1,361 villages, 141 maisons nobles, 43 moulins, 2 mines de cuivre, 14 usines, 16 magasins, tuèrent [illegible] bestiaux, brûlèrent une forêt, qui avait 8[illegible] lieues d'étendue, pour détruire les mines de cuivre et de fer qu'on y exploitait, et jetèrent à la mer 80,000 barres de fer. C'était une guerre d'extermination : c'était toute la richesse de la Suède, qui s'en allait dans les flammes ou dans les flots. Un congrès se réunit enfin à Nystadt en 1721, sous la médiation de la France, la seule puissance dont la Russie, irritée contre ses anciens alliés, qui l'avaient abandonnée, voulut accepter les bons offices.

Mais, pendant les délibérations de ce congrès, les Russes se battaient toujours, afin de faire accepter par force leurs propositions. « Les soldats russes, voilà mes plénipotentiaires, » répétait Pierre Ier. En effet, il fallut en passer par tout ce qu'il voulut, quelque intérêt que M. de Campredon, au nom du régent, témoignât, mais un

peu tard, à la Suède aux abois. Par la paix de Nystœdt, le 11 septembre 1721, due à l'habileté du baron d'Ostermann, qui jeta l'argent à pleines mains, la Russie obtint définitivement la Livonie, l'Esthonie, l'Ingrie, une partie de la Carélie, le district et la ville de Wibourg en Finlande, avec les iles d'OEsel, Dago, Moen, et toutes celles qui se trouvaient le long de la côte, depuis la frontière de Courlande jusqu'à Wiborg. Pour toute compensation, les Suédois recouvraient le reste de la Finlande, et ils se réservaient la permission de faire acheter des grains à Riga, Rével, Arensbourg, sans payer aucun droit, et cela, en tout temps, excepté dans les années de disette, où la Russie serait obligée d'interdire absolument l'exportation des céréales. Il y eut amnistie entière pour les sujets respectifs de Frédéric de Suède et du czar Pierre. On n'excepta que les Cosaques qui avaient pu passer au service des Suédois, parce que Pierre Ier voulait saisir cette occasion pour les frapper, pour détruire leur existence trop libre et trop indépendante. Pierre Ier ne pouvait avoir oublié la conduite de Mazeppa. Enfin le roi de Pologne, Auguste II, fut compris dans la paix, et le traité d'Oliva, con-

ı autrefois entre la Pologne et la Suède, fut re-
s en complete vigueur.
C'en etait donc fait : l'empire suédois s'en était
· presque tout entier, pièce à piece : toutes
puissances du Nord s'en étaient enrichies ;
is la Russie, par la conquête des provinces
ritimes, qui étaient le grenier du Nord, avait
plus belle part. Avec ce lot, elle allait dominer
is le Nord à la place de la Suede, en même
aps que, installée enfin, et solidement, sur la
ltique, elle allait porter des regards plus as-
rés et plus fermes sur l'Occident, elle allait
avoir se mêler toujours à la politique euro-
enne, en attendant de la régler à son tour, et
la placer, elle aussi, sous sa fatale domina-
n.

CHAPITRE XI.

PIERRE-LE-GRAND EN FACE DE L'EUROPE, QUAND IL S'EST OUVERT LA BALTIQUE.

I.

Vues de Pierre-le-Grand sur l'Europe.

Nul doute que Pierre-le-Grand, aussi bien que lès Czars du xvie siècle, dont nous avons fait connaître la vaste ambition, ne rêvât pour son pays non-seulement la conquête de Constantinople, mais la conquête même de l'Europe. « Intervenez à tout prix, dit-il, dans ses instruc-« tions à ses successeurs, dans les querelles de « l'Europe; mettez aux prises la France et l'Au-« triche; flattez l'Angleterre, qui se laisse faci-« lement gagner par des avantages commer-« ciaux, et profitez de ces divisions, d'une part, « de cette neutralité intéressée, de l'autre, pour

« pouvait envahir (1). » Nous avons entendu d'ailleurs M. de Grimarest et Robert Walpole, l'un en France, l'autre en Angleterre, se faire les organes des craintes fondées de l'Europe. Les tendances de ses prédécesseurs étaient donc les siennes; elles prenaient même sous lui une constance, une forme systématique, qu'elles n'avaient pas eue au même degré jusqu'alors, et qui provenait de la connaissance plus exacte que Pierre Ier avait acquise, par lui-même, de l'état religieux et politique de l'Europe. Mais, quels que fussent les côtés faibles de l'Europe, sous ce double rapport, il avait le coup d'œil trop sûr et trop juste, il était trop convaincu de la supériorité stratégique et maritime des Européens sur les Russes, et de la force de plusieurs États, surtout de la France de Louis XIV, pour croire, comme l'extravagant Ivan IV s'en était flatté pour lui-même, qu'une telle conquête pouvait s'effectuer de son vivant. Il pensait, au contraire, que la vie d'un homme était loin de suffire pour l'opérer, et qu'elle ne pouvait avoir lieu

1 Esneaux, *Hist. phil. de la Russie* t. V, et *Écho français*, n° de janvier 1844, pour le testament de Pierre-le-Grand.



qu'avec le temps, et peu à peu, par les progrès incessants des Russes sur la Baltique, au nord, sur la mer Noire, au sud, et du côté de la Pologne, au centre. Quant à lui, dans la question européenne, il ne se croyait destiné qu'à opérer quatre choses : 1° à achever la transformation de la Russie en un État européen sous le rapport des sciences, des mœurs de société et des arts, comme sous le rapport militaire; 2° à procurer, par ce moyen, à la Russie le droit de bourgeoisie européenne; 3° à assurer pour toujours les rapports de la Russie avec l'Europe par des conquêtes territoriales sur la Baltique; 4° enfin, à établir solidement l'influence de la Russie en Europe, et particulièrement en Allemagne, comme moyen de faciliter ses envahissements ultérieurs, et de préparer son universelle domination.

II.

Son œuvre de civilisateur.

Pour achever cette métamorphose désirable de la Russie, il ne suffisait pas d'ordonner aux

personnes laïques de se couper la barbe, sauf à payer, les paysans, un kopeck par tête, à l'entrée des villes, et les autres, un droit annuel de 100 roubles; ce n'était pas assez que d'imposer à toutes les classes, excepté toujours aux ecclésiastiques, le costume européen, l'habit allemand ou français; de vouloir que chaque femme, en costume européen, pût fréquenter la société, au lieu de ne paraître que pour verser l'eau-de-vie aux convives, quand il plaisait au mari de leur faire cet honneur; ce n'était pas assez que d'introduire en Russie les réunions ou salons, à la manière des Européens, de permettre à tout homme de distinction, soit *maître ouvrier*, soit *constructeurs de navires*, d'y aller de quatre heures à dix heures du soir, avec sa femme; d'exiger qu'on saluât en entrant et en sortant, sous peine de vider d'un trait le grand-aigle ou gros bocal d'eau-de-vie; d'instituer, en Russie, les cafés, où, comme en Europe, on se livrait aux excès du tabac et de la boisson (1); enfin, ce n'était pas assez d'avoir introduit le calendrier grégorien prenant l'année au 1er janvier, à la place du calendrier grec,

(1) M. de Ségur, *La Russie et Pierre-le-Grand*, etc. [illegible] et suiv.





qui la commençait au mois de mars : tous ces changements étaient extérieurs ; l'écorce seule était changée ; le fond restait russe, c'est-à-dire, barbare.

III.

Voyages, et éducation à l'Européenne.

Il fallait des réformes, qui agissent davantage sur les mœurs, qui amenassent peu à peu, chez les Russes, d'autres idées, une manière de voir et de penser différente, qui changeassent, en un mot, l'homme tout entier. Or, le czar Pierre ne pouvait arriver à ce but que par deux moyens, par les voyages et par l'éducation. Il n'en négligea aucun, et il les employa, pour ses sujets, avec autant de persévérance et de soin que pour lui-même. On sait que, dans son premier voyage en Europe, il avait une suite de deux cents personnes ; qu'avant de partir, il engagea Tcheremetieff à voyager en Italie avec plusieurs jeunes gens des meilleures familles ; qu'enfin, il faisait constamment voyager en Europe sa jeune noblesse, et que les voyageurs, qui re-



vent en Russie, plus éclairés, plus dépouillés
préjugés nationaux, plus européens, tels que
mia, Dolgorouky, il allait lui-même à leur
contre, les faisait monter à côté de lui dans
voiture, et les introduisait, en triomphe, dans
capitale de la Russie. Avant lui, il était dé-
fendu aux Russes de quitter la Russie, sous peine
de mort; il abrogea cette loi, contraire à ses
vues, et jamais on ne rencontra plus de Russes,
voyageurs, par tous les États de l'Europe, que
sous son règne. Il ne s'occupa pas avec moins de
sollicitude de l'éducation. Outre l'école des Ca-
dets de marine, dont nous avons parlé, il aug-
menta le nombre des écoles de langue latine, et
créa bon nombre d'écoles de langue allemande
ou française (1). Et pour forcer les classes aisées
à les fréquenter, il déclara que tout héritier de
nobles de bien serait tenu d'étudier sa
langue, ou, en place de sa langue, quelque lan-
gue ancienne ou étrangère, sous peine de per-
dre son héritage. Parmi les langues étrangères,
l'allemand était la plus recommandée, parce que
la Russie, sous Pierre-le-Grand, avait surtout

(1) Journal de Pierre Ier, p. 11

des rapports avec l'empire d'Allemagne. A ces écoles élémentaires, il faut ajouter un collége pour les sciences exactes, espèce d'école préparatoire, et une école d'anatomie, de médecine et de pharmacie. Les professeurs, dans ces diverses écoles, étaient allemands, anglais ou français; et c'était un moyen de plus d'introduire en Russie les idées européennes. Dans les grandes familles, on recherchait aussi, sur son invitation, les instituteurs étrangers; on le faisait également sur son exemple, car son fils Alexis, qui était né de son mariage avec Eudoxie, qu'il répudia, dans la suite, pour épouser une pauvre prisonnière de guerre, une pauvre esclave d'Esthonie, celle qui fut Catherine Ire, n'était entouré que de maîtres étrangers, dont le principal était l'Anglais Romain Bruce. Les livres élémentaires, que l'on suivait dans ces écoles, avaient été composés aussi par des étrangers, à qui le czar Pierre en avait donné commission. Le savant Elie Kopiewitz, Lithuanien, né grec schismatique, et devenu luthérien, avait été chargé, malgré les idées luthériennes qu'il avait embrassées, d'en composer une première collection; la seconde avait été faite par un autre luthérien, Ernest

Glück, de Livonie, que le czar Pierre appela même à Moscou, et, où, sans s'inquiéter du mécontentement du clergé moscovite, il le mit à la tête d'une école communale, dans cette importante cité (1). Tout lui était bon en effet, pour instruire les jeunes Russes, pourvu qu'on fût Européen, ou qu'on eût les idées européennes. Sur la demande de l'empereur Joseph Ier, il accorda aux catholiques romains, dans toute l'étendue de son empire, le libre exercice de leur culte, et la permission de bâtir, à Moscou, une église en pierre, à la place de l'église en bois qu'ils y possédaient; il fit plus, il admit les jésuites dans ses États, et ils purent fonder, en 1690, une école à Moscou même, où les jeunes enfants de famille noble furent élevés. Le patriarche de Moscou, alors appelé Adrien, était furieux. « Vous êtes jaloux de ces bons Pères, lui dit sé« vèrement le czar Pierre, ainsi qu'à une foule « d'évêques russes, assemblés à Moscou; vous « en êtes jaloux, parce que, dans votre igno« rance profonde, vous autres, tant que vous

(1) [illegible], par [illegible], avec [illegible] de M. [illegible], t. I. Note du trad.

« êtes, vous ne savez pas enseigner ma jeunesse. » Et il alla même jusqu'à ajouter, pour répondre à leur plus grande objection : « Eh bien, si ma « jeune noblesse veut embrasser la religion ca« tholique romaine, tant mieux pour elle, je « m'en réjouirai (1). »

Les jésuites restèrent donc à Moscou, et plus tard, quand Saint-Pétersbourg fut fondé, en 1702, ils eurent l'autorisation de s'établir et d'ouvrir de nouvelles écoles, à l'instar de leurs écoles d'Europe, dans cette nouvelle capitale. Un autre moyen, dont se servit Pierre I[er] pour déraciner en Russie tous les vieux préjugés nationaux et y répandre les lumières européennes, c'est l'imprimerie. Jusqu'à lui, dit l'historien Lévesque (2) avec un peu d'exagération, toutefois, provenant de ses opinions philosophiques et anticléricales, jusqu'à lui on n'avait imprimé à Moscou que le calendrier, pour les fêtes mobiles et pour l'indication des saints, fêtés dans l'Église grecque. L'imprimerie même, autrefois établie par Ivan IV, était tout à fait tombée. Le savant luthérien, dont nous avons parlé, Élie Ko-

(1) Même ouvrage, t. I. — (2) Lévesque, t. V.

graveurs, appelé à Moscou, y organisa des presses nouvelles, et meilleures que celles qui s'y trouvaient : et dès lors, au lieu d'imprimer seulement des calendriers, l'imprimerie de Moscou produisit des livres de toutes sortes (1), mais tous d'une utilité pratique, le czar Pierre Ier n'en aimant pas d'autres (2). C'étaient des ouvrages sur le génie, sur l'artillerie, sur la mécanique, sur l'histoire, etc. Parmi les ouvrages d'histoire, on remarquait l'*Introduction à l'Histoire universelle de Puffendorff*, qui alors faisait beaucoup de bruit en Europe. Il l'avait fait traduire par un moine, instruit, de ses États, et ayant su que le traducteur avait retranché le passage où Puffendorff peint l'ignorance et la grossièreté des Russes, il voulut qu'on rétablît le passage omis : il était bien aise que ses sujets en voyant le jugement que les Européens portaient sur eux, rougissent de l'ignorance où ils étaient plongés, et qu'ils se disposassent par là à changer l'opinion de l'Europe. Lui-même il traduisit, mais seulement pour son usage et sans les faire imprimer, le *Traité d'architecture* de Leclerc, l'*Art de con-*

[1] [illegible], t. XXXV, p. 16[illegible]. — [2] *Journal*, p. 1[illegible], ann. 1[illegible].

struire des écluses et des moulins, de Sturm, et l'*Art du tourneur*, son occupation favorite, de Plumiers (1). Pour donner à la jeunesse studieuse des matériaux à consulter, il fonda la bibliothèque impériale, un cabinet de médailles, un cabinet d'anatomie, un jardin des plantes, un observatoire et une galerie de tableaux, sur le modèle des établissements de ce genre, qu'il avait admirés à Paris, dans son second voyage. Toutes ces créations furent couronnées par une fondation non moins importante, et qui devait instituer en Russie, comme en France, un sénat de la science, je veux dire l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg, qu'il établit en 1724, après son voyage de Paris. Tout ce qui se rapportait aux sciences intéressait plus particulièrement le Czar; les études purement littéraires lui paraissaient futiles : ce n'est pas la beauté idéale qu'il cherchait, c'est la beauté de l'application; c'est, nous l'avons déjà dit, la vérité pratique.

(1) Lévesque, t. V, Schœll, t. XXXV. *Voir* aussi M. de Ségur.

IV.

Instruction répandue parmi les femmes.

Notons enfin qu'il ne négligeait pas de répandre l'instruction parmi les femmes de la société, et que, pour cela, comme pour tout le reste, il prêchait d'exemple. Ses filles Élisabeth et Anne, qu'il avai t eues de Cathérine, avaient, étudié sous des maîtres européens avec le plus grand soin.

« Que vous êtes heureuses, leur disait souvent le czar Pierre en visitant leurs travaux, « et que j'envie votre éducation! oui, je donne- « rais l'un de mes doigts pour en avoir reçu une « pareille! »

Il paraît qu'Anne surtout(1), qui était l'aînée et qui avait été formée, la première, par une mère intelligente, d'un esprit ferme et élevé, et tout à fait dans les idées larges et avancées de Pierre Ier, était spirituelle, gracieuse, pleine de distinction; on disait même que, par ces qualités, autant

(1) M. de Ségur, p. 514.

que par sa beauté, et par sa taille, aussi majestueuse que celle de son père, elle n'eût pas été déplacée dans les salons les plus brillants de la société parisienne. La princesse Natalie, leur jeune tante, leur donnait l'exemple de l'étude, du goût, de l'émulation. C'est elle qui composa la première pièce du théâtre russe (1).

V.

Les couvents deviennent des hôpitaux civils et militaires.

Dans un autre ordre de faits et d'idées, le czar Pierre calquait aussi la Russie sur l'Europe et imitait les institutions européennes, tout en les modifiant selon son génie propre et ses réflexions personnelles. Il avait admiré à Paris l'Hôtel-des-Invalides, cette royale retraite, offerte aux soldats infirmes par le grand roi de l'Occident, son contemporain et aussi son modèle. Il voulut doter la Russie d'une fondation semblable.

Mais il n'institua pas d'hôtel général des In-

(1) Lévesque, t. V.

-valides : c'est dans les couvents d'hommes qu'il chercha un asile pour eux; chaque couvent, à cet égard, devint un hôtel des invalides (1). C'était son principe, et les entretiens qu'il avait eus à Paris avec la société du régent, avec les esprits forts, avec les philosophes du temps dont le régent était le chef, l'y avaient confirmé, c'était, dis-je, son principe qu'il fallait que les religieux et les religieuses se rendissent utiles à la société, autrement que par une oisive contemplation et par le secours très-indirect de la prière. Aussi, après son retour de Paris, il ordonna que les moines, sous la conduite de leur archimandrite ou supérieur, se consacreraient au service des vieillards infirmes et des enfants; que les religieuses en feraient autant pour les femmes, et que, par conséquent, pour laisser dans les couvents assez de place pour les infirmes des deux sexes, les archimandrites ne recevraient qu'un certain nombre de novices, déterminé par la loi. Enfin il voulut que les moines, qui seraient sans occupation, cultivassent eux-mêmes les terres des couvents, et que les religieuses, également

(1) M. de Ségur, *ibid.*

inoccupées, filassent pour les manufactures ou se livrassent à d'autres ouvrages utiles. Ces mesures, qu'il est permis d'approuver, si l'on veut, étaient fort du goût du parti avancé et philosophique, qui se formait alors à Paris, et était un habile et précoce hommage, rendu par le souverain d'une nation, à peine sortie de la barbarie, à l'esprit réformateur du XVIII[e] siècle.

VI.

Admiration du Czar pour toutes les illustrations européennes.

Comment après cela l'Europe aurait-elle refusé d'admettre dans sa société, un État, qui mettait tant d'empressement et de bonne volonté à la copier en tout et pour tout? Outre ces établissements, et ces réformes, puisées à une source européenne, le glorieux représentant de cet État ne témoignait-il pas son admiration pour toutes les illustrations, passées et présentes, de l'Europe? En 1712, obligé d'aller aux eaux de Carlsbade, pour sa santé, il avait voulu voir, à Wittenberg, le tombeau de Luther et la chambre

qu'il avait habitée (1). L'Allemagne protestante, comme on le pense bien, n'avait pas été insensible à cette attention, à cette marque d'estime pour le génie terrible de son grand réformateur.

Un disciple de Luther, mais l'un de ceux qui, par suite de ses relations avec Bossuet, s'était rapproché le plus du catholicisme, Leibnitz, la plus forte tête philosophique de l'Allemagne à cette époque, était honoré des bienfaits du Czar. Il en recevait une pension et des titres de noblesse, et Pierre entretenait une correspondance suivie avec lui. En France, il avait témoigné son admiration pour le génie politique de Richelieu; et à la vue de son mausolée, qu'on lui montra dans l'église de la Sorbonne, « Grand « homme, s'écria-t-il en embrassant sa statue, « si j'avais vécu de ton temps, je t'eusse donné « la moitié de mes États, pour apprendre de toi « à gouverner l'autre ; » puis il avait visité tous les savants, soit individuellement, soit réunis en corps; il avait surtout visité l'Académie des sciences, où il corrigea, de ses propres mains, une carte de la Russie et une autre de la mer

(1) Lévesque, t. IV, p. 409.

Caspienne; il envoya lui-même plus tard de Russie une carte très-exacte de cette mer, exécutée sous sa direction (1); enfin il avait accepté de dîner chez le duc d'Antin, ministre des arts, et alors si connu, en Europe, par son goût exquis pour les beaux-arts, et sa magnificence envers ceux qui les cultivaient avec succès ou qui annonçaient du talent. Il n'y avait donc pas une célébrité en Europe, que le czar Pierre n'eût vue, entendue, souvent entretenue lui-même, et parfois attachée à sa personne. Aussi, quand il fit son second voyage en Europe, tous les souverains, dont il traversa les États, le traitèrent de frère et le reconnurent pour un prince européen, aussi bien qu'eux-mêmes. C'est surtout à Paris que, par les soins du régent et par suite d'une curiosité assez naturelle, on se piqua de le bien recevoir. A la fin du repas avec le duc d'Antin, Pierre Ier reçut des mains de ce seigneur son portrait, qui venait d'être à l'instant exécuté. A la Monnaie des médailles, une pièce, qu'on venait de frapper sous ses yeux, roula à ses pieds : c'était lui-même, représenté sous la forme d'une

(1) Lévesque, t. V.

renommée, posant son pied sur un globe, et avec cet exergue : *Vires acquirit eundo*, Plus il va, plus il grandit. Enfin, pour mettre le sceau à cette naturalisation européenne, Paris, la ville la plus européenne du monde, le reçut, en 1717, de l'Académie des sciences (1). — On dit pourtant qu'à Paris, on vit, dans le Czar, un homme extraordinaire, mais que « *le grand homme échappa* (2). »

On le voit, Pierre-le-Grand avait atteint son but, et la courtoisie, un peu vaniteuse, d'un peuple enthousiaste, dont souvent il relevait lui-même la légèreté, l'avait admirablement servi : la Russie faisait définitivement partie de la société européenne. Nous allons voir si son influence politique marchait de pair avec cette sorte de naturalisation.

(1) Lévesque, t. V.
(2) Expressions de Lemontey, *Hist. de la régence*, ch. 4. t. I.

——ooo——

CHAPITRE XII.

INFLUENCE DE LA RUSSIE EN EUROPE, ET SPÉCIALEMENT EN ALLEMAGNE, SOUS PIERRE-LE-GRAND.

I.

Conditions de l'influence politique d'un État.

Ce n'est pas à son degré, plus ou moins grand, de culture intellectuelle et morale, ou bien à sa civilisation, qu'est précisément attachée l'influence politique d'un État; ce sont les armes, la richesse, c'est une imposante étendue de pays, jointe à sa situation géographique et à la bonne organisation de son gouvernement; c'est la force matérielle, en un mot, qui, le plus souvent, en décide. Le monde, sous ce rapport, est soumis à la loi, non du plus noble, du plus distingué, mais du plus fort. Toujours, dans l'antiquité grecque, la cité de Périclès l'emporta sur les autres États de la Grèce en lumières, en élégance, en civilisation;

et toujours au contraire la cité de Lycurgue, au milieu de l'émulation générale des peuples grecs pour les arts de l'esprit, resta rebelle à tout mouvement intellectuel, et fut une cité barbare parmi tant d'États civilisés. Pourtant, c'est ordinairement la république de Sparte, qui, dans la Grèce, exerça la prépondérance politique, et qui pesa dans la balance presque toujours plus qu'Athènes.

Chez les peuples modernes, si on les prend au moyen âge, qui fut plus éclairé que les principautés et les républiques italiennes? Il y avait certainement plus de lumières, des mœurs plus policées, un plus grand mouvement d'idées, plus de civilisation enfin, dans la plus petite ville de l'Italie que dans le plus grand État du continent européen. Mais où étaient l'influence, la suprématie, la prépondérance politique en Europe? Elle était là où était la force : c'est l'empire d'Allemagne, avec ses Barbares Germains, qui l'exerçait habituellement, et quelquefois la France, avec ses Francs, qui, par rapport aux Italiens, étaient aussi des Barbares. Et combien d'autres exemples, dans les temps modernes comme dans les temps anciens, ne pourrait-on

pas citer à l'appui de cette incontestable vérité? Si donc Pierre-le-Grand se fût borné, pour la Russie, à un simple travail de civilisation, il n'aurait pu, surtout ayant à lutter contre l'inconvénient de sa situation à l'extrémité de l'Europe, exercer sur les États européens une grande influence politique. Mais il vainquit la Suède, qui, au XVIIe siècle, avait une grande importance; il triompha de Charles XII, de celui qui avait fait trembler tant d'États, et il hérita naturellement de l'influence des Suédois en Europe, et en Allemagne en particulier. La force le dominait, la force le grandit; sans parler que ses conquêtes sur la Baltique rapprochèrent la Russie de l'Europe et firent disparaître l'inconvénient, signalé déjà, de sa situation trop reculée.

II.

Nombreux Etats qui recherchent les Russes comme alliés, sous Pierre-le-Grand.

Tant d'États d'ailleurs désiraient d'abaisser la Suède, qui, dans le Nord, avait un pied partout, que les Russes, par qui les Suédois étaient battus

à Dorpat, à Pernau, à Pultava; les Russes, qui pouvaient indéfiniment renouveler leurs armées; les Russes, qui avaient de l'argent en quantité, devaient être recherchés comme alliés par ces divers États, afin d'écraser, par eux, et de dépouiller l'ennemi commun. C'est ce que firent, surtout après Pultava, en 1710, Frédéric-Guillaume Ier, roi de Prusse, Frédéric IV, roi de Danemark, Georges, électeur de Hanovre, le même qui, en 1714, devint roi d'Angleterre après la mort d'Anne Stuart, puis l'empereur Joseph Ier et son frère Charles qui lui succéda en avril 1711, sans compter Auguste II, électeur de Saxe et roi titulaire de Pologne. Mais, se servir des Russes pour donner le coup de grâce à la Suède, c'était leur accorder, c'était leur reconnaître, tout barbares qu'ils étaient encore, une légitime et grande influence. Aussi trouvons-nous, dans l'historien Lévesque, que le czar Pierre Ier se prévalant, dès l'année 1710, de la nécessité de son concours pour achever de ruiner les Suédois, dicta la loi à l'Allemagne tout entière. Il voulait, à tout prix, maintenir sur le trône de Pologne Auguste II de Saxe, qui y était remonté à la place de Stanislas Leczinski, aussitôt après la journée de Pultava.

Il lui importait, en effet, que ce royaume, à cause de sa situation, fût occupé par une de ses créatures, afin qu'il ne fût plus, pour les Russes, comme une porte de fer, qui leur fermait, par terre, le chemin de l'Allemagne, le chemin de l'Europe. Mais si, à travers l'Allemagne, le général suédois Krassau, qui était en Poméranie, pouvait envahir à son gré la Saxe ou la Pologne, le but, que se proposait Pierre Ier, pouvait être manqué. Il demanda donc, contre l'invasion éventuelle de Krassau, la garantie de l'Empire, c'est-à-dire que l'Empire devait lui répondre de la sécurité de son protégé en Pologne, et de la conservation de son influence dans cet État. Il déclara à la diète de Ratisbonne, que, si on ne lui accordait pas cette garantie, si l'Empire ne s'opposait pas, en proclamant sa neutralité dans cette querelle, à toute invasion de la part de Krassau, il enverrait aussitôt, en vertu du droit de la guerre, ses Russes et leurs alliés par toute l'Allemagne, à la poursuite de leur ennemi. L'empereur, qui était encore Joseph Ier, avait alors sur les bras la guerre pour la succession d'Espagne en faveur de son frère l'archiduc Charles; il n'osa pas refuser la

demande impérieuse que lui faisaient les Russes. Qu'en résulta-t-il? C'est que, pour la Poméranie suédoise, qui faisait partie de l'Empire, les Suédois furent sommés d'accepter cette neutralité, et que, malgré les protestations de Charles XII, Krassau ne put sortir, à main armée, de cette province, sans s'exposer à rencontrer une armée fédérale de quinze mille hommes, levée, tout exprès pour l'arrêter (1). Est-ce assez? Nous trouvons dans l'ouvrage, déjà cité, de M. de Grimarest, que le Czar fit, en outre, proposer, par son envoyé, à l'électeur de Brandebourg, d'obliger les Suédois à ne retenir en Poméranie que six mille hommes pour la garde des places, et d'en licencier ou faire sortir le reste, qui leur était inutile, vu le traité de neutralité conclu pour les États d'Allemagne (2). Le Czar pressa l'empereur de faire la même chose. Enfin deux puissances étrangères, la Hollande et l'Angleterre, qui, voyant grandir la Russie, voulaient acquérir des titres à sa faveur dans l'intérêt de leur commerce, se portèrent garantes de cet état de choses, aussi bien

(1) Lévesque, t. IV, p. 372, et Schœll, t. XXXV.
(2) *Campag. de Charles XII*, t. IV, p. 347.

que l'Empire, proclamèrent, elles aussi, leur neutralité, délaissèrent la Suède, et permirent ainsi aux Russes de prédominer en Pologne, d'abaisser la barrière centrale de l'Europe, en attendant de la briser.

III.

Avertissement de Robert-Walpole aux Anglais, relativement aux Indes.

Pourtant, les Anglais pouvaient être, un jour, attaqués, dans leurs Indes, par une puissance qui possédait le nord de l'Asie et arrivait jusqu'aux mers qui baignent la Chine. Pierre-le-Grand, pour l'avenir, visait à l'acquisition de ce centre commercial du monde ancien et du monde moderne. « Pénétrez-vous bien de cette idée, écri-« vait-il, dans son Testament, pour ceux qui ré-« gneraient après lui, que celui qui tient les « clefs du commerce des Indes, est le maître du « monde. » Sans doute on n'avait pas à se préoccuper encore de cette éventualité; mais, si les Anglais n'avaient pas à redouter les Russes, dans les Indes, comme de prochains ennemis, ils pou-

vaient les craindre comme des rivaux. C'était là, dès le commencement du XVIIe siècle, l'opinion de Robert Walpole, qu'il faut toujours consulter, quand on veut savoir la politique que l'Angleterre doit suivre, à l'égard des diverses puissances de l'Europe. « Si, se modelant sur le Da-
« nemark, dit-il, la Russie forme, encourage et
« soutient une compagnie de commerce, et par-
« vient à s'établir des comptoirs, notre com-
« merce, ainsi que celui de la Hollande, sera-t-il
« en état de supporter cet échec ? Et si, éclairée
« par un calcul un peu suivi, cette puissance,
« qui ne sait où et comment employer ses hom-
« mes, s'attachait à augmenter sa marine et à
« multiplier ses vaisseaux, pour être, à l'instar
« des Hollandais, des rouliers de mer, que de-
« viendraient les états-généraux, et quels dom-
« mages n'éprouverions-nous pas nous-mêmes ?
« La faculté, qu'a la Russie de construire des
« vaisseaux, justifie mes inquiétudes : beaucoup
« de bois, la main-d'œuvre à bon marché, des
« hommes qui ne cherchent qu'à être employés,
« pour se signaler, ou pour sortir de l'état de mi-
« sère où la nature du climat les réduit : autant
« de raisons qui doivent nécessairement détermi-

« ner, un jour, la cour de Pétersbourg à tirer tout « le parti possible des sublimes vues de Pierre-« le-Grand.... Qu'importerait d'ailleurs à un « Czar russe de renoncer entièrement à l'obéis-« sance de quelques malheureux habitants de Si-« bérie, et autres lieux éloignés, *pour s'approcher* « *des contrées les plus heureuses de l'univers ?...* « La Russie, ne craignant guère d'invasion de la « part d'aucune puissance de l'Europe (quelle « est celle en effet qui aurait la folle ambition « de conquérir des déserts ?), l'*esprit de con-* « *quête ne doit-il pas nécessairement entrer* « *dans sa constitution ?...* D'où je conclus, di-« sait, en terminant, Robert Walpole, que toutes « les démarches de la Russie sont d'un grand « intérêt pour nous, et que *nous devons voler* « *au secours de la Pologne,* si jamais les Russes « font de nouvelles entreprises contre elle (1). » Cela fait penser, que, s'il avait été au pouvoir, en Angleterre, au moment de la triste journée de Pultava, il aurait joint ses efforts à ceux de la France, pour soutenir le héros suédois, et Sta-

(1) *Testament de Robert Walp.* p. 236, 239, 240, 241. C'est un véritable manuel de politique extérieure, pour l'Angleterre.

slas Leczinski, qui tombait avec lui. Mais il e fut ministre que sous George Ier de Hanovre. n 1717; encore quitta-t-il promptement le mi-istere, qu'il ne trouvait pas assez national dans a politique, et qu'il flétrit de ministere *hanovrien*, de ministere *allemand*. Il ne rentra aux ffaires, pour les diriger, avec les Wighs, pendant ingt ans, qu'en 1719, c'est-à-dire à une époque u il n'etait plus possible d'ôter un pouce de errain aux Russes, et où il fallait subir ce qu'on e pouvait plus empêcher.

IV.

Les Russes [illegible] l'Allemagne, sous [illegible]

La maison de Hanovre, d'ailleurs, avait un intéret personnel à ce qu'il en fût ainsi. C'est George Ier d'Angleterre, qui, en 1715, comme électeur de Hanovre, appela les Russes en Allemagne, pour enlever aux Suédois, Breme et Verden (1). Le duc de Mecklembourg, Charles-Léopold, en fit autant, de son coté, pour avoir

(1) Levesque, t. V, p. [illegible]

Wismar, et le roi de Prusse l'imita, pour avoir Stettin. Charles-Frédéric, duc de Holstein-Gottorp, fit plus que tous les princes que nous venons de parler. Le roi de Danemark l'avait dépouillé du Sleswigh et de la ville de Tonningue; Ulrique-Éléonore, en se démettant du trône de Suède en faveur de son époux, l'avait frustré d'une couronne, à laquelle il avait des droits, du chef de sa mère. Que fit-il? Il courut, en 1723, à Saint-Pétersbourg, se jeter entre les bras de Pierre-le-Grand. Pierre l'accueillit fort bien; il le prit sous sa protection; il lui fit obtenir, du sénat de Stockholm, le titre d'Altesse royale, qui était une reconnaissance de ses droits à la couronne suédoise; il le fit même asseoir à côté de lui, dans un grand banquet de la cour; enfin, de concert avec Catherine Ire, il l'entoura d'une telle affection, qu'on disait qu'il lui destinait, après lui, la couronne de toutes les Russies (1).

Il est juste de dire aussi, que les Suédois ne s'étaient pas fait aimer en Allemagne, pas plus, comme nous l'avons vu, qu'en Livonie; ou plutôt, il faut dire que le protestantisme alle-

(1) Schœll, t. XXXV, p. 118, et Lévesque, t. V, p. 117, 118, 119.

nad, n'ayant plus besoin d'appui étranger pour défendre, désirait de se débarrasser de ses anciens tuteurs. Les efforts qu'avait faits, un moment, Charles XII, en Saxe, pour se poser comme le soutien de l'Allemagne protestante, n'étaient plus de circonstance; et ils furent en pure perte, parce qu'ils ne répondaient plus à un besoin. Les Russes, voilà le peuple qu'il fallait, à présent, aux États, patronés autrefois par la Suède. Aussi Pierre Ier, lors de son second voyage en Europe, en 1716, fut-il reçu par les habitants de Brême, entre autres, comme un libérateur, et, partout ailleurs, les fêtes ne lui manquèrent pas [1]. Les affections changeaient avec les intérêts.

Tous ces petits États allemands semblaient ne pouvoir se passer des Russes. Le duc de Mecklembourg, que nous avons nommé plus haut, eut quelques difficultés avec sa noblesse, après Pultava; aussitôt il appela les Russes à son secours; et les Russes accoururent, comme on les a vus accourir, de nos jours, dans la plupart de ces mêmes États, pour défendre aussi l'autorité,

[1] Levesque, t. IV, p. 450.

non plus contre la noblesse, mais contre la démocratie. C'est ainsi que le Czar pratiquait lui-même ce que, dans ses instructions, il recommanda plus tard à ses successeurs, « qu'il fallait, « à tout prix, soit par la force, soit par la ruse, « se mêler des querelles de l'Europe, et surtout « de celles de l'empire germain (1). »

V.

Influence de la Russie en Allemagne, fondée sur des mariages, sous Pierre Ier.

Tout conspirait donc à la dangereuse grandeur de la Russie : la position qu'elle prenait en Europe, pour être récente, n'en avait pas moins d'importance et de solidité. Nous venons de voir que cette position reposait sur des victoires remportées, et sur des services rendus à divers États allemands. Pierre Ier voulut l'asseoir encore sur une autre base, sur des alliances matrimoniales. Il avait deux nièces, filles de son frère Ivan V, Catherine et Anne. Il maria la pre-

(1) Esneaux, *Hist. Phil. de la Russie*, t. IV, fin du règne de Pierre Ier.

au duc de Mecklembourg, et la seconde
: de Courlande [1]. Sa fille aînée, sa
prédilection, Anne Petrowna, il lui
pour époux le duc de Holstein, dont nous
parlé. Et tous ces mariages n'avaient pas
ment pour but le maintien de l'influence
e en Allemagne, ils avaient pour objet aussi
préparer l'agrandissement de la Russie, par
réunion éventuelle, ou de la Courlande, ou du
cklembourg, ou du Holstein, si un prince de
diverses maisons venait à monter sur le trône
e Russie. Pierre Ier fondait même des espérances,
plus vastes encore, sur le mariage d'Anne Pé-
trowna avec le duc de Holstein-Gottorp. Ce
prince avait des droits sur la couronne de Suède:
il pouvait donc arriver que lui ou l'un de ses
descendants héritât à la fois et du trône de Suède
et du trône de Russie, ce qui procurerait à la
Russie cet empire du Nord, qui s'était brisé
deux fois déjà, la première, entre les mains des
Danois, la seconde, entre les mains des Suédois;
car Pierre-le-Grand aspirait à posséder la Suède,
et, dans ses instructions, il indiqua la politique à

1 Journal de Pierre-le-Grand, p. 157.

suivre pour arriver à se l'assujettir, si on ne pouvait pas s'y établir par des mariages. Il fallait, suivant lui, entretenir la jalousie de l'Angleterre, du Danemark et du Brandebourg, contre la Suède, et par là on devait finir par la subjuguer (1). Voilà pour le mariage du duc de Holstein. Celui de sa nièce Catherine avec le duc de Mecklembourg cachait aussi d'autres intentions. On pensait que son dessein était d'engager son gendre à lui vendre son duché, avec la ville de Wismar, qui avait appartenu aux Suédois. Par ce moyen, *il aurait obtenu séance et vote dans les diètes germaniques*; et qui sait, si un jour on ne l'aurait pas élu empereur, qui sait s'il n'aurait pas réuni un jour, soit lui-même, soit quelqu'un de ses successeurs, à la couronne moscovite, la triple couronne de l'empire germanique (2)?

Il fit encore un autre mariage. Il avait un fils nommé Alexis. Plus tard il le sacrifia à la prédilection de Catherine pour ses propres enfants, et au maintien de ses réformes civilisatrices, dont ce czarewitz n'était point partisan; mais alors il lui

(1) Esneaux, t. IV. — (2) Lévesque, *Hist. de Russie*, t. IV, p. 153.

[illegible] tenait encore la couronne de toutes les Russies. Avec qui le maria-t-il? Avec une Allemande, avec Charlotte-Christine-Sophie, fille de Louis-Rodolphe, duc de Brunswick-Blankenbourg (1). Le mariage fut célébré en 1711. Par cette union, les Czars devinrent parents des princes de Hanovre, qui étaient de la maison de Brunswick, et qui furent, bientôt après, rois d'Angleterre; et de qui encore? De l'archiduc Charles d'Autriche, dont l'épouse était sœur de la princesse Sophie. Le sang des Czars se mêlait donc, pour la première fois, au sang des maisons souveraines de l'Europe. On ne pouvait pas mieux prendre racine en Europe, et y mieux faire accepter son influence.

VI.

[illegible] fut [illegible] les A[illegible] à cet égard.

Le Czar n'alla-t-il pas plus loin? borna-t-il là ses efforts pour sa grandeur propre et pour celle de la Russie? Nous nous rappelons toutes les instan-

(1) Schœll, [illegible] t, p. 166, t. XXXV

ces d'Ivan IV, au xvi[e] siècle, pour que, dans le traité de Kiverova-Horca, on le désignât sous le nom de Czar; nous savons que, dans sa pensée, ce titre signifiait empereur, puisque le P. Posse vin fut obligé de lui dire, que, dans le système d la cour romaine, il n'y avait qu'un seul emp reur en Europe, comme il n'y avait qu'un se pape. Nous nous rappelons aussi tout ce q e nous a fait connaître le même P. Possevin s r les généalogies, par lesquelles Ivan IV se préte dait descendant en droite ligne, et par cons quent héritier des Comnènes, dans l'empire d'O rient, et de l'empereur Auguste, dans l'empi e d'Occident? Eh bien, ce titre d'empereur, auqu l les Czars attachaient tant de prétentions, plut t que des droits réels, le czar Pierre voulut l'avo r en face de l'Europe, comme une menace po r ce système politique de la cour romaine; et il chercha à se faire reconnaître comme tel par l es puissances europennes. Ici encore, c'est l'A n- gleterre, toujours acharnée à désorganiser l'E u- rope au profit de son commerce, qui prit devant, qui prévint même les désirs de Pierr le-Grand; et cela, dès l'année 1710. A cette ép que, les Anglais avaient fait arrêter, pour dette

un ambassadeur russe à Londres, nommé Matveoff. Le czar Pierre se plaignit, et aussitôt les Anglais, ayant peur pour les priviléges commerciaux dont ils jouissaient à Arkangel et à Saint-Pétersbourg, relâchèrent l'ambassadeur. Non contents de cela, ils envoyèrent lord Witzworth en Russie, pour faire, au nom de la reine Anne, des excuses au Czar. Ce n'est pas tout : Withworth, conformément à ses instructions, donna le titre de *très-haut et très-puissant empereur* à Pierre Ier. Le discours de Withworth fut prononcé en anglais; il fut lu ensuite à la même audience, pour donner plus d'éclat à la chose, en allemand et en russe, et des copies en furent répandues par toute l'Allemagne, c'est-à-dire dans l'empire de ceux dont Pierre aspirait à devenir le rival (1).

Les Provinces-Unies, dans les mêmes vues, ne voulurent pas rester en arrière de ces flatteries intéressées de l'Angleterre. Elles reconnurent immédiatement le nouveau titre, que les Anglais avaient donné à l'ambitieux successeur de l'ambitieux Ivan IV. Les choses en restèrent là jus-

(1) *Journal de Pierre Ier*, p. 281; et Lévesque, t. IV, p. 372.

qu'en 1720. La guerre avec la Suède étant à peu près finie alors, le Czar produisit à la Porte-Ottomane la demande du titre impérial, le 16 novembre 1720; mais ce fut en vain, dit Hammer (1), qui a fait connaître ce détail : il lui fut répondu que la Porte ne reconnaissait que deux empereurs, celui des Romains et celui des Ottomans. Cela ne l'empêcha pas, en 1721, après la signature du traité de Nystœdt, de se le faire donner solennellement en Russie. Le czar Pierre avait introduit, dans ce pays, deux institutions politiques nouvelles : premièrement, la chancellerie d'État, sorte d'inquisition politique, aussi terrible que celle de Venise, en 1698; il l'avait instituée en vue des conspirations, que les partisans des Strélitz et de l'ancien ordre de choses pouvaient tramer. Cette cour a existé jusqu'en 1762. En second lieu, il établit un nouveau sénat, seulement consultatif, et composé de ses créatures, au nombre de sept ou huit. Il l'institua à la place du conseil de législation, ou ancien sénat russe, composé de soixante-sept boyards, de cinquante-sept juges, de trente-huit conseil-

(1) Hammer, t. III, p. 386.

lers, et présidé par le Czar. Ce conseil était trop puissant, il en voulait un qui fût à sa dévotion (1). Il se satisfit; et c'est de ce nouveau sénat, assisté du synode ou concile permanent de Russie, que, en 1721 il reçut le surnom de Grand, de Père de la patrie, et d'Empereur. Immédiatement, il procéda au couronnement de Catherine Ire, en qualité d'impératrice, et il fit connaître la résolution, où il était, de lui laisser l'empire après lui, comme à la personne la plus capable de maintenir son œuvre (2). Immédiatement aussi, il fit notifier aux puissances le nouveau titre qu'il prenait; et comme il les avait, pour la plupart, bien disposées en sa faveur dans son dernier voyage, il obtint de promptes adhésions. Les Provinces-Unies, la Prusse, le Danemark, et la Suède, alors gouvernée par Frédéric de Hesse-Cassel, par celui qui avait signé la paix de Nystœdt, furent les premières à le reconnaître. L'empereur d'Allemagne fit le plus de difficultés : on lui rappela la lettre par laquelle Maximilien Ier, dès le xve siècle, avait donné le titre d'empereur au

(1) Schœll, t. XXXV, p. 150. — (2) Ségur, L. XII.

Czar Vasili--Ivanowitz, n'ignorant pas que le titre de Czar était donné, dit Schœll, par les Russes, aux monarques, élevés au-dessus des rois, par exemple, aux empereurs grecs; tandis qu'ils appelaient simplement les rois de l'Occident *Korolı* ou *Kroul*. On aurait pu ajouter que les souverains de Moscovie avaient joint déjà au titre de Czar celui de *poveditel*, qui signifie littéralement empereur, du verbe *povelet* qui correspond au verbe latin *imperare* (2). En sorte que Pierre-le-Grand ne faisait qu'un changement de mots, en changeant le titre de poveditel contre celui d'empereur; il aimait mieux exprimer la même chose par un mot tiré de la langue latine, que par un mot de la langue russe. C'était une ressemblance de plus avec l'Europe. Mais l'empereur d'Allemagne ne vit pas là une simple querelle de mots; il y vit une tendance, une intention, une ambition alarmante : c'est pour cela qu'il se refusa à reconnaître officiellement au Czar le titre d'empereur. La France, l'Espagne, la Grande-Bretagne elle-même, naguère si empressée (3), et la Pologne,

(1) Schœll, t. XXXV, p. 118.
(2) Lévesque, t. V, p. 85. —(3) Schœll, t. XXXV.

montrèrent la même répugnance. L'adhésion de ces puissances n'arriva que de 1742 à 1764. La Turquie attendit encore.

VII.

Principes républicains maintenus en Pologne.

Mais pour conserver, dans l'Allemagne en particulier, cette influence si puissante que Pierre Ier y avait acquise, il était un point sur lequel il fallait veiller avec soin : c'est que le trône de Pologne fût toujours occupé, sinon encore par les Czars de Russie, du moins par des créatures des Russes, sans cela la Russie ne pourrait pas avoir, par terre, de communication facile et directe avec l'Allemagne et avec l'Europe. Pour avoir cet avantage, il fallait faire en sorte que les principes républicains de la constitution de Pologne, le *liberum veto*, l'élection, fussent maintenus. Pierre-le-Grand y veilla, même contre son protégé Auguste II. Celui-ci, en effet, après Pultava, tendait à rendre la couronne de

Pologne héréditaire dans sa maison, et à fonder son pouvoir souverain sur les ruines des institutions républicaines (1). C'est pour cela qu'il gardait, en Pologne, bon nombre de troupes saxonnes. Sur les instances des Polonais, Pierre Ier intervint, engagea son protégé à modérer ses prétentions, à ne pas affecter des airs de souveraineté, qui étaient des airs d'indépendance à l'adresse de la Russie, et il l'obligea de renvoyer ses troupes saxonnes. Bien plus, en 1711, il convint avec le sultan Achmet, par la paix perpétuelle de Constantinople, 1720, renouvelée de celle du Pruth, que la Porte et la cour de Saint-Pétersbourg s'entendraient pour empêcher que la République de Pologne ne devînt une monarchie héréditaire : il craignait qu'elle n'acquît ainsi une force et une stabilité tout à fait contraires à ses desseins. C'est ainsi qu'il observait la politique qu'il traça à ses successeurs, quand il leur dit : « Alimentons l'anarchie en Pologne : tel est « le moyen de subjuguer tôt ou tard cette répu- « blique. »

(1) Schœll, l. 7, chap. 16, section 4, et section 20 du même livre, t. XXXIV.

Nous avons étudié la Russie sous Pierre-le-Grand en face de l'Europe ; nous allons la placer maintenant en face de l'ancienne ville des Césars, en face de Constantinople.

CHAPITRE XIII.

LA RUSSIE ET CONSTANTINOPLE SOUS PIERRE-LE-GRAND.

I.

Les Turcs plus à redouter que les Suédois, au XVIIe siècle.

Ce n'est pas sous Pierre-le-Grand que la Russie abandonna sa politique à l'égard de Constantinople. Posséder l'ancienne capitale de l'empire d'Orient avait été la première ambition des souverains de la Russie. Y établir les Russes, sur la ruine des Turcs Ottomans, et rendre, par eux et pour eux, à l'église schismatique grecque sa liberté d'autrefois, son étendue, sa grandeur, à la place de l'islamisme renversé, fut aussi le désir de Pierre-le-Grand. Mais l'empire turc était encore dans l'âge de sa force ; le fanatisme, entretenu par de constantes guerres avec les États chrétiens, n'avait pas encore cessé d'alimenter et de vivifier le courage naturel des Ottomans.

Non-seulement ils étaient forts et non dégénérés, comme peuple, mais, ils avaient encore une organisation redoutable, comme État. Tout obéissait à l'autorité, religieuse et politique, du sultan, et il avait à sa disposition une importante marine, fondée autrefois par Soliman-le-Magnifique; il avait la fameuse infanterie des Janissaires, milice turbulente sans doute, mais qui pourtant, tout à fait fanatisée, marchait bien à l'ennemi, et avait battu les armées de divers princes chrétiens dans maint combat. Ce qui était en outre à observer, c'est que les forces des Turcs, soit sur terre, soit sur mer, valaient ce qu'il y avait de mieux en Europe, et qu'elles entendaient l'art de la guerre et celui de la navigation aussi bien que les États européens. La Turquie, sous ce rapport, était vieille déjà; bien différente de la Russie, chez laquelle toutes ces choses, telles du moins que les entendaient les puissances européennes et les Turcs, étaient encore ou à naître ou à leur naissance. Remarquons encore, que les Turcs, dont l'empire s'étendait sur trois parties du monde, l'Europe orientale, l'Afrique septentrionale, et l'Asie occidentale, tiraient, des nombreux pays soumis à leur puis-



sence, des armées infinies, et qu'elles étaient d'autant plus dévouées que, pour elles, le sultan était plus que le chef suprême du monde musulman contre les chrétiens, il était aussi le défenseur de l'orthodoxie musulmane; il était le défenseur de la *Sunna,* que l'on estimait être le vrai, le seul vrai mahométisme. La doctrine des *Schiites,* qui était celle des Perses, était traitée d'hérésie. Les armées turques étaient donc attachées aux sultans par un double lien, celui du musulman, et celui, pour ainsi dire, du sectaire. Enfin, les tributs des peuples vaincus et les exactions à l'égard des chrétiens, faisaient au gouvernement des finances très-prospères. Il s'en fallait beaucoup que les Suédois, quoique aussi habiles que les Turcs dans l'art de la guerre, les égalassent en force matérielle. Pierre-le-Grand ne l'ignorait pas : il savait bien que, tôt ou tard, avec ses armées et ses inépuisables trésors toujours abondants, il en viendrait à bout. « Le Czar, dit M. de Grimarest, ne son« geait qu'à tuer ou à prendre des Suédois, et « il ne s'embarrassait guère de perdre des Mos« covites (1). » Voilà pourquoi il avait attaqué

(1) *Campag. de Charles XII*, t. IV, p. 185.

d'abord la Suède. S'établir à Constantinople fut, pour lui, une affaire tout à fait secondaire, et qui se présenta à son esprit dans un avenir encore lointain : il s'en occupa pourtant, et fit même prendre à cette question un aspect qu'elle n'avait pas eu jusqu'à lui. Voyons ce qu'il fit, et quel résultat obtinrent son habileté et ses efforts.

II.

Germes de ruine dans l'empire turc.

Ce qui devait ruiner l'empire turc et causer sa chute, en Europe du moins, quand l'âge du fanatisme serait passé, c'étaient la haine et les ressentiments de la race grecque, et, en général, des races chrétiennes, vaincues, opprimées, persécutées. C'est là ce qui facilitait les succès, soit des Vénitiens, soit des Autrichiens, contre les Ottomans. « Les Morlaques et les Albanais, dit de Hammer, étaient pour les Vénitiens ; les Clémentins et les Serviens pour l'empereur (1). » Le grand-vizir, Mustapha Kœprili, qui était au

(1) Hammer, [illegible], t. IV, p. [illegible].

pouvoir, au moment où Pierre-le-Grand avait commencé à gouverner seul et par lui-même, c'est-à-dire vers l'an 1690, était convaincu de cette vérité. « Il comprenait, dit le même « historien, que la tyrannie des Ottomans à « l'égard des chrétiens devait inévitablement « amener la chute de l'empire. Il voulait, en « conséquence, que l'on confiât les gouverne- « ments de Morée, de Moldavie et de Valachie « à des princes chrétiens. Il était partisan de ce « système (1). »

Cela se fit comme il le désirait; et néanmoins, telle était la haine des chrétiens contre leurs vainqueurs musulmans, qu'il n'en obtint pas, comme nous le verrons, de grands résultats.

III.

Pierre entre dans une ligue contre les Turcs. Paix de Carlowitz, en 1698.

Pierre Ier vit bien tout le parti qu'il pouvait tirer de ces dispositions des chrétiens grecs à l'égard des Turcs, et les espérances qu'il pouvait

(1) Hammer, *Empire ottom.*, t. IV, p. 242.

fonder sur la conformité de croyances religieuses entre les Russes et cette malheureuse nation. Il savait aussi que les Grecs, pour cette raison, n'étaient pas éloignés d'accepter les Russes, leurs coreligionnaires, pour leurs défenseurs, et qu'ils étaient assez portés, sous les fers dont ils étaient chargés, à tendre vers eux leurs mains; il savait qu'ils se souvenaient d'avoir obtenu, en 1686, la reconstruction d'un temple, grâce à l'intervention de l'ambassadeur russe à Constantinople, et qu'enfin ils n'avaient pas vu avec peine ce même ambassadeur délivrer de l'esclavage ottoman trois cent quarante prisonniers, qui étaient, pour les Grecs, autant de frères en religion (1). Toutefois, c'est comme allié de l'empereur d'Allemagne, Léopold Ier, et des Vénitiens, qu'il attaqua d'abord les Turcs devant Azoff, en 1695. Il s'en empara, pendant que le doge, Morosini, gagnait le surnom de Péloponésien, en conquérant la Morée, et que le prince Eugène battait les Turcs sur les bords de la Theiss. Le traité de Carlowitz, conclu entre la Porte d'un côté, les Vénitiens, l'empereur Léopold, la Pologne et la

(1) Hammer, t. III, p. 209.

Russie de l'autre, en 1698, assura aux Russes la possession de ce port, en même temps qu'il arracha des mains des Turcs la Transylvanie et la Hongrie tout entière, ainsi que la Morée et la Dalmatie qui furent cédées aux Vénitiens (1). Le czar Pierre n'aurait pas voulu que l'on fît encore la paix avec la Porte Ottomane, parce qu'il voyait que les Russes, dans le cas probable d'une réaction de la part des Turcs, n'étaient pas encore en mesure de soutenir seuls la lutte avec des chances de succès. C'est pour cela qu'en passant à Vienne, en 1698, au retour de son premier voyage, il demanda à l'empereur de se liguer avec lui trois ans de plus, si les Turcs ne voulaient pas ajouter au port d'Azoff la ville de Kertsch. C'est pour cela aussi que, dans la même capitale, il eut, au sujet de la paix, des explications très-vives avec le comte Kinski, principal ministre de Léopold. « Et qui donc insiste pour « la paix? lui dit-il. — L'empire romain, répon- « dit le ministre, l'Espagne, l'Angleterre, la Hol- « lande, toute la chrétienté. — Mais, reprit le « Czar, qui connaissait parfaitement le caractère

(1) Hammer, t. III, p. 282.

« de toutes ces puissances, il ne faut en aucune « façon s'en remettre à l'Angleterre et à la Hol- « lande ; car ces puissances ne sont occupées que « des intérêts de leur commerce, et ne songent « nullement à leurs alliés (1). » La paix ne s'en fit pas moins, parce que, dit avec raison M. de Hammer, ce n'était que depuis un an que l'on avait terminé, par le traité de Ryswick, la guerre pour la succession d'Angleterre, qui avait mis toute l'Europe sur pied : les principaux États de l'Europe n'en pouvaient plus (2). Kertsch fut refusé aux Russes; à ce prix, les Turcs voulurent bien conclure, en 1700, avec le Czar, une paix de trente ans, dont il avait besoin pour soutenir la guerre de Suède. Mais ils n'en préparèrent pas moins une énergique réaction contre la Russie.

IV.

La question des Lieux-Saints, sous Pierre-le-Grand.

Que fit Pierre-le-Grand, en attendant qu'elle éclatât? Il entretint des intelligences secrètes avec les chrétiens, soit slaves, soit grecs, qui gémis-

(1) Hammer, t. III, p. 280. — (2) *Ibid.*, p. 281.

saient sous le sabre des Turcs. Aux uns, il fit valoir la communauté de race, aux autres, le lien de parenté, qui, depuis Vladimir-le-Grand, les unissait aux Russes : à tous, les affinités religieuses, qui les confondaient avec lui dans une même communion, le schisme grec, dont les Russes avaient toujours été les zélés défenseurs. Pour leur donner de ses sympathies religieuses une preuve significative, il chargea Tolstoï, son ambassadeur auprès de la Porte, de demander que les prêtres grecs fussent favorisés en tout, de préférence aux prêtres latins. La France, depuis Charlemagne, exerçait sur les Lieux-Saints un protectorat, que les croisades avaient consolidé davantage, et que, sous Louis XIV, à une époque où elle remplaçait l'Espagne à la tête du monde catholique romain, elle n'était pas disposée à céder. Les Turcs, du reste, n'ayant qu'à se louer, depuis François Ier, des bons offices des rois de France, ne mettaient aucun obstacle à l'exercice de ce protectorat. Chose singulière, il semblait qu'il fût de leur intérêt de favoriser le culte grec plutôt que la religion romaine, pour se concilier les sympathies des Grecs; et pourtant, afin de n'avoir pas l'Europe tout entière

contre eux et d'y compter quelque allié, ils étaient obligés de faire tout le contraire. L'ambassadeur russe essaya de les faire changer de politique. Il demanda, à la grande joie de tous les prêtres grecs qui se trouvaient à Constantinople, que les clés du Saint-Sépulcre fussent ôtées aux Latins et remises aux prêtres grecs (1). Par là, on le voit, le protectorat des Lieux-Saints aurait changé de mains : il serait passé, non pas aux sultans, mais à ceux dont les efforts auraient arraché aux sultans les firmans, favorables aux Grecs. Pour appuyer sa demande, Tolstoï fit au grand-visir, Kiouprili-Ogli-Nououman, un présent de la valeur de vingt-cinq mille écus. On ne put pas s'entendre. Les Turcs demandaient, à cause de l'intérêt que ce nouveau grand-visir portait à Charles XII, que le roi de Suède pût regagner ses États par la route qu'il voudrait. La France, d'un autre côté, avait alors, auprès de la Porte, une influence trop grande, pour que la demande de Tolstoï pût passer. On lui répondit donc par un refus formel : on lui déclara même que les Turcs allaient armer en faveur de Charles XII.

(1) Hammer, t. III, p. 841.

Le sultan Achmet III, en effet, poussé par deux personnages, que l'habile agent de Charles XII avait su gagner, son médecin, le juif Fonséca, et la sultane Validé (1), s'était décidé à saisir cette occasion pour tâcher de reprendre aux Russes la ville d'Azoff. Pour que Tolstoï n'en pût douter, on se saisit de lui, selon l'usage, et on l'enferma aux Sept-Tours (2).

V.

Croisade russe contre les Turcs, avec l'appui des Grecs et de beaucoup de Slaves, sujets des Turcs.

Pierre-le-Grand ne s'effraya pas de l'insuccès de sa demande en faveur de l'Église grecque, ni de la nouvelle d'une guerre, à laquelle il s'attendait. La démarche de Tolstoï avait produit un effet moral considérable. Ce fut bien pis, lorsque les Grecs apprirent ce qui s'était passé à Moscou, la déclaration de guerre, faite aux Turcs, par le Czar, dans la cathédrale de cette antique cité, au milieu d'un clergé et d'un peuple immense; le drapeau rouge, arboré au lieu du dra-

(1) Voltaire, l. 5, p. 233, un vol. in-8, édition de Beaudouin frères, 1826. — (2) Hammer, p. 241, t. III.

peau blanc de la Moscovie; et sur ce drapeau, les inscriptions traditionnelles des guerres saintes : *Au nom de Dieu et pour le Christ*, surtout ces mots : *In hoc signo vinces*, Par ce signe tu vaincras. C'était une croisade, qui allait sortir de l'auguste basilique de Moscou; c'était le labarum sacré de Constantin-le-Grand, qui allait précéder les pieux guerriers de Russie. Le czar Pierre était un nouveau Constantin (1), venant écraser l'islamisme ottoman, avec les mêmes armes, dont le premier s'était servi, pour abattre le paganisme romain. Toute la race grecque s'ébranla sourdement, et se tint prête à passer, au besoin, dans les rangs des futurs libérateurs. Les Monténégrins offrirent au Czar de faire une diversion en sa faveur, c'est-à-dire, de se soulever, de leur côté, pendant qu'il serait lui-même aux prises avec les Turcs; et ils lui dépêchèrent leur *vladica* ou chef, pour lui faire part de leurs dispositions. Le *vladica*, comme on le pense bien, ne fut pas mal reçu, et il n'en revint pas les mains vides. Il apporta 35,000 ducats, qui furent distribués aux Monténégrins, et une lettre

(1) Lévesque, t. IV. 280.

de remerciments, où le Czar faisait habilement étalage d'un grand dévoûment à la cause des chrétiens grecs (1). Le vaïvode de Moldavie, Cantémir, Grec de naissance et de religion, quoique descendant, dit-on, de Genghis-Kan, alla plus loin : il quitta immédiatement les Turcs, pour offrir ses services aux Russes (2). Brancovan, hospodar de Valachie, de la grande famille grecque des Cantacuzènes, en aurait fait autant, s'il n'avait pas craint d'être éclipsé, auprès du Czar (3), par le prince Cantémir, dont il était le rival. Les patriarches grecs ne se remuèrent pas moins que ces deux princes, et que les Monténégrins. « Ce sont eux, dit Voltaire (4), qui « encouragèrent Cantémir à sa défection. » Pour eux surtout, les Russes étaient des croisés chrétiens, venant au secours de leurs frères opprimés. Les Slaves, comme les Grecs, étaient dans ce sentiment. « Au premier bruit de guerre, dit « Levesque (5), les nations grecque et *slavonne*, « soumises aux Turcs, virent dans Pierre I[er] leur « libérateur. Une fraude pieuse, ajoute-t-il, les

(1) Levesque, t. IV, p. 385, et Hammer, t. III, p. 354.
(2) Voltaire, *Charles XII*, p. [illegible]. — (3) Hammer, t. III, p. 363.
(4) Voltaire, *ibid.*, p. [illegible]. — (5) Levesque, p. 385, t. IV.

« confirma dans cette opinion, et augmenta leur « confiance. On fit courir le bruit qu'il avait « été trouvé, sur le tombeau de Constantin, une « prophétie, qui annonçait, que les Ottomans « seraient chassés de Constantinople par une « nation *rousse*, et l'on entendait par là les Rus- « ses. » Nul doute, d'après cela, qu'un grand soulèvement, parmi les chrétiens schismatiques-grecs, n'eût éclaté dans l'empire des sultans, si les Russes avaient réussi, tant soit peu, dans leur première rencontre avec les Turcs. Mais, s'étant laissé enfermer derrière le Pruth, en 1710, ils furent écrasés ; c'est Cantémir, c'est un Grec, qui entraîna les Russes au delà du Pruth, et qui fut cause de la défaite.

VI.

Traité du Pruth, 1711.

Ils furent obligés de signer, par le traité du Pruth, l'abandon d'Azoff, la démolition du port de Taganrok, et de toutes les forteresses qu'ils y avaient construites (1). A cette nou-

(1) Voltaire, *Charles XII*, p. 269.

velle, les nations grecque et slave ne bougèrent pas ; elles affectèrent même, par peur, un grand attachement pour les Turcs, que Voltaire (1) veut bien regarder comme sincère. Mais elles virent bien, malgré la triste position de l'armée russe derrière le Pruth, que le Czar leur resterait fidèle, quand même. De tous les points, que les vainqueurs lui demandèrent, il n'en refusa qu'un, ce fut de livrer le prince Cantémir ; et tous les Grecs se dirent, de l'un à l'autre, les belles paroles, qu'il prononça à cette occasion, « qu'il aimait mieux s'exposer à toutes les extré« mités que de trahir un infortuné, qui s'était remis « à sa foi (2). » Aussi conservèrent-ils, avec lui, des rapports suivis. Mais, quelques précautions qu'on prît pour les cacher, ces relations n'échappèrent pas toujours à la connaissance de la police ottomane. Le prince Brancovan, Cantacuzène, entre autres, fut découvert, en 1714. D'abord on se contenta de le mettre à la torture avec ses fils ; mais, deux ans après, 1716, presque tous les Cantacuzènes furent étranglés à Constantinople (3). Les Turcs savaient si bien, que les

(1) P. 218 de la *Vie de Charles XII*. — (2) Lévesque, t. IV, p 397.
(3) Hammer, p. 365, t. III.

Grecs penchaient pour les Russes, à cause de la conformité de religion, que, dans le traité du Pruth de 1711, ils firent insérer un article, d'après lequel, à l'exception des marchands, *aucun représentant de la Russie ne pourrait séjourner à Constantinople* (1). Mais les Russes saisirent les moindres prétextes pour retourner à Constantinople, non pas à titre d'ambassadeurs résidents, mais à titre de chargés d'une mission. Un an après cette glorieuse paix de Passarowitz, que le prince Eugène, en 1718, avait imposée aux Turcs, et par laquelle l'Autriche acquérait Cérigo, Sémendria, Belgrade, une partie de la Servie et de la Valachie, Voniza, Prévesa, Butrinto, et les châteaux Dalmates, tandis que les Vénitiens ne recouvraient que la Morée (2); un an donc après cette paix, Pierre-le-Grand envoya à Constantinople Dascoff, pour se plaindre, de nouveau, des trop grandes faveurs, accordées toujours, dans les Lieux-Saints, aux Francs ou Latins, de préférence aux Grecs; il devait se plaindre en même temps de certains brigandages qu'exerçait un gouverneur turc,

(1) Hammer, p. 347. t. III. — (2) Hammer, p. 379, t. III.

sur les terres des Russes. Il y alla aussi, pour se concerter, disait-on, avec le sultan, au sujet de Rakotzy, que le Czar proposait pour le trône de Pologne. Mais c'était une feinte : au fond, c'était pour intriguer encore auprès des Grecs. C'est pour cela que, malgré tout le déplaisir de la Porte-Ottomane, il prolongeait sans cesse et indéfiniment son séjour à Constantinople. —Le fait est certain. Le résident anglais, Stanyan, qui n'avait pas, sur les diverses questions agitées par Dascoff, la même manière de voir, le combattit; « mais, dit Hammer (1), il ne toucha que légère- « ment *aux intelligences de la Russie avec les* « *Grecs,* pour ne pas exposer ceux-ci à des en- « quêtes et à des poursuites,qui auraient fait bien « des victimes. » On n'aurait pu se débarrasser de Dascoff, que tout autant qu'on eût modifié la paix du Pruth. On supprima le tribut que les Russes payaient encore au Khan de Crimée, protégé des Turcs, et l'on rendit à la Russie la faculté d'avoir un résident à Constantinople, c'est-à-dire, la faculté de favoriser, d'encourager, de solder, sur les lieux mêmes, l'opposition grec-

(1) Hammer, p. 366, t. III.

que. Non content de cela, le czar Pierre se dédommagea, du côté du Caucase et de la mer Caspienne, des pertes qu'il avait faites sur la mer Noire. Là, intervenant en faveur du Shah de Perse, que menaçait un usurpateur, nommé Mahmoud, il acquit d'importants établissements. Le sultan Achmet III eut beau arriver, pour s'opposer à ses progrès, il ne pût empêcher les Russes, par un traité de partage entre la Russie, la Perse et la Porte-Ottomane, en 1720, d'acquérir le Daghestan, et une partie du Schirwan, plus le port de Derbent. De là, on pouvait donner la main aux chrétiens de la Géorgie et de la Turquie d'Asie (1).

Ne croyons pas que les Grecs fussent mécontents de voir les Russes prendre tous les moyens pour arriver jusqu'à eux. Ils ne le furent pas, non plus, quand ils apprirent que le Czar, à son retour de Paris, pour faire la cour aux philosophes, qu'il venait de quitter, avait chassé les Jésuites de ses États. S'il avait, par là, complété ses titres au droit de bourgeoisie française, ou du moins parisienne, il avait aussi, d'une manière

1. Levesque, t. IV, et Schœll, t. XXXV.

éclatante, fait acte de bon catholique-grec (1).

Un grand résultat était donc obtenu dans la question de Constantinople : il n'était plus douteux, pour personne, que les Russes ne fussent regardés et acceptés comme les chefs du monde grec schismatique, et des nations slaves, soumises aux Turcs. La révolution religieuse, que le Czar opéra à Moscou, en 1721, ne changea rien aux dispositions des Grecs. La dignité de patriarche de Moscou fut abolie, et toute la souveraineté spirituelle sur l'Église russe passa au Czar et à un saint Synode, dont lui seul nomma les membres (2). Ainsi le lui avait conseillé, dit le duc d'Antin, dans ses Mémoires, le roi d'Angleterre, Guillaume III, qui jouissait de cet avantage dans l'empire britannique, et qui trouvait cela, on ne peut plus, commode. Qu'avait à faire Pierre-le-Grand, pour que ses successeurs ne perdissent pas le fruit de sa politique et de ses efforts? Il n'avait qu'à leur recommander de suivre, à l'égard des Grecs, la même marche que lui. C'est ce qu'il fit dans son Testament, qu'un

(1) Lévesque, t. V, ann. 1718.

(2) Schœll, *Hist. des États europ.*, t. XXXV, sect. 3e,

ambassadeur français apporta, dit-on, de Saint-Pétersbourg à la cour de Versailles : « Servez-« vous, leur dit-il, de l'ascendant de la religion « sur les Grecs schismatiques, répandus en Tur-« quie, en Hongrie, et dans les parties méridio-« nales de la Pologne : c'est le moyen de ruiner « l'empire turc. »

Une réflexion se présente à notre esprit. Dans la guerre contre les Turcs, en 1710, Pierre Ier avait fait tout ce qu'il avait pu, pour apparaître aux Grecs comme un autre Constantin. L'année précédente, après sa grande victoire de Pultava, il avait triomphé à Moscou, à la manière des anciens Romains, traînant derrière son char de triomphe les généraux, faits prisonniers. Par cette imitation des choses grecques et romaines, le czar Pierre montrait qu'il était occupé de l'empire romain d'Occident, comme de celui d'Orient, qu'il pensait à l'un et à l'autre, qu'il était le digne héritier du czar Ivan IV, son précurseur du reste, sa règle et son modèle (1) !

(1) Ségur, l. 11, chap. 6, p. 483.

CHAPITRE XIV.

PROGRÈS DE LA RUSSIE DU CÔTÉ DE LA BALTIQUE ET DE L'EUROPE, APRÈS PIERRE-LE-GRAND, JUSQU'A L'AVÉNEMENT DE CATHERINE II, EN 1762.

I.

Politique générale des successeurs de Pierre-le-Grand.

Les successeurs de Pierre-le-Grand ne dévièrent pas du chemin, qu'il leur avait tracé par ses instructions et ses exemples. Placés désormais, par l'heureux résultat de ses travaux, en contact immédiat avec l'Europe centrale et occidentale, ils ne négligèrent aucune occasion d'intervenir dans les affaires générales de ce continent. Dans deux guerres européennes, la guerre de la succession d'Autriche et la guerre de Sept ans, ils hâtèrent, par leur intervention armée, par leur arrivée sur le Rhin, qui n'avait vu encore aucun soldat russe sur ses bords, la fin des hostilités.

Ils se mêlèrent aussi des affaires particulières des États, surtout de ceux qui, par leur situation géographique, étaient plus rapprochés de leur sphère d'action, et où, pour cette raison, il leur était plus utile d'avoir de l'influence et du crédit. En Suède, ils appuyèrent la faction des Bonnets, qui défendait les intérêts aristocratiques contre celle des Chapeaux, qui représentait les intérêts du pouvoir royal; en Pologne, ils prêtèrent main forte aux partisans des institutions républicaines et de l'anarchie, qui se recrutaient également parmi les grands; et dans l'empire ottoman, ils ne manquèrent pas, suivant la recommandation de Pierre-le-Grand, de patroner leurs coreligionnaires soit slaves, soit grecs. A l'extrême occident de l'Europe se trouvaient deux royaumes puissants, l'Angleterre et la France. Le premier, dès le XVI[e] siècle, s'était lié avec la Russie par des rapports commerciaux; ils cultivèrent son amitié en vue de leurs entreprises soit sur la Baltique, soit sur la mer Noire et sur la mer de l'Archipel. Le second, si l'on excepte l'époque du régent, tout à fait à part dans l'histoire de la maison de Bourbon, n'offrait pas les mêmes précédents. De plus, après cette

régence qui leur avait été si favorable, Louis XV, reprenant le système de son aïeul, songea à épouser la propre fille de Stanislas Leczinski, ce qui était une menace pour la Russie, et une marque nouvelle d'intérêt pour la Pologne. Et en effet, l'année même où mourut Pierre-le-Grand, quelques mois seulement après sa mort, le 5 septembre 1725, ce mariage, qui avait une grande portée politique, qui était un événement, s'accomplit à Paris : en sorte que la lutte en faveur de la Pologne semblait devoir recommencer avec de nouveaux champions, au moment où la Russie perdait celui qui pouvait le mieux la soutenir. Telle était, en face de la Russie, l'attitude respective des deux grandes nations de l'Occident. L'Angleterre n'avait paru se préoccuper que de ses intérêts commerciaux ; la France, pénétrant de bonne heure la pensée des Czars, et se posant dès lors comme le bouclier de l'Europe, avait écouté plutôt un intérêt politique, un intérêt européen. Dans l'impossibilité de la détourner de cette ligne de conduite, la politique des Czars envers la France, après Pierre-le-Grand, fut de la contre-carrer partout : elle était pour les Chapeaux en Suède, ils furent

gueur les Bonnets; elle soutenait, en Pologne, le parti national et catholique, ils appuyèrent le parti des *mal-contents* ou anarchistes et des dissidents; en Orient, elle protégeait les Turcs, dans l'intérêt de l'équilibre européen, ils offrirent du secours aux Grecs; dans l'Empire germanique, elle en voulait toujours à la maison d'Autriche, eux, au contraire, ainsi que l'avaient fait et conseillé Pierre-le-Grand et ses prédécesseurs, s'allièrent toujours avec cette maison; enfin, dans le monde scandinave, la France penchait pour la Suède, ils se prononcèrent pour la partie adverse, pour le Danemark, qui, tenant en outre les clefs de la Baltique, et n'ayant pas joué le rôle de rival de la Russie, était pour eux un allié agréable, autant que nécessaire et plus sûr. Dans un autre ordre de faits et de vues, ils continuèrent à se poser dans le monde, ainsi que l'avaient fait autrefois Ivan IV et tout récemment Pierre-le-Grand, comme les héritiers des Césars, et en particulier des Césars grecs; seulement ils n'affichèrent pas, avec la ridicule ostentation du premier de ces princes, leurs étranges prétentions. Le pouvaient-ils, quand il s'agissait d'Empires, qui jamais n'avaient été, de droit, hé-

réditaires? Pour les constater d'une manière plus sérieuse et plus politique, ils cherchèrent à se faire reconnaître partout le titre d'empereur, que Pierre-le-Grand leur avait légué, et dont la reconnaissance leur paraissait devoir légitimer davantage les droits, dont, à leurs yeux, ce titre était l'image. Et qu'on ne pense pas que dans les cours de l'Europe, et particulièrement, comme de raison, à Constantinople et à Vienne, on ne prit pas la chose au sérieux. En 1767, les Turcs allaient être en guerre avec les Russes, alors gouvernés par Catherine II. Ils voulaient tâcher de gagner les Autrichiens, ou, du moins, de les engager à la neutralité. Quel moyen emploient-ils à cet effet? Nous trouvons dans l'Histoire de l'empire ottoman de M. de Hammer (1), que le grand-visir, Mohammed-Emin, adressa au prince Kaunitz une lettre, extrêmement amicale, dans laquelle, aprés avoir articulé tous les griefs qu'il avait contre la Russie, il déclarait, que, *depuis le temps de Nuschirwan*, le souverain de l'Autriche, héritier de la couronne de Hongrie, *était seul digne du titre impérial*,

(1) Hammer, t. III, p. 591.

usurpé par la czarine de Russie. Il est si vrai que, à cause de l'ambition bien connue des Czars, on ne regardait pas ce titre, en Europe, comme une chose indifférente, qu'il n'y eut d'abord que des puissances de second ordre, la Hollande, la Suède, le Danemark, la Prusse, qui donnèrent leur adhésion, et qui le firent du vivant de Pierre-le-Grand, de 1721 à 1723; les grands États, la France, l'Espagne, et même l'Angleterre, qui pourtant avait fait, dans le temps, aux souverains de Russie des avances à cet égard, montrèrent une longue répugnance à donner diplomatiquement la leur. Elles ne s'y décidèrent que de 1742 à 1764 (1). Quant aux empereurs de la maison d'Autriche et aux empereurs turcs, ils se firent attendre plus longtemps. Les seconds ne reconnurent ce titre impérial qu'en 1774, au temps de Catherine II, et après que les Russes leur eurent arraché cette reconnaissance, le fer à la main. Les premiers prétendant, eux aussi, à la possession de tout l'ancien empire romain, et ne voyant dans les Czars, comme dans les sultans, que des rivaux, se refusèrent à suivre l'exemple des Turcs

1. Ibid., t. XXXV.

Les successeurs de Pierre-le-Grand ne tinrent pas moins à la suprématie qu'il s'était appropriée sur l'Église russe; ils cherchèrent même à en étendre le domaine et l'action. Les catholiques grecs, sujets des Turcs, furent peu à peu portés à reconnaître une suprématie religieuse universelle à ceux qui, ayant seuls la force de les délivrer, en montraient si bien le désir, la ferme volonté. Cette conquête, en quelque sorte spirituelle, qui annonçait l'autre et la préparait, marcha même si vite, que nous voyons dans l'empire ottoman, vers l'an 1767, des prélats grecs, entre autres, l'évêque de Monténégro, qui s'étaient fait sacrer, non plus à Constantinople, où pourtant se trouvait encore un successeur de Photius, mais à Saint-Pétersbourg, là où étaient les véritables chefs, où était l'espérance de tous les Schismatiques grecs (1). On le voit, les successeurs de Pierre-le-Grand n'oublièrent ni l'Europe ni Constantinople. Avancer et influer de plus en plus sur l'une, et préparer chaque jour la conquète de l'autre, furent leur règle constante. Nous l'avons démontré par ce tableau

(1) Villemain, *Essai sur l'état des Grecs, après* 1453, p. [illegible].

ur politique générale. Voyons maintenant sultats particuliers et matériels, qu'ils réus- t à obtenir, et d'abord en face de l'Europe 1762.

II.

grès des Czars sur la Baltique. affaire de la Courlande.

ut sur la Courlande qu'ils jetèrent leurs pre- s regards. Là, un mariage qui avait eu lieu s soins prévoyants de Pierre-le-Grand, celui ne, sa nièce, avec le souverain du pays, t préparer la réunion de ce duché à l'em- russe, et compléter l'acquisition de tout le al russe de la Baltique. Mais il ne restait pas ants de ce mariage; à la mort du duc de lande, son frère, Ferdinand Kettler, dut lui succéder, et Anne ne fut que duchesse iriere de Courlande. Elle avait ce titre d, après le règne très-court de Catherine Ire, e de Pierre-le-Grand, après celui de Pierre II, e l'infortuné czaréwitz Alexis, elle devint, en , impératrice de Russie. Elle fit aussitôt tous fforts pour morceler la Courlande; elle

chercha aussi Ferdinand Kettler étant vieux et non marié, à faire tomber ce duché au moins entre les mains de quelqu'une de ses créatures. En 1733, ayant fait élire roi de Pologne, à l'exclusion de Stanislas Leczinski, l'électeur de Saxe, Auguste III, son protégé, elle s'assura dans la Courlande, par l'intermédiaire de ce prince, qui, à titre de roi de Pologne, en était suzerain, certains districts qui formaient son douaire (1). Quatre ans après, en 1737, la mort de Ferdinand Kettler lui permit d'accomplir en Courlande le second objet qu'elle se proposait. Les habitants de la Courlande avaient déjà élu, en 1726, comme successeur futur de Ferdinand, Maurice, comte de Saxe, frère naturel d'Auguste III (3). Anne ne voulut pas de ce candidat. Elle n'eut aucune peine à tourner contre lui Auguste III, qui était sa créature comme roi de Pologne. Elle parvint ainsi à faire élire un Allemand, qu'elle aimait, dont les parents étaient depuis longtemps attachés à son service, mais que les Courlandais détestaient, non pas seulement parce qu'il n'était que le petit-

(1) Schœll, t. XLIV, l. 8, ch. 23.
(2) Lévesque, *Hist. de Russie*, t. V, l. 7, p. 201.

d'un simple piqueur de Jacques III, un de s ducs, mais à cause de son intrigante ambi-ı(1) : il se nommait Ernest de Biren.

ar l'élévation de ce favori, la Courlande se ira placée, comme le voulait Anne, sous l'in-nce toute-puissante de la Russie. Il semblait la mort de cette impératrice, arrivée en 1740, démolir immédiatement le frauduleux édifice la haute fortune de cet ambitieux. Il n'en fut ı : à la surprise de tout le monde, Biren exhiba testament de sa royale amante, qui, par une nière marque de son amour, mettait le comble prospérité, en le nommant, pendant la mino-d'Ivan VI, fils adoptif de cette princesse, régent toutes les Russies. Rien n'égalait la grandeur ce parvenu. Il n'était question que de lui en sie et en Europe. Maurice de Saxe, qui, mécon-l, était allé demander du service en France, où vint le célèbre maréchal de Saxe, était obligé refouler en lui-même l'espoir, que lui avait instant donné la mort d'Anne, de recouvrer duché de Courlande : il frémissait de dé-; Biren était triomphant. Mais la mort d'Anne

(1) Lévesque, ibid.

se fit bientôt sentir. Les Courlandais, se soulevant, chassèrent le petit-fils du piqueur de Jacques III. En Russie, la cabale de deux autres Allemands, très-estimés de Pierre-le-Grand, Munnich et Ostermann, le renversa, et le fit exiler en Sibérie, en 1741; dès lors le duché de Courlande fut soustrait à l'influence immédiate de la Russie; car Auguste III de Pologne, comme suzerain de la Courlande, y fit élire duc son jeune frère, Charles de Saxe. Mais le système d'Anne était trop dans l'intérêt de la Russie, pour qu'on n'y revînt pas. Sous Élisabeth, qui, seconde fille de Pierre-le-Grand, succéda à Ivan VI, en 1759, Biren fut rappelé de son long exil en Sibérie, au moment où la guerre de sept ans mettait toute l'Allemagne en feu, et occupait surtout Auguste III, de Pologne, aussi bien que Marie-Thérèse d'Autriche, On l'opposa, en Courlande, à Charles de Saxe; il ne put l'emporter, ni sous Élisabeth, ni sous Pierre III, son successeur d'un jour, en 1762; mais, l'année suivante, 1763, année de la guerre de Sept ans, on fit à Auguste III, de la reconnaissance de Biren, en qualité de duc de Courlande, une condition, *sine quâ non*, du secours qu'il deman-

dait contre le roi de Prusse, Frédéric-le-Grand; la Courlande, alors, sous Ernest de Biren, sous un duc, qui avait gagné sa seconde fortune par la cruelle expiation de la première, retomba dans l'état de dépendance, où la voulaient tenir les souverains de Russie (1). Elle resta dans cet état jusqu'en 1795, époque à laquelle la démission du fils de Biren la fit passer, avec la Sémigalle, en leur pouvoir.

III.

Affaire de la succession de Suède.

Une seconde affaire, qui occupa les successeurs de Pierre-le-Grand, ce fut la question de la succession de Suède. Là aussi, un mariage, accompli sous Pierre-le-Grand, pouvait procurer aux Russes la Suède, qu'ils n'avaient pu avoir par les armes : c'était celui de sa fille aînée, Anne Petrowna, avec le duc de Holstein-Gottorp, héritier légitime d'Ulrique-Éléonore, sœur de Charles XII. Mais les Suédois, pour ne pas dépendre d'un gendre de leur vainqueur, lui avaient

(1) Heeren, Man. du syst. polit. des temps mod., [illegible] pér., p. [illegible], t. I

préféré l'époux même d'Éléonore, Frédéric Ier, landgrave de Hesse-Cassel, qui, en 1720, était devenu roi de Suède. Pierre-le-Grand, content d'obtenir, en 1721, de ce roi, encore peu affermi et ayant besoin de la paix, le traité avantageux de Nystœdt, s'était borné à faire nommer son gendre Prince royal. Ce titre ne lui donnait pas le trône, mais consacrait son droit éventuel. Après lui, Charles-Pierre-Ulrich, qui était né du mariage d'Anne Pétrowna, porta le même titre, et, en 1741, la czarine Élisabeth l'ayant déclaré son héritier, on voit quelles immenses espérances reposaient sur la tête de ce prince; sans parler qu'il avait aussi, également par son père, des prétentions à la couronne du Danemark. S'il réussissait, c'en était fait : l'empire du Nord était fondé, et en faveur d'un Czar de Russie, d'un petit-fils de Pierre-le-Grand ! Mais les Suédois espéraient bien éviter une éventualité, dont la réalisation devait les soumettre aux Russes, leurs acharnés ennemis. Ils espérèrent même, à la faveur de certains désordres que la rivalité des anciens généraux de Pierre-le-Grand, les uns russes, les autres étrangers, faisait naître à la cour d'Élisabeth, pouvoir chasser les Russes, au moins,

de la Finlande. Poussé par le parti des Chapeaux, par le parti de Gyllembrog, et par l'ambassadeur français, Cartéja, Frédéric Ier ne tarda pas à faire, dans ce but, la guerre aux Russes. La jeunesse belliqueuse répétait ces paroles de l'ambassadeur de France : « Qu'un ministère, com-« posé de Bonnets, n'était pas bon pour la « Suède ; et qu'il fallait, comme, du reste, un « grand comité secret l'avait reconnu, tenir à « l'amitié de la France, appuyer le roi Stanislas, « et abaisser la Russie... » Un traité de subsides, pour dix ans, fut conclu avec Louis XV, qui s'engagea, par chacune des trois premières années, à fournir à la Suède 300 mille thalers. Ces arrangements dataient déjà de 1738. Le traité de Vienne, qui, cette année-là, vint régler l'affaire de la Pologne, en faveur de l'électeur de Saxe, du candidat russe, n'empêcha pas, pour cela, la guerre. Elle se fit, en 1741, au moment où la France, de son côté, allait combattre Marie-Thérèse, dont les Russes étaient les fidèles alliés. Elle ne fut pas heureuse. Les généraux suédois, Levenhaupt et Buddenbrog, attaqués près de Frédéricshamn, se retirèrent devant l'armée ennemie, sans se défendre, lâcheté qu'ils payèrent

bientôt, l'un et l'autre, de leur vie; et, au lieu de recouvrer la Finlande, ils la perdirent tout entière. Mais les Suédois tenaient toujours bon pourtant; ils firent même une chose, qui devait irriter beaucoup la czarine Élisabeth : les paysans Dalécarliens se soulevèrent, parlèrent hautement de donner la couronne de Suède au duc de Deux-Ponts, déjà héritier de Christian VI, alors roi de Danemark. Contre leur attente, peut-être, ce qui semblait devoir envenimer les hostilités, fut ce qui y mit fin. En ce moment, Kaunitz s'occupait activement de rétablir la paix du Nord, afin que les Russes pussent descendre au secours de Marie-Thérèse contre la France. Pressée par les agents de cet habile homme d'État, Élisabeth obtint d'abord de Charles-Pierre-Ulrich, qu'il se démît de ses droits à la couronne suédoise, en faveur de son cousin Adolphe-Frédéric, chef de la branche cadette de Holstein-Gottorp; cela fait, elle fit aussitôt dire au congrès, réuni à Abò, qu'elle se tiendrait pour contente, si les Suédois voulaient reconnaître pour leur futur roi ce dernier prince, à la place du duc de Deux-Ponts, et même qu'elle leur rendrait la majeure partie de ses conquêtes dans la

Finlande. « Les Suédois, dit leur historien na- « tional, Geyer, étaient profondément humiliés « de recevoir un roi de la Russie, comme condi- « tion de paix. » Il fallut pourtant se décider, et c'est sur cette base que fut conclu, le 17 août 1743, le traité d'Abô, par lequel la Russie ne gardait en Finlande, pour les ajouter au district de Viborg, acquis par Pierre-le-Grand, que la province de Kymenogord, la forteresse de Nyslot, et les îles, situées à l'embouchure du Kymené. Ce fleuve devait servir de limite. Mais son candidat au trône de Suède, Adolphe-Frédéric, de la branche cadette de Holstein-Gottorp, et déjà évêque de Lubeck, était déclaré solennellement prince royal, c'est-à-dire, héritier présomptif de Frédéric Ier de Hesse-Cassel, alors roi de Suède (1). Et en effet, en 1751, Adolphe-Frédéric de Holstein-Gottorp devint roi de Suède, où il fut le premier de cette maison. En 1762, à la mort d'Elisabeth, Charles-Pierre Ulrich, de la branche aînée de la même maison, fut proclamé empereur de Russie, sous le nom de Pierre III. Cette année-là donc, la Russie avait réalisé, dans

(1) *Voir* Geyer, p. 503 à 509; Schœll, t. XLIV, p. 222.

le Nord, la même grande combinaison, que Louis XIV, dont Pierre-le-Grand avait profondément étudié la politique et les plans, avait, dès le commencement du siècle, réalisé pour la France, dans le Midi. Ici, de deux États, depuis longtemps rivaux, la France et l'Espagne, l'un avait écrasé l'autre, au nom de l'équilibre de l'Occident, et se l'était ensuite, par les conséquences heureuses d'un mariage important, incorporé, pour ainsi dire, en lui donnant pour roi un cadet de sa dynastie ; là, pareillement, après des succès analogues, suivis de semblables nœuds, la Russie s'était uni la Suède, en lui imposant pour roi le cadet aussi d'une maison, dont elle-même possédait la branche aînée. Ainsi, le génie politique et les grandes vues de Pierre-le-Grand revivaient dans ces Czarines, qui savaient porter son sceptre, Catherine Ire, Anne, surtout dans sa fille Élisabeth.

Et pourtant, ce grand ministre anglais, que nous avons souvent cité, et qui, en 1743 (1), dans sa tranquille retraite, écrivait sur son passé, voyait et jugeait le présent, et ne pouvait

(1) T. I, p. 2 du *Testam. de Walp.*

r les progrès des Russes, sous ces illustres atrices, appelait cela de l'inaction : « Ne ons-nous pas même, dit-il, regarder aurd'hui l'*inaction* des impératrices, non me une insuffisance, mais plutôt comme préparation à de grands coups (1)? » Il ait voir, dans un prochain avenir, la grande rine II, auprès des actes de laquelle les acde ces impératrices peuvent être, en effet, lées, presque comme un repos, sinon comme nction !

(1) ..., t. II, p. 128.

CHAPITRE XV.

NOUVELLES TENTATIVES DE LA RUSSIE CONTRE CONSTANTINOPLE, DEPUIS PIERRE-LE-GRAND JUSQU'À CATHERINE II.

I.

Nouvelle guerre contre les Turcs sous Anne.

Nous nous occuperons bientôt de cette femme extraordinaire, de cette seconde Sémiramis du Nord. Mais auparavant, il faut voir quels progrès fit la Russie, du côté de Constantinople, sous les premiers successeurs de Pierre-le-Grand. Quand mourut ce Czar fameux, c'était pour les Russes un devoir d'honneur, en même temps qu'une inspiration ambitieuse de religion, de reprendre la croisade contre les Turcs, d'aller réparer la honte de la journée et du traité du Pruth. Ils ne firent rien sous les règnes, ou courts ou agités, de Catherine Ire et de Pierre II Alexiowitz. Mais Anne Ivanowna, qui succéda à

Pierre II, résolut d'armer contre les oppresseurs de ses coreligionnaires grecs, et, nièce de prédilection de Pierre Ier, elle apporta, à ce renouvellement de la guerre sainte, l'ardeur reconnaissante qu'elle devait à une pieuse mémoire. Elle s'entendit, dans la Moldavie, avec un grand parti, celui du prince Cantémir, réfugié, comme on sait, en Russie (1); elle gagna une bonne partie du clergé grec (2); elle eut aussi des intelligences parmi les Tartares de la Crimée, dont le khan lui-même, vassal des Turcs, fut, en 1737, dépouillé de sa dignité par son suzerain, comme suspect (3). Avec ces appuis divers, elle commença seule la guerre, en 1735, et débuta par la prise d'Azoff, dont s'empara le maréchal Munnich. Mais des auxiliaires lui arrivèrent bientôt.

Dès l'année 1733, l'empereur Charles VI avait signé avec la France, au sujet de Stanislas Leczinski et des Deux-Siciles, les préliminaires de la paix de Vienne ; mais cette paix, même en 1737, n'avait pas été encore changée en un traité (4)

(1) Hammer, t. III, p. 484.
(2) Villemain, *État des Grecs*, etc. p. 295.
(3) Hammer, t. III, p. 470. — (4) Heeren, t. I, p. 210.

définitif. Cela faisait que le cardinal Fleury, alors principal ministre en France, était toujours, à son égard, dans une attitude hostile. En conséquence, le marquis de Villeneuve, ambassadeur de France à Constantinople, avait mission de susciter aux Autrichiens le plus d'embarras possible (1). Rakoczi ou Ragotzi, chef émigré d'une dernière insurrection hongroise, une foule d'autres émigrés, auxquels les Turcs, rivaux de l'Autriche, avaient donné asile, et enfin le fameux comte de Bonneval, renégat français, très-influent auprès du sultan Ahmed III, se joignirent à l'ambassadeur français. Tous ensemble, ils répétèrent sans cesse aux membres du Divan, que l'empereur Charles VI était affaibli par les pertes qu'il avait éprouvées dans sa dernière guerre, soit en Pologne, soit en Italie, et qu'il ne pouvait guère plus compter sur le prince Eugène qui était trop avancé en âge; qu'ainsi l'occasion était bonne pour les Turcs, s'ils voulaient revenir sur la désastreuse paix de Passarowitz. Ils ajoutèrent que les Autrichiens, d'ailleurs, s'allieraient, tôt ou tard, avec les

(1) Hammer, t. III, p. 462, prem. colonne.

dont l'initiative était une réelle invita-
ce ce qui leur faisait craindre cette alliance,
e la cour de Vienne avait vu de très-
œil les ouvrages élevés par les Turcs à
, sur le Danube, tout près des posses-
ue cet avantageux traité lui avait procu-
. Ils dirent qu'en outre la diplomatie
nable dans l'art de corrompre, cherchait
s les moyens à entraîner l'Autriche à une
ouverte avec la Turquie. Dans ce cas,
attendre les Autrichiens? Ne valait-il
ux les prévenir? Ces raisons étaient spé-
; elles ne purent cependant persuader le
iur Sidi-Mohamed-Pacha, qui craignait
oser gratuitement à avoir deux ennemis
ttre au lieu d'un. Une conférence, qu'il
édiatement avec l'internonce ou ambas-
utrichien, le comte de Talman (2), et où
sembla approuver que les Russes voulus-
enir sur le traité du Pruth, conclu, di-
lans une circonstance où Pierre-le-Grand
couteau à la gorge, ne lui fit pas plus

[illegible], t. III, p. [illegible], [illegible] colonne.
[illegible], t. III, p. [illegible], [illegible] col

d'impression. Ceux qui voulaient, à tout prix, une rupture de l'Autriche avec la Turquie, furent plus heureux à Vienne. Pourtant la cour de Vienne devait tenir beaucoup plus à la paix, de peur de compromettre, dans une guerre toujours incertaine, les avantages tant enviés du traité de Passarowitz. Mais on dit à l'empereur qu'il était sérieusement question, à Constantinople, d'une expédition contre Belgrade : l'ambassade russe confirma, de tout son pouvoir, cette communication ; l'internonce de Talman, interrogé, ne la démentit point : et aussitôt Charles VI envoya à la Porte-Ottomane le comte de Kœnigseg, pour déclarer la guerre aux Turcs, prétextant le refus de détruire les ouvrages de Widdin ; il fit, en même temps, 1737, l'alliance austro-russe, et ses troupes, se mettant en marche, allèrent s'emparer, pour protéger Belgrade, de la forteresse de Nissa, située au cœur de la Turquie, derrière les montagnes qui servent de rempart à la Roumélie, à la province qui possède Constantinople. Il vit bien plus tard qu'il était allé trop vite, qu'il avait été abusé ; mais le gant était jeté, et il avait été relevé ; il l'avait été, à la grande joie du cardinal de Fleury, qui obtint

alors, en 1738, que les préliminaires de Vienne furent convertis en un traité définitif; il l'avait été aussi, à la grande joie du parti de M. de Villeneuve, de Racokzi, de Bonneval, qui prédisaient aux Turcs, sur l'Autriche affaiblie, des succès éclatants : il n'y avait pas moyen de reculer.

II.

Langage ultimatum de l'ambassadeur russe, Schaffiroff. — Guerre et négociations à ce sujet.

Le maréchal russe Munnich n'était pas moins triomphant. La prise de Nissa était le pendant de celle d'Azoff. « Nous voulons, dit le plénipotentiaire russe, Schaffiroff, au congrès de Niemirow, qui s'assembla aussitôt, au mois d'août 1737, pour couper court à la guerre par une prompte paix, nous voulons : 1° l'abrogation de tous les traités, antérieurs à celui qui se conclura en ce moment ; 2° la cession du Kouban et de tous les Tartares à la Russie ; 3° *la reconnaissance de la Valachie et de la Moldavie, comme principautés indépendantes, sous le protectorat de la Russie* ; 4° l'obliga-

et pour leur propre compte, avec les vainqueurs. Les Russes aussi, par leur plénipotentiaire, le comte Ostermann, proposaient la paix aux Turcs, offrant, s'ils y consentaient, la restitution de Kilburn et d'Oczakoff. Mais la constance et la fermeté n'étaient pas alors ce qui manquait aux Turcs. Il fut répondu aux Russes et aux Autrichiens, que le sultan Ahmed III ne mettrait bas les armes, qu'après avoir repris Azoff, Belgrade, et même, au delà de Belgrade, la forteresse de Temeswar, qui, possédée par les Turcs, eût assuré, en Hongrie et en Transylvanie, le triomphe des émigrés hongrois. Il fallait conquérir tout cela. Le grand-vizir Jegen se mit à l'œuvre : le 22 juillet 1739, après un combat, qui dura depuis cinq heures du matin jusqu'au coucher du soleil, il remporta sur le général autrichien Wallis, triste successeur du prince Eugène, la sanglante victoire de Krozka, où les Autrichiens eurent plus de cinq mille morts et plus de quatre mille blessés (1). Cinq jours après, le 27 juillet, il parut sous les murs de Belgrade. Après un tel succès, on pense bien que les Turcs ne se relâchèrent pas de leurs

(1) Hammer, t. III, p. 483.

prétentions, concernant les Autrichiens; et, quant à l'ultimatum de Schaffiroff, ils persistèrent à le rejeter en entier. Cependant Munnich, toujours vainqueur, de son côté, acheva la conquête de la Moldavie par la prise de Choczim et par celle d'Iassy, capitale de cette principauté. Mais le grand-visir apprit des détails qui lui donnèrent bon espoir. Les Cosaques, lui dit-on, ravageaient tout dans la Moldavie; Munnich lui-même, avec une dureté impolitique, avait exigé des boyards moldaves 20,000 hommes et 20,000 ducats; à son entrée dans Iassy, quand le métropolitain de cette ville lui avait présenté la croix et l'Évangile à baiser, en bon protestant qu'il était, il n'avait posé ses lèvres que sur le livre sacré, et avait repoussé la croix; enfin, ce prélat ayant commencé son discours par ces paroles de la Bible: « Que le Seigneur bénisse ton entrée et « ta sortie, » et les généraux russes s'étant pris à rire de cette sorte de prophétie, Munnich, comme s'il attribuait le choix de ce texte à une intention maligne, avait laissé ses féroces soldats profaner les églises et piller les couvents: par conséquent les Russes, libérateurs, ne traitaient guère mieux les Moldaves, que les Turcs, oppres-



seurs, et le pays était loin d'être content (1). La résolution que prit Munnich confirma tous ces bruits : il voulut marcher sur Bender, et sortir ainsi de la Moldavie ; mais une armée turque lui barra le chemin, et, derrière lui, se trouvait aussi une autre armée. Il avait toujours vaincu, et il se trouvait pourtant au milieu d'un dédale inextricable de troupes turques. Chaque bacha, chaque seraskier, chaque pacha, amenait les siennes ; il était allé trop avant dans un pays bien gardé par les Turcs ; voilà pourquoi il voulait en sortir, et se porter sur Bender, c'est-à-dire se borner à l'occupation des frontières du Dniester, plus faciles à obtenir que celles du Danube. On conçoit que, après cela, le grand-visir ne fut guère plus traitable envers les Russes qu'envers les Autrichiens : il voulut bien se relâcher sur quelques points secondaires ; mais sur le point principal, qui était la restitution d'Azoff, il fut inflexible. Et puis, le marquis de Villeneuve entretenait la confiance ferme du grand-visir, en tâchant d'amener les Autrichiens à un accommodement séparé. L'Autriche, aussi bien que la

(1) Hammer, t. III, p. 484.

Turquie, l'avait accepté pour médiateur : mais ce n'était pas un médiateur impartial ; il penchait pour les Turcs, déclarait toujours qu'il ne pourrait pas leur persuader d'abandonner Belgrade, que d'ailleurs cette place, étant située sur la rive turque du Danube, leur appartenait géographiquement, qu'il lui semblait que c'était assez, pour la défense de la Hongrie, que les Turcs renonçassent à leurs prétentions sur la province et la forteresse de Demeswar. Ce qu'il y eut de plus fâcheux pour l'Autriche, dans tout cela, c'est que ses négociateurs, le colonel Grosz, Wallis et le comte de Neipperg, enhardirent, comme à dessein, les Turcs, par un caractère trop facile (1). Le colonel Grosz prit sur lui de soumettre à l'empereur Charles VI. l'abandon de Belgrade, comme la première condition de la paix ; puis, quelques jours après, ayant reçu de Sinzendorff, ministre des affaires étrangères à Vienne, en réponse à ses missives, des dépêches, qui l'autorisaient, en cas seulement de nécessité, à céder aux Turcs Belgrade même, avec tous les ouvrages de défense qu'y avaient élevés les

(1) Hammer, t. III, p. 485-486.

[redacted]

Autrichiens, il n'eut rien de plus pressé, à l'insu de ses collègues, que d'aller offrir cela au grand visir (1). Mais le duc de Lorraine tint bon encore, et ne voulut pas rendre la place, tant que Wallis et Neipperg, qui étaient les principaux plénipotentiaires, n'auraient pas reçu des instructions formelles à cet égard. Ces deux plénipotentiaires furent alors chargés de faire un rapport sur l'état de Belgrade, de bien examiner une brèche, dont le commandant de la place, Sukow, avait parlé, comme rendant désormais toute résistance inutile. Il paraît, d'après l'exposé critique que M. de Hammer a fait des négociations de la paix de Belgrade, qu'il ne se donna pas la peine de visiter cette brèche, « négligence d'au« tant plus grave, dit M. de Hammer, que le « général Schmettau, venu, deux jours aupara« vant, pour inspecter les fortifications, n'avait « trouvé aucune ouverture à l'enceinte exté« rieure, et n'avait pas aperçu d'ennemi. Ce fut « pourtant sur la déclaration du lâche Sukow, « que Wallis, dans ses rapports particuliers, et « Neipperg, dans l'exposé confidentiel que lui

(1) Laugier, *Hist. de la paix de Belgrade*, l. 2 et suiv.

avait demandé l'empereur, se prononcèrent sur l'impossibilité de maintenir Belgrade. » L'empereur céda. Neipperg ne songea donc qu'à obtenir, en restituant Belgrade, la démolition des fortifications. Il insista sur ce point; mais le grand-visir savait, par le colonel Grosz, que l'empereur céderait aussi pour cet article; il répondit donc, qu'il n'avait qu'un Dieu, qu'une parole, et qu'il n'écouterait de propositions de paix qu'après la remise des clefs mêmes de Belgrade (1). Et aussitôt il fit pousser le siége avec plus de vigueur. Enfin, le 1ᵉʳ septembre 1739, dans la tente de M. de Villeneuve, devant Belgrade, tout fut accordé; on s'entendit aussi sur tous les autres points, et les préliminaires de la paix furent signés. Neipperg déclara bien, après cela, au plénipotentiaire russe, Cagnoni, qu'il ne signerait pas de paix définitive sans lui. Mais c'était une mauvaise plaisanterie; car, dans la situation critique où nous avons laissé Munnich, situation qui était aggravée par la défection des Autrichiens, les Russes ne pouvaient plus rien faire. Le marquis de Villeneuve le fit entendre à

(1) Laugier, I, 8

Cagnoni, qui était venu le trouver ; il lui dit que les Turcs, qui avaient obtenu Belgrade des Autrichiens, n'iraient pas se relâcher, pour Azoff, en faveur des Russes, surtout des Russes restés seuls... Sur le rapport de Cagnoni, Anne Iwanowna ordonna donc de rendre Azoff.

IV.

Traité de Belgrade, 1739.

Le traité de Belgrade, conclu sous la médiation de la France, le 18 septembre 1739, porta donc : 1° la cession de Belgrade, dans l'état actuel où elle était, à la Porte, plus Orsowa et Czabacz. Les deux premières de ces villes défendaient le cours du Danube, jusqu'à l'endroit où il entre dans la Valachie; la troisième défendait la Save, dont le cours, à partir de Belgrade, devenait la limite des deux empires ; 2° la Servie et la Valachie autrichiennes étaient abandonnées, et l'Autriche ne conservait, au delà du Danube, que le bannat de Temeswar ; 3° Quant à la Russie, elle restituait Choczim et tous les points occupés dans la Moldavie ; elle s'obligeait à raser

les fortifications d'Azoff, dont le territoire devait rester inhabité; elle ne pouvait entretenir des flottes ni construire des vaisseaux sur la mer d'Azoff, pas plus que sur la mer Noire; elle avait seulement la liberté d'élever une forteresse sur le Kuban, pour tenir en respect les Tartares. La question du titre impérial était ajournée.—Voilà, grâce à l'immense ascendant que le traité de Vienne de 1738 avait donné, en Europe, à la France et au cardinal de Fleury, quelle suite on avait donnée au superbe ultimatum de Schaffiroff; voilà comment, par l'adresse de M. de Vilneuve, secondé par la négligente précipitation de Neipperg, la France avait fait reculer les Autrichiens et les Russes réunis. Elle les avait forcés, non-seulement à renoncer à leur projet de démembrement de l'empire ottoman, mais encore à toutes leurs conquêtes antérieures; ils avaient dû souscrire aussi à l'entier rétablissement de la Turquie dans ces mêmes frontières naturelles, que, du côté de l'Autriche, elle a toujours, ou à peu de chose près, conservé depuis (1).

(1) Heeren, t. I, 2e périod. Laugier, *Hist. de la paix de Belgr.*, l. 2. Schœll, t. XXXVIII, l. 8, ch. 7, etc.; Hammer, t. III, l. 19. Koch, période 8e, t. II.

V.

La Pologne profita-t-elle de ces guerres, fomentées en grande partie pour elle, par la France?

Si les Polonais n'avaient pas été si divisés, s'ils avaient voulu s'unir tous, comme le faisaient les Turcs, contre les Russes, leurs ennemis acharnés, nul doute qu'avec le soutien fidèle de la France, ils n'eussent été aussi heureux contre la Russie, qu'avaient pu l'être les Turcs. Malheureusement rien ne leur servait. La France, par la dernière guerre dont nous venons de parler, avait eu l'intention de les débarrasser des Russes et des Autrichiens; mais un grand parti, celui de l'anarchie aristocratique, celui du *liberum veto*, qui s'était couronné avec Auguste III, les appelait et les retenait en Pologne. Pourtant, en 1753, la czarine Élisabeth menaça, par deux fois, ce royaume d'un démembrement: elle voulait enlever (1) Dantzick aux Polonais; cela aurait dû leur ouvrir les yeux, et les engager à ne pas sacrifier ainsi le salut de la

(1) Hammer, t. III, p. 538.

patrie à d'aveugles intérêts de caste, à des rivalités obstinées de famille ou de parti. Il n'en fut pas ainsi : l'alliance contre les Russes, proposée aussitôt aux Turcs par l'ambassadeur français, le comte Desalleurs, put seule sauver la Pologne de l'exécution de ce projet précoce de démembrement. Dix ans après, en 1763, quand mourut Auguste III de Pologne, les Polonais continuèrent les mêmes divisions. On leur disait d'accorder, pour plus de paix, la liberté religieuse et civile aux dissidents, soit protestants, soit schismatiques grecs ; ils s'y refusèrent. La grande et noble famille des Czartoriski leur proposait un gouvernement plus monarchique, plus capable de faire plier toutes les résistances antipatriotiques ; ils n'en voulurent pas. On leur conseillait de s'entendre tous, pour appuyer le jeune Xavier de Saxe, dont le dauphin de France avait épousé la sœur, contre Poniatowski, que les Russes avaient gagné ; ils n'écoutèrent rien (1). Soutenu par la confédération trop exclusive, bien que catholique et nationale, de Bar, mais

(1) Rulhière, *Anarchie de Pologne*, t. IV ; De Ferrand, *Les trois parties de la Pol.*, t. I.



repoussé par la cabale des *mal-contents* et des dissidents, qui étaient les plus riches propriétaires du pays, Xavier de Saxe eut le dessous. Il fallut que la France, pour sauver la Pologne d'une ruine imminente, sous Poniatowski, sous un prince, qui, d'avance, l'avait vendue à l'étranger, formentât une nouvelle guerre entre les Russes et les Turcs, comme elle l'avait fait, en 1737, entre les Turcs et les Autrichiens. Elle eut moins de peine pour ceci. Mais arrêtons-nous un instant. Une grande figure se présente à nous : l'année même 1763, Catherine II a ceint déjà, depuis un an, la couronne de toutes les Russies !



CHAPITRE XVI.

LA RUSSIE EN FACE DE CONSTANTINOPLE SOUS CATHERINE II, OU HISTOIRE DES TRAITÉS DE KAINARDJY, 1774, ET D'YASSY, 1792.

I.

Dessein et plan de Catherine II.

Dans leurs projets sur l'Europe, les Russes avaient eu jusqu'ici plus de succès que dans leurs entreprises contre les Turcs. Un seul peuple, fortement uni, avait été plus capable de les arrêter que plusieurs nations divisées entre elles. Aussi, tandis que le chemin de l'Europe, par la Baltique et par la Pologne, leur était largement ouvert, celui de Constantinople, par les Provinces danubiennes et par la mer Noire, leur était encore fermé. Mais, en 1762, élevée au trône par le renversement ou par le meurtre de Pierre III, son époux, parut en Russie une femme, une impératrice, plus capable que toutes celles qui l'a-

vaient précédée, de porter le sceptre Moscovite : c'est l'Allemande Catherine II, de la maison d'Anhalt. Démembrer la Pologne et peser directement, immédiatement, sur ce sol de l'Europe, qui leur avait été inaccessible si longtemps, effacer la honte du Pruth, l'affront de Belgrade, et, sinon prendre Constantinople, du moins en préparer sûrement la conquête par des établissements sur la mer d'Azoff et sur la mer Noire, telle fut son idée fixe, son projet bien arrêté. A l'accomplissement de ce grand dessein elle voulait consacrer tout ce qu'elle avait d'intelligence, de finesse politique, de hardiesse et de fermeté, et tous les talents dont étaient doués le comte Panin et le prince Potenkin, qui furent ses ministres. Elle savait qu'avec Stanislas Poniatowski, elle n'aurait qu'à vouloir, en Pologne, pour pouvoir prendre à son gré. Elle résolut donc de fondre d'abord sur les Turcs, sur ces vieux Musulmans, dont les Français et la confédération de Bar exploitaient contre les Russes l'incommode voisinage et la séculaire inimitié. Pour avoir plus de chances de succès, elle suivit l'unique politique qu'il y avait à suivre, celle qu'avaient suivie Pierre-le-Grand et Anne

Ivanowna, de se poser comme les libérateurs des Schismatiques grecs et des peuples slaves, sujets des Turcs : mais elle s'y conforma sur des proportions plus larges et dans des entreprises autrement hardies.

II.

Modération relative des Turcs envers les Grecs.

Un Grec, nommé Œconomos, avait fondé, tout récemment, en Asie Mineure, la ville de Cydonie, où il n'avait appelé que des Grecs, et dont il avait fait l'asile de la religion et de la liberté helléniques. Des pachas jaloux avaient voulu, en 1750, détruire cette colonie sacrée et inoffensive. Œconomos avait défendu son indépendance et ses libertés, et le gouvernement du sérail, auprès duquel il avait un ami puissant, le riche banquier grec, Petrarki [1], l'avait laissé faire, et ne le troublait en rien dans sa petite république. Il n'y avait personne, parmi les Grecs de la Turquie, qui n'enviât le sort de Cydonie, de

1 [illegible], p. [illegible] de son *Essai sur l'état des Grecs*, etc.

cette touchante et généreuse création d'Œconomos. Etait-ce un espoir que les sultans avaient voulu faire naître au cœur des malheureux Grecs? Etait-ce le premier pas dans un système de gouvernement, plus équitable envers les vaincus? Dans tous les cas, c'était pour quelques-uns un avantage réel et acquis. En 1760, mais seulement dix ans après, les sultans avaient donné aux Grecs une nouvelle marque d'intérêt : c'était pour la question des Lieux-Saints. Mustapha III, successeur d'Ahmed III, par un chatti-schériff, les avait confiés aux Grecs, de préférence aux Latins (1); et la France, représentée alors, à Constantinople, par M. de Vergennes, n'avait pu, malgré toute son influence, faire révoquer ce décret. Ces deux actes du gouvernement ottoman étaient, incontestablement, deux bienfaits pour les Grecs : mais c'était une diminution d'oppression, ce n'en était pas la cessation ; et, d'ailleurs, il y avait, entre eux et leurs maîtres musulmans, une antipathie, trop irrémédiable, de souvenirs, de race, de religion.

(1) Hammer, t. III, p. 566.

Intelligences nombreuses des Russes parmi les Grecs, et jusque dans le palais du sultan.

Catherine II ne l'ignorait pas; aussi, est-ce par la race grecque qu'elle espérait, au moins, ébranler, fortement l'empire turc. Grégoire Orloff, son amant et son complice, et tous les jeunes Russes qui entouraient son trône, les Dolgorouki, les Panin, les Galitzin, les Potemkin, qui remplaçaient cette brave génération de généraux allemands avec laquelle Pierre-le-Grand avait opéré les merveilles de son règne, poussaient beaucoup Catherine II à faire, par Gibraltar et la Méditerranée, une invasion dans l'ancienne Grèce. Un Thessalien réfugié, devenu capitaine de la garde russe, Grégori Papapoulo, insistait pour qu'on tentât cette entreprise : il croyait à sa réussite, et il s'engageait du reste à en préparer le succès. A cet effet, il fut envoyé à Trieste. Il y vit un grand nombre de marchands grecs, et il apprit que tous les Grecs, à l'exception des féroces Albanais, convertis au mahomé-

tisme, étaient disposés en faveur des Russes ; que deux hommes énergiques, Stéphano et Wassili, agitaient le pays des Monténégrins; que l'évêque de Monténégro, celui qui avait été sacré, comme nous l'avons dit ailleurs, à Saint-Pétersbourg, ne se cachait pas pour porter un portrait de Catherine II, et qu'il prédisait aux Grecs leur délivrance (1) ; que Stéphano était un jeune moine, qui soulevait les montagnards du pays jusqu'à Cattaro, en se faisant passer pour le czar Pierre III (2). Papapoulo se convainquit bientôt, par lui-même, de la véracité de leurs récits. Au fond de la Morée se trouvait, sur une montagne, battue par les flots de la mer, la ville de Mania, habitée par une population guerrière, et fort animée contre les Turcs; tout près, Calamata, autre ville, composée aussi d'hommes de cœur. Papapoulo alla sonder leurs dispositions. Mauro-Mikali chez les Maniotes, Proëstos et le riche Benacki, à Calamata, promirent leur actif concours. Pendant que les Grecs étaient ainsi travaillés dans les provinces du sud, les provinces du nord étaient aussi parcourues par des

(1) Hammer, t. III, p. 567. — (2) Villemain, p. 300,

agents russes. L'Archimandrite d'Ardschisch, dans la Moldavie, avec le colonel russe, Karazin, recrutait des partisans à la Russie ; il le faisait sous les yeux mêmes du jeune Alexandre Ghika, parent de celui dont nous avons parlé avant le traité de Belgrade ; et Alexandre Ghika ne disait rien, ce qui fit que le sultan le suspendit immédiatement de ses fonctions (1). Partout les Russes envoyaient aux Grecs de l'or et des ornements d'église, avec des médailles, frappées à l'effigie de Catherine II. Ils envoyèrent aussi parmi eux de nombreux exemplaires d'un livre, que Papapoulo avait traduit en grec moderne, et fait imprimer à Venise : il roulait sur *l'art militaire, d'après la tactique russe* (2), et était destiné à donner plus de force à la réaction qu'on préparait, par l'unité de la discipline et de la stratégie. Ce n'était pas seulement parmi les Grecs que les Russes avaient des intelligences, c'était aussi auprès des sultans et dans leurs conseils. Mustapha III fut obligé de disgracier le grand-visir Durshade, qui était favorable aux Russes, et le détournait de soutenir,

(1) Hammer, t. III, p. [illegible]. — (2) Villemain, p. [illegible]

en Pologne, la confédération de Bar; d'autres Ulémas agissaient dans le même sens. Voilà, en 1767, au moment où la guerre avec la Russie allait éclater, ce qu'il dit à son nouveau médecin, l'Allemand, Ghobis (1). L'interprète de la Porte-Ottomane pour les affaires de Russie, Nicolas Drakoraja était aussi pour les Russes ; il en était de même du successeur d'Alexandre Ghika, en Moldavie, Gligori-Callimaki. Celui-ci, au premier bruit de la guerre, s'appropria cent bourses, qui lui avaient été remises pour acheter des vivres, et conspira en faveur de l'ennemi (2). Il faut ajouter à toutes ces circonstances favorables, l'influence que pouvaient avoir auprès de leurs compatriotes, tous ces nobles Grecs, réfugiés en Russie, surtout un Cantacuzène, qui avait été fait boyard et général (3). Les intelligences n'étaient pas les mêmes dans les îles de l'Archipel; mais on avait un homme, fort connu des insulaires par ses richesses et son grand commerce, et qui pouvait, par sa seule présence, parmi les Russes, tout entraîner à eux : c'était un armateur de la petite île de Mycône, nommé Psa-

(1) Hammer, p. 586. — (2) *Ibid.*, p. 599. — (3) *Ibid.*, p. 600.

ros (1). Les Russes l'avaient vu au petit port de Taganrok, construit autrefois par Pierre Ier, et ils l'avaient engagé, avec tout son équipage, au service de la Russie, en lui disant qu'une descente des Russes en Grèce allait avoir lieu. Il se trouvait alors, à Cronstadt, prêt à partir. Sont-ce là les seuls moyens, employés par Catherine II, pour assurer le succès de son expédition contre les Turcs ? Elle fit encore plus. Elle engagea le pacha d'Égypte, Ali-Bey, à se soulever, lui promettant la protection des Russes pour se rendre indépendant (2) de la Porte. Elle espérait aussi entraîner les chevaliers de Malte (3) à une croisade qui était dans leurs goûts. En Europe elle s'entendit avec l'Angleterre, dont les démêlés avec les colons anglais de l'Amérique du Nord avaient commencé, et qui, prévoyant peut-être que ces colonies allaient lui échapper, voulait se dédommager, par avance, soit dans l'Archipel, soit en Égypte, de cette fâcheuse perte. En Autriche, elle était sûre, au moins, de la neutralité de Marie-Thérèse. Ce n'est pas que les Turcs

(1) [illegible], p. [illegible] — (2) [illegible], [illegible] period., [illegible] epoq., p. [illegible]
(3) [illegible], p. [illegible]

n'eussent cherché à gagner cette grande reine. Le grand-visir, Mohammed-Emin, avait écrit à Kaunitz une lettre flatteuse, où la Turquie affectait adroitement de reconnaître Joseph II, comme *roi héréditaire de la Hongrie*, lorsqu'elle donnait asile aux rebelles Hongrois, et comme le *seul digne du titre impérial, qu'avaient usurpé les Czars* (1)! Mais Marie-Thérèse ne voulut pas armer, en faveur des Turcs, et renoncer à la politique traditionnelle de sa maison. Elle les aurait plutôt combattus, pour reprendre toutes les cessions du traité de Belgrade. Elle ne fit rien. La question de la Silésie et celle de la Pologne paraissaient occuper exclusivement le prince de Kaunitz. D'ailleurs, l'internonce autrichien, Brognard, avait été maltraité à Constantinople, quand on avait promené dans les rues l'étendard sacré de la guerre sainte (2). La France n'arma pas non plus pour les Turcs. Déjà on s'occupait beaucoup dans ce pays de la question américaine; puis, la guerre de Sept ans avait fait tomber la marine française très-bas; enfin, dans l'intérêt de la confédération de Bar, elle souhai-

(1) Hammer, p. 612 — (2) Hammer, l. 17.

t elle-même la guerre entre les Turcs et les [illegible]sses : Louis XV se borna donc à envoyer à Constantinople le colonel, baron de Tott, pour tâcher de sauver la ville, en cas d'attaque.

Tout le monde s'attendait à la guerre, et l'on y crut bien plus, quand on apprit que le comte Orloff s'était rendu à Venise, pour examiner si une descente en Grèce n'était pas chose téméraire ; quand on apprit, que là il avait reçu une députation de Grecs de la Morée, Georges Papasogli de Rumili, Angeli-Adamopulo et Jean Palatino, et qu'il les avait renvoyés avec des présents et avec des brevets d'officier pour les autres Grecs (1). Pourtant la guerre n'était pas encore déclarée. « Les Ulémas m'en empêchent, « disait Mustapha III à son médecin Ghobis ; « pour moi il y a longtemps que je l'aurais com- « mencée (2) ». Mais, ayant appris à quel point on minait la fidélité de ses sujets en Morée et en Moldavie, il n'y tint plus. Il fit appeler l'ambassadeur russe Obrescoff, et lui en demanda raison. Celui-ci répondit qu'il en écrirait à l'impératrice Catherine, dont la réponse fut que les protégés

(1) [illegible] p. [illegible] — (2) Hammer p. [illegible].

de la Russie et les fugitifs étaient du nombre de ces malheureux qui, non-seulement en Moldavie, mais partout, s'efforçaient de se soustraire aux exactions et aux violences des gouverneurs (1). Cette réponse fière eut pour effet de faire enfermer Obrescoff aux Sept-Tours, ce qui était, comme on sait, la manière dont les Turcs déclaraient la guerre, 30 octobre 1768.

IV.

Expédition anglo-russe dans l'archipel, par Gibraltar ; les Anglais plus acharnés contre Constantinople que les Russes eux-mêmes.

Mais aussitôt la flotte russe mit à la voile de Cronstadt, accompagnée de quelques vaisseaux anglais, que commandait l'amiral Elphinston, et montée par des matelots russes, anglais, grecs avec l'amiral russe Spiritow et le comte Théodore Orloff, avec l'armateur Psaros, devenu général, et le capitaine Papapoulo. Dans le même temps aussi, Dolgorouki, avec l'armée de terre, fondit sur la Crimée, et comme le chef tartare Yacoubaja, qui

(1) Hammer, p. 587.

parlait la langue de toutes les tribus, avait été gagné par le comte Panin, il s'en empara rapidement et reçut le surnom de Krimski (1). Pour bien montrer aux Grecs que la guerre qu'on faisait avait pour but la restauration complète de l'ancienne nationalité grecque, Catherine II fit rétablir immédiatement le nom de Tauride, à la place de celui de Crimée. Vers le Danube que se passa-t-il? Romanzoff, par la seconde bataille du Pruth, 18 juillet 1770, répare et venge la première; à l'aide de la trahison des prêtres moldaves, il s'empare de la Moldavie, puis, après la victoire de Cahoul, le 1er août 1770, il occupe la Valachie; Panin, de son côté, prend Bender. Le mufti Pirisade lance des fetwas contre les chrétiens : plus il y a de persécutés, plus il y a de traîtres. Orloff aborde enfin à Porto-Betylo, près de Maina. De toutes parts des Monténégrins, des Esclavons, des habitants de Soli, la véritable Lacédémone des Anciens, des habitans de Calamata, de Modon, de Coron, avec leurs prêtres, leurs moines, leurs évêques, accourent à lui; malheureusement Catherine II avait commis la faute de

(1) Rulhière, [illegible], t. IV, l. 12, p. 63. Hammer, p. 601.

ne donner à Orloff guère plus de 1,200 hommes; mais en revanche, il avait force provision de costumes russes pour les distribuer aux Grecs, et faire ainsi illusion aux Turcs sur le nombre réel des troupes d'invasion. En voyant ce petit nombre de Russes, les Maniotes, les plus braves des Grecs avec les Monténégrins, ne montrèrent pas beaucoup de bonne volonté; de plus, les terribles Albanais se levèrent. Il fallut déguerpir alors et se réfugier sur les vaisseaux, en sauvant le plus de monde qu'on put. La mer, grâce au secours des Anglais, fut plus heureuse aux Russes que la terre. L'ordre de Malte avait refusé de donner sans doute parce qu'il ne vit pas que les Russes fussent assez en nombre. Néanmoins, près de Tschesmé, le 16 juillet 1770, la flotte turque, commandée par le fameux corsaire Hussan, fut battue et subit un effroyable incendie. Elphinston voulut qu'on courût sur Constantinople. Orloff, jaloux de cet étranger, l'arrêta, craignant que les Anglais ne voulussent ensuite garder la ville pour eux (1). Elphinston marcha seul. Il se présenta aux Dardanelles,

(1) Hammer, p. 605.

arriva sous les batteries des Turcs, et sans le colonel Tott, qui mit les Dardanelles en état de défense, on ne sait ce qui serait arrivé. Le gouvernement anglais, en apprenant cette hardiesse, eut peur des Russes, et rappela Elphinston (1). Délaissé des Anglais, Orloff ne put rien faire dans l'Archipel. Il s'établit dans le beau port de Naussa, à Paros; mais les maladies l'en chassèrent (2). Cette expédition n'eut qu'un résultat, celui d'avoir compromis une foule de Grecs, sur lesquels le terrible pacha d'Épire, Ali, fit peser, à l'aide des Albanais, un joug de fer. Cette tentative pour affranchir la Morée manqua donc. Il en fut de même de celle d'Ali-Bey pour rendre l'Égypte indépendante. Ali-Bey fut battu par les Turcs et fut fait prisonnier (3). Mais, sur les bords du Danube, les succès des Russes se maintinrent. Les Autrichiens semblaient s'alarmer. Catherine II, pour se rendre la cour de Vienne, et aussi celle de Berlin, favorables dans la question d'Orient, les associa, en 1772, à un premier partage de la Pologne, dont nous parlerons bientôt,

(1) [illegible] p. [illegible] à [illegible]. (2) Hammer, p. [illegible].
(3) Heeren, [illegible] part., p. [illegible].

en sorte qu'elle continua à n'avoir rien à redouter des puissances étrangères, voisines du théâtre de la guerre turco-russe. Frédéric II, roi de Prusse, et Joseph II, empereur d'Allemagne, se firent même proposer comme médiateurs entre les deux nations ennemies. On le voit, ce qui se passait alors est à peu près de l'histoire contemporaine. Mais les Turcs hésitaient à faire la paix. Catherine alors fit de la fermeté : elle déclara qu'elle ferait ses affaires elle-même, qu'elle ne voulait de la médiation de personne (1), et qu'elle saurait bien amener les Turcs à un traité que les Russes pussent accepter. Obrescoff, qui, dès les premiers pourparlers pour la paix, était, sur la prière de Catherine, sorti des Sept-Tours, reçut ordre d'envoyer à la Porte son ultimatum.

V.

Ultimatum d'Obrescoff.

L'ultimatum d'Obrescoff n'était pas moins exorbitant que, autrefois, celui de Schaffiroff. Il demandait :

(1) Rulhière, *Anarchie de Pologne*, t. IV, p. 261.

1° L'annulation de tous les traités antérieurs, parce qu'il y était question de l'intégrité de la Pologne;

2° L'indépendance des Tartares de Crimée par rapport aux Turcs, avec la cession de Kertsch et d'Iénikalé aux Russes;

3° La liberté de navigation pour les Russes, sur la mer d'Azoff, sur la mer Noire et sur la mer de l'Archipel;

4° L'abandon de Kilburn à la Russie;

5° L'obligation pour les Turcs de donner à Catherine II et à ses successeurs le titre impérial de *padischah*, mot qui signifiait aussi roi-protecteur;

6° Le protectorat des coreligionnaires grecs de la Turquie pour les Russes;

7° La remise des forteresses de la Crimée aux Tartares, censés sujets de la Russie;

8° Les Russes accordaient l'installation, en qualité de waïvode de Valachie, du vieux Grégoire Ghika, qui était leur prisonnier; mais à condition qu'il serait tributaire de la Russie (1).

On pense bien que de telles conditions furent d'abord rejetées par la Porte-Ottomane. Mais

(1) Schœll, t. XLIV, p. 162.

Romanzoff fit une nouvelle et terrible campa-gne sur le Danube. Le grand-visir Munsinhacle avait peu de capacité militaire; le plénipoten-tiaire turc, Resmi Achmed, ancien Grec renégat, était d'une facilité extrême à tout accepter. Le sultan Mustapha III fut donc obligé d'en passer, à peu près, par tout ce qu'on voulut, de subir l'ultimatum d'Obrescoff, moyennant un petit nombre de modifications, que le ministre autri-chien, le baron de Thugut, fit accepter aux Russes. Ainsi, la Moldavie, dont Obrescoff n'a-vait pas fait mention parce qu'elle était entière-ment occupée par Catherine II, fut rendue aux Turcs. Les Autrichiens ne se souciaient pas d'a-voir les Russes dans un voisinage trop rappro-ché. Mais, en revanche, les Russes imposèrent au sultan l'obligation de donner à la Moldavie une administration plus équitable. De plus, il dut permettre aux Grecs de construire une église dans le faubourg de Péra. Enfin ils se firent céder les deux Kabartais, ainsi qu'une langue de terre, comprise entre le Boug et le Dnieper, là où le colonel maure, Annibal, bâtit le port de Cherson, le 19 octobre 1778: les Russes eurent dès lors pour limite le Dnieper. Enfin

l'Autriche, en récompense du service qu'elle avait rendu aux Turcs, en leur obtenant la Moldavie, reçut la Bukowine, qui était un démembrement de cette province. Il va sans dire que les Russes, de concert pour cela avec les Autrichiens, ne souffrirent pas que rien fût stipulé pour la Pologne, qui était ainsi abandonnée, sans défense, aux mains avides de ses envieux voisins. Mais, en cédant sur ce point, les Turcs furent inflexibles sur la clause trop dangereuse du protectorat des schismatiques grecs.

Tels furent les articles de la fameuse paix de Kaïnardjy, le 21 juillet 1774. En découvrant Constantinople de tous côtés, elle livrait d'avance cette capitale à l'ambition de la Russie. « Elle rendait, suivant le rapport du baron Thugut à Kaunitz, la Turquie esclave des Russes, « qui, disait cet habile et prévoyant diplomate, « *se contenteraient* peut-être encore, quelques « années d'y régner au nom du sultan, jusqu'à « ce qu'ils jugeassent le moment favorable *d'en* « *prendre possession, et de se mettre à sa* « *place* (1). »

(1) *Rapport de Thugut*, du 3 sept 1774.

CHAPITRE XVII.

ENCORE LA RUSSIE EN FACE DE CONSTANTINOPLE SOUS CATHERINE II.
HISTOIRE DE LA PAIX DE JASSY, 1792.

I.

Caherine II leurre les philosophes français.

« Pour ce qui est de la prise de Constantino-
« ple, avait écrit Catherine II à son ami Voltaire,
« en 1770, je ne la crois pas si prochaine ; ce-
« pendant il ne faut, dit-on, désespérer de rien... »
La même année, elle avait dit au même écrivain :
« Il ne dépend que des Grecs de faire revivre les
« temps de la Grèce. J'ai fait mon possible pour
« orner les cartes géographiques de la commu-
« nication de Corinthe à Moscou. Je ne sais ce
« qui en sera (1). »

Cette restauration de la société et des choses

(1) Ces lettres dans le comte Ferrand : *Les trois partages de la Pologne*, t. I, p. 489.

grecques était le leurre dont se servait habilement Catherine II auprès des philosophes français, pour se faire des partisans dans ses entreprises contre les Turcs. Rien ne les séduisait comme la perspective de cette brillante patrie de Périclès, sortie de ses cendres et remise en place, pour ainsi dire, par la vertu magique du sabre des Czars. C'était, pour eux, un texte de phrases ronflantes, de sentences pompeuses, de pédantesques déclamations. La loi des sociétés n'était pas celle des individus, disait-on; elles peuvent ne pas périr sans retour comme ceux-ci. Et ces bons philosophes, esprits exaltés et pas du tout politiques, enthousiastes comme des enfants, crédules comme des athées, s'échauffaient en faveur des Russes, de ces Barbares civilisateurs, par lesquels ils espéraient chasser du vieux monde un dernier préjugé et donner un gros démenti à l'histoire. Ce fut bien pis, quand ils apprirent, en 1788, que Catherine allait tenter de nouveau cette prétendue et éblouissante résurrection.

II.

Potemkin veut recommencer la guerre contre les Turcs. Députation de Grecs à Saint-Pétersbourg.

Potemkin, génie brillant et hardi, comme il en fallait pour une telle souveraine, avait succédé, comme favori, au comte Orloff. Il avait vu le comte Panin faire merveille dans l'Occident, par son système de *la neutralité armée,* en vertu duquel il avait, en 1780, pendant la guerre de l'Indépendance américaine, placé sous la sauvegarde du pavillon des États neutres, les commerçants et les marchandises des États ennemis : il voulut se rendre aussi utile, lui-même, dans l'Orient, en procurant à sa gracieuse souveraine la conquête, tant désirée, de Constantinople. Il ne fut dès lors question à Saint-Pétersbourg que de rétablir l'ancien empire grec. Un jeune petit-fils de Catherine avait reçu le nom de Constantin, et était destiné à faire revivre dans sa personne cet empire renouvelé. Ce fut une mode d'étudier le grec moderne, et on l'apprit surtout avec soin au futur empereur. Tout ne devait pas être pour

la race grecque dans cet empire qu'on rêvait; les Russes devaient avoir leur belle part de terres et d'honneurs sous ce ciel serein de l'Orient, si préférable aux frimas du Nord : mais c'étaient d'autres Grecs qui allaient s'établir à côté des Grecs : le nom seul était différent. Le nouveau port de Cherson devait être le point de départ de l'entreprise, le centre des opérations. Tout y fut arrangé par Potemkin, pour y recevoir la Czarine de toutes les Russies, qui y fit en effet un voyage triomphal, et qui ne vit pas, sans une orgueilleuse satisfaction, ces mots prophétiques, inscrits par son favori sur une des portes de la ville : *C'est ici le chemin de Constantinople*. On comptait sur l'intelligence et sur le courage des Grecs, qu'on disait dégénérés, mais qui ne l'étaient pas : c'était une calomnie. Et, pour preuve, ne voyait-on pas les Grecs réfugiés lire et traduire l'Histoire ancienne de Rollin, les Mondes de Fontenelle, surtout la Vie de Pierre le Grand, par Voltaire [1] ? Dans les pays qui avaient été autrefois la Grèce, n'apprenait-on pas que des écoles nouvelles étaient fondées par les

1 V. [illegible], p. [illegible]

Grecs, et que là, les tragiques grecs, les poëmes d'Homère, étaient lus, étudiés, commentés? Cette nation était donc susceptible de rénovation ; elle ne s'était pas abrutie tout à fait dans l'esclavage, et il y avait encore de grandes ressources dans l'esprit de beaucoup de Grecs. Quant à leur courage, on n'en pouvait douter; et ceci paraissait en effet plus fondé que ce génie, qui survivait, assurait-on, à leur liberté. On se souvient d'Ali-Pacha, de ce terrible exterminateur des Hellènes, après l'expédition anglo-russe dans l'Archipel. Eh bien, ce farouche Ali, après qu'il avait écrasé les Grecs par les Albanais, et les Albanais, trop insolents, par les Clephtes, avait été attaqué par les Grecs de Soli ; et les Souliotes, ces vrais descendants des Spartiates, avaient justifié leur noble origine, en battant complétement, en tuant même ce dur bourreau de leur nation. La chose était positive. Une députation de trois nobles Grecs, envoyée aussitôt à Saint-Pétersbourg, vint déposer aux pieds de Catherine II la riche armure et la dépouille sanglante du fier pacha (1). Les trois députés

(1) Villemain, *Essai*, etc., p. 350.

avaient aussi une mission politique à remplir, une mission, qui devait combler les vœux des Russes et de leurs souverains. Ils étaient chargés de demander à la Czarine son petit-fils Constantin pour empereur. « Grande impératrice, lui « dirent-ils, *gloire de la foi grecque*, c'est sous « vos auspices que nous espérons affranchir du « joug des Barbares mahométans notre empire « usurpé, notre patriarchat et notre religion, « indignement outragés. La famille de nos em« pereurs est éteinte. Donnez-nous, pour souve« rain, votre petit-fils Constantin : c'est le vœu « de notre nation (1). » On ne pouvait plus douter, après cela, que les Grecs, sujets des Turcs, ne penchassent pour les Russes, puisqu'ils faisaient auprès d'eux une démarche si significative, si hardie, et qui, si elle venait à la connaissance du Divan, pouvait leur attirer les plus cruels traitements. Catherine II répondit qu'elle et son petit-fils étaient dévoués aux Grecs, et qu'elle ne reculerait devant aucun sacrifice pour opérer leur délivrance politique et religieuse. Puis elle voulut présenter les députés des Hellènes à celui

(1) Id., p. [illegible]

qui devait personnifier, en quelque sorte, la réalisation de leurs espérances. On leur dit qu'ils pouvaient lui parler en grec, et que le jeune prince leur saurait répondre dans la même langue. C'est en grec, en effet, qu'il les remercia de cette couronne, qu'ils étaient venus de si loin lui offrir. Il dit peu de mots, mais c'était bien tourné et gracieux (1). Les députés grecs furent enchantés. On voulut leur procurer encore une autre satisfaction. On leur fit visiter le port de Cronstadt, et on leur montra une flotte, destinée à porter du secours aux Hellènes, par la Méditerranée, et qui n'attendait que le signal pour partir.

III.

L'Autriche asservie à la Russie par Joseph II.

Cette expédition par la Méditerranée n'eut pas lieu. Mais il n'en est pas moins vrai que de grands préparatifs se faisaient avec activité, et que la guerre contre les Turcs allait bientôt se rallumer.

(1) Villemain, *Essai*, p. 351.

Elle s'y disposait avec d'autant plus d'empressement et de confiance, que certaines puissances étrangères, dont l'attitude, dans les entreprises des Russes, était loin d'être indifférente, ne pouvaient ou ne devaient pas bouger. La France, sous Louis XVI, était près de l'époque fixée pour les états-généraux, et elle avait assez à faire pour se présenter, sans trop de déficit, sans trop d'inégalités sociales, sans trop d'abus, devant ce redoutable tribunal national. Quant à l'Autriche, elle ne devait rien faire contre les Russes, que dis-je? elle s'était engagée à les seconder. Trop aveugle admirateur de Catherine, Joseph II avait conclu un traité d'alliance avec Potemkin, en 1780, et, la même année, il était allé, lui, chef du Saint-Empire romain, lui, héritier prétendu aussi de l'ancien empire grec, faire visite à la souveraine d'une nation, envieuse de l'un et rivale pour l'autre (1). C'était trop. Il n'était pas nécessaire, il était dangereux de donner ainsi à entendre aux Russes qu'il ne pouvait se passer d'eux dans ses guerres avec la Prusse, qu'il en avait besoin pour satisfaire des ressentiments

(1) Moreau, [illegible]

dont il n'était pas maître. Peu digne en elle-même, cette démarche l'était donc encore moins dans ses motifs. Ce n'était pas un acte de noble et bien naturelle courtoisie à l'égard d'une impératrice, d'une femme illustre; c'était une bassesse, qui asservissait Joseph II à Catherine plus que n'aurait pu le faire une complète défaite; car ce n'est pas le malheur qui asservit, c'est l'abandon de sa dignité : les âmes fières sont toujours libres. Mais c'était là la nouvelle politique de l'Autriche, la politique d'inféodation à la Russie, la politique rampante d'intérêt. On avait essayé, aux beaux temps de Marie-Thérèse, de renverser la Prusse par la France; on ne l'avait pu : il fallait le tenter avec le colosse russe; et si, par hasard, comme il était permis de le penser, la dualité germanique était conforme à ses vues, on pouvait toujours espérer, étant dans la maison du riche, qu'ici ou là, en Pologne ou même en Turquie, il laisserait tomber de sa table quelques miettes, où l'on trouverait l'avilissante récompense d'une impolitique cupidité! Voilà pourquoi Marie-Thérèse, qui ne voyait que son alliance française, et qui, au même moment, envoyait le baron de Thugut à Louis XVI pour la

renouveler (1), était traitée de femme à courtes vues, à l'esprit étroit, qui n'était plus de son temps, et dont l'obstination, du reste, était le fruit de l'âge et d'une longue habitude de commander seule et d'être obéie.

Quoi qu'il en soit, Catherine II était sûre de l'Autriche, ce à quoi elle tenait le plus. Aussi ne se gêna-t-elle pas à l'égard des Turcs. Le consul russe de Moldavie s'agitait beaucoup. Un prince grec, du nom d'Heraclius, poursuivi par le Divan, était soutenu par les Russes. Leurs vaisseaux, en passant dans le Bosphore, étaient sujets, depuis la paix de Kaïnardji, au droit de visite, pour s'assurer qu'ils ne faisaient pas la contrebande; ils s'y refusaient. Le Divan n'en attendit pas davantage : il désirait la guerre, voulant déchirer à coups d'épée ce dernier traité; il la déclara, le 18 août 1787, et, le même jour, l'ambassadeur russe, Boulgakoff, fut enfermé au château des Sept-Tours.

(1) Schoell, t. XXXVIII, p. [illegible].

IV.

Guerre nouvelle entre les Russes et les Turcs. Réveil de la Suède, sous Gustave III, pendant cette guerre.

La guerre ne s'ouvrit pas heureusement pour les Turcs, et généralement, durant tout son cours, la fortune ne seconda pas leur patriotisme et leur audace. Le général autrichien, Laudon, prit Belgrade. Les Autrichiens ne remplissaient pas mal leur rôle intéressé d'auxiliaires de la Russie, et l'on pouvait espérer que le Croissant se briserait entre les deux bras nerveux qui le pressaient de chaque côté et de concert. Mais voici qui changea tout à coup la face de la guerre. La cour de Berlin voyait bien qu'après les Turcs, c'est sur elle que les Autrichiens entraîneraient peut-être leurs puissants amis (1). L'Angleterre n'avait pas cette crainte; mais, ayant été si vivement pour les Russes dans la dernière guerre contre les Turcs, elle était fâchée de n'avoir pas été, cette fois, préférée à l'Autriche elle-même (2). C'est pour cela que, pour punir la Russie de ne pas lui avoir

(1) Koch, t. II. — (2) *Ibid.*, t. II, pér. 8°.

demandé service plutôt qu'à tout autre, elle s'entendit avec la Prusse, pour jouer un tour de Jarnac aux deux puissances coalisées. Dans le nord de la Scandinavie, la Suède avait cherché, le 19 août 1772, dans une constitution tout à fait monarchique, la force que lui ôtaient les principes trop républicains de son gouvernement. Gustave III était devenu un monarque absolu, et toutes les rivalités de classe et de parti, sans être éteintes, s'étaient tues devant le pouvoir absolu d'un seul.

Les Bonnets, ou le parti aristocratique et russe, n'étaient pas contents de cette réforme ; mais les Chapeaux, ou le parti français et national, avaient la majorité en Suède, et ils soutenaient vigoureusement une révolution dont ils étaient les heureux auteurs. Se sentant, quoi qu'on pût en dire, plus forte, au dedans, et plus capable d'agir au dehors, gouvernée en outre par un roi jeune, et qui avait le feu sacré des autres grands Gustaves, la nation suédoise tournait des yeux de regret et d'envie vers son glorieux passé, et brûlait de rompre les entraves que les Russes surtout lui avaient forgées. Elle avait d'ailleurs à venger un affront récent. En 1777, Gustave III avait voulu

aller à Saint-Pétersbourg, pour complimenter, lui aussi, la Sémiramis du Nord, et il avait été mal reçu (1).

Il parut bon aux deux cours de Londres et de Berlin, d'aller chercher dans un pays, ainsi disposé, et muni d'une organisation meilleure, la pierre d'achoppement des Russes et des Autrichiens. Elles poussèrent donc Gustave III à les attaquer par derrière, afin de les faire rentrer chez eux. C'était habile, et l'on agissait à coup sûr, pourvu qu'on ne se démentît pas. Tout alla bien d'abord. Les Danois, antiques rivaux des Suédois, ayant pris aussitôt parti pour les Russes, et attaqué, en Suède, la forteresse de Gothenbourg, les Anglais intervinrent, leur montrèrent les dents, et les forcèrent à la neutralité. Les Suédois eurent leurs coudées franches, et bientôt tout le Nord, je dirai même toute l'Europe, retentit de la grande victoire, remportée, à la hauteur de Swenkasund, sur les Russes, par le nouveau héros suédois. La Suède redevenait elle-même : elle n'était que matériellement inférieure aux Russes; soutenue, elle pouvait les

(1) Heeren, t. II, 3e pér.

surpasser. Il faut le dire, à la gloire de l'Angleterre et de la Prusse, ces deux États, surtout la Prusse, suppléèrent d'abord la France auprès des Suédois et des Turcs. Ils suivaient une politique vraiment européenne, la politique de l'équilibre, la politique de la civilisation, menacée par la barbarie. Vainement, Potemkin vainquit-il à Choczin et à Oczakoff, en 1788; vainement, un général plus terrible, et dont l'Europe était destinée à garder un long et sinistre souvenir, Souvaroff, défit-il les Turcs, en 1789, à Forkany, à Martinestie, et près du Rimnick, d'où son surnom de Rimniski, s'emparant ensuite de Bender, et, à Ismaïloff, prenant dix mille ennemis, en égorgeant trente-trois mille, et conquérant tout en Moldavie, et jusqu'au Pruth : Londres et Berlin tinrent bon. Berlin même, craignant de voir bientôt les Autrichiens amener les Russes en Silésie, s'allia formellement avec les Turcs, et se tint prêt à la guerre. Malheureusement on se borna à la défensive pour soi-même, et à des menaces purement diplomatiques pour la Turquie. On ne descendit pas dans l'arène. Même après la mort de Joseph II, en 1790, lorsque son successeur, Léopold II, dont les troupes n'é-

taient plus très-heureuses, depuis leur brillant début devant Belgrade, eut consenti à une paix générale avec la Porte, sur le pied du *statu quo*, et délaissé les Russes, même alors l'Angleterre et la Prusse n'intervinrent pas, à main armée, dans la question turco-russe. Non-seulement elles ne se battirent pas, mais on vit l'Angleterre se rapprocher des Russes (1), et revenir à son premier désir, qui avait été d'être préférée aux Autrichiens, comme alliée de la Russie. C'est ce qui perdit tout; c'est ce qui fit que Catherine II repoussa absolument le *statu quo* général, proposé par les Autrichiens. Elle les laissait libres de l'accepter pour eux-mêmes; et en effet, ils s'en contentèrent par la paix de Szistova, qui, en 1791, le 4 août, ne leur procura que Vieux-Orsowa, à la place de Belgrade : mais pour elle, elle n'entendait pas avoir dépensé inutilement tant d'hommes et tant d'argent. La cour de Berlin resta bien fidèle aux Turcs; mais, seule, que pouvait-elle? Elle leur dit qu'il fallait accepter les conditions de la Russie, qui ne paraissaient pas trop fortes, pour des vainqueurs comme eux. Il faut

(1) Koch, t. II, 8e pér.

dire aussi que les événements de la France, où la Révolution se disposait déjà à faire monter sur l'échafaud la monarchie elle-même, dans la personne du roi, devait attirer l'attention des puissances, et que c'est pour cela, sans doute, que le fameux Pitt, qui gouvernait alors l'Angleterre sous George III, était pressé de tout bâcler au plus vite dans l'Orient.

V.

Paix de Yassy, 1792.

Ainsi, tout arrivait à souhait pour la grandeur de la Russie. Elle fit sa paix avec les Turcs, à Yassy, en Moldavie, le 9 janvier 1792; et en se contentant d'un démembrement territorial, lorsqu'elle pensait peut-être tout conquérir, elle parut généreuse, grande, noblement modérée.

La Turquie lui céda la rive gauche du Dniester, qui devint la frontière commune des deux empires, avec Oczakoff, et le pays arrosé par le Boug. La possession de la Crimée, de l'île de Taman et de la rive droite du Kouban, fut confirmée à la Russie. Outre cette cession de terri-

toire, il fut convenu que la Porte paierait à Catherine II douze millions de piastres pour les frais de la guerre ; car on disait que les finances de la Russie étaient dans un déplorable état. Mais rien ne fâchait Catherine autant qu'un tel bruit. Elle voulut prouver qu'il n'en était rien, et, pour cela, à la grande stupéfaction des Turcs, elle refusa cette somme, qu'ils s'étaient engagés à lui payer, quelque énorme qu'elle fût. Bien plus, elle fit aussitôt une nouvelle et grande dépense, à l'embouchure du Dniester, où un noble émigré français, le brillant duc de Richelieu, lui créa le port d'Odessa, 1792. En revanche, les Turcs reconnaissants favorisèrent, de tout leur pouvoir, le commerce russe dans l'empire ottoman.

Cherson et Odessa, sur la mer Noire, à l'embouchure de deux grands fleuves, et en regard de Constantinople : quel immense avantage ! Il faut entendre le publiciste allemand, Heeren, appelant l'attention de l'Europe sur cette double création maritime. « La première et la plus im-
« portante conséquence de la paix de Yassy fut
« l'affermissement de la domination russe sur la
« mer Noire. La Crimée et les contrées limitro-

bes lui restèrent. Ce n'étaient que des déserts : n y éleva Cherson et Odessa. Catherine a bâti, là, non pour elle, mais pour ses successeurs. Pour juger ce qui peut en advenir, il suffit d'un coup d'œil sur la mer gée, avec ses côtes et ses îles. *L'histoire racontera ce qui en sera arrivé*... (1). »

(1) [illegible], *Système polit.*, etc., t. II, 3e pér., p. 53; Koch, *Tableau* [illegible]., t. II, 3e pér., p. 220; Schœll, *États europ.*, t. XLIV, p. 168 XXXVIII, p. 148; Martens, *Recueil de trait.*, t. V, p. 53 et 67.

-——◆◆◆——

[redacted]

CHAPITRE XVIII.

LA RUSSIE EN FACE DE L'EUROPE SOUS CATHERINE II.
1° HISTOIRE DU PREMIER PARTAGE DE LA POLOGNE, 1772,
OU L'EUROPE ENFIN ENTAMÉE PAR LES RUSSES.

I.

Projet de partage de la Pologne, antérieur à Catherine II.

Il est temps de placer la Russie en face de l'Europe, sous la puissante Czarine, dont nous avons vu, en Orient, la politique et les succès. Là, tous ses efforts n'eurent qu'un objet : de réaliser, dans le royaume de Pologne, la pensée de Pierre-le-Grand, en suivant ses instructions.

Voulant s'ouvrir l'Europe par terre, aussi bien que par mer, les Russes avaient dû entrer de bonne heure en guerre avec cet État, qui leur en fermait l'accès, et qui même en avait porté la barrière jusqu'au cœur de la Russie, jusqu'à Smolensk, sur le Dnieper, à quelques lieues de Moscou. Aussi, que de combats n'avaient-ils pas

livré, avant Pierre-le-Grand, pour avoir cette précieuse ville de Smolensk, la clef de la Russie-Blanche, de la Russie centrale? Que n'avaient-ils pas fait pour affranchir le cours du Dnieper, pour rejeter ainsi, au delà de ce fleuve, d'incommodes voisins?

C'est le premier des Romanoff, le czar Alexis, qui fit, à cet égard, les efforts les plus heureux. Mais, à ses yeux, et au point de vue des tendances traditionnelles des Russes, c'était bien peu d'avoir seulement Smolensk. Il aurait voulu reculer les limites de la Russie jusqu'au Dniester même, au delà de la Lithuanie. Pour arriver à ce but, il imagina, ce que fit plus tard Catherine II, d'associer à son ambition deux puissances qui jetaient, comme lui, un œil d'envie sur les provinces polonaises, la Prusse ducale et l'Autriche. Un traité de partage conclu avec elles, avant 1660, et cité par Koch (1), devait assurer à la Russie, à la faveur d'attaques simultanées contre la Pologne, les pays dont elle convoitait la possession. Mais, à cette époque, un tel partage de la Pologne n'aurait pu être tenté sans l'intervention de la

(1) Koch, t. II, pér. 8, p. 169, note 1.

Suède, sans qu'on fût obligé de compter avec un État, qui, sous Charles X Gustave, cherchait à conquérir la Pologne elle-même, et qui, en ce moment, faisait trembler l'Allemagne et tout le Nord. Il est probable aussi que Louis XIV, alors débarrassé de la seconde Fronde par le traité des Pyrénées, 1659, y aurait mis opposition. Ce traité de partage, qui précéda de plus de 100 ans celui que fit Catherine II et qu'elle exécuta, n'eut donc pas de suite. Cela n'empêcha pas Alexis Romanoff d'attaquer les Polonais, aux dépens desquels il acquit à la Russie, non pas la Lithuanie, mais la frontière du Dnieper. Pierre-le-Grand, après lui, n'étendit pas plus loin les limites de son empire du côté de la Pologne. Avant de tenter cela, il y avait une chose à faire, c'était de renverser l'obstacle que devait mettre à cette entreprise la Suède, aussi ambitieuse que la Russie, et soutenue par Louis XIV, par le plus puissant roi de l'Occident. Pierre-le-Grand essaya d'abord de détacher la France de cette puissance redoutée. Mais Louis XIV, « qui, nous disent les « Mémoires du maréchal de Richelieu (1), après

(1) *Mémoires du maréchal de Richelieu*, rédigés par le citoyen Soulavie, t. IX, p. 459.

« ceux de Robert Walpole, *prévoyait, avec une « rare sagacité, que la Russie alarmerait un « jour le midi même de l'Europe,* » repoussa les propositions d'alliance qui lui furent faites de la part de ce Czar, et resta fidèle aux Suédois. Que fit alors Pierre-le-Grand? Profitant de l'éligibilité de la couronne, il soutint, en Pologne, l'électeur de Saxe Auguste II, contre le candidat suédois, Stanislas Leczinski : il donnait ainsi de l'occupation à Charles XII, parmi les Polonais, pendant que les Russes fondraient sur les provinces suédoises du littoral slave de la Baltique; ainsi, il devait amener, dans les troupes de Charles XII, une division que la Russie, populeuse et riche, aurait pu supporter, mais qui devait ruiner la Suède déjà épuisée, en l'excédant. Ce système lui réussit : il abaissa la puissance suédoise par la conquête des provinces dont nous avons parlé, et il maintint sur le trône de Pologne, un prince, qui était dévoué à la Russie. L'influence toute-puissante des Russes en Pologne y précédait leur domination et devait la préparer. Au fond, ennemis de tout le monde dans ce pauvre pays, puisqu'ils désiraient de placer tout le monde sous leur joug, ils avaient pourtant l'a-

beth voulut enlever à la Pologne le port de Dantzick, dont le commerce faisait beaucoup de tort à celui de Riga, à celui des villes nouvellement russes; qu'elle menaça deux fois la Pologne de ce démembrement, et qu'il fallut, pour l'empêcher, que le comte Désalleurs, ambassadeur français à Constantinople, proposât à la Porte-Ottomane une alliance avec la France, ce qui fit en effet ajourner l'entreprise de l'ambitieuse et digne fille de Pierre-le-Grand. Mais le danger, pour la Pologne, devint bien autrement grand, lorsqu'en 1762, Catherine II gouverna seule toutes les Russies, au nom de son jeune fils, Paul Ier.

II.

Les Anglais présentent Stanislas-Auguste Poniatowski à Catherine II.

L'Autriche destinait pour successeur à Auguste III, roi de Pologne, son jeune fils, Xavier de Saxe; et la France avait accepté cette candidature, comme nous l'avons dit ailleurs, parce que ce prince était le frère de la première Dauphine, belle-fille de Louis XV. Mais Catherine II, ne voulant partager son influence, en Pologne, avec per-

sonne, proposa un candidat de son choix. Le chevalier Williams Hauksbury, ambassadeur de l'Angleterre à Saint-Pétersbourg, lui avait présenté un seigneur polonais, nommé Stanislas-Auguste Poniatowski, qui se montrait très-dévoué à ses vues. C'est lui qu'elle fit élire, à la mort d'Auguste III, en 1763, et ses armées couvrirent toute la Pologne. Elle fit plus : par lui et par l'ambassadeur russe à Varsovie, l'altier Saldern, elle fit rendre, octobre 1767, aux dissidents polonais, c'est-à-dire aux protestants et aux schismatiques grecs de la Pologne, la liberté religieuse et les droits de citoyens, dont on les avait récemment dépouillés ; et elle le fit par les moyens les plus violents, par l'enlèvement des deux évêques Soltick et Salusky, et celui des deux Rzewulsky, que le général russe Repnin fit partir pour la Sibérie (1). Protectrice pour les uns, tyran pour les autres, Catherine II était maîtresse de tous. Mais alors, dans la politique du principal État de l'Empire germanique, survint un grand changement, qui pouvait avoir, au point de vue de la question polonaise, les suites les plus importantes.

(1) Rulhière, *Anarchie de Pologne*, l. 12, t. IV.

« ceux de Robert Walpole, *prévoyait, avec une* « *rare sagacité, que la Russie alarmerait un* « *jour le midi même de l'Europe,* » repoussa les propositions d'alliance qui lui furent faites de la part de ce Czar, et resta fidèle aux Suédois. Que fit alors Pierre-le-Grand? Profitant de l'éligibilité de la couronne, il soutint, en Pologne, l'électeur de Saxe Auguste II, contre le candidat suédois, Stanislas Leczinski : il donnait ainsi de l'occupation à Charles XII, parmi les Polonais, pendant que les Russes fondraient sur les provinces suédoises du littoral slave de la Baltique; ainsi, il devait amener, dans les troupes de Charles XII, une division que la Russie, populeuse et riche, aurait pu supporter, mais qui devait ruiner la Suede déjà épuisée, en l'excédant. Ce système lui réussit : il abaissa la puissance suédoise par la conquête des provinces dont nous avons parlé, et il maintint sur le trône de Pologne, un prince, qui était dévoué à la Russie. L'influence toute-puissante des Russes en Pologne y précédait leur domination et devait la préparer. Au fond, ennemis de tout le monde dans ce pauvre pays, puisqu'ils désiraient de placer tout le monde sous leur joug, ils avaient pourtant l'a-

leur propre influence s'introduisait en Pologne à côté de celle des Autrichiens. Voilà ce que firent les descendants de Rodolphe de Hapsbourg, jusqu'au moment où, cette maison s'étant éteinte, Marie-Thérèse, après une vive guerre, réussit à en former une nouvelle dans la personne de son époux, l'empereur François I[er] de Lorraine. Alors, quoique un peu tard, la maison d'Autriche s'aperçut qu'elle servait de marchepied à la domination russe, soit du côté de la Pologne, soit du côté de la Turquie, au lieu de travailler exclusivement à la sienne propre; qu'après tout, les Czars, comme elle-même, se disaient les héritiers de l'un et l'autre empire romain, qu'ils étaient ses rivaux sous le rôle intéressé d'alliés, et qu'il fallait se prémunir, par conséquent, contre leur ambition, en tâchant d'arrêter leurs progrès. Kaunitz, convaincu de la nécessité d'abandonner l'ancienne politique, « démontra, dit Rulhière (1), dans le conseil de Marie-Thérèse et de l'empereur Joseph II, que la « chute de l'empire turc ne tournerait qu'au profit « des Russes; qu'il importait à la cour de Vienne

(1) *Anarchie de Pologne*, t. IV, p. 227.

ulut enlever à la Pologne le port de Dan-
ont le commerce faisait beaucoup de tort
le Riga, à celui des villes nouvellement
qu'elle menaça deux fois la Pologne de
embrement, et qu'il fallut, pour l'empê-
e le comte Désalleurs, ambassadeur fran-
onstantinople, proposât à la Porte-Otto-
ne alliance avec la France, ce qui fit en
urner l'entreprise de l'ambitieuse et digne
Pierre-le-Grand. Mais le danger, pour la
, devint bien autrement grand, lorsqu'en
atherine II gouverna seule toutes les Rus-
nom de son jeune fils, Paul Ier.

II.

aglais présentent Stanislas-Auguste Poniatowski
à Catherine II.

riche destinait pour successeur à Au-
, roi de Pologne, son jeune fils, Xavier
; et la France avait accepté cette candida-
mme nous l'avons dit ailleurs, parce que
e était le frère de la première Dauphine,
e de Louis XV. Mais Catherine II, ne vou-
tager son influence, en Pologne, avec per-
4

sonne, proposa un candidat de son choix. Le chevalier Williams Hauksbury, ambassadeur de l'Angleterre à Saint-Pétersbourg, lui avait présenté un seigneur polonais, nommé Stanislas-Auguste Poniatowski, qui se montrait très-dévoué à ses vues. C'est lui qu'elle fit élire, à la mort d'Auguste III, en 1763, et ses armées couvrirent toute la Pologne. Elle fit plus : par lui et par l'ambassadeur russe à Varsovie, l'altier Saldern, elle fit rendre, octobre 1767, aux dissidents polonais, c'est-à-dire aux protestants et aux schismatiques grecs de la Pologne, la liberté religieuse et les droits de citoyens, dont on les avait récemment dépouillés : et elle le fit par les moyens les plus violents, par l'enlèvement des deux évêques Soltick et Salusky, et celui des deux Rzewulsky, que le général russe Repnin fit partir pour la Sibérie(1). Protectrice pour les uns, tyran pour les autres, Catherine II était maîtresse de tous. Mais alors, dans la politique du principal État de l'Empire germanique, survint un grand changement, qui pouvait avoir, au point de vue de la question polonaise, les suites les plus importantes.

(1) Rulhière, *Anarchie de Pologne*, l. 12, t. IV.

IV.

A quel point de vue il faut se placer pour juger de la politique d'un État, dans une circonstance donnée.

Du reste, pour juger de la politique que, dans une circonstance donnée, suivra un État, il faut se placer au point de vue de son intérêt. En la cherchant sur ce terrain, on est sûr de ne pas la manquer. Avant donc de s'engager dans un dédale de manifestes, de lettres, de dépêches, provenant de diverses puissances, et où l'on se fatigue longtemps à marcher dans les ténèbres, sans trouver la lumière et le bon chemin, il faut voir les circonstances où est placé un État; et, si c'est une question de politique extérieure, il faut bien examiner sa situation géographique et les obligations qu'elle lui impose. Quand on aura ainsi démêlé son véritable intérêt, on peut se lancer dans le labyrinthe des négociations : on tient le fil conducteur. A travers des paroles souvent contradictoires ou à double sens, au milieu des allégations des cabinets étrangers, des bruits qu'ils répandent, et des paroles qu'ils prêtent, sous la forme parfois trompeuse d'une dépêche

qui paraît ne pas s'accorder avec la marche à suivre, on verra toujours poindre cet intérêt particulier, qui est généralement la règle et aussi le droit des nations. « Les princes cherchent « tellement leurs intérêts, dit Robert Walpole « dans son testament, en parlant précisément « de la Pologne, au XVIIIe siècle, qu'ils ont « toujours, dans la parole qu'ils donnent, des « restrictions tacites, qui les mettent en droit « de les violer. *Sauf le bien de mes royau-* « *mes et de mes sujets*, disent-ils; c'est cette « condition qui les justifie de leur infidélité et « de leur perfidie (1). »

Sans prétendre, comme ce chef illustre du parti des wighs en Angleterre, que les démarches des princes portent toutes un cachet de duplicité, il faut dire pourtant que, dans leurs relations avec les autres puissances, ils en reviennent toujours à ceci : *Sauf le bien de mes royaumes et de mes sujets*, et que, bien qu'ils arrivent souvent, par leurs fautes, par l'obliquité, l'incertitude, le trop grand raffinement ou la faiblesse de leur politique, à un résultat tout différent; cela ne

(1) Robert Walpole, t. II, p. 244.

« de la retarder, et d'aider même les Turcs à se
» soutenir jusqu'au moment du moins où leur
» destruction serait, pour l'Autriche, un succès
» véritable. » Sans être aussi explicite à l'égard de la Pologne, il parlait avec intérêt des malheurs de cet État (1), se souvenant que c'était aux Polonais que Vienne, attaquée par les Turcs, avait dû autrefois son salut (2) ; il voulait obliger les Russes à en retirer leurs troupes (3) ; et, plus tard, Frédéric-le-Grand, roi de Prusse, ayant élevé des prétentions sur la Prusse polonaise, aujourd'hui le duché de Posen, il lui fit dire, de la part de ses maîtres, que l'Autriche prenait sous sa protection le moindre village polonais (4); enfin, plus tard aussi, en 1768, une confédération, celle de Bar, s'étant formée, en Pologne, contre la Russie et les dissidents, on entendit Marie-Thérèse déclarer quelquefois que les confédérés étaient les seuls Polonais qui eussent des sentiments d'honneur et de probité (5), ce qui était montrer pour eux une non équivoque inclination. Il y a plus : nous trouvons dans les mé-

(1) *Id.* p. [illegible]. — (2) De Ferrand, t. I, p. 79.
(3) P. [illegible] du t. IV, dans Rulhière. — (4) *Id.* p. [illegible] et [illegible]
(5) De Ferrand, t. I, p. 78

« ennemis à la Russie, d'humilier ses superbes « souverains, de soustraire la Pologne à leur « joug, de rétablir la tranquillité dans cette ré- « publique, et de lui rendre son ancienne force, « en énervant l'empire russe (1). »

Il y avait bien un obstacle à cela dans la cour de Vienne : c'était Joseph II, plus porté pour les Russes que pour les Français. Mais il était jeune, et sa mère tenait le gouvernail.

VI.

Erreur de Kaunitz, quant à la Prusse. La Prusse s'allie avec Catherine II.

Pour le succès de ce système, conservateur pour la Pologne, et préventif au sujet de la Russie, il ne fallait pas craindre d'être plus de deux. Il y avait en Allemagne un État, dont le rôle, dans une affaire de ce genre, ne pouvait être indifférent, qui, par sa situation géographique, devait nécessairement s'en occuper, qui enfin, par sa force militaire, devenue plus considérable, et par son importance politique, définitivement établie,

(1) De Ferrand, t. I, p. 76.

n'était pas à négliger : c'était la Prusse. Au lieu de chercher à la gagner, Kaunitz tâcha de l'abattre, fit de sa ruine la condition préalable de toute démarche dans un autre sens, la première assise de l'édifice qu'il voulait bâtir. Le duc de Choiseul, avec une complaisance qui sentait le Lorrain plutôt que le Français, l'ancien serviteur de Marie-Thérèse et de l'empereur François Ier, plutôt que le ministre d'un roi de France, envoya les Français pour détruire en Allemagne, dans la guerre de Sept ans, une dualité qu'ils avaient intérêt à maintenir. Les Russes eux-mêmes, sous la czarine Élisabeth, les Russes vinrent, en 1760, se battre aussi pour écraser Frédéric-le-Grand (1), c'est-à-dire pour écraser leur propre cause. Il semblait qu'ils ne vissent pas ce que signifiait un mariage, conclu vers cette époque, le mariage de la fille d'Auguste III, roi de Pologne, avec le premier dauphin, fils aîné de Louis XV. Kaunitz triomphait : le roi de Prusse ne devait pas pouvoir tenir; il était perdu. Mais Saxons, Autrichiens, Français, Russes mêmes, tout ce que l'Europe avait de plus formidable

(1) Schœll, p. 29, t. XXXVIII.

« ennemis à la Russie, d'humilier ses superbes
« souverains, de soustraire la Pologne à leur
« joug, de rétablir la tranquillité dans cette ré-
« publique, et de lui rendre son ancienne force,
« en énervant l'empire russe (1). »

Il y avait bien un obstacle à cela dans la cour de Vienne : c'était Joseph II, plus porté pour les Russes que pour les Français. Mais il était jeune, et sa mère tenait le gouvernail.

VI.

Erreur de Kaunitz, quant à la Prusse. La Prusse s'allie avec Catherine II.

Pour le succès de ce système, conservateur pour la Pologne, et préventif au sujet de la Russie, il ne fallait pas craindre d'être plus de deux. Il y avait en Allemagne un État, dont le rôle, dans une affaire de ce genre, ne pouvait être indifférent, qui, par sa situation géographique, devait nécessairement s'en occuper, qui enfin, par sa force militaire, devenue plus considérable, et par son importance politique, définitivement établie,

(1) De Ferrand, t. I, p. 76.

n'était pas à négliger : c'était la Prusse. Au lieu de chercher à la gagner, Kaunitz tâcha de l'abattre, fit de sa ruine la condition préalable de toute démarche dans un autre sens, la première assise de l'édifice qu'il voulait bâtir. Le duc de Choiseul, avec une complaisance qui sentait le Lorrain plutôt que le Français, l'ancien serviteur de Marie-Thérèse et de l'empereur François Ier, plutôt que le ministre d'un roi de France, envoya les Français pour détruire en Allemagne, dans la guerre de Sept ans, une dualité qu'ils avaient intérêt à maintenir. Les Russes eux-mêmes, sous la czarine Élisabeth, les Russes vinrent, en 1760, se battre aussi pour écraser Frédéric-le-Grand (1), c'est-à-dire pour écraser leur propre cause. Il semblait qu'ils ne vissent pas ce que signifiait un mariage, conclu vers cette époque, le mariage de la fille d'Auguste III, roi de Pologne, avec le premier dauphin, fils aîné de Louis XV. Kaunitz triomphait : le roi de Prusse ne devait pas pouvoir tenir ; il était perdu. Mais Saxons, Autrichiens, Français, Russes mêmes, tout ce que l'Europe avait de plus formidable

(1) Schoell, p. [illegible], t. XXXVIII

pas, cette fois, contre la Turquie. Frédéric II resta néanmoins inébranlable. En 1769, Joseph II, l'empereur lui-même, pressé par Kaunitz, se décida à le visiter à Neiss : Frédéric II fut plein de respect, de déférence pour le jeune chef de l'empire ; il lui prédit un bel avenir ; il annonça un nouveau Charles-Quint, pour le génie et la grandeur des idées, bien qu'il dît qu'avec le désir de s'instruire, il n'avait pas la patience d'apprendre (1) ; en un mot, il accabla de louanges et de compliments l'illustre visiteur ; mais il ne se détacha pas de la Russie. Il renouvela même, le 12 octobre suivant, son traité d'alliance avec Catherine II (2). L'année suivante, 3 septembre 1770, Joseph II alla lui faire une seconde visite à Neustadt, et Kaunitz, l'habile et délié Kaunitz, s'y trouva. « Kaunitz, dit Frédéric « dans ses mémoires, insista sur la nécessité de « s'opposer aux vues ambitieuses de la Russie, et « déclara que Marie-Thérèse ne souffrirait ja- « mais que les armées russes passassent le Da- « nube, ni que la cour de Saint-Pétersbourg *fît*

(1) Rulhière, t. IV, et de Ferrand, t. I.

(2) Schœll, t. XLII, p. 71.

« *des acquisitions, qui la rendissent voisine de la* « *Hongrie*; il ajouta que *l'union de la Prusse et* « *de l'Autriche était l'unique barrière que l'on* « *pût opposer à ce torrent débordé, qui menaçait* « *d'inonder toute l'Europe* (1). » Frédéric II se contenta d'offrir sa médiation pour faire cesser la guerre entre les Russes et les Turcs, et empêcher qu'elle ne devînt générale : c'est tout ce que l'on put en obtenir, et il ne voulut pas qu'on lui parlât jamais plus de cet impossible union avec l'Autriche.

VII.

Frédéric II pense à démembrer la Pologne.

Frédéric II avait déjà des vues sur la Pologne. « Maître de la Silésie, il lui restait, pour consolider sa puissance, à envahir cette partie de la « Pologne, qui séparait ses États d'Allemagne de « son royaume de Prusse (2), » dit Rulhière, lui-même, tout porté qu'il est pour ce grand roi. Et il était tout aussi impossible, qu'il ne souhai-

(1) *Mémoires de Fréd.*, t. II. — (2) Rulhière, t. I, p. 16[illegible].

tât pas faire une acquisition, qui faisait un tout plus compacte de ses possessions, très-éparpillées, qu'il l'avait été, par exemple, pour Louis XIV et Louis XV, de ne pas désirer la Lorraine, après avoir conquis l'Alsace. « *Son ambition devait se « ramener tout entière vers cet ancien projet, « dont l'exécution avait été suspendue pour « l'envahissement de la Silésie.* » Voilà ce que dit encore Rulhière (1), avant les entrevues de Neiss et de Neustadt. Il est vrai qu'il s'empresse d'ajouter, que, d'après des témoignages irrécusables, « Frédéric-le-Grand n'avait formé le pro- jet d'aucun envahissement sur les domaines de « la République de Pologne, *n'en trouvant pas « l'occasion favorable,* et qu'il bornait ses des- « seins à assurer de plus en plus, à lui-même, et « à ses successeurs, *la facilité de s'en emparer « dans d'autres temps;* » et le baron de Gortz, un ami de Frédéric II, dans son mémoire, sur cette affaire, en dit tout autant (2). Mais ce qui est positif, d'après cela, c'est que le démembrement de la Pologne, à son profit, était dans sa

(1) Rulhière, t. IV, p. 166

(2) *Mémoire et actes auth. relatifs aux négociations qui ont précédé le partage de la Pologne*, in-8°, 1810.

pensée; que ce n'était pour lui qu'une question de temps. Malgré tout ce qu'ont pu dire en sa faveur, Rulhiere, M. de Ferrand et Schœll, en le jugeant surtout d'après ses propres mémoires, ou d'après les dépositions de Henri de Prusse, son frere, de Kniphausen, son ambassadeur, du baron de Gortz, un de ses négociateurs, absolument comme si on jugeait des accusés d'apres leurs propres paroles ou sur les témoignages de leurs parents, de leurs amis, tout ce qu'ont pu dire de lui, je le repete, ces savants historiens, se réduit donc à établir, non pas qu'il se serait fait scrupule de toucher à la Pologne, mais qu'il ajournait la spoliation; non pas qu'il renonçait au crime, mais qu'il attendait l'occasion de le perpétrer en toute sûreté. C'est ce que soupçonnait, déjà avant 1767, en jetant du fond de sa retraite un coup d'œil profond sur les affaires de l'Europe, sir Robert Walpole, quand il écrivait que « pour la Pologne, isolée comme elle « l'était, il n'y avait de salut à espérer que dans « une guerre entre les Russes et les Turcs; mais « qu'il faudrait encore qu'elle fût assurée, *qu'il* « *n'y a point de liaison d'intérêt entre la cour* « *de Berlin et celle de Saint-Pétersbourg*; ...

:.

« *qui*, d'après les preuves d'ambition que la mai-
« son de Brandebourg a données, *paraît très-*
« *certain*... (1). » Ce qui est positif aussi, c'est que, tout en disant souvent que l'alliance de Russie lui coûtait beaucoup, qu'elle lui était à charge, il n'était rien qu'il ne fît pour flatter Catherine II, pour dissimuler ses véritables sentiments, afin que, le cas échéant, il pût en obtenir la ville de Dantzick, sur laquelle les Russes avaient, eux aussi parfois, élevé des prétentions. « Ce monarque, dont les mordantes et
« cruelles plaisanteries, *seul genre de gaîté qu'il*
« *connût*, avaient offensé presque tous les sou-
« verains de son temps, et leurs maîtresses et
« leurs ministres; qui n'avait jamais épargné au-
« cun tort, aucun ridicule, et qui, à l'époque où
« nous sommes parvenus, employait en secret
« son loisir à la composition d'un poëme sati-
« rique sur le roi Poniatowski, *devenu*, *à cette*
« *époque même*, *le courtisan et l'adulateur de*
« *la Czarine*, *soutenait sans cesse et sans dis-*
« *traction ce personnage de perpétuelle flatterie.*
« Dans sa chambre d'audience était suspendu le

(1) *Testam. de Walp.*, t. II, p. 243.

portrait de Catherine II. Il affectait de s'y arrêter avec une sorte de culte; il parlait d'elle « comme d'un être supérieur à l'humanité (1). » Pour pallier ce triste tableau, qui n'annonce rien moins qu'un grand caractère, M. Rulhière a beau ajouter une phrase, qui indique l'homme du monde, l'homme de société, ayant de l'usage et du tact, qui sait ce qu'il doit aux personnes qu'il a eu l'honneur de fréquenter, au prince Henri de Prusse, à M. le baron de Kniphausen, qui l'avaient souvent reçu; il a donc beau ajouter, sur le ton imposant des panégyristes : « Mais « gardons-nous d'avilir un si grand caractère, et « de ne pas observer *qu'une sorte* de dignité se « mêlait encore à ces adulations. Dans toute cette « cour, il ne se permit d'encenser que la sou« veraine; et de toutes ses faiblesses, les seules « qu'il encensa, furent celles qui avaient une « apparence de grandeur (2). » Il reste toujours que Frédéric-le-Grand, à cette époque, c'est-à-dire, en 1770, n'était qu'un flatteur, qu'un adulateur, à l'égard de Catherine II. Or, *tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute* : c'est

(1) T. IV, p. 179, de Rulh. — (2) *Ibid.*, p. 179.

dans la crainte d'être mis de côté et de n'avoir rien. Ce fut vers le milieu de l'année 1770, vers l'époque des premières propositions du Reis-Effendi. Leurs troupes, tout en formant contre la peste, venue de Constantinople, un cordon sanitaire sur les frontières de la Hongrie, occupèrent, sous le nom de province *réincorporée*, les treize villes du comté de Zips, et les réunirent à la Hongrie. La cour de Vienne prétendait que ce district avait été autrefois détaché de la Hongrie par Sigismond de Luxembourg, et engagé à la Pologne pour une somme d'argent, que Marie-Thérèse était prête à rembourser (1). Il paraît aussi qu'elle n'aurait pas envahi ce comté, si elle n'y eût été engagée par des prêtres du pays, qui lui avaient dit que le comté de Zips était une ancienne dépendance de la Hongrie, et qui, en voyant les progrès des Russes en Pologne, cherchaient à passer sous la domination autrichienne, qu'ils préféraient à celle d'une puissance schismatique (2). Mais, qu'est-ce que cela faisait? Connaissant les dispositions de Frédé-

(1) [illegible] Corti, p. [illegible]; dans Schœll, p. [illegible], t. XXXVIII.
(2) De [illegible], t. [illegible], p. [illegible]

ric II, la cour de Vienne, quel que fût son droit, quelque bien qui pût en résulter pour les prêtres catholiques de la Pologne, aussi bien que pour elle-même, n'aurait-elle pas dû s'abstenir scrupuleusement de toucher tant soit peu à l'intégrité territoriale de cette République? Ne devait-elle pas fournir par là à Frédéric-le-Grand cette occasion qu'il attendait, soit pour lui, soit pour ses successeurs? Qu'en résulta-t-il? C'est que Frédéric imita de tous points la cour de Vienne. Il fit aussi un cordon sanitaire pour protéger la Prusse contre la peste; et, à cette occasion, *il manifesta certains droits* sur Marienwerder et sur d'autres districts polonais de la Posnanie (1). Il s'y présenta comme héritier de l'ordre Teutonique (2), qui, en effet, avait autrefois possédé ce pays jusqu'au traité de Thorn, imposé à cet Ordre par la Pologne, en 1466; il menaça particulièrement la ville de Dantzic.

(1) Rulhière, t. IV, p. 236.
(2) *Mémoire de Frédéric-le-Grand*.

X.

...de l'Autriche, conduite de Frédéric II dans le duché polonais de Posnanie.

...t de parler de ses droits sur la Posnanie, ...c II avait à la vérité bien maltraité ce ...oulant peut-être amener les habitants à ...ler, de guerre lasse, d'être ses sujets. Et ...hiere encore est l'accusateur de Frédéric. ...d il fut question de ses droits sur Marien...er, etc., on y remarqua *davantage* les vexa... qu'y exerçaient à l'envi ses soldats et ses ...missaires, mais principalement les géné... Thaden et Belling. Les Prussiens ache...t en Pologne des chevaux et des denrées, ...*quent de prendre en payement des mau...s espèces qui n'avaient pas cours dans la ...blique*, et qu'ils refusaient eux-mêmes, ...d elles leur étaient rapportées en acquit ...énormes contributions. De jeunes Polo...étaient enrôlés *de force* dans les armées ...siennes. On assure aussi que, *dans la Po...*r, chaque ville, chaque village était taxé

ce que Frédéric II, qui savait très-bien son [illegible] Lafontaine, n'aurait pas manqué de dire de tout [illegible] autre, qui aurait fait ce que lui reproche Rul-[illegible] hière. Il nous est peut-être permis, quand on sai[illegible] surtout l'importante acquisition qu'il rêvait, de [illegible] le penser et de le dire de lui-même.

VIII.

Qui lui en fournit l'occasion?

Frédéric II n'attendait donc que l'occasion. Qui la lui fournit? L'Autriche, évidemment, ne devait pas désirer et ne désirait pas que les Prussiens et les Russes démembrassent la Pologne. Outre l'intérêt politique, elle avait, comme puissance catholique-romaine, un intérêt religieux à écarter de la Pologne des protestants et des schismatiques-grecs. Le 23 mars 1770, non pas dix mois, comme le dit M. de Hammer, mais cinq mois seulement avant le premier voyage d'Henri de Prusse à Saint-Pétersbourg, où il se trouvait encore le 20 septembre 1770 (1), le

(1) De Ferrand, t. I, p. 141.

« mais il faut ajouter que, lorsqu'il enjoignit de « s'en abstenir, *les ordres de ce prince absolu « manquèrent d'efficacité.* » Quel tableau de tyrannies, quelle atroce chose surtout que cette contribution de filles nubiles! Quelque faible qu'ait eu Rulhière pour Frédéric II, ce n'est pas édifiant pour une cour de philanthropes et de philosophes. Néanmoins, ce n'étaient que des vexations, ce n'était pas un envahissement, ce n'était pas une occupation du pays. Ceci ne fut déterminé, à ce qu'il paraît, que par les envahissements de l'Autriche dans le comté de Zips. « C'est « là, dit Frédéric, ce qui *achemina* le plus le « partage, » montrant, lui aussi, par ce mot d'*acheminer*, qu'il s'en occupait déjà.

XI.

Fameux voyage d'Henri de Prusse à Saint-Pétersbourg. 1770

On vit, en effet, ce prince, au mois de septembre suivant, 1770, envoyer son frère, Henri de Prusse, à Saint-Pétersbourg, où, du reste, Catherine II avait exprimé le désir de le voir. Henri de

sans la crainte d'être mis de côté et de n'avoir rien. Ce fut vers le milieu de l'année 1770, vers l'époque des premières propositions du Reis-Effendi. Leurs troupes, tout en formant contre la peste, venue de Constantinople, un cordon sanitaire sur les frontières de la Hongrie, occupèrent, sous le nom de province *réincorporée*, les treize villes du comté de Zips, et les réunirent à la Hongrie. La cour de Vienne prétendait que ce district avait été autrefois détaché de la Hongrie par Sigismond de Luxembourg, et engagé à la Pologne pour une somme d'argent, que Marie-Thérèse était prête à rembourser (1). Il paraît aussi qu'elle n'aurait pas envahi ce comté, si elle n'y eût été engagée par des prêtres du pays, qui lui avaient dit que le comté de Zips était une ancienne dépendance de la Hongrie, et qui, en voyant les progrès des Russes en Pologne, cherchaient à passer sous la domination autrichienne, qu'ils préféraient à celle d'une puissance schismatique (2). Mais, qu'est-ce que cela faisait? Connaissant les dispositions de Frédé-

(1) [illegible] Carte, p. [illegible]; dans Schoell, p. 120, t. XXXVIII.
(2) De [illegible], t. [illegible] p. 31

dans l'arène, le triomphe des confédérés de Bar, et la chute de Poniatowski, ou du parti russe et prussien, étaient assurés (1). Le prince évêque Louis de Rohan, ambassadeur de France à Vienne, alla donc trouver Kaunitz pour lui demander d'agir. La veille, Joseph II l'avait complimenté sur le succès des Français à Cracovie : il espérait donc ne pas faire une démarche inutile ; mais Kaunitz éluda la question. « Soyez tranquille, mon cher prince, tous nos « arrangements sont pris ; assurez votre cour « que l'Impératrice ne souffrira jamais que « l'équilibre européen soit rompu. » Réponse « perfide, qui indiquait ce qu'on voulait faire, c'est-à-dire que, dans l'intérêt de l'équilibre, on partagerait également, tout en ayant l'air de dire qu'on ne toucherait à rien. C'est là le sens que lui prêta le prince Louis de Rohan (2); et aussitôt, par une dépêche du 2 mars 1772, il informa sa cour de cette importante conférence.

(1) Abbé Georgel, t. I, p. 243.
(2) Abbé Georgel, t. I, p. 244.

XIII.

Attitude de la France dans la question polonaise. D'Aiguillon et le prince de Rohan; madame Dubarry.

Mais Choiseul, qui portait un si vif intérêt à la Pologne, n'était plus au ministère. En 1770, le parti opposé aux parlements et aux Jésuites, poussé par les Anglais, qui redoutaient une nouvelle guerre, et soutenu par une nouvelle favorite, madame Dubarry, l'avait renversé, et lui avait fait donner pour successeur un homme fort intelligent, mais moins habile, un homme toujours prêt à s'incliner humblement devant les moindres désirs de madame Dubarry, le duc d'Aiguillon. Tous les hommes d'état, tous les diplomates employés par Choiseul, avaient été remerciés. Il faut voir, dans la correspondance de madame Dubarry, toutes les lettres de M. Dubarry, son mari, et de l'abbé Terray, pour ne mettre aux hauts emplois que des personnes dévouées au nouveau soleil de la cour (1). L'ambassade de

(1) *Lettres de madame Dubarry*, recueillies par M. de Pidansat, un petit vol. in-12.

Vienne, qui était si importante dans la conjoncture présente, était destinée, donnée même déjà à M. de Breteuil, homme très-adroit et très-ferme, que Choiseul avait désigné, et qui avait déjà fait partir ses carrosses pour sa future résidence (1); mais madame Dubarry la fit donner au prince Louis de Rohan, qui était bien loin de le valoir, et qui, selon l'observation que lui en fit plus d'une fois, à Vienne, l'austère Marie-Thérèse, ne s'occupait que de plaisirs (2). Madame Dubarry craignait que le baron de Breteuil ne se servît de Marie-Thérèse pour faire rappeler le duc de Choiseul. « Le prince Louis, monsieur, écrivit-elle donc « au baron de Breteuil, a sollicité et fait solli- « citer par le prince de Soubise l'ambassade « de Vienne. Le roi n'a pu s'y refuser. Mais « comme vous étiez destiné à cette ambassade, « j'ai engagé Sa Majesté à vous donner celle « de Naples, qui est moins importante à la « vérité, mais aussi honorable. Elle y a con- « senti avec plaisir, connaissant votre mérite

(1) *Anecdotes sur madame Dubarry*, p. 163, ouvrage sérieux sous un titre frivole.

(2) Abbé Georgel, t. I, p. 241.

« et vos lumières (1). » Sans doute Louis de Rohan, quoi qu'en aient pu dire le baron de Breteuil et ses amis, finit par voir clair dans la conduite de Kaunitz ; mais comme, d'après l'aveu de l'abbé Georgel lui-même, ni lui, ni son secrétaire n'étaient, dans le commencement, au courant de rien en fait de diplomatie (2), tandis que le baron de Breteuil était rompu au métier, il s'ensuit que ce que l'un ne devina que le 2 mars 1772, *un an après son arrivée à Vienne*, l'autre l'aurait aperçu, l'aurait fermement soutenu, dès son installation peut-être dans ses importantes fonctions. Quant à d'Aiguillon, il savait que madame Dubarry, qui pourtant avait toujours paru être pour les Polonais, dont les députés lui promettaient de belles terres en Pologne (3), maintenant se refusait à engager Louis XV dans une nouvelle guerre, qui aurait contrarié l'Autriche, dont elle avait peur ; il savait qu'elle aimait mieux endormir le successeur de Louis XIV dans un lâche et voluptueux repos. Il répondit donc, dit

(1) *Lettres originales de madame Dubarry.*
(2) Abbé Georgel, t. I, p. 261.
(3) *Anecdotes sur madame Dubarry*, p. 14.

Georgel, qui écrivait ayant la dépêche de ce ministre sous ses yeux, « que la conjoncture « de M. l'ambassadeur était incompatible avec « les assurances positives de la Cour de Vienne, « et sans cesse renouvelées par le comte de « Mercy, son ambassadeur à Paris, et par les « promesses toutes récentes faites à M. Durand, « envoyé extraordinaire à Vienne; *qu'il fallait « donc abandonner ce fil qui ne pouvait qu'é- « garer*, et s'en tenir à la marche indiquée dans « ses instructions (1). » Aux nouvelles lettres et aux nouvelles instances du prince Louis de Rohan, il répondit de la même manière, et il finit par écrire de sa propre main, que « le roi, « constant dans ses liaisons avec la cour de « Vienne, ne croyait pas *devoir se mêler de « ce partage* (2). » Les dépêches des ministres français à Dresde, à Berlin, à Saint-Pétersbourg, à Stockolm, ne produisirent pas plus d'effet auprès du duc d'Aiguillon que celles du prince Louis de Rohan (3). Il feignit de ne rien savoir de ce qui s'était passé. La Cour de

(1) Abbé Georgel, t. I, p. 245. — (2) Georgel, t. I, p. 247.
(3) *Voir* Ferrand, t. I, l. 1 ; et Schœll, t. XXXVIII.

Vienne était dans l'enchantement. Vinrent alors les députés des confédérés de Bar, pour demander ce que le prince Louis de Rohan n'avait pas obtenu. Ils venaient, cette fois, non après une défaite, comme sous Dumouriez, mais après un succès qui avait eu beaucoup de retentissement. Ils dirent que Choisy tenait tête à Souvaroff dans Cracovie, mais qu'il n'avait que cinq cents hommes, et que, si on ne le secourait pas, tout était perdu avec lui. Dans l'audience qui leur fut donnée, et à laquelle assista l'ambassadeur français, Kaunitz s'opposa à toute démonstration hostile de la part de l'Autriche, disant qu'il n'était pas temps d'éclater, que la prudence exigeait certaines précautions préliminaires. Quant à Marie-Thérèse, qui avait les larmes faciles, et qui était peut-être sincèrement affligée, mais qui ne voulait de la guerre à aucun prix, qui, d'ailleurs, avait à compter un peu avec son fils Joseph II, partisan des Russes, elle se mit à pleurer sur les malheurs de la Pologne : elle ne fit pas autre chose. C'est ce que le duc d'Aiguillon ne manqua pas de retourner contre le prince Louis de Rohan. Mais celui-ci lui écrivit aussitôt : « J'ai

« effectivement vu pleurer Marie-Thérèse su
« les malheurs de la Pologne opprimée. Ma
« cette princesse excelle dans l'art de ne p
« se laisser pénétrer, et me paraît avoir l
« larmes à son commandement. D'une main,
« elle a le mouchoir pour essuyer ses pleurs,
« de l'autre, elle saisit le glaive de la négocia-
« tion, pour être *la troisième puissance co-*
« *partageante* (1). » Que fit le duc d'Aiguillon, après la réception d'une lettre si forte? Il s'en amusa; il la fit voir à la Dubarry, qui la lut devant Louis XV et devant des intimes, dans un dîner voluptueux. Il fit une peine affreuse à Marie-Antoinette, épouse du second dauphin, laquelle s'indigna de ce qu'on parlait ainsi de l'impératrice sa mère, de ce qu'on livrait ainsi son nom glorieux et vénéré à l'impudique risée d'une courtisane. Il fut cause du trop fameux procès du collier, qui, sans cela, dit l'abbé Georgel, n'aurait pas eu lieu (2). Voilà tout; mais pour la Pologne, il ne s'en inquiéta pas plus que si les affaires des Polonais eussent été dans le plus brillant état. La France se battait

(1) Georgel, t. I, p. 254. — (2) *Ibid.*, p. 255.

pour les Polonais, mais son ministre les abandonnait. Du reste les Polonais manquaient de ce ressort moral, qui seul peut défendre et sauver les grandes causes : ils devaient tôt ou tard succomber. « Pulawski, chef de la confédé-« ration de Bar, dit le général Dumouriez dans « ses Mémoires, était un brave, mais, à cette « époque, l'esprit, les talents, l'activité, étaient « tombés en quenouille. Les femmes condui-« saient les affaires, montraient de l'énergie, « pendant que les hommes menaient une vie « voluptueuse et galante (1)... Les Polonais, « disait le même général, dès l'année 1768, « dans une de ses dépêches au duc de Choiseul, « doivent être appelés les *Asiatiques de la Po-« logne*. Ce nom leur convient mieux. »

Mais l'Autriche enfin dut faire quelque chose pour la triste Pologne. Oui, elle fit quelque chose : elle conclut mystérieusement un traité d'alliance avec les Turcs, en 1771 ; elle voulut, la même année, obtenir, par Galitzin, une déclaration en faveur de la Pologne, parce qu'elle savait

(1) *Mémoires de Dumouriez, écrits par lui-même*, 8 vol., t. I, l. 1, ch. 8, p. 233.

que Catherine, malgré tout ce qu'elle avait pu faire espérer à Henri de Prusse, voulait une conquête et non un partage; mais, dans le traité d'alliance et dans la déclaration demandée, si elle excluait les autres du partage de ce pays, elle n'entendait pas lâcher le comté de Zips, qu'elle tenait. C'était expressément dit dans la formule de déclaration, réclamée de Galitzin par Kaunitz (1).

XIV.

Rôle des Anglais dans le premier partage de la Pologne.

On se demande quel rôle jouèrent les Anglais dans toutes ces affaires. Robert Walpole venait d'écrire spécialement pour eux: « Prenons garde « que l'ambition de la Cour de Saint-Pétersbourg « ne nous fasse sortir de notre léthargie. Elle « aura porté *les coups les plus dangereux à l'Eu-* « *rope*, que nous nous trouverons encore dans « un état d'engourdissement, qui nous empê- « chera d'opposer une digue assez forte à l'im-

(1) Gortz, cité p. Schœll, t. XXXVIII.

pour les Polonais, mais son ministre les abandonnait. Du reste les Polonais manquaient de ce ressort moral, qui seul peut défendre et sauver les grandes causes : ils devaient tôt ou tard succomber. « Pulawski, chef de la confédé- « ration de Bar, dit le général Dumouriez dans « ses Mémoires, était un brave, mais, à cette « époque, l'esprit, les talents, l'activité, étaient « tombés en quenouille. Les femmes condui- « saient les affaires, montraient de l'énergie, « pendant que les hommes menaient une vie « voluptueuse et galante (1)... Les Polonais, « disait le même général, dès l'année 1768, « dans une de ses dépêches au duc de Choiseul, « doivent être appelés les *Asiatiques de la Po-* « *logne*. Ce nom leur convient mieux. »

Mais l'Autriche enfin dut faire quelque chose pour la triste Pologne. Oui, elle fit quelque chose : elle conclut mystérieusement un traité d'alliance avec les Turcs, en 1771 ; elle voulut, la même année, obtenir, par Galitzin, une déclaration en faveur de la Pologne, parce qu'elle savait

(1) *Mémoires de Dumouriez, écrits par lui-même*, 2 vol., t. I, l. I, ch. 8, p. 128.

avec cette nouvelle du traité de subsides, pensa qu'il allait en finir avec les hésitations de Catherine II et avec la question polonaise (1). Qui sait même s'il n'allait pas obtenir, dans son lot, Dantzick, que le gouvernement russe ne voulait pas lui donner, que les Anglais non plus, plus sûrs de l'amitié des Russes que de celle des Prussiens, ne se souciaient pas qu'on lui cédât, à cause de son importance commerciale.

XV.

Catherine II arrête le partage avec la Prusse, et y associe l'Autriche. Protestation de l'Espagne.

Frédéric ne se trompa point sur l'effet, que l'annonce du traité de subsides entre l'Autriche et la Turquie devait produire en Russie. Catherine II vit là deux choses : la première, c'est que la cour de Vienne s'alliait avec les Turcs, pour contre-balancer l'union de la Prusse et de la Russie, cette union, qui était le chef-d'œuvre diplomatique de Frédéric II, et par laquelle le pe-

(1) Rulhière, t. IV, p. 275.

« pétuosité de ce torrent : réveillons-nous et « souvenons-nous bien que, *si jamais les Russes « font de nouvelles entreprises contre la Polo- « gne, il est de toute nécessité pour l'Angleterre « de voler à son secours...* (1) » Suivit-elle ce conseil d'un de ses plus grands hommes d'État ? Voici ce qu'elle fit : au moment où la Pologne se défendait à grand'peine avec Choisy, une flotte anglaise escortait des vaisseaux russes pour aller prendre Constantinople, et punir les Turcs d'avoir voulu faire une diversion, favorable aux Polonais : nous l'avons vu dans les chapitres précédents. Au même moment aussi, lord Murray, ambassadeur anglais à la Porte-Ottomane, voyant que les Turcs dirigeaient un convoi d'argent sur Belgrade, et devinant le mystérieux traité de subsides entre eux et les Autrichiens, à force d'argent s'en procura une copie, et l'envoya aussitôt à Frédéric II (2). Ce fut une bonne fortune pour le roi de Prusse, qui était ennuyé, découragé même par les lenteurs et les irrésolutions de la Cour de Saint-Pétersbourg, mais qui,

(1) [illegible], t. II, p. [illegible].
(2) De Ferrand, t. I, p. [illegible].

au royaume de Prusse, quelle que fût l'inimitié des Autrichiens, ne devait pas, abrité qu'il était sous l'aile de la Russie, être mis de côté dans la question polonaise. La deuxième chose qu'elle y vit, c'est que l'Autriche ne menaçait la Russie que pour n'être pas oubliée dans la spoliation qu'on projetait et qu'elle n'osait pas, les armes à la main, empêcher. Au mois de février 1772, elle arrêta donc avec Frédéric II le démembrement de la Pologne, et elle chargea ce prince de proposer à la cour de Vienne de partager. « N'y « regardez pas, n'ayez pas de scrupule, fit dire « aussitôt à Kaunitz Frédéric-le-Grand, prenez « ce qui vous arrangera ; surtout consentez à « prendre, car c'est le seul moyen d'acquérir « et le seul de conserver la paix (1). » Ni Kaunitz, malgré sa grande réputation de droiture et d'équité, ni Marie-Thérèse, qui passait pour être si consciencieuse et si juste, ne voulaient la guerre ; ils ne voulaient pas non plus, en affectant une plus grande sévérité de principes, s'exposer au ridicule de n'avoir rien, quand les autres auraient tout : ils acceptèrent donc la paix, telle qu'on la leur of-

(1) De Ferrand, t. I, p. [illegible] ; Rulhière, t. IV, p. [illegible]

compter le comté de Zips : environ 2,500 *lieues carrées.*

III. A la Prusse était garantie : 1° la possession de toute la Pomérélie, *excepté Dantzick et son territoire ;* 2° les districts de la grande Pologne, en deçà de la Netze, qui devait servir de limite entre les deux États, tout en appartenant en entier au roi de Prusse ; 3° le palatinat de Marienbourg, la ville d'Elbing, l'évêché de Warmie et le palatinat de Culm, *excepté la ville de Thorn :* environ 900 *lieues carrées* (1).

La liberté religieuse était garantie dans les pays démembrés. Malgré une protestation, aussi vaine qu'inattendue, de Poniatowski, malgré l'opposition courageuse de quelques nonces ou députés, surtout de Keytan et du jeune Korkack, la diète polonaise, menacée par les armées étrangères, sanctionna tout ce qui s'était fait à Saint-Pétersbourg. Ces armées d'ailleurs ne venaient-elles pas, disait-on, au secours du paysan polonais, opprimé par l'ordre équestre (2) ?

L'Autriche, s'il faut en croire les mémoires de

(1) Ce traité en entier dans Schœll, t. XXXVIII, p. 133, 134, 135.
(2) De Ferrand, t. II, p. 430.

Frédéric, trop porté à dire que le mauvais exemple partait toujours de là, et qu'il ne faisait qu'imiter, l'Autriche dépassa les limites fixées par le traité du 5 août. Et lui, aussitôt, d'en faire autant, de son côté, en prenant, dans la Poméréhe, la vieille et la nouvelle Netze (1). Il fallut que Catherine II arrêtât cette jalouse rivalité d'envahissements. Elle n'était que trop inquiète, nous dit Rulhière (2), des accroissements de l'Autriche, et même de la Prusse ; et elle s'en repentait déjà.

XVII.

Frédéric II ose traduire l'Autriche à la barre des philosophes et de l'Europe.

Ainsi fut consommée la première spoliation de la Pologne. Frédéric II, écrivant à Voltaire, en octobre 1773, jeta toute la faute sur l'Autriche, et déclara pédantesquement que c'était aussi vrai que la *quarantième proposition d'Euclide*.

Dans une autre lettre, de septembre 1774, il présenta la chose comme indispensable, pour

(1) Raumer, t. IV, p. [illegible]. — (2) Rulhière, t. IV, p. [illegible].

éviter une guerre européenne, un embrasement général. « J'ai éteint les flammes, dit-il... Mais en « voilà assez sur les affaires de Pologne. Je « pourrais plaider cette cause devant tous les tri« bunaux de la terre, assuré de la gagner. Ce« pendant je garde le silence sur des événements « si récents, dont il y aurait de l'indiscrétion à « parler. »

« D'ailleurs, écrit-il à d'Alembert, en juin 1775, « comme pour excuser ce démembrement au nom « de la bonne et vraie civilisation, savez-vous avec « quelles gens j'ai affaire dans ce malheureux « pays? *Ils ne connaissent point le droit de pro« priété;* » comme si, en le connaissant mieux, il l'avait plus respecté lui-même! « Pour toute loi, « le plus fort opprime impunément le faible. » Comme si c'était à lui de tenir, avec tant d'impudence, un tel langage. « Et puis, ajoute ce flatteur « constant des philosophes, dont il voulait être « prôné, apprenez que j'établis en Pologne cent « quatre-vingts écoles, *tant protestantes*, bien en« tendu, que catholiques, et je me regarde comme « *le Lycurgue ou le Solon* de ces barbares. » Il n'était pas possible de tromper mieux son monde, de servir aux enthousiastes amis du progrès des

lumières un mets qui fût plus de leur goût. Marie-Thérèse avouait mieux son tort, en se donnant pourtant une excuse non valable : « Je sais, « disait-elle au baron de Breteuil, que j'ai mis « une tache à mon règne, par ce qui vient de se « faire en Pologne, mais on me le pardonnerait, si « on savait à quel point j'y ai répugné. Comment « pouvais-je faire en présence de l'injuste ambi- « tion russe et prussienne (1)? » Catherine II était la seule qui ne cherchât à se justifier de rien. « Laissez faire, disait-elle aux envoyés de « Frédéric II, j'en accepte tout le blâme. »

XVIII.

La cour de Louis XV à la nouvelle du partage.

Parmi les autres Etats de l'Europe, c'est en France que le coup porté à la Pologne fut le plus sensible. « Tout est fini, » vint dire l'Autrichien Mercy au duc d'Aiguillon, qui fit l'étonné, et osa se plaindre aussitôt, non dans aucune dépêche, mais dans des conversations particulières,

(1) Flassan, *Diplom. fr.*, t. VI[e], p. 124.

de n'avoir été informé de rien par le prince Louis de Rohan (1). Louis XV, à qui on fut bien forcé de le dire, se fâcha contre le duc d'Aiguillon, gronda beaucoup madame Dubarry de lui avoir fait cadeau d'un tel ministre, envoya à Vienne M. de Breteuil, et rappela le prince Louis de Rohan. « Ah ! dit-il, si *cet autre* (en parlant « du duc de Choiseul) avait été là, jamais ce « partage n'aurait eu lieu. » Et peu s'en fallut que *cet autre* ne fût rappelé. Toute la cour, toute la clientèle de la Dubarry tremblait, et elle passa un fort mauvais quart d'heure (2). Mais cela dura peu : énervé par la débauche et le plaisir, Louis XV retomba vite dans sa dégradante apathie, ne songea plus au démembrement de la Pologne, et ne s'occupa ni de la persévérante adresse qu'avait mise Frédéric II à le préparer, à y avoir sa part, à se la faire offrir ; ni des désirs, lâchement pacifiques, de la cour de Vienne, qui se laissa devancer par Frédéric II, et qui, sous peine de voir la Prusse s'élever définitivement au-dessus d'elle, fut forcé d'entrer

(1) Abbé Georgel, *Mém.*, t. I.

(2) Tous ces curieux détails dans les *Anecdotes sur Mme Dubarry*, p. 164.

en tiers dans la perpétration du crime ; ni enfin de l'ambition audacieuse de Catherine II, qui ne se repentait du partage, que parce qu'elle avait été contrainte de partager.

XIX.

Question de la succession de Bavière.

Cinq ans après, le duc-électeur de Bavière, Maximilien Joseph, fils d'une princesse autrichienne, étant mort sans enfants, le 30 décembre 1777, la cour de Vienne se porta pour héritière de la majeure partie du pays ; elle réussit aussi, intimidant l'électeur-palatin, Charles-Théodore, qui était héritier du prince défunt en qualité de chef de la branche aînée de Wittelsbach, à en obtenir, moyennant une indemnité, la cession de la Bavière. Ainsi l'Autriche devait s'arrondir vers l'ouest, comme l'avait fait Frédéric II du côté de l'est. Mais Frédéric II s'entendit avec d'autres princes de l'Empire, pour empêcher ce nouvel accroissement de la nouvelle maison d'Autriche. Il parla au nom de l'équili-

bre germanique, dangereusement rompu, si l'on souffrait que la convention entre Joseph II et le jeune électeur-palatin s'accomplît. Catherine II intervint aussi, et en 1779, le 13 mai, le traité de Teschen obligea l'ambitieux Joseph II à rendre la Bavière à Charles-Théodore, qui la réunit à son Palatinat; en sorte que, à partir de ce moment, le Palatinat, ou Bavière Rhénane, et la Bavière proprement dite, ne formèrent plus qu'un seul Etat. Joseph II ne put obtenir que les lieux et districts, situés entre le Danube, l'Inn et la Salza (1).

Plus tard, Joseph II revint à la charge; et, cette fois, proposa et fit accepter à l'électeur-palatin les Pays-Bas autrichiens, en échange de la Bavière. Mais cette fois encore, le même Frédéric II intervint, réunit les électeurs de Saxe, de Hanovre, et plusieurs autres princes de l'Empire en association, en ligue, sous les auspices du roi de Prusse, électeur de Brandebourg, et il soutint efficacement l'opposition que faisait à cet échange le jeune duc de Deux-Ponts, héritier légitime de l'électeur-palatin. Ce fut le dernier acte de la lon-

(1) Koch, périod. 8e, t. II.

et brillante carrière de Frédéric-le-Grand. Il
rut l'année suivante, 1786. Mais Catherine II
t encore quelque temps; elle vécut assez
r porter un nouveau coup à la triste Polo-
et ensuite, pour la rayer même de la carte
États de l'Europe.

CHAPITRE XIX.

LA RUSSIE CONTINUE A ENTAMER L'EUROPE.
DEUXIÈME PARTAGE DE LA POLOGNE, AOUT 1793.

I.

Impossibilité pour les Polonais de s'organiser en république.

Pour organiser, en Pologne, un bon gouvernement républicain, les difficultés étaient immenses. Il n'y avait pas jusqu'au titre de roi, qui ne fût à cette entreprise un obstacle sérieux. Il semble, en effet, qu'il y a des titres, qui ne peuvent être portés par de simples particuliers, sous peine de leur ôter tout leur prestige, et d'affaiblir considérablement l'autorité qu'ils représentent. Il faut, pour pouvoir, sans inconvénient, en être revêtu, des hommes, dont chacun puisse, sans rougir, s'avouer le sujet, parce que, la veille de leur avénement, on n'aura pas été leur

égal; des hommes, qui, une fois sur le trône, ne laissent pas, autour d'eux et au-dessous d'eux, des proches, confondus avec le reste des citoyens; il faut enfin des hommes, qui appartiennent à des familles, qu'on soit habitué à voir planer, pour ainsi dire, au-dessus de leurs semblables : la force peut venir d'en-bas; l'autorité n'en vient que rarement et difficilement. Le titre de roi est du nombre de ces titres que tout le monde ne peut pas porter : voilà pourquoi les Polonais eux-mêmes, sentant bien cette vérité, allaient chercher des rois parmi les familles princières des autres États de l'Europe. Mais alors, tous les princes de l'Europe devenaient, quant à l'élection des rois, citoyens de la Pologne : ils n'y étaient pas électeurs ; mais ils avaient le droit de présentation et de recommandation ; mais, ce qui est bien plus encore, ils y étaient éligibles. A certains moments donnés, ils se donnaient, tous, rendez-vous en Pologne, et l'élection d'un chef de l'État, au lieu d'être seulement, dans ce pays, une question polonaise, devenait une affaire européenne. Il y avait de grandes batailles électorales; mais, ce qui était plus malheureux, c'est que, après la lutte des prétentions rivales, ve-

nait celle des ambitions déçues contre les ambitions triomphantes, et la Pologne devenait le théâtre d'interminables combats. On l'avait vu, au commencement du XVI[e] siècle, dans l'Empire d'Allemagne, soumis aussi au même principe d'éligibilité; et les Allemands n'avaient pas oublié combien d'années, je dirais presque, combien de siècles de guerre, il leur en avait coûté, pour avoir préféré, pour empereur, Charles-Quint à François I[er]. On l'avait vu, plus récemment, en Pologne. La longue rivalité de Stanislas Leczinski et des deux Auguste de Saxe n'avait-elle pas été, sous ce rapport, le pendant de celle de François I[er] et de Charles-Quint? n'avait-elle pas, comme celle-ci, malgré les différences qui pouvaient l'en distinguer, mis aussi toute l'Europe en feu? La première avait produit la conquête des Trois-Évêchés, c'est-à-dire, le premier démembrement de l'Allemagne par les Français. Dans la seconde, n'avait-on pas vu l'une des factions rivales, n'écoutant que l'esprit de parti, livrer également la Pologne, non pas à un seul peuple, mais à trois peuples étrangers, les autoriser à la mettre en lambeaux, et amener sur le sol *inviolé* de l'Europe, dont la Pologne était

comme l'avant-poste, la première invasion russe? Que faire? Fallait-il, comme y tendait la haute féodalité germanique, se constituer fédéralement, supprimer toute grande unité, et ainsi éviter au moins l'antagonisme des deux pouvoirs aristocratique et monarchique, en faisant cesser leur rencontre au centre de l'État? Ce n'était guère possible. Il ne manquait pas de fiefs considérables en Pologne; mais ces fiefs n'offraient pas, comme en Allemagne, autant de nations, habituées à une existence distincte, ayant leurs coutumes, leurs traditions, leurs chers souvenirs de vieille nationalité, formant, en un mot, autant d'États: c'étaient des terres seigneuriales, plus ou moins grandes, ce n'était pas, comme il y en avait eu aussi en France, de grandes et anciennes souverainetés provinciales. L'aristocratie polonaise ressemblait à l'aristocratie anglaise. Chez elle, il n'y avait qu'une république unitaire qui fût possible. Par conséquent, de deux choses l'une: ou il fallait organiser cette république unitaire, ou bien, si on trouvait cela trop peu praticable dans un grand État, si d'ailleurs on tenait à un roi, si l'on en faisait une question de vanité, de relief national, il fallait se limiter soi-

même. Impossible, autrement, de concilier le principe républicain avec le principe monarchique, que l'on souhaitait conserver.

II.

Parti national d'Ignace Potocki. Rôle actif du ministre prussien Hertzberg.

C'est ce que développa, partout où il put, un homme d'un beau caractère et d'une éloquence vraie, Ignace Potocki. A sa voix, un parti considérable se forma, et l'on demanda une réforme gouvernementale. La grande famille des Czartoriski l'appuya de tout son crédit; mais la majeure partie des nobles fut contre lui. Ils n'avaient jamais voulu consentir au moindre sacrifice; ils avaient semblé aimer mieux décliner chaque jour, comme nation, que de s'amoindrir tant soit peu, comme citoyens. A cette époque, ils s'y refusaient plus que jamais. Les états-généraux avaient été promis par Louis XVI et la révolution française allait éclater. La Pologne était trop liée à la France par ses souvenirs et par ses sympathies, pour échapper longtemps à l'influence de tels événements.

Loin d'y échapper, elle le ressentit la première. Des idées d'affranchissement circulèrent parmi les nombreux serfs de la Pologne, et les habitants des villes se laissèrent aller à de vifs désirs d'émancipation et de liberté politique. Ces deux classes, ou embrassèrent le parti réformateur, ou firent des vœux pour son succès. Ignace Potocki leur fit des promesses, prit avec elles certains engagements : c'en fut assez, pour que la noblesse se tînt obstinément à l'écart, pour qu'elle traitât les partisans d'Ignace Potocki de révolutionnaires, et qu'elle recourût, comme par le passé, aux Russes, pour défendre, cette fois, sa position, son existence même, présumées en danger. Ignace Potocki devait avoir affaire à forte partie : il tint bon partout. La Russie était de nouveau en guerre avec les Turcs, et secondée par les Autrichiens, elle portait les plus rudes coups à l'empire ottoman et faisait trembler pour l'équilibre européen. L'Angleterre, rompant enfin avec son passé, se tourna contre les Russes. Sir Hailes, résident anglais à Varsovie, promit à Ignace Potocki l'appui de son gouvernement (1). On fit plus que cela.

(1) Comte de Ségur, *Décade historique de* 1786 *à* 1796. 2 vol. t. I, p. 167.

Richelieu, autrefois, avait tiré du fond de la Suède le plus redoutable adversaire de l'Autriche; c'est aussi dans ce belliqueux pays, que les Anglais allèrent chercher des ennemis aux Russes. Gustave III, qui y régnait, était fort belligérant de son naturel. « Il faut une guerre, répétait-il souvent, pour caractériser un règne (1). » Et il ne demandait pas mieux que d'être employé contre les Russes. On lui donna des armes, de l'argent, tout ce qu'il lui fallait, et il se dirigea droit sur Wiborg. Son ministre en Pologne l'apprit aux libéraux, ou, comme ils se laissaient appeler, aux *patriotes* polonais, et les engagea à faire eux-mêmes, de leur côté, une levée de boucliers, qui favorisât le succès de la diversion de Gustave III (2).

Secondés par les Suédois, poussés par les Anglais, les Polonais devaient être encore soutenus par les Prussiens. Ceux-ci en voulaient et aux Russes et aux Autrichiens. Sachant à quel degré Joseph II et Kaunitz détestaient la Prusse, ce royaume nouveau, qui était venu apporter un appoint si considérable à l'opposition

(1) Comte de Ségur, p. 147. — (2) *Ibid.*, p. 169.

féodale et protestante en Allemagne, la cour de Berlin pensait, nous l'avons dit ailleurs, que les Autrichiens, après avoir suivi les Russes contre la Turquie, les entraîneraient, à leur tour, contre elle-même. Que fit-elle pour empêcher cette alarmante éventualité ? Il y avait en Prusse, à la tête du pouvoir, un homme énergique, capable, actif, qui, disait-on, avait en main les plans de Frédéric-le-Grand (1), mais auquel le caractère faible du nouveau roi Frédéric-Guillaume II ne promettait pas un long ministère : c'était le comte Hertzberg. Il voulut prévenir l'Autriche et tâcher de la tuer, avant qu'elle vînt elle-même donner à son pays le coup mortel. Pour cela, il ne rechercha pas l'alliance de la France, où Marie-Antoinette, sœur de Joseph II, subjuguait Louis XVI et le maintenait dans les intérêts de l'Autriche, où d'ailleurs une imminente révolution allait tout mettre en question : il aima mieux, contrairement à l'avis du duc de Brunswick et du prince Henri de Prusse, l'alliance anglaise (2). Il préférait ainsi le concours d'un État robuste, protestant, gouverné par une maison allemande, à celui d'un

(1) *Ibid.*, p. 288. — (2) *Ibid.*, p. 67.

royaume malade, basé sur un principe opposé, et à qui la Prusse n'avait jamais été franchement sympathique. Il s'allia donc avec l'Angleterre. Pourtant, la cour de Versailles se tint, alors plus que jamais, unie avec celle de Vienne, et se rapprocha même de la Russie (1), afin d'appuyer, en cas de besoin, sur ces deux monarchies absolues, le trône menacé des Bourbons; M. de Ségur fut même chargé, en 1787, par M. de Vergennes, de conclure avec la Russie un traité de commerce, qui semblait être l'avant-coureur d'une alliance formelle (2); enfin, après M. de Vergennes, le cardinal Loménie de Brienne, sentant le mal révolutionnaire grandir de plus en plus, parla sérieusement d'une quadruple alliance, toute nouvelle, entre Versailles, Madrid, Vienne et Saint-Pétersbourg (3).

Rien de tout cela ne put faire démordre le comte Hertzberg du parti qu'il avait pris. L'eût-il voulu, qu'il ne l'aurait peut-être pas osé, parce que, s'il faut en croire le même M. de Ségur, Eward, ambassadeur anglais à Berlin, le dominait et le gouvernait (4). Les Anglais se servaient de lui pour

(1) Comte de Ségur, p. 69.— (2) *Ibid.*, p. 179, l. 2.
(3) *Ibid.*, p. 136. — (4) *Ibid*, p. 137.

leurs desseins contre la coalition austro-russe, dont l'empire ottoman avait, en ce moment, tant à souffrir. Ils le faisaient même aller trop loin; car Hertzberg convoitait Thorn et Dantzick, que Catherine II n'avait pas voulu comprendre, lors du premier partage de la Pologne, dans le lot de la Prusse : or, bien certainement, il ne pouvait pas espérer de toucher à la moindre parcelle du territoire, laissé à la Pologne, sans l'agrément des Russes. L'espérait-il par hasard du consentement des Polonais? Mais était-il probable que cette nation, déjà si mutilée, se démembrât encore, et volontairement? Pour qui d'ailleurs? Pour un gouvernement, qu'elle détestait, à cause de sa constante perfidie; qui s'enflammait pour elle, un quart d'heure après l'avoir dépouillée, et à la devise duquel : *Suum cuique, à chacun son droit*, elle venait d'ajouter elle-même un mot plus vrai : *Rapuit, elle en a frustré tout le monde.* D'ailleurs la Pologne, pas plus que les Prussiens, ne pouvait, sans l'autorisation de la Russie, rien donner de ce qui lui restait. Enfin les Anglais, qui, depuis quarante ans [1], faisaient presque

[1] [illegible]

tout le commerce du Nord, devaient, quoique alliés des Prussiens, s'opposer à ce qu'ils acquissent Dantzick. Ils l'avaient fait sous les prédécesseurs de Catherine II; ils avaient la même raison pour le faire encore, et il ne fallait pas compter qu'ils sacrifieraient un intérêt commercial à une amitié, qui n'était que de circonstance. Ces considérations, tendant à ne pas indisposer les Russes, du moment où on voulait encore enlever quelque chose à la Pologne, étaient bien fortes : néanmoins Hertzberg passa outre, et se mit d'abord à susciter mille embarras à leurs chers alliés, les Autrichiens. La Belgique et la Hongrie gémissaient de cette centralisation législative, à laquelle l'empereur Joseph II les avait soumises, pour donner plus de force à son Empire, mais qui faisait disparaître toutes leurs antiques libertés. Hertzberg les excita à se soulever, leur promit bon appui ; et, en effet, c'est un Prussien, le général Schonfeld, qui, chez les Brabançons, en 1790, commanda les insurgés (1). D'un autre côté, de nombreuses troupes se trouvaient campées sur les frontières de la Silésie, et elles se te-

(1) Comte de Ségur, p. 266.

naient prêtes à envahir la Bohême. Les Russes ne furent pas plus ménagés que les Autrichiens. Il ne prit pas les armes contre eux en faveur des Turcs; mais il menaça, plus d'une fois, de les prendre, et aida le sultan de son crédit, avec plus de persistance même que le gouvernement anglais. Enfin, il protégea les Polonais d'Ignace Potocki, et ses vues sur Dantzick, qu'il comptait peut-être obtenir de leur reconnaissance, répondaient de sa fidélité à les soutenir.

Le roi se lassait parfois de cette vie active que lui imposaient, à lui-même, les grandes entreprises d'Hertzberg; parfois aussi ses maîtresses, ou bien le parti de Welner et de Bischofverder, qu'on appelait les *illuminés*, lui donnaient de l'humeur contre ce hardi ministre (1), en réveillant sa jalousie du pouvoir. Hertzberg ne laissait pas que d'être assez souvent dérangé dans ses plans par toutes ces intrigues de cour : mais il parlait au nom de Frédéric-le-Grand, et le roi finissait par marcher. « Je tiens à votre disposition, fit-il dire « aux Polonais, 14,000 chevaux, que j'ai fait « acheter; mais j'espère bien que vous ne nous

(1) Ségur, *ibid.*, p. 71, 288, 291.

« refuserez pas Dantzick et Thorn (1). » Puis, une diète ayant été assemblée en Pologne, sous l'influence puissante d'Ignace Potocki, « Réfor-« mez votre constitution, écrivit aussitôt aux Po-« lonais le roi de Prusse, poussé par Hertzberg : « je vous réponds de l'intégrité de votre terri-« toire, quelles que soient les menaces de Cathe-« rine II... La république peut se reposer sur « mon caractère, sur ma façon de penser, sur la « connaissance que j'ai de mes intérêts les plus « réels (2). » Hertzberg fit plus encore : comme le roi Stanislas Poniatowski paraissait être pour le parti de la réforme constitutionnelle, il lui proposa une alliance formelle avec la Prusse : elle fut signée, en effet, le 9 mars 1790, et Hertzberg, au nom de son maître, mit à la disposition des Polonais un corps de troupes pour repousser quiconque voudrait, à main armée, s'immiscer dans leurs affaires, et ne pas leur laisser toute la liberté d'action, toute la spontanéité d'une nation indépendante (3). C'est ce que disait positivement

(1) Ségur, *ibid.*, p. 265, 266.

(2) De Ferrand, *Les trois partages de la Pologne*, t. II, p. 417.

(3) Heeren, *Syst. polit. des temps mod.*, t. II, p. 54, et Koch, t. II, p. 281.

l'art. 6 du traité (1). On se demandait en Pologne, si, pour plus de sûreté, pour assurer la perpétuité de ce qu'on voulait faire, il ne fallait pas auparavant consulter la nation, se faire autoriser par elle à donner une nouvelle constitution au pays : les nobles, ou le parti russe, proposaient, réclamaient cet appel à la nation, espérant bien que, grâce à leur influence, la réponse de la nation tromperait l'attente des patriotes polonais. Hertzberg fut contre, et poussa Ignace Potocki à faire rejeter une si périlleuse proposition.

III.

Caractère modéré que devaient avoir les réformes. Opinion de Dumouriez et de Louis XVI.

L'appui de la Prusse était ardent ; il paraissait sûr : les Polonais pouvaient se mettre à l'œuvre. Mais qu'y avait-il à faire? « Il faut en Pologne, « disait le général Dumouriez, un régime social, « qui, en rendant citoyens tous les hommes qui

(1) M. de [illegible], ibid., p. [illegible], t. II. le [illegible]

« cultivent le sol, les intéresse tous à l'existence « nationale... Sinon, rien ne peut empêcher que « le partage ne soit complété..... (1). » Ce qui voulait dire que, sans l'émancipation, à la fois civile et politique, des serfs, qui étaient extrêmement nombreux, et, sans l'admission entière des petits propriétaires au droit de cité, la Pologne était perdue. Mais évidemment, cette émancipation, surtout pour les serfs, ne pouvait être accordée que graduellement. Il n'aurait pas été prudent ni sage de faire passer tant d'hommes, tout d'un coup et sans préparation, à l'exercice complet des droits et des charges du citoyen. Le général Dumouriez, quelque imbu qu'il fût du système très-large des Girondins, dont il était le chef, était trop sage pour le penser autrement. Il fallait des émancipations sans doute, afin d'avoir une classe moyenne, un tiers-état, assez fort pour servir de centre à la révolution (2); mais il fallait aussi de la conciliation : il était à craindre, sans cela, que les Grands ne livrassent la Pologne aux Russes, comme à de nécessaires libé-

(1) *Mémoir. de Dumour.*, t. I, p. 236, l. 1, ch. 8.
(2) Koch, t. II, période 9.

ateurs. C'était là l'avis de Louis XVI : menacé en France par les partis exaltés, ce roi ne pouvait secourir la Pologne ; il était même obligé, dans l'intérêt de son trône, de s'appuyer sur les États, qui représentaient le principe monarchique dans sa plus haute expression, sur l'Espagne, sur l'Autriche, sur la Russie ; mais il avait voulu, dès 1789, aider les partisans d'Ignace Potocki de ses sages conseils. Par Aubert, son agent à Varsovie, il avait fait remettre, aux maréchaux de la diète polonaise, une lettre rédigée par M. de Vergennes, pleine de sens et de portée, et conçue en ces termes : « L'ancienne amitié entre la France » et la Pologne ne peut qu'inspirer à Sa Majesté » le plus grand intérêt pour tout ce qui contribuera à la tranquillité et à la prospérité de la » république. Le roi espère de la sagesse de la » nation polonaise, qu'en s'occupant de la restauration des diverses branches de son gouvernement, elle évitera tout ce qui pourrait la » *compromettre avec quelque puissance que ce* » *soit* ; qu'elle sentira que, ce que des siècles ont » altéré ou détruit, *ne peut pas être rétabli en peu* » *de mois* ; qu'enfin elle pesera *toutes les circonstances*, qui lui imposent la nécessité de pro-

« *céder avec mesure*, pour ne pas s'exposer à voir « *anéantir jusqu'à l'espoir de recouvrer jamais la* « *consistance et l'éclat*, que la nature lui avait « assignés parmi les puissances de l'Europe (1). » Il était donc recommandé aux Polonais de réformer leur gouvernement et leur organisation sociale, de manière à ne pas alarmer les monarchies féodales, qui les entouraient, Prusse, Autriche, Russie. Il était très-important qu'elles n'eussent pas à craindre, chez elles, un soulèvement des serfs, des bourgeois, des basses classes, en un mot, une révolution analogue à celle de France. En d'autres termes, il ne fallait pas qu'elles pussent regarder la Pologne comme un pont, jeté entre la France et les extrémités orientales de l'Europe, pour le passage et la transmission des utopies françaises. Mais enclavée au milieu de toutes ces monarchies, placée à leur commun centre, comme pour rayonner sur elles, il était bien difficile que la Pologne pût éviter ce danger. Comment était-il possible que les mots d'affranchissement, de liberté politique, une fois prononcés chez elle, n'eussent

(1) Cette lettre dans M. de Ferrand, t. II, p. 409.

pas quelque écho chez ses voisins; et ceux-ci aussitôt, avec la susceptibilité craintive et ombrageuse de tout gouvernement, aux époques de révolution, ne devaient-ils pas voir, dans le moindre retentissement de ces réformes, la fâcheuse annonce que la contagion révolutionnaire allait les atteindre à leur tour?

IV.

Que fit-on? Charte du 3 mai 1791.

Nul doute que cette éventualité ne fût probable, et en quelque sorte certaine. Il valait mieux peut-être s'arrêter, prendre encore patience, attendre que le torrent révolutionnaire fût rentré dans son lit, en Occident, et que la France, dans tous les cas, sous un gouvernement tranquille, pût aller offrir à la Pologne un secours, plus désintéressé et plus sûr que celui des Prussiens. Mais il s'agissait moins encore, en Pologne, d'une réaction contre les Russes, que d'une révolution. Or, les révolutions sont la chose du monde la plus difficile à arrêter, surtout quand les causes

[redacted]

du revenn (1). Les serfs cessaient d'être livrés à la merci des seigneurs : ils étaient placés sous la protection de la loi et du gouvernement. On ne les affranchissait pas d'office, mais on leur donnait des garanties contre l'oppression. Ils ne formaient pas tout de suite une classe libre, mais ils n'étaient plus délaissés ; ils allaient même être préparés à la liberté et aux droits qui pouvaient en découler, par de sages lois sur l'éducation publique (2). Ce n'était pas encore là ce qu'il y avait de plus deplaisant pour la noblesse. Sans doute le titre de noble était reconnu comme la base fondamentale du nouvel édifice social. Mais certains emplois civils et militaires conféraient ce titre; et les bourgeois étaient déclarés aptes à parvenir à ces emplois. Enfin, il était prescrit à chaque diète d'anoblir trente bourgeois, ce qui introduisait dans le corps de la noblesse, trente nobles plébéiens, tous les deux ans. Ainsi, noblesse de naissance, noblesse des honneurs, noblesse de création, tout le monde allait bientôt devenir noble, et l'on était sûr d'anéantir insensiblement les priviléges nobiliai-

(1) Ferrand, t. II, p. 431. — (2) De Ségur, t. I, p 319.

res, en les rendant communs, en leur créant, par une trop grande généralisation, une impossibilité sociale de se maintenir. C'était habile, c'était politique, c'était un chef-d'œuvre de prévoyance et de calcul. Sans secousse, sans effusion de sang, sans agitation révolutionnaire, par le seul travail du temps et des institutions, on devait arriver au même but que les partis exaltés poursuivaient, en France, à travers des monceaux de morts et de ruines. C'était en même temps caractéristique pour le génie respectif des deux nations. L'une était impatiente et emportée; l'autre était plus sage et savait attendre : elle donnait une grande leçon au monde. Sukodolski lui-même, ou, suivant M. de Ségur, Sulkowski, nonce très-influent, et plein d'aversion pour tout ce qui se faisait chez les Français, n'avait pu s'empêcher de voter toutes les mesures, sagement libérales, de la diète polonaise. Enfin le roi Stanislas-Auguste Poniatowski adopta aussi et jura la nouvelle constitution, qui fut appelée *la Charte du* 3 *mai* 1791, et qui, malgré ses restrictions, fut accueillie par la nation avec un enthousiasme, auquel peut-être, partout ailleurs, on n'aurait pu s'attendre.

V.

Adhésion des puissances, surtout de la Prusse, à la conciliatrice et belle Charte du 3 mai.

Une éclatante preuve de la conciliante sagesse de cette réforme, ce fut la prompte adhésion de presque toutes les cours de l'Europe. L'empereur d'Autriche lui-même, non Joseph II, mort en 1790, mais Léopold II, et le Pape approuvèrent la démarche de Poniatowski (1). Le roi de Prusse, qui, à l'instigation d'Hertzberg, avait conduit tout ce mouvement en Pologne, ne fut pas des derniers à approuver. Informé par l'envoyé de Pologne, le comte de Goltz, qu'on avait fait choix de la princesse électorale de Saxe pour donner, en cas de besoin, une dynastie à la Pologne, il écrivit aussitôt à Stanislas-Auguste Poniatowski : « Mon projet bien arrêté est de coopérer à la prospérité de la nouvelle république « et de *consolider* la nouvelle constitution, que « j'admire. J'applaudis à cette détermination « grave de la nation, je la regarde comme essen-

(1) De Ségur t. I, p. 320.

« tielle à son bonheur, et je charge mon ministre « à Varsovie de déclarer officiellement à Votre « Majesté et aux maréchaux de la diète, que le « choix que vient de faire la république, dans la « personne de la princesse de Saxe, affermira à « jamais l'étroite intelligence qui existe entre la « nation polonaise et moi (1). » La Russie, au milieu de ce concert d'adhésions, ne disait rien ; elle rongeait son frein en silence : dans la question polonaise, Hertzberg en Prusse, le fameux Pitt en Angleterre, l'avaient bravée, humiliée.

VI.

Le jacobinisme français perd la Pologne.

Mais tous les événements de France, tous ces préludes sanglants de la captivité et de la mort du roi, corroborés par les pressantes instances des émigrés français, firent réfléchir les antagonistes de la Russie. L'Angleterre, la première, se détacha de l'alliance prussienne ; et dès lors, Gustave III, roi de Suède, fut obligé de con-

(1) De Ségur, t. II, p. 337, et t. I, p. 320.

clure la paix de Wéréla. L'Antriche n'était plus, à la vérité, avec les Russes; mais c'était pour accélérer, par ses démarches auprès de toutes les cours, la fin de la guerre en Orient, et la conclusion d'une paix générale, qui permît de voler au secours de la royauté française en danger, au secours d'une archiduchesse d'Autriche, de Marie-Antoinette. L'attitude de la Prusse était le grand obstacle à l'accomplissement de cette paix. Mais on avait un homme très-délié, Spielmann : Kaunitz le dépêcha à Berlin. Il le chargea de s'entendre avec le parti des *illuminés*, et avec les maîtresses du roi, dont madame de Rietz était la plus influente; puis de faire entendre à Frédéric-Guillaume II, que les idées françaises mettaient tous les trônes en péril ; que, partout, les mécontents et les ambitieux se rallieraient au drapeau de l'égalité (1); que déjà les Universités et les villes d'Allemagne montraient une grande propension à abolir le régime féodal (2); qu'ainsi, la Prusse, aussi bien que les autres, pouvait avoir à souffrir des idées nouvelles, et qu'il fallait par conséquent se coaliser pour les com-

(1) De Ségur, t. I, p. 291. — (2) *Ibid.*, t. I, p. 321.

battre. Une faction, opposée à celle d'Ignace Potocki, s'était formée à Targowitz, sous les auspices mêmes d'un de ses frères, Félix Potocki, et de plusieurs autres nobles, Rzewowski, Branitski, Ozarowski, Aukwitz, furieux d'être frustrés de leurs prétentions au trône, et décidés, disait M. de Ségur, à sacrifier leur pays à leur vanité (1). Soutenus, ajoute le même historien, en se servant de l'expression du temps, par quelques *aristocrates* français, partisans du pouvoir absolu (2), ils se joignirent à Spielmann; ils dirent que toute la modération, tant vantée, d'Ignace Potocki n'avait pu empêcher, en Pologne, que les starosties ne fussent vendus comme les biens des émigrés en France; que, sans doute, il avait parlé contre (3), mais que cette vente n'en avait pas moins eu lieu, et que c'était un commencement de Jacobinisme, dont les pays voisins ne pourraient pas longtemps se garantir. On fit tant, surtout avec l'aide de madame de Rietz, que le roi, craignant d'être engagé trop loin par Hertzberg, consentit, au congrès de Reichenbach, à

(1) *Ibid.*, t. II, p. [illegible]. — (2) *Ibid.*, t. I, p. 3[illegible]
(3) *Ibid.*, t. II, p. [illegible]

faire sa paix avec l'Autriche. Cette résolution amena la chute d'Hertzberg (1), et l'élévation de l'*illuminé* Bischofverder.

VII.

Articles secrets de la conférence de Pilnitz.

Toutefois, dans la fameuse conférence de Piltnitz, de septembre 1791, tenue, en vue de la Révolution française, avec l'électeur de Saxe et l'empereur Léopold, Frédéric-Guillaume voulut bien qu'on s'intéressât encore à la Pologne. On reconnut l'indivisibilité, l'indépendance et la nouvelle constitution de ce pays. Il fut convenu qu'aucun prince de Prusse et d'Autriche ne pourrait épouser la fille de l'électeur de Saxe, destinée, disait-on, à Joseph Poniatowski; car on ne voulait pas, depuis que la Pologne, était devenue une monarchie héréditaire, que, par de tels nœuds, l'une ou l'autre de ces puissances pùt acquérir, un jour, cet Etat, et se l'incorporer. Enfin, Frédéric-Guillaume et l'Empereur s'engageaient à employer leurs bons

(1) De Ségur, t. I, p. 29.

offices pour faire accéder à ces conventions l'impératrice de Russie (1). Mais Catherine II, par le traité de Yassy, « céda enfin aux solli- « citations de presque toutes les têtes couron- « nées de l'Europe, qui lui reprochaient son « opiniâtreté à poursuivre les Turcs, ce qui ne « lui permettait pas de se liguer contre les révo- « lutionnaires de l'Occident (2). » Elle vit une belle occasion d'augmenter son influence en Europe, en y jouant le rôle de protectrice des trônes et des classes aristocratiques contre l'anarchie populaire. Naguère admiratrice passionnée des philosophes, elle se prit alors à détester ce qui était en grande partie leur ouvrage, et elle voulut commencer par la Pologne, cette guerre à mort qu'elle était résolue de faire à la Révolution française. Elle ne se souciait donc pas d'accepter les articles de la conférence de Pilnitz, qui concernaient les Polonais. Sur ces entrefaites, le 1er mars 1792, arriva la mort imprévue de Léopold II, dans la force de l'âge. Son successeur, François II, voulut reprendre les projets de l'em-

(1) Ferrand, [illegible], t. III, p. 1[illegible]. — (2) Ségur, t. I, p. [illegible].

29.

pereur Joseph II. Catherine s'empressa de lui promettre son appui, et, quand elle fut à peu près sûre de ce prince, elle envoya sonder la cour de Berlin sur ses dispositions réelles au sujet de la Pologne. Elle donna à entendre qu'elle pourrait bien céder à la Prusse les villes, depuis si longtemps convoitées, de Thorn et de Dantzick. C'en était assez pour gagner Frédéric-Guillaume, comme on pense bien. Aussi déclara-t-elle alors publiquement, qu'elle n'acceptait pas les articles de Pilnitz, et ses armées se mirent en marche (1).

VIII.

Hardis mensonges de Frédéric-Guillaume II, au sujet de la Charte du 3 mai.

A cette nouvelle, les patriotes polonais vont trouver le roi de Prusse. Ils le prient d'exécuter le traité d'alliance, conclu en 1789, entre lui et la Pologne. Que répond-il ? Qu'il n'est plus pour eux; que son changement de conduite était déterminé

(1) De Ferrand, *ibid.*, p. 178, t. III.

par des motifs secrets, d'une haute importance, *et de nature à n'être dévoilés qu'aux yeux de la postérité* (1). On revenait aux formes solennelles et pompeuses, dont Frédéric-le-Grand avait autrefois masqué ses artificieuses menées. Puis, il ajouta que, d'ailleurs, cette Charte du 3 mai, ils l'avaient fabriquée *à son insu et sans sa participation*, qu'il n'avait jamais songé à la *défendre*, et qu'il en avait *prévu les fâcheux effets* (2). Il n'était pas possible d'être plus hardi dans le mensonge. Il fit plus : dans une déclaration particulière, il dit qu'on faisait du jacobinisme en Pologne, et que, pour s'en garantir, il allait prudemment prendre la ville de Dantzick (3); et il le fit aussitôt. Après cette déclaration, qui est du 8 juin 1792, il en publia une nouvelle, de concert avec la cour de Saint-Pétersbourg. Là, on reprochait à la Pologne, 1° de s'être donné une constitution à l'insu aussi et sans la participation des puissances amies; 2° d'être un foyer de révolution. « Déjà, disait-on, avec une exagéra- « tion intéressée, on y voit, dans la capitale

(1) Ségur, t. I, p. [illegible]

(2) *Ibid.*, t. II, p. [illegible], et Ferrand, t. III, p. [illegible].

(3) Ségur, t. II, p. [illegible]

« et dans plusieurs provinces, des clubs, qui « sont affiliés avec celui des Jacobins de Paris. « Ils vomissent leur poison secret, en infectent « les esprits, fomentent les discordes. L'établis- « ment de ce foyer, qui alimente un feu, aussi « dangereux pour toutes les puissances, voisines « de la Pologne, a dû nécessairement exciter « leur surveillance et leur attention. Ainsi, plus « de Charte du 3 mai. Il faut que les Polonais « reviennent au *liberum veto*, aux anciens *pacta* « *conventa*, en un mot, à l'ancien état de choses; « sinon, la guerre la plus vive leur sera dé- « clarée (1). »

En même temps, ordre fut intimé au roi Stanislas-Auguste Poniatowski de se prononcer pour la confédération aristocratique et républicaine de Targowitz. Il était faible : il s'excusa, le mieux qu'il put, d'avoir embrassé le parti contraire. Il écrivit personnellement à Catherine II, qu'il lui livrerait ses Etats; qu'il importait aux Russes d'avoir de l'influence en Pologne, et d'y pouvoir faire passer leurs troupes à leur gré, toutes les fois qu'ils voudraient s'occuper des Turcs ou de

(1) Ségur, t. II, p. 400

l'Europe; qu'il était le premier à en convenir. Puis il ajoutait : « Mais, voici le moment de tout « concilier. Donnez-moi *pour successeur votre « petit-fils Constantin*, et qu'une alliance perpé- « tuelle unisse les deux pays (1). » Catherine II, avec un désintéressement calculé, ne répondit pas autre chose, sinon, qu'elle se contentait, en Pologne, du rétablissement de l'ancienne républi- que. Stanislas-Auguste aussitôt signa la ligue de Targowitz Les patriotes étaient désespérés, autant qu'irrités, de cette honteuse défection. « Mais, « leur dit ce triste roi, ce n'est pas, croyez-moi, « à la Pologne, que l'impératrice Catherine en « veut ; c'est à la Prusse, dont elle a secrètement « juré la perte. Elle renoncera certainement à « faire la guerre aux Polonais, dès qu'elle verra « la nation, disposée à s'entendre amicalement « avec elle; au reste, il vaut mieux continuer « la guerre *avec la plume qu'avec l'épée* (2). » Paroles lâches, surtout les derniers mots, et que son neveu lui-même, Joseph Ponia- towski, brave général de ses troupes, regarda comme un outrage à la nation polonaise ! Se

1, Ferrand. t. III p. [illegible] — 2 Ségur, t II, p 17

borna-t-il du moins à cela? Quelques jours après, il ordonna aux soldats, sous prétexte qu'un armistice était signé, de déposer les armes, et il ouvrit aussitôt Varsovie aux Russes et aux Prussiens, qui y entrèrent en faisant retentir toutes les rues de menaces de mort pour les jacobins prétendus de la Pologne, ou en prononçant le mot sinistre de Sibérie! « Eh bien, nous péri« rons, plutôt que de céder, s'écria aussitôt, dans la « diète, et en présence du roi, le Mirabeau mo« narchique de la Pologne, l'intrépide nonce Kim« bar. Les souffrances ne sont rien pour la vertu; il « est de son essence de les mépriser. On nous « menace de la Sibérie? ses déserts ne se« ront pas sans charmes pour nous; tout « nous y retracera notre dévouement. Oui, oui, « allons en Sibérie... Conduisez-nous-y, sire. « Là, votre vertu et la nôtre feront pâlir nos en« nemis! » Paroles mémorables, paroles éloquentes, s'il en fut jamais, et qui firent une telle sensation, que, par un mouvement subit, tous les nonces se levèrent en répétant : « Oui, en Si« bérie, partons! .. (1). » Mais le roi ne répon-

(1) Ferrand, t. III, p. 300.

dit pas à ce noble appel du plus ardent et aussi du plus sage patriotisme. Il prononça la dissolution de la diète constituante, et en convoqua une nouvelle à Grodnõ, pour consentir à tout ce que voudraient les étrangers.

IX.

Rôle de l'Autriche : sa complicité incontestable.

On se demande ce que faisaient, ce que voulaient faire les Autrichiens, en présence de la triste éventualité qui attendait la Pologne. Leurs troupes, ainsi que d'autres troupes prussiennes, luttaient alors contre la France dans les champs de Valmy, dans les champs de Jemmapes. Ils pouvaient donc peu pour la Pologne. D'ailleurs l'empereur François II voulait rester neutre dans cette affaire. Mais il ne faut pas dire, avec le comte Ferrand, que c'était parce qu'il ne voulait pas se rendre complice du nouveau partage de la Pologne (1). Il n'y a que le premier pas qui coûte : l'Autriche avait fini par ne pas vouloir

(1) Ferrand, t. III, p. [illegible]

être mise de côté dans le partage de 1772; elle serait intervenue également dans celui-ci. Les Mémoires de M. de Ségur contiennent, à cet égard, la pièce de conviction contre l'empereur François II. On y lit qu'en 1794, lors d'nne insurrection contre les Russes, les Polonais trouvèrent, dans les papiers de l'ambassadeur de Russie, une note, qui fut aussitôt publiée par le Conseil national de Varsovie, et qui établissait l'adhésion de l'Autriche au second partage de la Pologne. La raison y était donnée, c'est que Catherine II promettait, quoi que pût en dire la Prusse, de procurer enfin la Bavière à François II. L'électeur de Bavière devait recevoir, à la place, l'Alsace et la Lorraine, qu'on ne doutait pas de pouvoir reconquérir sur la France (1). Voilà pourquoi l'Autriche laissait faire. Quant à l'Angleterre, qui d'abord s'était levée contre les Russes, en faveur des Turcs et des Polonais, elle ne disait rien non plus. Il semblait que Pitt regardât le sacrifice de la nationalité polonaise, comme indispensable à la grande cause de la restauration sociale de l'Europe.

(1) Ségur, t. II, p. 262.

X.

Stipulations du deuxième partage de la Pologne, et traité d'asservissement à la Russie.

Les Russes et les Prussiens réglèrent alors entre eux le second partage de la Pologne. Vainement quatre nonces protestèrent-ils, même dans la diète de Grodno. On ne les écouta pas; on accusa l'un d'eux d'avoir émis des principes trop révolutionnaires; et, sous ce prétexte, le général russe Sievers vint les enlever tous les quatre, en pleine diète, au milieu des autres nonces, muets de connivence ou de peur. Après eux, Sukolwski voulut faire l'apologie de la diète constituante. Quelle périlleuse et difficile entreprise! Mais il avait du courage et du talent : il réussit à faire déclarer que cette glorieuse assemblée avait toujours repoussé le jacobinisme : « Les principes subversifs, disait-il, de « cette secte dangereuse, dont le progrès éphé- « mère avait failli bouleverser toute l'Europe. » On accordait ainsi à un citoyen, universellement respecté, cette satisfaction d'un cœur généreux.

On lui permit même de présenter cette justification aux généraux ennemis, le Prussien Buchholtz et Sievers. Mais elle n'eut pas d'autres suites. Ceux-ci ne daignèrent pas y répondre. Du consentement de Stanislas-Auguste Poniatowski, et à la grande joie de la confédération anti-nationale de Targowitz, le second partage, imposé à la diète de Grodnö, fut donc arrêté, le 17 août 1793, et il se fit de la manière suivante :

La Prusse obtint les deux tiers de la Grande-Pologne, et eut enfin *Dantzick et Thorn ;* plus Czenstockau dans la Petite-Pologne. La frontière de la Prusse était reculée jusqu'à la rive gauche des rivières de Pilica, de Sterniewka, de Jevowka et de Bzura. Elle recevait, en tout, 1,061 milles carrés d'Allemagne, avec une population d'environ 1 million deux cent mille âmes.

A la Russie étaient assignés la moitié de la Lithuanie, les palatinats de Podolie, de Polosk, de Minsk, le tiers du palatinat de Wilna, la moitié de ceux de Novogorodek, de Brzesc et de Wolhynie. En tout, 4,553 milles carrés, et 3 millions d'habitants.

Il restait seulement à la Pologne 3,803 milles carrés, formant dix-huit palatinats ou gouverne-

ments, dont dix pour la Pologne et huit pour la Lithuanie. Ce n'était qu'un faible et mourant débris d'un grand Etat (1). Mais ce qu'il y avait de plus malheureux encore que le partage, c'était un traité d'alliance que la Pologne fut obligée de contracter avec la Russie, le 16 octobre 1793. Par ce traité, 1° la Russie se réservait à l'avenir, en Pologne, la direction de la guerre ; 2° aucune relation n'était permise aux Polonais avec les autres Etats, sans son consentement ; 3° les troupes russes, sur un simple avertissement adressé au roi de Pologne, pouvaient passer librement par tout le pays. — Avant de cesser d'être, la Pologne devenait esclave, et le général russe Ingelström, envoyé comme ambassadeur à Varsovie, allait en être le véritable roi.

(1) Koch, t. II, p. [illegible], et Martens, *Traités de paix*, t. V, p. [illegible] à [illegible].

CHAPITRE XX.

LA RUSSIE DÉTRUIT UNE DES NATIONALITÉS EUROPÉENNES. TROISIÈME ET DERNIER PARTAGE DE LA POLOGNE, OCTOBRE 1795.

I.

Nouvelle révolution en Pologne, avec un caractère démocratique.

L'invasion russe en Europe avait donc fait encore un pas de plus, sous Catherine II, et cela s'appelait enchaîner, en Pologne, les longs bras du monstre révolutionnaire, tandis que d'autres armées, coalisées, l'attaquaient, en France, à la tête et au cœur. Aussi, soutenue qu'elle était par la connivence, diversement intéressée, des puissances européennes, il était bien difficile, pour ne pas dire impossible, que quelques Polonais, faible débris d'une grande nation, pussent jamais la faire reculer. Mais, qu'il en coûte, à quelque état d'amoindrissement que l'on soit réduit, de

supporter le dur joug de l'étranger! Les Polonais, chez lesquels d'ailleurs bouillonnaient les sentiments nationaux des patriotes français, ne purent s'y résigner. S'ils avaient échoué en 1793, ce n'était pas tant par l'opposition des confédérés de Targowitz et par l'insuffisance numérique de la classe moyenne; c'était surtout par la mauvaise volonté des nobles mêmes qui avaient embrassé le parti national. Toute contribution leur paraissait une atteinte portée à leurs priviléges; ils ne se prêtaient qu'avec peine aux levées en masse, et ils n'aimaient guere plus les recrues, qui les privaient de cultivateurs. Sans doute, ils tenaient à l'indépendance et à l'intégrité du sol polonais; mais, ils ne se faisaient pas illusion : le dernier mot de cette Charte, prétendue si modérée, disaient-ils si conciliatrice, du 3 mai, c'était l'égalité civile : à la vue de ce triste avenir de nivellement social, tous leurs vieux préjugés aristocratiques se réveillaient, et, rentrant en eux-mêmes, ils regardaient comme un tort, fait à leurs neveux, tout ce qu'ils accordaient à la cause de la patrie. Pour tenir tête aux Russes, qui étaient arrivés, au nombre de plus de 50,000, Ignace Potocki et les siens n'avaient pu, à cause de cela,

réunir que 25,000 combattants (1). Comme du temps de Charles XII, les Russes étaient deux contre un. Le nombre, cette fois aussi, l'avait emporté.

Ce que l'on n'avait pu avoir avec une noblesse, mieux intentionnée sans doute que celle de Targowitz, mais dont mille préoccupations égoïstes refroidissaient l'ardeur, les patriotes polonais voulurent l'obtenir par la bourgeoisie seule et par le peuple. Mais on allait par là justifier les accusations ou les prévisions de jacobinisme, au moyen desquelles avait été discréditée, en maint endroit, la dernière révolution, et l'on devait donner de plus terribles armes contre la nouvelle : n'importe, on voulut tenter. Le patriotisme et l'amour de la liberté ne calculèrent pas. On pouvait réussir, dit-on, en intéressant, par le bienfait de l'égalité, les basses classes à la délivrance du pays; on le crut, et, le 24 mars 1794, dans la plus ancienne capitale de la Pologne, à Cracovie, dont les vieux murs parlaient d'indépendance avec l'autorité d'une plus longue possession, le brave Madalensky, ar-

(1) Koch, *Tabl. des révol. de l'Eur.*, t. II, pér. 9, p. 182 et suiv.

bora l'étendard révéré de Piast, fit soulever la population, et, sous prétexte que l'armée polonaise n'était pas en nombre suffisant, donna, le premier, les armes de l'homme libre aux paysans. Le soulèvement était donc en même temps une révolution, et une révolution démocratique.

II.

Kosciusko.

Voilà ce qui était arrivé à Cracovie, quand parut un patriote ardent, d'une famille noble, quoique jusqu'alors obscure, qui, par dépit d'amour, en voyant, mariée au prince Lubomyrski, une femme qu'il adorait, s'en était allé en Amérique offrir son épée aux colons anglais, avait servi sous Gates et Washington, avait connu Lafayette, et, comme lui, avait rapporté dans sa patrie, vers l'an 1783, des idées d'indépendance nationale et de liberté publique, au triomphe desquelles il avait voué sa vie (1). Il se nommait

(1) De Ségur, *Décade hist.*, t. II, p. [illegible]

Kosciusko. En 1719, lorsque Ignace Potocki avait parlé de réforme constitutionnelle, il l'avait appuyé de tout son crédit, bien que, s'il avait eu la direction du mouvement, il lui eût imprimé, quant aux paysans surtout, un caractère plus libéral. Les patriotes, vaincus, il émigra avec eux. Ce n'est qu'après le soulèvement de Madalinsky, qu'il rentra en Pologne avec Ignace Potocki, avec une foule d'autres Polonais, émigrés comme lui. Cracovie, devenue libre, lui ouvrit ses portes. Déjà, il était vivement question, dans cette ville, de donner aux Polonais un nouveau chef, qui eût une capacité militaire suffisante, et dont le patriotisme ferme, le libéralisme éprouvé, ne permissent jamais la méfiance et le soupçon. Kosciusko remplissait admirablement toutes ces conditions : c'est donc lui que les habitants de Cracovie, par une hardie et nécessaire initiative, proclamèrent, sans consulter le roi Stanislas-Auguste, chef suprême de la nation. Beaucoup de villes aussitôt donnèrent leur adhésion à la révolution cracovienne. L'insurrection se propagea si vite que les Russes en furent stupéfaits, et que, cette surprise paralysant soudain leur force, ils furent, dans les rues des villes, en rase campagne, partout, compléte-

ment battus. A Wraclawitz, Kosciusko, avec 4,000 hommes seulement, en défit 12,000, prit 12 pièces de canon, tua 1,000 ennemis; et, enfin, eut la satisfaction de voir les paysans du territoire de Cracovie, armés de faux, s'emparer, eux aussi, d'une batterie, et mériter à toute leur classe l'affranchissement, qu'ils avaient eux-mêmes déjà reçu (1). Kosciusko n'oublia pas ce trait de valeur, et, plus que jamais, il fut convaincu que, s'il était possible encore de renverser la domination étrangère, c'est par le peuple surtout, c'est par une extension plus large du droit de cité que la Pologne en serait délivrée. Ce principe, il put l'appliquer bientôt sur un plus grand théâtre. Enflammés par l'exemple des Cracoviens, et par la nouvelle du grand succès de Wraclawitz, les habitants de Varsovie se soulevèrent, à leur tour, en masse, livrèrent aux Russes, dans l'enceinte de leurs murs, un combat de quarante-huit heures, leur tuèrent 6,000 hommes, en prirent 3,000, s'emparèrent de 60 pièces de canon, et forcèrent les généraux, qui n'étaient autres qu'Ingelström et Apraxin, à évacuer au plus vite

(1) *Ibid.*, p. 256.

la place. Triomphants, ils appelèrent aussitôt Kosciusko, qui s'empressa d'accourir, reçut leurs enthousiastes serments, et organisa immédiatement le nouveau gouvernement de la Pologne affranchie.

III.

Ses réformes politiques.

Kosciusko était d'une exaltation patriotique, qui n'excluait pas en lui la sagesse de l'homme d'État. Il n'usa point de violence, et repoussa les excès des révolutionnaires français. Se rapprochant beaucoup de Lafayette, son compagnon d'armes en Amérique, et son ami, il avait plus de coup d'œil, plus d'esprit, et, avec un flegme plus grand, avec une finesse moins susceptible d'être abusée, la même modération de sentiments et de procédés. C'est d'un commun accord et du consentement de tous, qu'il prit les mesures que nécessitaient la circonstance et les temps. La plénitude du droit de cité fut accordée à toute la bourgeoisie, et des armes lui furent données, pour former une garde nationale, à l'instar de

celle de France, pour défendre, au besoin, ses droits, comme elle défendait son indépendance (1). A une époque de calme, sous un gouvernement régulier, et avec des institutions solides et protectrices, ces gardes civiques auraient pu être un danger; alors, elles étaient une impérieuse nécessité. Puis vint la question des serfs. Il n'imposa pas aux nobles l'affranchissement; il aima mieux le leur persuader, en leur présentant le servage comme une chose incompatible avec les fonctions de soldat, personne n'en devant être exempté. Il fit plus : il voulut que cette émancipation, acceptée par la noblesse, fût progressive; que les paysans, avant de quitter les foyers de la servitude, payassent leurs dettes avec leur pécule, et qu'ils ne pussent posséder les terres qu'ils achetaient, ou qui leur étaient données par l'État, sans spécifier, dans des contrats authentiques, les engagements pris envers leurs anciens maitres. Enfin pour que la culture des champs ne fût pas tout à fait abandonnée pour le métier de la guerre, il n'exempta les paysans que de la moitié du travail auquel ils étaient

(1) Ferrand, p. 68, t. III.

précédemment tenus. Telles furent ses réformes, voyons quel fut son gouvernement.

Un Conseil de régence, ou Conseil national, fut institué à Varsovie pour tout régler, pour exercer toute l'autorité du roi, à qui on ne laissait que son titre ; mais ici encore, Kosciusko, toujours avec la même modération d'idées, avec la même conciliante prudence, admit dans ce conseil suprême, la prédominance du principe aristocratique : sur quatorze membres, il y en eut huit nobles, les bourgeois n'en eurent que six (1).

IV.

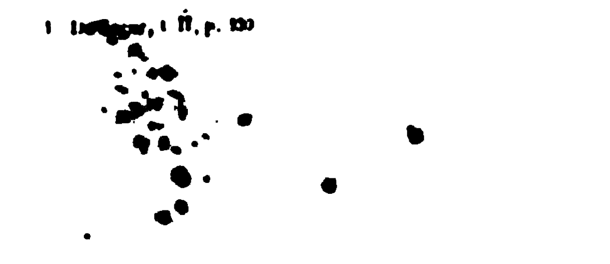
Démagogie en Pologne. Comite des vingt-et-un.

Mais un gouvernement qui s'appuie sur la multitude finit toujours par être débordé par elle. On parla bientôt de suspects : on voulut les rechercher et en faire un exemple éclatant. On était dans ces dispositions quand on annonça que les Prussiens avaient envahi la Pologne et pris la ville de Cracovie.

(1) Ségur, t. II, p. 263. — (2) Ferrand, t. III, p. 465.

Aussitôt quelques agitateurs ameutèrent la populace, dressèrent, le 28 juin 1794, des potences dans les rues, forcèrent les prisons et massacrèrent quelques-uns des prisonniers, accusés de connivence avec les ennemis de l'État. Les autorités constituées arrêtèrent promptement ce désordre; et Kosciusko, n'imitant pas la faiblesse coupable du gouvernement français pour les assassins de Septembre, exprima, dans une proclamation énergique, l'indignation que lui inspiraient ces atrocités; il emprisonna les auteurs du complot, et leur fit expier leur crime sur l'échafaud. Puis, comme l'idée de cette anarchie sanguinaire était partie de quelques clubs, qui s'étaient établis sur le modele des clubs français, il les fit fermer et déclara qu'il regarderait comme ennemis de la patrie ceux qui en parleraient, ou qui, en général, prôneraient les institutions et les excès de la révolution française (1). Mais on avait trouvé, à l'époque de la grande insurrection de Varsovie, dans les papiers d'Ingelstrom, les noms de tous les Polonais qui tenaient la main aux Russes Kosciusko ne put pas empê-

(1) [illegible], t. II, p. 100



cher l'établissement d'un comité, composé de vingt et un membres, et chargé de les châtier. Il s'en établit d'autres dans les provinces, notamment à Wilna. C'en était fait, les passions de la multitude triomphaient de la sage modération de ses chefs, et la révolution polonaise devait accélérer sa propre perte, parce qu'elle allait devenir un instrument de représailles, de vengeances, de réactions.

Ce Comité des Vingt-et-un, dès son institution à Varsovie, montra qu'il n'aurait pas grand souci de la légalité. Il voulut s'affranchir des formalités judiciaires, les plus respectées jusque-là, en faisant exécuter immédiatement les sentences de mort qu'il prononçait. Il fallut que le Conseil de régence lui signifiât qu'il ne voulait, à aucun prix, des maximes du trop fameux *Comité de salut public;* il fallut aussi que l'intendant de police, Wenceslas Ragozinski, avec un courage digne de tout éloge, donnât aux membres du comité une leçon sévère, par cette belle réponse : *La loi juge et ne se venge pas* (1)! Mais le Conseil de Wilna ne s'arrêta pas à ces

(1) Ferrand, p. 483, t. III.

justes avertissements. Sans forme de procès, il condamna Kossakowski, grand-général de Lithuanie, et sur le gibet furent inscrits ces mots, qui ont servi si souvent à justifier des crimes : *Volonté de la nation* (1). Les membres de ce conseil ou leurs instigateurs semblèrent toutefois avoir peur, après cette condamnation et cette exécution arbitraire. Ils dépêchèrent leurs agents au Comité des Vingt-et-un, pour l'engager à en faire autant, à ne pas y regarder de si près, et à mépriser les volontés du Conseil national, afin que Wilna fût rassurée pour le présent, et autorisée pour l'avenir, par l'exemple de Varsovie.

Pour le pousser plus facilement et plus vite à ce qu'ils voulaient, ils firent courir le bruit que des *aristocrates* se proposaient d'ouvrir les portes de la capitale aux Prussiens, qui avaient en effet paru sous ses murs. La peur rendit aussitôt le comité cruel, ombrageux, et, comme on le désirait, expéditif dans ses mesures. Les bourgeois demandèrent à grands cris la tête d'Ozorowski, grand-général de la couronne, de Zabiello, maréchal-de-camp en Lithuanie, d'Ankwicz,

(1) *Ibid.*, p. 186.

maréchal du Conseil, enfin celle d'un prélat, de l'évêque de Livonie, frère du général mis à mort à Wilna. On les arrêta. L'instruction du procès ne dura pas deux heures, et le peuple, pour que les juges ne pussent mettre en doute ce qu'il entendait qu'ils fissent, dressa des potences avant que la sentence de mort fût prononcée, avec cette inscription : *Punition des traîtres* (1). On ne conçoit pas comment Poniatowski n'eut pas le sort de Louis XVI : sa nullité sans doute le sauva. A ces actes extra-légaux et odieux du comité révolutionnaire de Varsovie, il faut ajouter les principes des jacobins sur la propriété, affichés dans des proclamations individuelles, et dont les résolutions du Comité des Vingt-et-un semblaient promettre la certaine application.

V.

Dernière bataille de Kosciusko. Fut-il trahi ?

En fallait-il davantage, pour que le rôle des étrangers en Pologne fût regardé, par un grand nombre, comme juste, honorable, utile, au point

(1) Ferrand, p. 485.

de vue des principes sociaux, foulés aux pieds par les patriotes polonais. Aussi les Prussiens, sollicités par tous les émigrés qui se trouvaient dans leur camp, poussèrent-ils avec vigueur le siége de Varsovie. On avait hâte de prendre cette capitale de la Révolution en Orient, pour fondre immédiatement sur celle de l'Occident, sur la métropole même du monde révolutionnaire, sur Paris! Les événements ne répondirent pas à l'impatience des intéressés. Kosciusko, par des prodiges de valeur, de constance et d'habileté, força les Prussiens à lever le siége de Varsovie; une insurrection démocratique, qui éclata à Posen, les força même de rentrer chez eux. La renommée de Kosciusko était à son comble. Mais l'abîme se trouve souvent à côté du piédestal de la gloire. Les exemples qu'en donne l'histoire, devaient se corroborer par le sien. Souvaroff arriva, et, avec lui, Fersen. Un combat décisif s'engagea le 10 octobre 1794, près de Maciejowitz. Kosciusko y fut-il trahi? C'est encore un mystère. Toujours est-il qu'il ne le fut pas par celui qu'on en accusa, par celui auquel on reprocha de n'avoir pas rejoint le gros de l'armée polonaise, et qui fut cause de la défaite, par le prince Poninski.



M. de Ségur cite une lettre de Kosciusko, signée de plusieurs de ses compagnons d'armes, et dans laquelle il se trouve pleinement justifié. C'est à Paris que Kosciusko donna cette attestation d'honneur et de fidélité patriotique. « Je donne, « disait-elle, avec satisfaction, le témoignage au « prince Adam Poninski, ci-devant général « au service de la République de Pologne, que, « dans toutes les affaires, dans lesquelles il a « combattu sous mes ordres, il s'était conduit « avec bravoure. Quant à la bataille de Maciejo- « witz, à laquelle il ne s'était pas trouvé avec sa « division, j'atteste, d'après les informations de « quelques-uns de mes compatriotes présents à « Paris, que; pour sa conduite à ladite bataille, « il a été soumis à une commission, à laquelle il « a prouvé que mes ordres ultérieurs ne lui « étaient pas parvenus, et que la commission « l'avait trouvé innocent. » Paris, le 11 novembre 1803. Suivent les signatures (1).

Quoi qu'il en soit, Kosciusko fut défait, fut blessé, fut pris et amené en Russie, d'où il ne sortit, pour être tout à fait libre, qu'à la

(1) Ségur, p. 264, t. II.



de vue des principes sociaux, foulés aux pieds par les patriotes polonais. Aussi les Prussiens, sollicités par tous les émigrés qui se trouvaient dans leur camp, poussèrent-ils avec vigueur le siége de Varsovie. On avait hâte de prendre cette capitale de la Révolution en Orient, pour fondre immédiatement sur celle de l'Occident, sur la métropole même du monde révolutionnaire, sur Paris! Les événements ne répondirent pas à l'impatience des intéressés. Kosciusko, par des prodiges de valeur, de constance et d'habileté, força les Prussiens à lever le siége de Varsovie; une insurrection démocratique, qui éclata à Posen, les força même de rentrer chez eux. La renommée de Kosciusko était à son comble. Mais l'abîme se trouve souvent à côté du piédestal de la gloire. Les exemples qu'en donne l'histoire, devaient se corroborer par le sien. Souvaroff arriva, et, avec lui, Fersen. Un combat décisif s'engagea le 10 octobre 1794, près de Maciejowitz. Kosciusko y fut-il trahi? C'est encore un mystère. Toujours est-il qu'il ne le fut pas par celui qu'on en accusa, par celui auquel on reprocha de n'avoir pas rejoint le gros de l'armée polonaise, et qui fut cause de la défaite, par le prince Poninski.

M. de Ségur cite une lettre de Kosciusko, signée de plusieurs de ses compagnons d'armes, et dans laquelle il se trouve pleinement justifié. C'est à Paris que Kosciusko donna cette attestation d'honneur et de fidélité patriotique. « Je donne, « disait-elle, avec satisfaction, le témoignage au « prince Adam Poninski, ci-devant général « au service de la République de Pologne, que, « dans toutes les affaires, dans lesquelles il a « combattu sous mes ordres, il s'était conduit « avec bravoure. Quant à la bataille de Maciejo- « witz, à laquelle il ne s'était pas trouvé avec sa « division, j'atteste, d'après les informations de « quelques-uns de mes compatriotes présents à « Paris, que; pour sa conduite à ladite bataille, « il a été soumis à une commission, à laquelle il « a prouvé que mes ordres ultérieurs ne lui « étaient pas parvenus, et que la commission « l'avait trouvé innocent. » Paris, le 11 novembre 1803. Suivent les signatures (1).

Quoi qu'il en soit, Kosciusko fut défait, fut blessé, fut pris et amené en Russie, d'où il ne sortit, pour être tout à fait libre, qu'à la

(1) Ségur, p. 364, t. II.

mort de Catherine, par un acte généreux de son successeur Paul Ier. Après la chute de Kosciusko, eut lieu, le 4 novembre suivant, la prise d'assaut et le carnage de Prag, faubourg où les défenseurs de Varsovie, au lieu de tenir la campagne, avaient eu l'imprudence de s'enfermer. La capitulation de Varsovie en fut la suite, et Ignace Potocki, envoyé par les habitants de cette ville pour négocier la paix, vit ses demandes brutalement rejetées. Il y eut des massacres, il y eut des confiscations : Stanislas-Auguste reçut ordre d'aller à Saint-Pétersbourg, où Catherine II le mandait, et il s'y rendit le 25 du même mois, après avoir abdiqué, à Grodnö, cette couronne, qu'il avait si mal et si lâchement portée.

VI.

Dernier traité de partage de la Pologne.

On s'occupa d'un nouveau partage. Peu s'en fallut, cette fois, que la Prusse ne fût mise de côté, comme on y avait mis adroitement l'Autriche, en 1793. Catherine était très irritée contre Frédéric-Guillaume II, et de ce qu'il n'avait pas laissé quelques troupes en Pologne, et de ce



un traitement annuel de 200,000 ducats (1).

La Pologne n'était donc plus! « Est-ce un mal, « est-ce un bien? disait un contemporain illus- « tre. La Providence seule peut le prévoir. Les « hommes sont des enfants, qui jouent sérieuse- « ment leur existence, jusqu'à ce que ses dé- « crets immuables, bon gré, mal gré, fixent « leur sort (2). » Voilà comment s'exprime le général Dumouriez, à la fin du passage dont nous avons cité la première partie, et où il pré- voit tous les malheurs des Polonais. Pour nous, en attendant que les desseins impénétrables de la Divinité se soient manifestés, nous n'hésite- rons pas à dire : Oui, la destruction d'une des plus nobles nationalités européennes est un mal; oui, c'est un grand mal que la Barbarie l'ait ainsi emporté sur la civilisation, et qu'elle ait pu faire une si large brèche à cette terre d'Eu- rope, qui en conserve l'antique et précieux dépôt !

(1) Koch, p. 293, t. II; Martens, *Recueil des Traités*, t. V; Castéra, *Vie de Catherine II*, t. II. — (2) Général Dumouriez, *Mémoires*, t. I, p. 226.

CHAPITRE XXI.

NOUVEAUX PROGRÈS DE LA RUSSIE EN ORIENT ET DU CÔTÉ DE L'OCCIDENT, DEPUIS LE DERNIER PARTAGE DE LA POLOGNE, JUSQU'AUX TRAITÉS DE 1815.
LE CZAR ALEXANDRE ET L'EMPEREUR NAPOLÉON Ier.

I.

Politique du czar Paul Ier.

Pour étouffer la révolution en Pologne, Catherine II avait donc pris le bon moyen, qui était de supprimer, par la conquête, la Pologne elle-même, et d'en laisser à peine subsister le nom. Avec la même intention peut-être, avec le même secret espoir, elle allait fondre sur le premier foyer des idées révolutionnaires, sur la France et sur Paris; elle allait, par toute l'Europe, faire jouer à la Russie le rôle de puissance civilisée, et, sous ce masque imposant, cacher l'envahissante ambition d'un État barbare, quand la mort l'enleva, le 7 novembre 1796. Son fils, Paul Ier, au nom duquel

elle avait régné, et qui échappait enfin de tutelle, ne manqua pas de suivre cette utile politique. Il entra dans la seconde coalition en 1799, et Souvarow, avec ses Cosaques, vint battre les Français de Macdonald près de la Trébie, dans cette fertile vallée du Pô, que les anciens Barbares de l'Occident avaient si souvent convoitée, et que les Russes, à leur tour, foulaient aussi d'un pied vainqueur. Mais, tout en rendant service, dans l'Occident, aux principes que la révolution française avait le plus attaqués, le principe monarchique et le principe aristocratique, le czar Paul I[er] ne perdait pas de vue l'agrandissement matériel ou moral de la Russie en Orient. Sept îles, Corfou, Céphalénie, Sainte-Maure, Zanthe, Cerigo, Paxo et Ithaque, avaient été conquises par les Français sur la république de Venise, pendant les guerres de la première coalition, et le traité de Campo-Formio, en 1797, les leur avait assurées. Rien n'incommodait les Turcs autant que la présence des nouveaux venus dans leur voisinage, sur les frontières mêmes d'un empire qu'ils avaient autrefois occupé sous le nom de Latins, d'autant plus que les Français n'étaient pas seulement dans les Sept-îles vénitien-

nes, ils étaient maîtres aussi, en vertu du même traité, d'une partie de l'Albanie; et qui sait si ces établissements n'étaient pas le point d'appui et le commencement d'entreprises plus grandes du côté de l'Orient? L'expédition des Français contre l'Égypte, contre une province turque, aussitôt après la paix de 1797, et ces paroles du jeune héros qui la commandait : « Il faut que la Mé-« diterranée soit un lac français, » ne semblaient-elles pas justifier ces craintes? Sans doute le désir de ruiner la puissance maritime des Anglais et de changer la direction du système colonial, était le seul motif allégué de cette expédition hardie; mais la conquête de la Turquie n'entrait-elle pas dans les vues de la politique française d'alors, comme le complément, le couronnement même de l'œuvre? Il était permis de le penser. Dans tous les cas, les éventualités de la guerre pouvaient certainement amener les Français devant Constantinople. Il était donc prudent, du moment surtout où ils portaient eux-mêmes la guerre en Égypte, de les attaquer dans les Sept-îles, de les éloigner, si c'était possible, des frontières de l'empire turc. Ces îles, d'ailleurs, avaient fait partie de l'ancien Empire grec, et les czars

quérir, n'était-ce pas faire rentrer Constantinople dans toute l'étendue de ses droits? Le sultan Sélim III voulut l'entreprendre; mais un auxiliaire se présenta, dont il ne put refuser le concours. Dès le commencement de l'expédition des Français en Égypte, Paul Ier avait résolu de défendre l'empire d'*Orient* attaqué, cet empire dont les Russes avaient été frustrés par les Francs ou Latins, au xiiie siècle, par les Turcs au xve, et dont les Français voudraient peut-être, eux aussi, s'emparer. Sa protection, aussi bien que celle des Anglais, avait été acceptée. Quand donc Sélim III songea à son expédition contre les Sept-îles, Paul Ier demanda d'être de la partie. Les habitants de ces îles étaient Grecs de race, de langue, de religion. C'était une raison de plus pour que Paul Ier voulût être là, afin de veiller à ce qu'ils ne fussent pas maltraités par les Turcs. Ainsi, l'Europe fut appelée à voir ce qui ne s'était jamais vu jusqu'alors : les Russes et les Turcs, c'est-à-dire les deux peuples qui se détestaient le plus au monde, réunissant leurs vaisseaux, et, quoique avec un but différent, marchant ensemble, l'un surveillé, l'autre surveillant, vers l'accomplissement du même objet. La flotte turco-

russe fut heureuse : elle prit Corfou, le 1er mars 1799, et les autres îles subirent bientôt le même sort. La conquête faite, les Turcs auraient bien voulu assujettir les habitants de ces îles au régime des autres Grecs ; mais le but que se proposait Paul Ier, et qui était de saisir cette occasion de donner à ces coreligionnaires grecs une preuve de sa sollicitude, n'aurait pas été atteint. Par la convention de Constantinople, du 21 mars 1800, il fut donc stipulé que les Sept-îles formeraient une république, et que, sans exclure la suzeraineté des sultans, elles seraient placées sous la garantie et le protectorat de la Russie. L'intérêt turc eut le dessous dans cette affaire ; l'intérêt russe l'emporta. On vit même un petit corps d'armée russe, chargé d'avoir l'œil sur les Français et aussi sur les Turcs, s'établir dans ces îles et aux bouches du Cattaro, où il resta jusqu'en 1809.

Ainsi, voilà que les Russes, sous Paul Ier, avaient, pour ainsi parler, enjambé la Turquie d'Europe, et étaient venus jeter des troupes dans des îles grecques, dans des îles de l'Adriatique, tout près de l'Italie, sur la limite des deux mondes grec et latin. Sous Pierre-le-Grand, ils n'étaient qu'à Saint-Pétersbourg ; sous Catherine II

ils étaient à Varsovie, à Odessa ; sous Paul Ier, ils sont à Corfou : en moins d'un siècle, quelle distance parcourue, quels immenses progrès !

II.

Paul Ier, grand-maître des chevaliers de Malte.

Ils eurent l'espoir de s'avancer encore plus loin sur cette mer Méditerranée, dont deux parties, la mer Noire et l'Adriatique, leur étaient ouvertes, lorsque, après la conquête de Malte, les Anglais ne s'opposèrent pas à ce que l'Ordre offrît la dignité de grand-maître à Paul Ier lui-même (1). Chefs avoués du monde schismatique grec contre les musulmans, les Czars, dans la personne du fils de Catherine II, n'allaient-ils pas, avec ce nouveau titre, avec l'insigne privilége de commander à tout ce que l'Europe avait de plus noble par la naissance et la valeur, devenir, en quelque sorte, contre ces mêmes Infidèles, les chefs de toute la chrétienté ? N'allaient-ils pas du moins pouvoir

(1) Thiers, *Hist. du consulat*, etc., t. II, p. 92, et *Campagnes du général Mathieu Dumas*, 1799 à 1804, 8 vol. Ouvrage capital.

s'installer un jour dans l'ile de Malte, dans une ile, qui était la clef de l'empire ottoman par la Méditerranée, et d'où ils pourraient barrer le passage aux flottes de l'Occident, auxiliaires des Turcs, tandis que les leurs iraient sur Constantinople d'Odessa ou de Cherson? Quelque forts que dussent être les Anglais pour défendre leur conquête, il n'était pas très-insensé, dans un siècle de bouleversement et de péripétie en tout genre, de se bercer de cet espoir. Dans tous les cas, on allait d'abord gagner l'estime des Chevaliers, afin d'asseoir sur leur sympathie le succès de cette possible éventualité. De là les nombreux chapitres de l'Ordre, que Paul Ier, pour leur conservation, pour le rétablissement de leur indépendance, pour leur défense contre le croissant, fit tenir, non pas à Malte, mais à Saint-Pétersbourg.

III.

Le Premier Consul cherche à gagner la Russie

Personne ne s'effraya, dans le principe, de tous ces rêves d'ambition. Mais, avant la fin de l'année 1799, Paul Ier se refroidit un peu

à l'égard de la seconde coalition. Le 18 brumaire avait eu lieu en France, et tous les regards, en Europe, étaient tournés vers le héros d'Arcole et des Pyramides, qui, voyant toujours le vaisseau de l'État ballotté par l'orage, avait hardiment pris seul le gouvernail, mal dirigé par plusieurs, et qui ensuite, avec le coup d'œil le plus sûr, l'intelligence la plus exacte, l'esprit de détail comme l'esprit d'ensemble, s'était mis à rétablir le pouvoir, la religion, les arts, les lois. Paul Ier sembla deviner les hautes destinées de ce guerrier, devenu tout d'un coup si grand homme d'État, si profond législateur. On lui fit quelques avances d'aimable courtoisie; il y répondit; on lui renvoya sans rançon 6,000 prisonniers russes, Paul prôna partout un si généreux vainqueur; enfin, voulant le détacher de la seconde coalition, dont il était, moyennant les subsides anglais, le fournisseur d'hommes, le Premier Consul lui offrit précisément cette île de Malte, à laquelle il attachait tant de belles espérances: Paul l'accepta, destina à la conquérir les 6,000 hommes qu'on lui rendait, la réclama des Anglais, qui ne l'écoutèrent pas, jeta aussitôt l'embargo sur leurs vaisseaux, en arrêta trois cents dans les ports de

la Russie, et ordonna de couler à fond tous ceux qui chercheraient à se sauver. Il alla plus loin encore : de concert avec le Danemark, la Suède, la Prusse, il renouvela, en 1800, le traité de la Neutralité armée, qui avait tant déplu aux Anglais, c'est-à-dire qu'au même moment où il excluait les Anglais du commerce de la Baltique, il l'ouvrait aux ennemis de cette nation, en prenant sous la sauvegarde du pavillon des neutres leurs marchandises et leurs marchands. Les Anglais étaient furieux ; ils coururent bombarder Copenhague ; Paul n'avait jamais été plus content : les Anglais, il s'en moquait ; les Russes récalcitrants, il les envoyait en Sibérie ; puis il promenait sa grande-maitrise dans le Nord, recevait chevalier de Malte le roi de Suède, Gustave IV Adolphe, et les personnages de sa suite, en un mot, faisait partout complaisamment les honneurs de son titre nouveau.

Mais l'aristocratie russe, malgré la capricieuse brutalité du Czar, blâmait sa politique, et, comme on pense bien, les agents anglais ne cherchèrent pas à apaiser les cris. « Les Russes avaient besoin « que de riches négociants vinssent acheter chez « eux les marchandises naturelles, et donner en

« échange de l'argent ou des objets manufactu-
« rés. Les Anglais, en cela, leur convenaient
« parfaitement : ils leur apportaient les produits
« artistement travaillés de leur industrie, et ils
« procuraient ainsi aux intendants de la no-
« blesse russe le moyen de payer le revenu des
« terres aux seigneurs (1). » Un complot se trama ; le comte Pahlen et le comte Panin en furent les chefs. Ils mirent dans leurs intérêts le fils même et l'héritier de Paul Ier, le jeune Alexandre, en lui disant que le Czar se fourvoyait, qu'il perdait la Russie, que, d'ailleurs, il ne s'agissait, dans ce complot, que d'un détrônement et non d'un parricide. Alexandre, ajoutant foi à leurs assurances, les laissa agir. Mais, son adhésion obtenue, ils lâchèrent trois hommes, décidés à tout faire, Platon Soubow, ancien favori, âme damnée de Catherine II, Nicolas, son frère, et un Hanovrien, qui sera bientôt un grand général, Beningsen : par eux, ils frappèrent Paul Ier, puis ils élevèrent au trône le czaréwitz Alexandre, 1801.

(1) Thiers, p. 442.

IV.

Commencements du czar Alexandre.

Mais, ô surprise! quoiqu'élevé par une réaction anti-française, le nouveau Czar ne tarde pas à déclarer qu'il veut vivre avec la France; on lui entend même répéter un propos de sa jeunesse, à savoir « que le démembrement de la Pologne « était un crime de ses aïeux, qu'il serait heu- « reux de réparer. » Pourtant, lorsque l'Empire français fut fondé; lorsque Napoléon, le 18 mars 1805, eut pris à Milan la couronne de fer des anciens rois lombards, et annoncé par là l'intention d'arracher aux Autrichiens leur Saint-Empire romain; lorsqu'enfin il eut manifesté ses prétentions sur les îles Vénitiennes, comme un acheminement à la possession même de l'Orient, le czar Alexandre entra dans la troisième coalition, formée par Pitt contre la France. Mais, le 2 décembre de la même année 1805, la bataille d'Austerlitz, gagnée sur les Autrichiens et les Russes réunis, lui apprit avec qui il osait se mesurer. C'en fut assez : il ne continua à l'Au-

triche, à cette antique alliée de la Russie, que d'insuffisants secours. Les Autrichiens durent alors se résigner à tout : par le traité de Presbourg, le 26 décembre 1806, ils reconnurent Napoléon, roi d'Italie à leur place; ils laissèrent, sans mot dire, les États allemands faire un schisme politique, former, sous le patronage de la France, la Confédération du Rhin; ils brisèrent, en un mot, entre leurs mains, le sceptre, jadis si brillant, des Othon et des Charles-Quint. Le Czar fit plus encore : ayant appris que Pitt était mort, et que Fox, assez porté pour Napoléon, venait de le remplacer, il voulut être le premier à traiter avec le nouveau maître des Français : il lui envoya M. d'Obril. Mais Napoléon fit trois conditions : abandon par les Russes des bouches du Cattaro, non loin des îles Vénitiennes, indépendance de ces îles, intégrité de l'empire ottoman. Impossible, avec cela, que les Russes fussent pour lui. Alexandre fut étonné, désappointé, stupéfait. Il s'emporta; et, comme Napoléon se disposait alors à écraser les Prussiens, après les Autrichiens, afin d'ôter aux Russes tout point d'appui continental, il s'écria qu'il ne manquait pas de soldats, qu'il secourrait le roi de Prusse, qu'il lui

enverrait Beningsen avec 100,000 hommes. Napoléon le laissa faire et l'attendit : il n'était peut-être pas fâché de lui donner une seconde fois, et, s'il le fallait, une troisième fois, sur les doigts, afin que, s'il se décidait de nouveau, comme Napoléon le souhaitait en secret lui-même, à se rapprocher de la France, ce fût pour tout de bon et pour longtemps. Néanmoins, il tâcha de l'occuper ailleurs.

V.

Sébastiani sauve Constantinople, attaquée, comme sous Catherine II, par les Russes et les Anglais.

Il fit éclater, en 1806, une rupture nouvelle entre la Porte et la Russie, au sujet des provinces danubiennes, qui faisaient bien envie au Czar, et il envoya à Constantinople Sébastiani, un bon diplomate, un bon général, justement ce qu'il fallait aux Turcs pour négocier ou se défendre. Avec l'argent des Anglais, Alexandre fit face à tout. Des nuées de Russes accoururent sous Beningsen, au secours de la Prusse ; d'autres se répandirent dans la Moldavie et la Valachie ; quant

aux troupes de mer, elles se joignirent à une flotte anglaise, pour attaquer subitement Constantinople. L'amiral anglais, Dutworth, aussi hardi que l'avait autrefois été Elphinston, sous Catherine II, força les Dardanelles, et parut devant le port de cette capitale. On ne s'attendait pas à cette brusque attaque; on fut surpris, troublé, décontenancé. Heureusement, ce dangereux auxiliaire des Russes laissa passer le premier moment de frayeur. Sébastiani en profita, pour raffermir le courage des Turcs, pour les armer, pour organiser la défense : en huit jours, tout fut prêt; et Dutworth, sous peine d'assister lui-même à la destruction inévitable de sa flotte, dut quitter au plus vite Constantinople et les Dardanelles.

L'amiral russe, Siniawin, fut plus heureux : seul, près de Lemnos, il battit les Turcs de Sélim III; et, sur terre, Michelson, secondé par le soulèvement de Czerni-George, prince des Serviens, se rendit maître de la Moldavie et de la Valachie. Mais, en Allemagne, les Russes, commandés par Beningsen, essuyaient coup sur coup, avec les Prussiens, leurs protégés, deux défaites : celle d'Eylau, le 8 février 1807, et celle de Friedland, le 14 juin suivant. La première ne

fut pas pour eux une leçon suffisante. Ils avaient tué 30,000 hommes aux ennemis et n'en avaient perdu que 17,000; en outre, ils avaient fait 12,000 prisonniers : s'ils étaient vaincus, ce qui était bien positif, cette défaite était moins ruineuse pour eux que pour les vainqueurs; ils ne risquaient donc pas beaucoup à continuer. C'est ce qu'ils firent, en tâchant en même temps de former une quatrième coalition. Mais, avant que les autres États se fussent décidés à prendre les armes ou à marcher, eut lieu l'affaire de Friedland : celle-ci fut une déroute complète : tout fut conquis dans l'ancienne Prusse polonaise et teutonique, Dantzick, Kœnigsberg, Neisse; et la Pologne russe était en feu. Le Czar avait dit autrefois, qu'il regardait le démembrement de la Pologne comme un crime : il devait être satisfait, voilà que les Français, à sa place, travaillaient fort bien à la reconstitution de ce malheureux État. Il est vrai qu'il ne fallait pas prendre ces belles paroles d'Alexandre au pied de la lettre. C'est le partage qu'il qualifiait ainsi, et non le démembrement; car il voulait, en réunissant toutes les parties, détachées de la Pologne, réorganiser à sa vérité ce royaume avec les élé-

ments de sa nationalité, mais avec lui seul pour roi. Qu'est-ce à dire? C'est que tout appartiendrait à la Russie, et qu'à ce compte, en effet, il n'y aurait pas de morcellement entre trois, ce qui était un crime; il y aurait confiscation, par lui seul, de la totalité, ce qui était le bien et l'équité. Ce n'était pas, comme on voit, mal arrangé. Ses ministres, Novosiltzoff et Strogonoff, étaient allés colporter ce plan, si désintéressé, dans les cours de l'Europe, et avaient fait ressortir tout ce qu'il renfermait d'avantageux pour les Polonais. Mais Pitt vivait encore, à l'époque de l'enfantement de ce projet; il ne donna pas dans ce piége, tout ami qu'il était de la Russie, et il le rejeta. Ainsi, les choses ne marchaient pas, dans les provinces de l'ancienne Pologne, comme l'aurait voulu le Czar, et, de plus, il n'avait pu vaincre une seule fois. Il ne se soucia pas de se cabrer contre la mauvaise fortune. Il eut une entrevue particulière avec son vainqueur sur un radeau du Niémen.

VI.

L'alliance russe, clef du système de Napoléon.

Napoléon tenait à l'alliance ou à la neutralité de la Russie dans ses querelles avec l'Europe; il faisait dépendre de cela le succes de son systeme, comme autrefois Louis XIV avait attaché la réussite de son plan de conquêtes à l'attitude favorable des Stuarts, à l'alliance anglaise; c'est, en effet, ce qui avait procuré à ce roi les avantageux traités d'Aix-la-Chapelle et de Nimegue. Napoléon, sur le radeau de Niémen, fit donc entendre à Alexandre que, s'il se tournait franchement de son côté, il n'y perdrait rien, que ses services seraient honorablement récompensés, qu'il trouverait *vers la Baltique un accroissement de sûreté, et vers la mer Noire un accroissement de grandeur* (1). Le Czar comprit ou crut comprendre; il fut enchanté. Il amena le roi de Prusse à une seconde entrevue, et il le fit passer par tout ce que voulut Napoléon; il s'engagea à prendre parti contre les An-

(1) Thiers, t. VIII, p. 134.

glais, contre les Suédois, leurs alliés, au besoin même contre les Autrichiens. Une seule chose lui déplaisait, c'est que, pour reconstituer un État polonais, on voulût prendre à lui aussi bien qu'aux autres. Dépouiller la Prusse et l'Autriche, il ne s'y opposait pas; et Catherine II, si elle avait vécu, en aurait été aussi très-satisfaite: mais lui demander de se dépouiller lui-même, et, d'un autre côté, vouloir en même temps que les îles ci-devant vénitiennes, ainsi que les bouches du Cattaro, fussent évacuées par ses troupes, n'était-ce pas exiger trop? Il y consentit pourtant. Après tout, la Prusse et l'Autriche étaient aux abois; il espérait bien qu'elles ne pourraient rien reprendre sans sa permission, et qu'un jour peut-être, tout lui reviendrait, car il s'arrangerait de manière à n'être pas, comme Catherine II, obligé de partager. D'ailleurs Constantinople était là, Constantinople, dont l'acquisition était indubitablement annoncée par ces mots: « *Du « côté de la mer Noire, un accroissement de « grandeur;* » Constantinople, qui, par conséquent, le dédommagerait amplement de pertes, qui pouvaient elles-mêmes n'être que momentanées. Ce n'était pas voir clair dans la pensée de

Napoléon, ce n'était pas bien discerner ce qui convenait à un nouveau Charlemagne; voilà pourtant ce que lui disait son imagination ingénieuse à se flatter; voilà aussi ce qui lui fit accepter tout ce que voulut Napoléon, et une rupture avec l'Angleterre, et une promesse de guerre contre la Suède, et une diversion en Galicie contre l'Autriche, et le renversement, alors arrêté, des Bourbons d'Espagne, et enfin l'adhésion la plus complete au blocus continental, qui, après la défection de la Russie et la ruine des deux principaux États allemands, devait abattre l'Angleterre aux pieds du formidable auteur de toutes ces choses. L'Angleterre, et toute sa puissance coloniale, renversée, la Pologne reconstituée, et la Russie refoulée au delà du Niémen; les aigles germaniques tremblantes devant la nouvelle aigle impériale; un nouvel Empire romain, bâti là-dessus, mais sous un autre nom, non pas avec une centralisation politique générale, mais avec le système fédératif entre tous les États qui le composaient, non pas avec l'unité de race et de langage, mais avec des nationalités vassales qui en compensaient la diversité, et dont les chefs appartiendraient à la famille du fondateur: quelle

conception, et quelle entreprise! Quelle gloire pour un homme, si un tel plan pouvait se réaliser et durer, et quelle grandeur pour son pays!

VII.

Traité de Tilsitt.

Alexandre s'étant donc plié à toutes les volontés de Napoléon, le traité de Tilsitt fut rédigé et signé, le 7 juillet 1807. Tout ce que le deuxième et le troisième partage de la Pologne avait procuré à la Prusse, fut donné au roi de Saxe, sous le titre de duché de Varsovie, et le 7 septembre suivant, ce duché reçut une organisation particulière. Mais on n'y comprit ni la forteresse de Graudentz, où des troupes furent mises, ni la ville de Dantzick, qui devint une république indépendante, comme aux beaux temps de la ligue hanséatique; ni le comté de Bialystock, qui fut adjugé à la Russie. Tout le fruit des longs efforts de Catherine II, du côté de la Pologne, semblait être définitivement enlevé à Alexandre, et enlevé de son propre consentement. Ce n'est pas tout : non-seulement il abandonnait exclusivement aux Français les îles Véni-

tiennes, ou Ioniennes, mais encore il promettait d'évacuer la Moldavie et la Valachie. Il aurait tout donné, en retour de l'assurance tacite qu'il croyait avoir reçue, d'obtenir Constantinople.

VIII.

Admiration intéressée d'Alexandre pour Napoléon.

L'aristocratie russe murmurait, préférant toujours à la France l'Angleterre, qui, par mer, pouvait faire beaucoup de mal à la Russie, et elle traitait d'illusions toutes les grandes espérances du Czar. Mais lui, il était plus que jamais rayonnant de satisfaction et de joie. Il appelait tour à tour le général Savary et Caulincourt, agents de l'Empire français à Saint-Pétersbourg. « Dites bien, leur « recommandait-il, à votre maître, que je suis tout « à lui. Faut-il se prononcer tout de suite contre « l'Angleterre ? Je suis prêt à le faire. Faut-il accabler les Suédois ? Je prends à l'instant les armes. « Désormais le commerce de la Russie sera entre « les mains des Français; désormais les cadets de « la marine russe n'iront plus en Angleterre;

« c'est en France qu'ils seront élevés. Et puis, « rien ne manquera à votre Empereur : je me « charge en particulier d'être *son marchand de « fourrures* (1). » Et, en effet, un beau présent de belles fourrures fut envoyé à Napoléon, qui y répondit par un magnifique service de porcelaine de Sèvres. « Mais, ajoutait-il tout bas, dites-moi « quelles sont ses vues *sur l'Occident et sur l'O- « rient?* » Et ceux-ci de répondre qu'il pouvait s'en rapporter à la bonne foi et à la loyauté de l'Empereur des Français. Alexandre leur disait encore : « Pour ce qui est de l'expédition d'Es- « pagne, je l'approuve ; il peut faire tout ce qu'il « voudra. Je conçois très-bien qu'il ne veuille pas « avoir des Bourbons si près de lui. » En même temps, il fit partir pour Paris Tolstoy, chargé de demander à Napoléon une déclaration formelle et écrite de toutes les concessions qu'il se proposait de faire à la Russie. Mais Napoléon ne se trouva large que pour le Nord, parce qu'il en voulait aux Suédois, alliés des Anglais, et que là d'ailleurs les agrandissements de la Russie n'étaient pas aussi dangereux pour l'Europe. Ainsi

(1) Thiers, t. VIII, p. 217.

il permettait à Alexandre de conquérir, s'il le pouvait, le reste de la Finlande. Quant à l'Orient, il souffrait seulement que les Russes arrivassent jusqu'au Danube, si les Turcs ne s'y opposaient point, mais pas au delà : encore était-ce avec la condition que le Czar, à travers toute l'Asie, ferait une grande expédition dans l'Inde anglaise, ce qui était très-gigantesque, très-ardu, et pouvait amener l'annulation d'une concession de circonstance (1). Alexandre toutefois fut très-content. « Vous le voyez, dit-il aux Russes, qui blâmaient « sa politique, voilà le commencement des acqui- « sitions que je vous ai annoncées. C'est que Napo- « léon est un grand homme ; oui, c'est un grand « homme, et je lui suis dévoué. Il veut que « j'aille avec mes soldats jusque dans l'Inde ? « M. de Caulaincourt, assurez-le que je le ferai. » Mais l'abandon de Constantinople, dont on s'occupait dans les salons de Saint-Pétersbourg, et qu'on regardait comme une chose certaine, n'arrivait pas. Tolstoy écrivait, que, sur ce point, l'Empereur des Français paraissait inflexible. « J'irai le revoir, » dit alors Alexandre. Et en

(1) *Ibid.*, t. VIII, p. [illegible]

effet, en septembre 1808, il eut avec lui une troisième entrevue à Erfurt, où Talma joua, devant les Russes étonnés, *Cinna*, *Andromaque*, *Mahomet*, *OEdipe*. Mais Napoléon lui parla de manière à ne lui rien promettre, sans toutefois le décourager, sans se l'aliéner, car il avait besoin de sa neutralité pour faire la guerre d'Espagne, qu'en effet il entreprit aussitôt; puis, il l'engagea à commencer ses conquêtes par le Nord, par la Finlande, en attendant mieux.

IX.

La Finlande, province russe par le traité de Frédérikshamm.

Alexandre, quoiqu'un peu à regret, fit ce qu'on lui dit. Par un manifeste du 28 mars 1808, il déclara la Finlande réunie à l'Empire russe, et il envoya le général Schouwaloff avec une armée pour en prendre possession. Tout fut ravagé à plaisir. Les Suédois, probablement la faction des Chapeaux, sous prétexte de certains impôts, détrônèrent alors Gustave IV Adolphe, exclurent à jamais de la succession à la couronne la branche des Vasa dont il était le chef, et la donnèrent à Char-

les XIII, son oncle, à celui qui, en 1810, adopta Bernadotte. Ils croyaient par là désarmer la Russie; mais Alexandre continua la guerre, jusqu'à ce qu'il eût tout conquis. Schouwaloff battit les Suédois de Charles XIII à Seiwis, et dès lors la Suède se décida à accepter la paix de Frederikshamm, qui, le 17 septembre 1809, la dépouillait de toute la Finlande, avec l'Ostro-Bothnie, et la partie de la Westro-Bothnie, située à l'est de la rivière de Tornéa. Elle abandonnait aux Russes une population de 900,000 âmes, ce qui réduisait la sienne à 2,344,000 (1). Mais c'eût été peu, pour ainsi dire, qu'un tel sacrifice, si, en cédant la Finlande, elle n'avait pas perdu en même temps son seul grenier, pour en enrichir la Russie. La faculté, que lui fit accorder le plénipotentiaire français, M. de Champagny, d'en tirer tous les ans 100,000 hectolitres de grains (2), et la restitution de la Poméranie suédoise, ainsi que de l'île de Rugen, compensaient bien faiblement cette immense perte. La Suède n'était plus qu'un corps sans aliment et sans vie. Dans cet état,

(1) Koch, *Tabl. des révol. de l'Europe*, éd. de Schœll, t. II, p. [illegible].
(2) Heeren, *[illegible]*, t. II, p. [illegible]

elle était en outre forcée d'adhérer au système continental, et de se séparer des Anglais, son soutien.

X.

Napoléon ne veut pas abandonner Constantinople aux Russes.

Mais, après la conquête rapide de la Finlande, Alexandre revint à la charge pour la Turquie, qu'il voulait qu'on partageât, et pour Constantinople, qu'il réclamait pour lui seul. Il fallut encore lui donner quelque chose, afin qu'il prît patience. Fort heureusement, le 14 octobre de la même année, Napoléon termina, par la paix de Schœnbrünn, une nouvelle et courte guerre contre l'Autriche, qui, fière dans l'adversité, ne voulait se laisser imposer ni le système continental, ni tous ces arrangements avec la Russie. Il lui ôta, en punition, la Galicie occidentale, avec Cracovie et le cercle de Zamoscz; et c'est sur cette province qu'il prit un territoire, renfermant 400,000 âmes, qu'il offrit au Czar : le reste fut réuni au duché de Varsovie, moins les salines de Vielicka, qui furent communes aux Polonais et aux Autri-

chiens. De plus, soit médiocre estime du caractère actuel des Polonais, soit plutôt pour ne pas pousser les Russes à bout, Napoléon se refusa à ériger encore le duché de Varsovie, tout agrandi qu'il était, en royaume de Pologne, à reconstituer la nationalité polonaise, à relever enfin l'ancienne barrière de l'Europe contre la Russie.

Mais tout cela n'était pas Constantinople, et ne pouvait la remplacer ni la faire oublier. Alexandre insista encore. Napoléon alors songea à épouser une princesse russe, la propre sœur d'Alexandre, espérant conserver, par les liens de la parenté, un allié, que les impatiences de l'ambition pouvaient lui faire perdre : c'était l'avis de Cambacérès, plus sincère ami que Talleyrand, qui penchait pour une Autrichienne. Mais il n'était plus temps : les agents anglais et l'aristocratie russe l'avaient emporté; Alexandre avait quitté le parti de Napoléon; il avait rompu avec ce *grand système de Tilsitt*, comme il disait, où ses boyards ne l'avaient toujours suivi qu'avec peine. Il ne s'empressa pas de répondre à la flatteuse demande de l'Empereur des Français. Il dit à Caulaincourt qu'il lui fallait dix jours pour réfléchir, qu'il avait besoin de consulter sa sœur;

que, d'ailleurs, il voudrait que cette princesse eût une chapelle grecque dans les Tuileries. Les dix jours s'écoulèrent; pas de réponse. Napoléon fut piqué : il écrivit lui-même au Czar qu'il avait entendu honorer un allié et un ami, en préférant une princesse russe à une archiduchesse d'Autriche, dont la main lui était assurée, mais, qu'après son inqualifiable procédé, il la refusait (1). Effectivement, ce mariage de Napoléon avec une Romanow, qui était la conséquence logique de son système, et qui y eût mis le sceau; ce mariage, qui aurait permis de réaliser peut-être ces grandes paroles, adressées à Alexandre sur le radeau du Niémen : « Unissons-nous, « nous ferons les plus grandes choses des temps « modernes! » et bien, ce mariage, si rationnel et si utile, ne se fit pas. A sa place, le 1er avril 1810, eut lieu l'uuion avec une puissance anéantie, décrépite, le mariage autrichien, que Napoléon, au point de vue de son plan, dut regarder comme un échec.

(1) Thiers, t. XI, p. 375.

XI.

Rupture entre Napoléon et Alexandre.

Une rupture était à craindre. Alexandre sembla la provoquer, en publiant, le 31 décembre 1810, un ukase, par lequel il permettait aux Anglais l'importation des denrées coloniales en Russie, et l'interdisait aux Français, ce qui était abandonner le système continental à l'égard de l'Angleterre, et le retourner contre ses inventeurs. Il s'était donc rapproché des Anglais, et, avec cette alliance, il bravait le grand Empereur de l'Occident. On resta deux ans en présence, ou plutôt en expectative, sans se déclarer la guerre, mais sans reconstituer la paix. Napoléon fit deux choses : il s'allia avec la Prusse et l'Autriche, avec deux puissances qui ne l'aimaient pas, et qui ne pouvaient se souffrir elles-mêmes ; ce n'était pas solide, ce n'était pas non plus très-dangereux pour la Russie. Mais il voulait avoir le passage libre à travers l'Allemagne, pour une expédition gigantesque qu'il ne pensait pas pouvoir éviter. En second lieu, il souleva les Turcs,

qui voulaient éloigner les Russes de la Moldavie et de la Valachie. Puis, en 1812, il rassembla une innombrable armée, se mit en marche vers le Rhin, traversa toute l'Allemagne, arriva en Pologne; et, le 22 juin de la même année, il passa le Niémen : il était en Russie!

S'il avait voulu, avant cela, donner Constantinople, nul doute qu'il n'eût conservé une alliance, à laquelle il avait fait tant de nécessaires sacrifices. Mais, avait-il écrit au Sénat, déjà, en 1807, après Friedland, après la première demande des Russes à cet égard, « la tiare grecque, relevée « et triomphante depuis la Baltique jusqu'à la « Méditerranée, on verrait, de nos jours, nos « provinces attaquées par une nuée de fanati- « ques et de Barbares; et si, dans cette lutte « trop tardive, l'Europe civilisée venait à périr, « notre coupable indifférence exciterait juste- « ment les plaintes de la postérité, et serait un « titre d'opprobre dans l'histoire. » Ces considérations et ces sentiments, il les maintint; et voilà pourquoi il s'en allait essayer d'arrêter et de dompter les Russes chez eux-mêmes.

XII.

Traité de Bukarest. La Russie va jusqu'au Pruth.

Mais Alexandre avait prévu le coup, et vite, grâce à la médiation de l'Angleterre, il avait fait sa paix avec le nouveau Sultan turc, Mahmoud, à Bukarest. Il avait autorisé son ministre, M. d'Italinsky, malgré les succès de ses généraux devant Roustouck et au passage du Danube, à ne pas trop exiger. Ainsi, par cette paix, il s'était contenté de peu de chose : il acquérait seulement, 1° la frontière du Pruth jusqu'à son confluent avec le Danube; 2° à partir de ce confluent, la rive gauche de ce fleuve jusqu'à la mer Noire, en suivant l'embouchure supérieure. Ces cessions comprenaient la Bessarabie et la partie orientale de la Moldavie. Les Russes savaient se modérer. Ils n'avançaient qu'à petits pas, mais sûrement et pour ne jamais rétrograder. Peuple éminemment politique, ils savaient qu'il n'y a que les empires, formés lentement et avec le temps, qui aient des chances de durée. Le reste de la

Moldavie et la Valachie étaient rendus à la Porte. Enfin les Serviens, qui, en leur qualité de Slaves et de schismatiques, s'étaient battus dans les rangs des Russes, obtinrent une amnistie et la promesse d'être mieux traités à l'avenir.

XIII.

Congrès de Vienne et la Russie.

Les Russes en avaient donc fini avec les Turcs, quand l'armée française s'avança rapidement dans leur sauvage pays, et ils étaient libres pour recevoir le vainqueur d'Austerlitz et de Friedland, le roi d'Italie, l'empereur des Français, qui venait les attaquer en personne! Ils furent épouvantés à son approche, à son aspect. Mais que pouvait en Russie tout le génie humain contre la nature des lieux et le climat? Napoléon s'y brisa; il se brisa ensuite contre les Espagnes; puis toute l'Europe, par un suprême effort, amis, ennemis, se leva contre lui : il tomba une fois, deux fois; les étrangers détruisirent son empire, et, réunis en congrès à Vienne, dès juillet 1814, ils y réglè-

rent les avantages de la première Puissance par où avait commencé sa chute.

Ils donnèrent à Alexandre le duché de Varsovie, qui fut érigé en royaume de Pologne, *avec le Czar pour roi*, selon le vœu d'Alexandre, puis avec une constitution aristocratique, un conseil d'État, un sénat, une chambre des députés de la noblesse, âgés au moins de quarante ans, convoqués tous les deux ans, et dont les sessions ne devaient pas dépasser quinze jours (1). C'est ce qu'Alexandre appelait reconstituer la Pologne. Le duché de Posen ni la Galicie orientale n'y furent compris. Le premier fut rendu à la Prusse, moins le comté de Bialystock ; l'autre province revint à l'Autriche, excepté Cracovie, qui, à cause de son excellente position militaire, fut déclarée indépendante, et forma une république. Les îles Ioniennes n'appartinrent ni à la Russie ni à la France, qui les avaient eues tour à tour. Elles formèrent une république fédérative, sous le protectorat exclusif de l'Angleterre : celle-ci, d'après la constitution de 1817, y fut représentée par un lord commissaire, lequel avait le droit de

(1) Heeren, t. II, p. 199.

nommer le président du sénat, ou pouvoir exécutif de cette république (1). Malte non plus ne fut pas donnée aux Russes, qui autrefois avaient cherché en vain à l'avoir. Elle fut adjugée à l'Angleterre, et l'Ordre disparut. En Turquie on ne toucha à rien : les choses restèrent dans le *statu quo*. Dans le Nord, la réunion de la Finlande à la Russie fut sanctionnée ; mais on confirma le traité de Kiel, par lequel, en 1814, Bernadotte, devenu Prince royal, avait, après une assez vive guerre avec le Danemark, obtenu la Norvége, moyennant la conservation de ses libertés.

Le Congrès de Vienne maintint donc à la Russie tout ce qu'elle avait acquis pendant la Révolution et pendant la durée de cet Empire français, qu'elle avait, la première, battu en brèche. On relevait l'équilibre européen d'un côté, pour le faire pencher de l'autre, pour faire, un jour, d'une coalition contre la trop puissante Russie, une nécessité tout aussi grande que contre la France révolutionnaire ou impériale (2).

C'était d'autant plus à craindre que la Russie,

(1) Heeren, t. II, p. 192.

(2) Schœll, *Hist. abrégée des traités de paix*, de 1648 à 1815, t. XV.

le 12 octobre 1813, par le traité de Seiwa, imposé par la force des armes à la Perse, et confirmé, le 14 septembre 1814, à Tiflis, avait obtenu encore le Daghestan, le Schirwan, Derbent, autrefois occupé par Pierre-le-Grand, mais rendu en 1735, et en général, toute la côte occidentale de la mer Caspienne. De plus, la Perse avait renoncé à ses prétentions sur la Géorgie, sur Imirete, Guriel et la Mingrélie, et reconnu le droit exclusif de la Russie d'avoir des vaisseaux de guerre sur la mer Caspienne (1). On le conçoit : par ses possessions, la Russie pouvait prendre plus amplement à dos l'empire ottoman, et l'attaquer à la fois de tous côtés, en Asie aussi bien qu'en Europe. C'est en cela que ces acquisitions, quoique asiatiques, intéressaient les Etats européens.

La Sainte-Alliance, toute sortie du cerveau d'Alexandre, entre l'Autriche, la Russie et la Prusse, arriva le 26 septembre 1815, pour placer sous l'égide de la religion, et bien plutôt sous la garantie du sabre moscovite, tout ce qu'avaient réglé les vainqueurs de Napoléon.

(1) Koch, t II, p. 441.

CHAPITRE XXII.

LA RUSSIE DEPUIS 1815.

I.

Politique des Czars, après 1815, à l'égard de l'empire turc.

Depuis le dernier partage de la Pologne, la Russie, satisfaite de ses possessions sur la Baltique et vers la partie centrale de l'Europe, n'avait eu en vue que la conquête de Constantinople. Jusqu'en 1815, ses efforts à cet égard, furent actifs, habiles, persévérants. Un instant elle crut toucher au but; mais celui de qui elle attendait l'objet de ses désirs, au lieu de la conduire à Constantinople, alla porter la guerre dans son propre sein, au milieu de ces populations de la vieille Russie, qui, depuis les temps orageux de Charles XII, n'avaient pas vu la fumée d'un camp ennemi. Le héros, qui était venu jeter l'épouvante chez elle, ne tarda pas à tomber. La Russie aussitôt reporta les mêmes regards d'envie sur Constantinople : elle ne pouvait attaquer brusquement

l'empire ottoman, dont les décrets du Congrès de Vienne, faits avec sa participation et son approbation, garantissaient l'intégrité. Voulant néanmoins miner la puissance des Turcs et ne leur laisser aucun instant de relâche, elle poussa leurs sujets à la révolte, en Grece, et, comme sous Catherine II, dans la province d'Egypte; elle leur fit espérer son appui; à force d'habileté diplomatique, elle obtint des autres grands États de l'Europe de pouvoir les secourir de concert avec eux : elle les rendit indépendants, et, sans gagner un pouce de terrain de plus, elle grandit pourtant par l'affaiblissement de son ennemi; car elle restait la même, tandis que, par ses intrigues, celui-ci perdait chaque jour du terrain et semblait courir à sa ruine.

II.

Fondation du royaume de Grèce. L'Egypte devient une principauté héréditaire.

C'est le czar Nicolas, monté sur le trône en 1825, par la mort d'Alexandre, son frere, et par la renonciation de son frere ainé, le grand-duc

Constantin, qui a suivi envers les Turcs la politique habile que nous venons de tracer.

En 1821, les Grecs, poussés par ses agents, s'étaient soulevés au nom de la religion et de la liberté. Mais, seuls contre les forces réunies du sultan Mahmoud et de son vassal, le fameux pacha d'Égypte, Méhémet-Ali, ils allaient succomber. Que fit le Czar? Il engagea les deux grands ministres qui dirigeaient les affaires, l'un en Anleterre, l'autre en France, Canning et Villèle, à se joindre à lui pour soutenir la Grèce. L'antique admiration de l'Europe civilisée pour cette terre classique des belles-lettres et des arts vint seconder les démarches de ses diplomates. Un traité fut conclu entre la France, l'Angleterre et la Russie, le 6 juillet 1827, et les flottes combinées de ces trois pays allèrent, la même année, écraser, dans la rade de Navarin, l'escadre égyptienne, et fonder sur ce trophée l'indépendance des Grecs, la gloire de leurs libérateurs, mais aussi la force nouvelle, la popularité plus grande des Russes, leurs instigateurs, leur premier et leur plus proche soutien.

C'est l'Égypte, c'est Ibrahim-Pacha, le valeureux fils du gouverneur de cette province, qui

avait donné le plus d'embarras aux Grecs et à leurs protecteurs. Exciter ce pays à devenir, lui aussi, un État indépendant, réveiller l'ambition de ses chefs par l'exemple des Grecs, et l'encourager par les mêmes espérances, voilà ce que fit aussitôt le cabinet de Saint-Pétersbourg. L'Égypte aussi n'avait-elle pas été autrefois un magnifique État ? N'offrait-elle pas, dans les grandes et belles ruines qui couvraient son sol, dans ses pyramides encore debout, et qui avaient bravé les atteintes de plus de quarante siècles, des souvenirs indestructibles de sa splendide et mystérieuse civilisation ? N'était-elle pas, pour toutes les nations tant soit peu éclairées, l'objet d'une plus ancienne et plus religieuse vénération ? Ne la regardait-on pas comme la mère première des sciences et des arts, qui, de son sein, s'étaient répandus en Grèce, de là dans Rome, et de Rome dans tout l'Occident ? Enfin l'expédition des Français dans ce pays et les travaux incessants des savants qui y avaient accompagné le nouvel Alexandre, n'avaient-ils pas rendu populaire ce respect, en quelque sorte filial, des Européens pour cette grave et imposante patrie des Pharaons ? Oui, sans doute, l'Égypte se présentait avec un noble

entourage de merveilleux souvenirs; oui, à son sujet, il y avait, pour des ambitieux, de pompeuses traditions et de généreux sentiments à exploiter. Aussi la politique russe finit-elle par obtenir ce qu'elle désirait : les admirations classiques, augmentées par le penchant de Méhémet-Ali pour les arts de l'Europe, son ambition personnelle, celle de son fils, tout s'y prêta; et, malgré la France, plus que jamais clairvoyante, mais restant inactive, le concours des autres puissances, et de l'Angleterre surtout, vint assurer le succès. En 1840, l'Egypte devint un Etat héréditaire dans la maison de l'heureux pacha, sous la suzeraineté nominale de la Porte, et, comme la Grèce, sous la garantie des puissances amies. Voilà comment s'affaiblissait l'empire turc, au profit de la Russie, et comment aussi les alliés, j'allais dire les complices de cette adroite nation entendaient les intérêts de l'équilibre européen.

III.

Les Latins exclus de la succession au trône de Grèce, en 1852.

Depuis ce double démembrement de l'empire turc, la Russie n'a pas trouvé que son influence

dans le nouveau royaume de Grèce fût assez assurée, si le trône pouvait toujours, en vertu du principe de la tolérance religieuse, y être occupé par un catholique romain. Elle a donc cherché à réformer la Charte hellénique sur ce point. Bien que les calculs de la politique fussent le principal motif de cette démarche, il faut dire pourtant que c'est avec la plus grande répugnance que les Grecs avaient accepté le Saxon et catholique Othon pour roi. Outre qu'il n'était pas de leur nation, il ne partageait pas leurs opinions religieuses. A prendre un étranger, ils auraient préféré un Russe, le grand-duc Constantin, dont le nom résonnait plus agréablement à leurs oreilles et dont la religion était la même que la leur; car la Russie, prudente et prévoyante, tenait toujours, depuis deux ou trois règnes, un *Constantin* en réserve, pour servir la cause des Grecs, et, le cas échéant, se mettre à la tête de leur empire ressuscité. Ainsi, l'objet que se proposait la Russie, relativement à la succession au trône de Grèce, paraissait juste et raisonnable. Elle l'a tout récemment obtenu. Par une convention, signée à Londres, en 1852, il a été stipulé qu'après Othon, les Latins, comme disent les Grecs, se-

raient exclus de la succession au trône, et que les Schismatiques grecs seuls seraient aptes à succéder. Des deux fils d'Othon, il a donc fallu que l'un sacrifiât, pour ainsi dire, le Dieu de ses pères pour une couronne : c'est le jeune qui l'a fait ; l'aîné a mieux aimé y rester fidèle. La loi de succession, modifiée en faveur du schisme, l'a été en faveur des Russes, chefs du monde schismatique ; dans cette affaire, qui est pourtant passée inaperçue, comme étant de peu d'importance, c'est donc encore l'intérêt russe qui l'a emporté ; les Grecs y ont vu, de plus, une preuve nouvelle et significative du zèle des Czars pour un culte, ennemi juré de l'Islam, et, depuis huit siècles, irréconciliable adversaire du culte romain.

IV.

La Russie en face de l'Europe, après 1815 : 1° Fin de la république de Cracovie ; 2° Destruction des dernières libertés de la Pologne ; 3° La Russie en 1848.

Du côté de l'Europe, quels progrès a faits la Russie depuis 1815? Dans un intérêt d'influence en Germanie et de conquête du côté de la Turquie, tendre à l'Autriche affaiblie une main amie,

et d'un bras, toujours jeune et fort, la soutenir sur pied ; puis se poser en Europe, et particulièrement dans les, pays voisins des sujets russes, comme l'égide des grands principes sociaux et religieux, proclamés par la Sainte-Alliance, telle fut la politique du czar Alexandre, après 1815, telle a été celle du czar Nicolas.

Une seconde révolution éclate en France, en 1830, et les Polonais sous l'impulsion des Czartoryski, des Dembyrski, des César Plater, surtout de la jeune et héroïque Emilie Plater, se remuent aussitôt dans l'ancienne Pologne, et dans la ville indépendante de Cracovie. On craint, dans ce pays, les mêmes agitations révolutionnaires que par le passé. Le czar Nicolas intervient, comprime, par tous les moyens, ce mouvement de juste indépendance, mais qui pouvait, comme autrefois, devenir un mouvement d'excessive liberté; et, généreux envers l'Autriche, son alliée, il lui donne, du consentement tacite des Puissances, la république de Cracovie. Ne pouvant tuer les idées, il tue les États; il retranche les membres, à ses yeux gangrenés, pour arrêter le mal : car telle était, depuis Catherine II, l'unique méthode russe.

La Pologne, telle que l'avait reconstituée Alexandre n'est pas plus épargnée : le statut organique du 26 fevrier 1832, efface jusqu'aux dernières traces de sa nationalité. Plus tard, en 1848, une troisième révolution, non pas bourgeoise, comme celle de 1830, mais démocratique, et, par conséquent plus à craindre dans ses effets, éclate encore sur la même terre de France. La Belgique, la Lombardie, la Sardaigne, les États-romains, les Deux-Siciles, l'Allemagne, la Prusse, la Hongrie, l'Autriche enfin, tout ressent la commotion révolutionnaire, communiquée par la France. « Messieurs, montons à cheval, dit « alors le Czar à ses boyards. » Et aussitôt les armées russes descendent en Germanie, font triompher partout le principe d'autorité, raffermissent les gouvernements ébranlés, rappellent à des idées, plus modestes et plus sûres, la Prusse, qui se prêtait au mouvement, et voulait rétablir en sa faveur, avec l'hérédité même de la couronne, l'ancien Empire germanique, arrivent jusque sur les bords du Rhin, de là défient la France, pour ainsi dire, et menacent Paris, enfin rentrent dans leurs foyers, justement bénies par les princes, les rois, les empereurs, mais les tenant, tous, as-

servis au Czar par ses services, par leur reconnaissance, par leurs besoins.

V.

Qu'arrivera-t-il si les Russes sont jamais à Constantinople?

Aujourd'hui, que se passe-t-il? Comptant au moins sur la neutralité de ces États pour de nouvelles et décisives tentatives du côté de l'Orient musulman, le czar Nicolas a répandu ses fanatiques soldats dans les provinces danubiennes; et l'on a vu son ambassadeur Mentchicoff présenter un ultimatum, aussi superbe que ceux de Schaffiroff et d'Obrescoff, sous Catherine II; on l'a vu, comme celle-ci, réclamer fièrement le protectorat des schismatiques grecs, et, de plus, leur supériorité sur les Latins dans toute l'étendue de l'empire turc : beaux prétextes, pour donner à une guerre d'invasion les nobles couleurs d'une juste croisade; adresse bien calculée, pour avoir l'air de servir la vieille cause de l'Europe chrétienne contre les musulmans, lorsque, après son triomphe, on rendrait plus actif et plus dangereux l'antagonisme reli-

gieux du Monde latin, divisé, et du Monde grec, régénéré, plus uni et plus fort.

Qu'arrivera-t-il, si un Russe, ou même un Grec, créature et vassal de la Russie, vient renouer à Constantinople le fil interrompu des Césars byzantins ? Écoutons le grand historien, l'homme d'État pénétrant, dont les écrits ont animé plusieurs pages de notre ouvrage. Dans un langage empreint d'une éloquente et profonde tristesse, il va faire la réponse, en annonçant, avec le danger, le seul, mais le seul, moyen de salut :

« Quand le colosse russe aura un pied aux « Dardanelles, un autre sur le Sund, *le vieux* « *monde sera esclave*, la liberté aura fui en « Amérique : chimère aujourd'hui pour les es- « prits bornés, ces tristes prévisions *seront un* « *jour cruellement réalisées ;* car l'Europe, *mal-* « *adroitement* divisée, comme les villes de la « Grèce devant les rois de Macédoine, *aura pro-* « *bablement le même sort* (1). »

(1) Thiers, *Hist. du consul. et de l'Emp.*, t. VIII, p. 448, l. 29.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

CHAP. III. — La Russie au XVe et au XVIe siècle en face de l'Europe.

CHAP. IV. — Efforts de la Russie, dès le XVIe siècle, pour s'ouvrir la Baltique et le chemin de l'Europe, par la Livonie.

CHAP. V. — Efforts de la Russie pour s'ouvrir la Baltique par l'Esthonie et la Carélie.

CHAP. VI. — Efforts de la Suède, au XVIIe siècle, pour fonder un Empire du Nord.

CHAP. VII. — Prompte décadence de l'empire suédois et décadence correspondante de la Pologne à l'avénement de Pierre-le-Grand.

CHAP. VIII. — La Russie sous Pierre-le-Grand : elle devient un Etat tout à fait européen, sous le rapport militaire et maritime.

CHAP. IX. — Charles XII et Pierre-le-Grand jusqu'à la bataille de Pultawa, 1709.

CHAP. X. — Attitude de Louis XIV, après Pultawa. — Pierre-le-Grand et le régent. — Robert Walpole loue Louis XIV et avertit l'Europe.

CHAP. XI. — Pierre-le-Grand en face de l'Europe, quand il s'est ouvert la Baltique.

CHAP. XII. — Influence de la Russie en Europe, et spécialement en Allemagne, sous Pierre-le-Grand.

CHAP. XIII. — La Russie et Constantinople sous Pierre-le-Grand.

CHAP. XIV. — Progrès de la Russie du côté de la Baltique et de l'Europe, après Pierre-le-Grand, jusqu'à l'avénement de Catherine II, en 1762.

CHAP. XVIII. — La Russie en face de l'Europe sous Catherine II. 1° histoire du premier partage de la Pologne, 1772, ou l'Europe enfin entamée par les Russes.

CHAP. XIX. — La Russie continue à entamer l'Europe. Deuxième partage de la Pologne, août 1793.

CHAP. XX. — La Russie détruit une des nationalités européennes. Troisième et dernier partage de la Pologne, octobre 1795.

CHAP. XXI. — Nouveaux progrès de la Russie en Orient et du côté de l'Occident, depuis le dernier partage de la Pologne, jusqu'aux traités de 1815. Le czar Alexandre et l'empereur Napoléon Ier.

CHAP. XXII. — La Russie depuis 1815.



